

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE – N° 12330 – 6 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry   Directeur : André Laurens

DIMANCHE 16-LUNDI 17 SEPTEMBRE 1984

Le PCF repris en main

Le repli tactique de juin a permis à la direction de reconquérir du terrain sur les « contestataires »

Le comité central du Parti communiste, qui se réunit du 17 au 19 septembre, doit discuter, sur le rapport de M. Georges Marchais, de la situation politique et de la préparation du vingt-cinquième congrès du parti, prévu pour le mois de février. La situation au sein du PCF a notablement évolué depuis la réunion du comité central des 26 et 27 juin, marquée par le résultat des élections européennes (11,28 % des voix pour le PCF) et par les questions ou les critiques que ce résultat avait inspirées à certains responsables du parti.

M. Gaston Plissonnier, membre du secrétariat du comité central, a pu dire, le vendredi 14 septembre, au cours d'un déjeuner de presse organisé à l'occasion de la parution de son livre, que le rapport alors présenté par M. Claude Poperen, membre du bureau politique, et qui n'avait pas été soumis au vote du comité central, avait bien été, en fait, adopté par lui, et à l'unanimité, dès lors que la résolution votée s'y référait. Cette affirmation, de nature à surprendre certains membres du comité central, montre que le repli tactique de la direction du parti, à ce moment-là, a été utilement mis à profit, depuis, pour maîtriser le débat provoqué par les élections européennes.

Le changement de gouvernement et la décision de ne pas participer à celui de M. Laurent Fabius ont, de ce point de vue, été fort utiles, dans la mesure où ils ont permis de déplacer la discussion. Il n'est plus question de l'évolution du PCF, de ses modes d'organisation et de fonctionnement, de son ananlyse du « socialisme réel ». *« Ce qui sera à la base des débats du comité central*, a déclaré M. Plissonnier, *c'est le rassemblement. Nous voulons rassembler les Français qui ont cru aux engagements de la gauche. »*

Le discours de la direction du PCF, officialisé par M. Marchais le 8 septembre, est fixé. *« La pratique du programme commun a été une erreur »*, a dit M. Plissonnier ; le PCF *« est arrivé au terme d'une expérience de vingt-cinq années »* ; *« le parti ne renoncera jamais à la politique d'unité, mais on ne va pas proclamer : union de la gauche ! Union de la gauche ! »*. M. Plissonnier a précisé toutefois : *« Electoralement, c'est une autre affaire. On verra le moment venu. »* Cette question de l'alliance électorale et de ses contraintes pourrait difficilement être laissée de côté par le comité central.

La direction du parti apparaît, quoi qu'il en soit, soudée en un noyau, au sein duquel M. Plissonnier et M. Roland Leroy, directeur de *l'Humanité*, semblent jouer, autour de M. Marchais et avec MM. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, et Maxime Gremetz, chargé de la politique extérieure, un rôle essentiel. M. Plissonnier, homme de métier, M. Leroy, homme de pouvoir : deux dirigeants dont il peut être utile d'avoir en tête la personnalité pour comprendre l'évolution du Parti communiste dans les mois qui viennent.

PATRICK JARREAU.

(Lire page 8 les portraits de ROLAND LEROY et de GASTON PLISSONNIER.)



Révolution culturelle à la libyenne

Comment le colonel Kadhafi entend conduire son pays vers une « société libre et heureuse »

De notre envoyé spécial

Tripoli. – Quatre mois après les *« événements »* du 8 mai – litote à laquelle on a recours ici pour désigner la bataille rangée qui a opposé, au centre de la capitale, des opposants islamistes à la garde révolutionnaire – l'ordre paraît rétabli d'un bout à l'autre de la Jamahirya (Etat des masses) libyenne. On n'entend plus parler, en tout cas, d'attentats et de sabotages dans des bases militaires et dans les supermarchés d'Etat, qui avaient marqué les premiers mois de l'année. Les échos de la contestation dans les milieux populaires et la grogne dans l'armée ont cessé d'atteindre les oreilles des observateurs étrangers. Le colonel Kadhafi a annoncé triomphalement, dans un discours prononcé le 1er septembre devant le congrès général du peuple (équivalent d'un parlement) qu'il était parvenu à *« écraser les chiens errants de l'impérialisme américain comme on écrase des chats »* (sic).

La répression exercée essentiellement contre les musulmans traditionalistes a été impitoyable et parfois spectaculaire. La radio et la télévision ont diffusé, dans la première quinzaine de juin, les « confessions » de ceux qui auraient été entraînés au Soudan par des instructeurs américains pour se livrer à des actes de violence et pour assassiner les principaux dirigeants du pays. Les pendaisons publiques – une douzaine selon les autorités – qui s'ensuivirent ont également reçu la plus large publicité sur le petit écran. Les officiels ont été plus discrets sur les arrestations opérées qui se compteraient par centaines, sinon par milliers. Beaucoup de suspects ayant été libérés après interrogatoire dans des camps de tri, il est pratiquement impossible d'avancer un chiffre fiable.

ÉRIC ROULEAU.

(Lire la suite page 3.)

Avec ce numéro

LE MONDE AUJOURD'HUI

(Sciences, médecine, formes et idées nouvelles)

Les combats de l'information médicale

Le Parti travailliste israélien sera-t-il un « Likoud à visage humain » ?

De notre correspondant

Jérusalem. – Pour revenir au pouvoir après sept ans passés dans l'opposition, le Parti travailliste israélien a-t-il trahi ses idéaux, oublié ses principes ? Où s'arrêtera sa « dérive droitière » ? Telle est la question-clé que suscite son alliance avec le Likoud – ennemi juré hier encore – au sein d'un gouvernement d'union nationale imposé par les exigences de l'arithmétique parlementaire tenant à un système électoral paralysant.

Les plus féroces censeurs de l'actuelle direction travailliste l'accusent d'avoir *« vendu son âme »* au nom du réalisme et d'avoir fait passer son appétit de pouvoir avant les intérêts permanents du parti. *« Au yeux de beaucoup*, constate avec ironie l'éditorialiste du *Jerusalem Post*, *le Parti travailliste est devenu un supermarché politique, offrant toutes sortes d'idéologies à des prix raisonnables. »*

Sans nourrir la moindre illusion sur les rudes moments qui l'attendent, M. Pérès rétorque que, faute d'avoir pu déloger le Likoud, l'important est de l'avoir contraint à partager le pouvoir. Arrivé en tête, fût-ce de justesse, aux législatives du 23 juillet, le Parti travailliste avait vocation à gouverner. Pourquoi aurait-il dû, ajoute M. Pérès, laisser gentiment en place un Likoud en perte de vitesse ? La direction travailliste n'est pas loin de conférer à l'expérience d'union nationale une valeur thérapeutique, puisqu'elle permettra de montrer aux Israéliens – au demeurant massivement favorables depuis longtemps à cette formule – que les héritiers de Ben Gourion et de Golda Meir ne sont pas voués pour toujours à l'exil de l'opposition, qu'ils sont capables de faire mieux que les successeurs de M. Begin, que le règne du Likoud n'est pas éternel, quitte, dans un premier temps, à *« préconiser l'alternance »*.

Mais la nécessité de fonder l'union sur *« le plus petit dénominateur commun »* exige soit de laisser en suspens les sujets de discorde, soit de les dissimuler sous le flou artistique de déclarations vagues, voire contradictoires. Pourtant, les ruses de la sémantique ont une limite. Sur deux points cruciaux pour l'avenir d'Israël – la colonisation dans les territoires occupés et le règlement de la question palestinienne – le parti de M. Pérès a accepté de sacrifier, à des degrés divers, les principes qu'il proclamait de longue date.

S'agissant des implantations juives en Cisjordanie et à Gaza, la doctrine travailliste était claire. S'il accédait au pouvoir, le parti de M. Pérès « gèlerait » le processus de colonisation dans les zones à fort peuplement arabe (environ 70 % de la superficie des territoires occupés), sans pour autant démanteler la moindre implantation déjà existante. La difficulté tient au fait que le Likoud, à l'approche des élections, s'est empressé d'accélérer l'« annexion rampante » de la Cisjordanie, en approuvant l'établissement, avant un an, de vingt-huit nouvelles implantations. Les travaillistes veulent ramener ce nombre à cinq ou six au maximum. Le différend n'a pas été tranché.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

(Lire la suite page 3.)

La télévision du matin

Vers une nouvelle répartition des missions et des tranches horaires entre les chaînes

M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat aux techniques de la communication, rendra, au cours de la semaine prochaine, un arbitrage attendu sur les conditions de lancement de la télévision du matin et sur une nouvelle répartition des missions et créneaux horaires entre les trois chaînes : à Antenne 2 – l'audacieuse – la responsabilité des programmes de la tranche la plus matinale (7 h-9 h), les cinq premiers jours de la semaine ; à TF 1 la charge des matins – plus sereins – du week-end ; à FR 3 enfin, la carte ambitieuse de la régionalisation.

L'occasion pour les chaînes du service public de démontrer leur possible cohérence et complémentarité. Une complémentarité longtemps mise à mal par la retransmission simultanée sur les trois chaînes des journaux régionaux de FR 3 dont TF 1 pourrait désormais se voir dispensée.

Que de temps perdu ! Dix ans peut-être. D'énergies gaspillées, d'initiatives découragées, d'idées ou d'espoirs refoulés ! Dix ans sans doute, pendant lesquels les professionnels ont dû s'empêcher de rêver à de nouveaux espaces, tant semblaient cadenassées les grilles de nos programmes et figés à jamais l'ensemble des créneaux. Dix ans, bientôt, que Marcel Jullian, alors PDG d'Antenne 2, s'était aventuré à évoquer le principe d'une télévision du matin et risqué à critiquer cette clause inouïe du cahier des charges qui impose aux deux premières chaînes un décrochage quotidien obligatoire à 19 h 15 pour les informations régionales de FR 3 ! Trois chaînes pour une même image, une même image sur les trois chaînes... Archaïsme à visée électoraliste, défendu pied à pied par la classe politique unanime, mais aussi démarche totalitaire qui ne laisse au téléspectateur aucune autre issue que d'éteindre son poste...

Que de temps perdu ! Pour porter enfin sur les chaînes du service public un regard d'ensemble, pour leur imaginer des complémentarités et pour sortir du carcan midi-minuit.

ANNICK COJEAN.

(Lire la suite page 20.)

Une semaine avec la France du grand large

AUJOURD'HUI :

Les territoires du Pacifique

LIRE NOS ARTICLES ET REPORTAGES PAGES 9 A 12

RENDEZ-VOUS

Samedi 15 septembre. – *Strasbourg :* Entrée en fonction du nouveau secrétaire général du Conseil de l'Europe, M. F. Karasek ;
RFA : Visite du président roumain, M. Ceausescu ;
Dublin : Réunion des ministres des finances des Dix.

Dimanche 16 septembre. – *Vienne :* Réunion du comité de surveillance de l'OPEP ;
Jérusalem : Procès du réseau extrémiste antiarabe.

Lundi 17 septembre. – *Japon :* Visite de M. Jacques Chirac ;
Bruxelles : Conseil des ministres des affaires étrangères et conseil des ministres de l'agriculture des Dix.

Mardi 18 septembre. – *Afrique du Sud :* Inauguration de la nouvelle Assemblée comportant une chambre métisse et une chambre indienne.

Jeudi 20 septembre. – *Dublin :* Réunion informelle des ministres des affaires sociales des Dix.

Vendredi 21 septembre : *Washington :* réunion des ministres des finances du « groupe des vingt-quatre » ;
Manille : Douzième anniversaire de la loi martiale.

Sports

Mercredi 19 septembre. – *Football :* Premier tour de la Coupe d'Europe des clubs champions : Bordeaux-Bilbao. Premier tour de la Coupe de l'UEFA : Paris-Saint-Germain - Heart-of-Midlothian (Ecosse), Monaco-CSKA Sofia.

Vendredi 21 septembre. – *Football :* Championnat de France (huitième journée).

Samedi 22 septembre. – *Motocyclisme :* Quarante-huitième Bol d'or sur le circuit du Castellet (Var).

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	605 F	859 F	1 080 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	661 F	1 245 F	1 819 F	2 360 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	685 F	979 F	1 240 F
II. – SUISSE, TUNISIE	454 F	830 F	1 197 F	1 530 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

LES TARIFS DU MONDE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 8 dir. ; Tunisie, 550 m. ; Allemagne, 2,60 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 35 fr. ; Canada, 1,50 $; Côte-d'Ivoire, 450 F CFA ; Danemark, 7,50 Kr. ; Espagne, 150 pes. ; E.-U., 1,10 $; G.-B., 55 p. ; Grèce, 75 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 800 L ; Liban, 475 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 35 f. ; Norvège, 10,00 kr. ; Pays-Bas, 2,60 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 9,00 kr. ; Suisse, 1,70 f. ; Yougoslavie, 110 nd.

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IX[e]

OJD 1983

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

IL Y A DIX ANS, LA DÉPOSITION DE HAÏLÉ SELASSIÉ

Le dernier roi des rois sort de scène

12 septembre 1974 : quelques passants flânent dans une rue d'Addis-Abeba. Ils aperçoivent un petit véhicule de l'armée dans lequel est assis un vieillard à l'attitude noble et digne, accompagné d'un jeune homme. Ceux qui peuvent plonger leur regard dans la voiture reconnaissent l'empereur Haïlé Selassié. La radio, au milieu d'un ensemble de décisions du mystérieux DERG allant de la suspension de la Constitution et de la dissolution du Parlement à la proclamation de la loi martiale, vient d'annoncer sa déposition. Le jeune homme qui se tient à ses côtés est son petit-fils, Iskander Desta, ancien commandant en chef adjoint de la marine éthiopienne. Deux mois plus tard, il sera l'une des soixante personnalités de l'empire exécutées sommairement.

Haïlé Selassié ne reverra jamais le palais qu'il vient de quitter. Il partagera les derniers mois de sa vie, captif, traité d'ailleurs avec certains égards, entre une petite maison située dans les quartiers de la quatrième division et l'hôpital où il subira une intervention chirurgicale. Il mourra le 27 août 1975 à l'âge de quatre-vingt-trois ans dans des circonstances mal éclaircies, mais communiquées à la presse en des termes de nature à éveiller des doutes, sinon des soupçons.

Ainsi se termine le règne du roi des rois, héritier d'une couronne deux fois millénaire, d'une dynastie plusieurs fois centenaire, et qui a mené – personnellement et souverainement – les destinées de son pays pendant cinquante-huit ans.

Un tempérament d'acier

En 1960, lorsque je suis accrédité auprès de lui comme ambassadeur de France, son règne est à son apogée. Porté au pouvoir en qualité de régent et de prince héritier en septembre 1916, alors qu'il était encore le ras Tafari, par une assemblée de dignitaires ecclésiastiques et civils, couronné empereur en 1930, il a rendu d'éminents services à son pays. Avant la guerre de 1935, il a réduit les féodaux à l'impuissance, obtenu l'admission de l'Ethiopie dans la Société des nations, fait reculer la traite des esclaves, puis confirmé l'abolition de l'esclavage que les Italiens avaient proclamée en 1936. Ce qui lui vaudra une place à part dans l'histoire de l'Ethiopie sera d'avoir, à travers la campagne de 1935-1936 et la tourmente de la deuxième guerre mondiale, sauvé l'indépendance de l'empire, d'en avoir agrandi le territoire en le fédérant avec l'Erythrée et de l'avoir ainsi doté d'un accès à la mer.

Aujourd'hui, son souvenir s'est estompé dans les esprits. Une version facile tend à s'accréditer. On se représente Haïlé Selassié comme un potentat, habile aux manœuvres diplomatiques, certes, mais avide de luxe, menant en dictateur un empire archaïque, essentiellement attaché à prolonger un état de choses suranné et ne se penchant que de très haut sur la condition du peuple. Ce portrait presque caricatural est-il bien, même ramené à de plus justes nuances, celui du défenseur de l'indépendance éthiopienne ? La personnalité de l'empereur fut-elle tout autre ?

Traditionaliste, certes il l'est, mais essentiellement dans la forme. Du *lidj* (infant) éthiopien, il lui reste quelque chose. C'est bien un empereur d'Orient qu'annoncent le lion qu'on rencontre en liberté dans les jardins ou les deux guépards enchaînés aux colonnes du palais les jours de réception. L'étiquette byzantine vit toujours dans un hiératisme qui interdit au souverain de s'asseoir en public, sinon derrière un paravent qui n'est escamoté que lorsqu'il a adopté le maintien de dignité figée qui sied à la majesté impériale.

Haïlé Selassié est petit, sec, fluet. Cet extérieur frêle cache un tempérament d'acier. Son accueil est d'une exquise courtoisie, et son affabilité s'accompagne de réserve et d'une maîtrise de soi dont il ne se défait jamais. Aussi ne se livre-t-il pas facilement ; il ne dit jamais que ce qu'il veut dire. Tout cela est chez lui non seulement une seconde nature, mais aussi une ascèse et une technique du pouvoir.

Les fastes que l'on prêterait volontiers à un descendant de la reine de Saba ne se manifestent que bien rarement, une ou deux fois par an, généralement à l'occasion de la visite d'un chef d'Etat étranger. Le lustre des réceptions de la cour d'Ethiopie résulte bien davantage du sens que l'empereur a du spectacle que d'une prodigalité qui ne m'a jamais paru dépasser celle des autres Etats en semblables occasions. Il tient à la grandeur barbare des immenses salles du « vieux guébi » (palais), à la parfaite ordonnance de la cérémonie, à l'éclat des uniformes et des livrées, à l'allure des gardes postés à l'entrée, dans la tenue des troupes de Ménélik, la crinière de lion sur la tête, la lance à la main et à l'avant-bras, le bouclier en peau d'hippopotame. Quand les invités se rendent à la salle du banquet par une galerie couverte, les trompettes d'argent lancent de longs appels dans la nuit. De tels déploiements joints aux attitudes princières naturelles chez Haïlé Selassié contribuent à entourer le personnage d'une aura quasi mythique. Il peut difficilement s'en défaire. A dépouiller sa légende, il risque de perdre son charisme. Et pourtant, ce qui amènera sa perte tient peut-être aussi à ce style.

Cet appareil solennel couvre, en réalité, une existence austère. Levé de bon matin, avec le soleil tropical, l'empereur passe quelque temps en prière dans son oratoire puis partage sa matinée entre les conseils du gouvernement et les audiences. Déjeuner frugal, s'il est seul, soigné mais sans excès s'il a des hôtes. Il mange et boit peu ; de préférence un verre de champagne. Son médecin allemand, le docteur Otto, lui impose la cuisine à l'huile de maïs et une sieste après le repas. L'après-midi, il reprend ses travaux et parfois « inaugure des chrysanthèmes ».

Vers 5 heures, avant le coucher du soleil, il quitte le palais, traverse la ville, à toute petite allure, dans sa Rolls Royce verte, rendant les saluts d'une lente inclinaison de tête, et il gagne les environs, souvent les pentes des hauteurs d'Entotto, plantées d'eucalyptus odorants, pour une courte promenade avec quelques familiers, parfois avec certains de ses petits-enfants. Devant lui trotte un minuscule chiwawa.

La tradition des placets

C'est pendant la traversée de la ville qu'intervient le moment des *placets*. D'une rue aux ombrages bleutés sort une femme enveloppée dans un *chamma* blanc ou couleur de poussière. Elle court vers la voiture, se jette à terre en levant une main qui tend un petit papier. Un aide de camp, assis à côté du chauffeur le recueille ; la plupart de ces messages en appellent au souverain de décisions de justice. Les recours étudiés par deux commissions aboutiront devant le *tchilot*, Cour suprême que l'empereur préside personnellement, le vendredi. Il a maintenu tout au long de son règne cette vénérable tradition. Il y voyait une occasion de tâter le pouls de l'opinion populaire et de préserver l'autorité morale que valait au roi des rois son rôle de juge suprême. C'était en effet le plus souvent sur la façon dont ils avaient accompli leur rôle de justicier que les souverains étaient jugés par la postérité. Le roi des rois n'était pas en vain accueilli par le peuple au cri de *« Abiet ! Abiet ! »* (Justice ! Justice !).

Le soir, l'empereur dîne en famille. Il aime la compagnie des siens. Son plus grand chagrin fut, probablement, la perte de son second fils, Makonnen, duc de Harar, qui mourut le 12 mai 1957 dans un accident d'automobile à l'âge de trente-deux ans.

Après le repas du soir, grand amateur de cinéma, il assiste à un film dans la salle de projection du palais. Puis il lit des ouvrages politiques ou historiques. Il possède une bibliothèque entière sur Napoléon. Dans un tel plan de vie, le sérieux et la diligence l'emportaient de loin sur le goût d'une vaine splendeur.

Le régime de l'empire reste, jusqu'à la fin, celui du pouvoir personnel. Haïlé Selassié s'occupe de tout, même des détails. Rien de ce qui a été fait pendant plus d'un demi-siècle ne peut être retiré du dossier sur lequel l'histoire le jugera.

ROUIL

Mais cela ne signifie nullement qu'il dédaigne les compétences et néglige de s'entourer de conseils. Le gouvernement éthiopien n'est aucunement un agrégat de vieux chefs passéistes et de serviteurs obséquieux. Tout au contraire, il est constitué d'hommes cultivés, d'esprit ouvert, connaissant le monde de leur temps, et presque toujours jeunes. Rares sont les ministres de plus de soixante ans ; beaucoup ont reçu leur portefeuille avant quarante ans. Pour ne citer que quelques exemples, parmi ceux que j'ai connus, des hommes comme Aklilou Hapte Wold, treize ans ministre des affaires étrangères, et dix-sept ans premier ministre, ou Mamo Tadesse, ministre d'Etat auprès du premier ministre à trente-quatre ans puis ministre de la justice, enfin ministre des finances, pouvaient se mesurer avantageusement avec les dirigeants des pays les mieux dotés en personnel politique.

Le roi des rois est tout le contraire d'un homme cruel ou sanguinaire. Il disait ne pas connaître la haine, sentiment trop fruste pour lui. Dès 1924, il a supprimé toute la gamme des supplices et mutilations qui composaient le système répressif éthiopien (mains ou pieds coupés, etc.). Certes, la pratique du gouvernement impérial n'est pas marquée par un respect méticuleux des droits de l'homme et des libertés publiques ; ni peut-être, surtout, des procédures assurant la sauvegarde telles qu'on les conçoit dans les pays authentiquement démocratiques. Certaines décisions, particulièrement pendant les périodes de crise, peuvent être entachées d'arbitraire. Elles sont peu fréquentes et en général d'importance mineure.

Le complot « sport national »

Après les rafles parmi les manifestants, notamment étudiants, les arrestations maintenues étaient rarement prolongées au-delà de quelques semaines. Les procès de caractère politique avaient pour objet des conspirations. Comme l'a dit un Anglais au dix-neuvième siècle, *« le complot est le sport national des Ethiopiens »*. Seules étaient impliquées dans ce genre d'affaires des personnalités influentes. Dans les cas dont j'ai eu connaissance, soit pendant mon séjour, soit au cours de recherches historiques, la culpabilité des accusés m'a paru établie et l'inculpation d'atteinte à la sûreté de l'Etat justifiée. Les poursuites se sont terminées assez fréquemment par des condamnations à mort. L'empereur a commué en peines de détention une très large majorité d'entre elles. De nombreux exemples de sa clémence sont enregistrés par l'histoire. Ceux auxquels il la refusa exceptionnellement furent presque toujours ceux qui avaient tué.

C'était, en réalité, d'une manière beaucoup plus débonnaire que Haïlé Selassié mettait hors d'état de nuire les opposants non engagés dans la subversion active, mais peut-être tentés de le faire. Souvent il les nommait à des fonctions les obligeant à résider à Addis-Abeba. Ils pouvaient ainsi jouir des délices de la capitale, tout en restant sous son regard paterne mais vigilant. Ou il les envoyait comme ambassadeurs à l'étranger.

Pendant la période de troubles qui précéda sa chute, ce qu'il fit et surtout ce qu'il évita de faire, et qui l'eût peut-être sauvé, procéda le plus souvent de la volonté de ne pas terminer son règne dans le sang. Il n'y eut pas de guerre civile aussi longtemps que, fût-ce d'une manière factice, il demeura chef de l'Etat.

Ces méthodes héritées du passé et auxquelles on ne peut refuser un caractère d'humanité se doublaient chez l'empereur de la volonté de moderniser l'Etat. Des influences qui s'étaient exercées sur lui dans sa jeunesse – celle de son père, le ras Makonnen, celle de l'Eglise copte, ou d'un missionnaire français avec qui il fut, jusqu'à la mort de ce dernier, lié d'une profonde amitié, Mgr Jarosseau – il n'avait reçu d'autre viatique que la doctrine de la monarchie de droit divin. Mais le rêve de ses jeunes années avait été la modernisation de l'Ethiopie, et, dès qu'il fut prince héritier, il songea à doter son pays d'une Constitution. Il lui en donna deux, l'une en 1931, l'autre en 1955. Le texte de la dernière représentait une étape majeure dans la voie de la monarchie parlementaire.

Si le Sénat et surtout la Chambre des députés, composée de notables villageois et de petits fonctionnaires (instituteurs), n'eurent qu'une activité embryonnaire, ce fut parce que les parlementaires, dans un tel système, étaient eux-mêmes surpris et embarrassés du pouvoir qu'ils avaient reçu. Avec le temps, l'initiative et l'autorité des deux Chambres s'accrurent, sans qu'elles en arrivent à constituer un véritable contre-pouvoir à la couronne.

Haïlé Selassié pouvait-il faire davantage ? Quel pays a-t-on amené à franchir, en quelques décennies, les étapes qui ont demandé aux autres des siècles d'évolution ?

Les efforts de réforme

Il semble injuste de reprocher au roi des rois d'avoir négligé les problèmes qui touchent de près la condition du peuple. Mais sa méthode des « petits pas », méfiante envers le soudain et le spectaculaire, n'a pas mis en valeur les efforts nombreux et tenaces qu'il a faits. Pourtant il avait depuis 1928 adopté à plusieurs reprises des mesures pour améliorer le sort des « tenants » de la terre. Il prépara, à dater de 1968, une réforme agraire d'ensemble qui ne put être votée, les élections de 1974 n'ayant jamais eu lieu. Ami du « savoir qui améliore et modère toute chose », il réussit à créer une élite intellectuelle et fonda l'université d'Addis-Abeba. Mais il ne put mener l'œuvre d'alphabétisation aussi loin qu'il l'eût souhaité. L'Ethiopie comptait de son vivant au nombre des pays ayant les plus bas niveaux de produit national brut par tête. Sur ce point, la comparaison reste en sa faveur. En 1974, elle avait derrière elle le Tchad, le Mali, la Somalie, la Haute-Volta, le Niger, le Rwanda et la Guinée. Tous ces pays, en dehors du Tchad et de la Somalie, l'ont aujourd'hui dépassée.

La famine du Wollo, qui fut si largement exploitée contre lui, prend un autre aspect quand on constate que depuis dix ans la pénurie alimentaire n'a fait que s'étendre en Afrique, que les gouvernements des pays sinistrés sont incapables d'y porter remède par leurs propres moyens et que l'aide internationale n'y parvient qu'imparfaitement.

Haïlé Selassié peut se définir essentiellement comme un prince chrétien. Il avait reçu en héritage un instrument : la monarchie absolue. Il ne pouvait disposer d'aucun autre avant de nombreuses années. Mais il s'en servit dans les limites que lui imposait le sentiment religieux. Il ne s'est nullement refusé à évoluer ou à réformer. (*« La force de l'histoire,* disait-il, *ne peut être contenue ni limitée. »*) Il l'a fait avec mesure, avec une égale horreur du désordre et de la contrainte. Il l'a tenté dans tous les domaines, politique, économique, social ; on peut lui reprocher d'avoir progressé trop lentement dans certains, de n'avoir pas atteint ses objectifs dans d'autres, non de n'avoir pas entrepris. Pouvait-on faire mieux et plus vite ? Ce qui s'est passé au cours des dix ans qui ont suivi sa déposition autorise tout au moins la question.

GONTRAN DE JUNIAC.
Auteur du Dernier Roi des rois *(Plon 1979).*

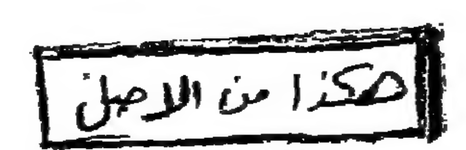
CORRESPONDANCE

Les républicains espagnols dans le débarquement de Provence

Eduardo Pons-Prades, ancien du 13[e] régiment de marche de la Légion étrangère et historien, nous adresse la lettre suivante à propos de l'article consacré au quarantième anniversaire du débarquement en Provence (le Monde *daté 12-13 août).*

Votre article ne parle pas des républicains espagnols de la 13[e] demi-brigade de la Légion étrangère, dont, pourtant, les états de service ne souffrent la comparaison avec aucune autre unité alliée de la deuxième guerre mondiale. Jugez vous-même : campagne de Norvège (avril-juin 1940). Cameroun-Tchad (aux côtés de Leclerc), hiver 1940-1941. Campagne d'Erytrée (printemps 1941). Campagne du Moyen-Orient (Liban-Syrie), pendant l'été 1941. A partir de mars 1942, ils sont intégrés à la 1[re] brigade de la France libre, et dans le dispositif – en Libye – de la VIII[e] armée britannique. Bir-Hakeim (mai-juin 1942). Campagne de Libye et de Tunisie (1942-1943). Campagne d'Italie (printemps-été 1944). Débarquement en Provence, au sein de la 1[re] division blindée de la France libre, commandée par le général de Lattre de Tassigny. Libération de la vallée du Rhône et progression vers l'Alsace (été-automne 1944).

Les républicains espagnols (presque tous anciens soldats de l'armée républicaine espagnole) de la 1[re] division blindée se retrouvent, fin novembre 1944, au sud de Strasbourg avec leurs compatriotes de la 2[e] division blindée (Leclerc). Plusieurs milliers de républicains espagnols ont contribué, de septembre 1939 à mai 1945, à libérer plus de vingt pays sur trois continents. La « récompense » des alliés est connue : laisser le franquisme se maintenir au pouvoir pendant trente années de plus.



Étranger

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES AU MAROC

L'Union constitutionnelle largement en tête

Progrès importants de l'USFP et recul de l'Istiqlal

De notre envoyé spécial

Rabat. – *« Les jeunes cadres de l'Union constitutionnelle ont leur avenir devant eux. Je suis satisfait des premiers résultats, qui sont pleins de promesses. »* Il est 1 h 30, ce samedi 15 septembre, lorsque Mᵉ Maati Bouabid, ancien premier ministre, fait cette déclaration à la télévision, alors que se précisait la victoire de son parti. Il a été précédé par M. Ali Yata, secrétaire général du Parti du progrès et du socialisme (communiste), qui *« déplore l'intervention de certaines autorités locales et quelques irrégularités »*.

Les téléspectateurs marocains viennent d'avoir droit à une « première » : le commentaire en direct et « à chaud », par deux chefs de parti qui viennent d'être réélus, des résultats électoraux donnés sur le petit écran tout au long de la nuit.

A cette heure-là, on sait aussi que la plupart de leurs pairs sont également « passés » : Mᵉ Abderrahim Bouabid, premier secrétaire de l'Union socialiste des forces populaires, MM. Ahmed Osman (Rassemblement national des indépendants), Mohammed Boucetta (Istiqlal), Mahjoub Ahardane (Mouvement populaire), Arslane Jadidi (Parti national-démocrate). La première personnalité dont la télévision annonce le succès est M. Khartri Ould Joumani, ancien président de la Jemaa du Sahara espagnol, né à Smara, qui a choisi de se présenter cette fois à Rissani, berceau de la dynastie alaouite, où il a obtenu... 100 % des voix. Le symbole est clair : ce chef de tribu a renouvelé implicitement le serment d'allégeance au trône chérifien.

Quelques autres résultats ont également une signification particulière. C'est le cas de l'élection de M. Karchaoui, ancien rédacteur en chef d'*Al Moharrir* (Libération), organe de l'USFP, qui a passé plusieurs mois en prison après la suspension de ce journal à la suite des émeutes de Casablanca en 1981. Il en va de même de la victoire de M. Jo Ohanna, israélite et ancien compagnon de Ben Barka, qui a rallié l'Union constitutionnelle. De même, le fait que l'Organisation de l'action démocratique et populaire ait un élu permettra aux gauchistes *« qui ne mettent en cause ni le principe monarchique ni la récupération des provinces sahariennes »* de faire entendre leur voix. En revanche, la défaite de M. Ghallab, député sortant et ministre, considéré comme l'idéologue de l'Istiqlal (il a été longtemps rédacteur en chef du quotidien *Al Alam*), sera durement ressentie par ce parti, qui recule de près de 50 % par rapport aux législatives de 1977, où il avait obtenu 46 sièges.

A 5 heures du matin, tandis que des voitures sillonnent les rues de Rabat en klaxonnant pour saluer la victoire des nouveaux élus, les résultats de 178 circonscriptions sur 189 sont déjà parvenus au ministère de l'intérieur et permettent de dessiner largement le visage du quatrième Parlement élu pour six ans par 7,5 millions de Marocains. Puis, à 7 heures, on apprenait la répartition définitive des sièges.

Participation de 65 %

Comme prévu, l'Union constitutionnelle arrive largement en tête avec 55 sièges, et la désignation prochaine du tiers de la Chambre des représentants au suffrage indirect devrait lui permettre d'améliorer encore son score. Viennent ensuite, le RNI avec 38 sièges, l'USFP 34 sièges (deux fois plus qu'en 1977), le Mouvement populaire, 3 sièges, suivi de l'Istiqlal 23 sièges, du PND 15 sièges, du DPF qui aura deux députés au lieu de un et de l'OADP, 1 siège.

Le ministre de l'intérieur, M. Driss Basri, devait donner les pourcentages et commenter ces résultats définitifs samedi en fin de matinée au cours d'une conférence de presse. Aussitôt après, il devait quitter Rabat pour le palais royal d'Ifrane, près de Fès, où des festivités marqueront jusquà lundi soir le mariage de la princesse Myriam, fille aînée de Hassan II, et de deux cent cinquante couples de toutes les régions du pays (*le Monde* du 13 septembre).

La journée de vendredi, chaude et ensoleillée, n'était pas chômée (le congé hebdomadaire est toujours fixé au dimanche) et les autorités avaient appelé les employeurs à accorder des facilités aux travailleurs pour leur permettre d'accomplir leur devoir électoral. Les Marocains, qui avaient approuvé à plus de 97 % l'union avec la Libye, se sont moins déplacés pour aller élire leurs représentants. La participation électorale a été de l'ordre de 65 % contre 82,36 % en 1977. Pourtant les partis n'avaient pas ménagé leurs efforts pour inciter les électeurs à ne pas bouder les urnes.

Sur les murs, autour des bureaux de vote, les candidats avaient fait coller des affiches aux couleurs de leur parti, avec de grands portraits pour s'assurer que ceux qui ne savent pas lire ne les confondront pas avec l'adversaire. Dans les bureaux que nous avons visités, les observateurs désignés par les partis pour surveiller les opérations électorales estimaient que celles-ci se déroulaient correctement, mais des responsables ont dénoncé ici ou là des irrégularités et des pressions exercées par les autorités locales. Dans les couloirs des écoles, de longues files de femmes, certaines portant leur enfant dans le dos, attendant de passer dans l'isoloir. L'affluence des hommes a été plus grande à l'heure du déjeuner. En revanche les jeunes ont donné l'impression de bouder les urnes, du moins à Rabat et à Salé.

PAUL BALTA.

El Salvador

Le massacre au bord de la rivière Gualsinga

Santa-Lucia (*Reuter*). – Des amas de haillons gisent encore là où des centaines de paysans pourchassés par l'armée les ont abandonnés avant de périr, abattus ou noyés, au bord de la rivière Gualsinga, à la fin août. Dans un ravin qui débouche sur la rivière reposent des squelettes brisés et un petit crâne gisant à côté d'un biberon.

C'est ce qu'ont pu constater cette semaine quatre journalistes qui, accompagnés par des guérilleros des Forces de libération populaires, se sont rendus sur les lieux du massacre attribué par les survivants au bataillon d'élite Atlacatl de l'armée salvadorienne. Selon ces témoins, le 30 août, les soldats ont ouvert le feu sur trois cents paysans, parmi lesquels se trouvait un petit nombre de guérilleros, qu'ils avaient encerclés sur les bords de la rivière. Les services juridiques de l'Eglise catholique à San-Salvador ont recensé les noms de trente-quatre morts, mais des familles entières ont disparu, et le bilan pourrait être plus lourd.

Les survivants admettent tous leur sympathie pour le Front Farabundo Marti. Ils reconnaissent qu'au moins quatre guérilleros se trouvaient avec eux et que ceux-ci ont ouvert le feu pour tenter de briser le cercle de leurs assaillants.

L'opération de l'armée, qui menait une offensive contre les insurgés, a débuté le 28 août par le pilonnage d'El Tamarindo et de deux villages voisins, Haciendítas et Leoneses, à quelque 70 kilomètres au nord de la capitale. Les habitants de ces trois localités ont fui. Après avoir parcouru des routes de montagne escarpées, ils se sont arrêtés pour se reposer près de Santa-Lucia, et se sont aperçus qu'ils étaient encerclés.

« Dans la matinée du 30 août, des troupes héliportées du bataillon Atlacatl avaient en effet commencé à isoler le secteur », racontent les villageois. Certains, affolés, se sont jetés dans les eaux de la rivière. C'est alors que la fusillade a commencé.

Révolution culturelle à la libyenne

(Suite de la première page.)

Le djebel Nefoussi – massif montagneux qui borde, au sud, la Tripolitaine – a été sévèrement atteint par la répression. Peuplé en majorité de Berbères appartenant à l'aile kharidjite de l'islam, le djebel passait pour être un repaire d'opposants et un centre de subversion. Musulmans, puritains et conservateurs, nombre de Berbères opposaient une sourde résistance aux bouleversements socio-économiques effectués par le colonel Kadhafi, qu'ils considèrent comme un *« impie »* en raison de l'interprétation très libre qu'il donne des préceptes du Prophète.

L'opposition semble avoir été décimée et décapitée. A en croire des informations parvenues à des ambassades arabes, des personnalités hostiles au régime libyen, qui s'étaient réfugiées au Maroc, auraient été livrées par Rabat aux autorités de Tripoli, avant même que le traité d'union ait été conclu entre les deux pays, le 13 août dernier.

S'il est vrai que la Libye est ainsi sortie de la zone des tempêtes, les draconiennes mesures de sécurité n'ont pas été pour autant supprimées. Depuis mai dernier, les diplomates ne peuvent plus se déplacer que dans des régions situées en dehors de la moitié méridionale du territoire et des provinces frontalières. D'autre part, il n'est plus possible de communiquer directement avec l'étranger, le réseau automatique de lignes téléphoniques ayant été débranché.

Le colonel Kadhafi, on le sait, affectionne les défis. Peu avant le coup de force du 8 mai, a-t-il *« révélé »* au congrès général du peuple, il aurait eu l'intention de renoncer à son rôle de « guide de la révolution ». *« Après un quart de siècle de luttes incessantes, dont quinze ans au pouvoir, de luttes couronnées de victoires successives* – a-t-il déclaré, – *j'envisageais soit de me retirer dans le désert soit de m'expatrier en Syrie, au Liban ou en Amérique latine ou ailleurs pour poursuivre le combat... »* Cependant, ajoute-t-il *« l'action odieuse des bandes terroristes des Frères musulmans, ces mercenaires de l'impérialisme américain, m'a incité à renoncer à mon projet, qui aurait comblé d'aise les Etats-Unis... »*. Plutôt que de reculer devant la contestation, de composer avec ceux qui souhaitent une halte dans la *« marche révolutionnaire »*, le colonel Kadhafi a décidé de passer à l'offensive, de radicaliser davantage la *« nouvelle société »* dont il avait esquissé le contenu et les contours dans son « Livre vert », la bible idéologique de la Jamahirya. *« Ce serait une imbécillité de ne pas poursuivre la révolution jusqu'à son terme ! »*, s'est-il exclamé devant le congrès général du peuple avant de leur exposer son projet en la matière.

« Anéantir la bourgeoisie parasitaire »

Celui-ci, qui rappelle la révolution culturelle en Chine, est, à plus d'un égard, d'une audace surprenante. Que l'on en juge : le colonel Kadhafi entend *« anéantir la bourgeoisie parasitaire »* ; la propriété privée ayant été déjà virtuellement supprimée, il définit cette catégorie de citoyens comme étant ceux qui *« émargent au Trésor public, possèdent maisons et voitures, bénéficient d'avantages sociaux fournis par l'Etat sans pour autant fournir un travail productif »*. Il viserait essentiellement les hauts fonctionnaires qui peuplent les villes. *« Ces gens-là* – estime-t-il – *s'ennuient alors que les habitants des campagnes ne s'ennuient pas, eux »*. Il faudrait, dès lors, les priver des *« privilèges sociaux tels que le téléphone, les routes, les égouts, l'eau potable, la sécurité sociale »*, avant qu'ils ne s'intègrent dans les secteurs productifs de l'économie, avant qu'ils n'aillent travailler dans les usines et dans les champs.

Ces *« bourgeois bureaucrates »* écartés, la fonction publique sera progressivement supprimée au profit d'une autogestion populaire, à laquelle le colonel Kadhafi a donné le nom de *« massification »*, concept proche de la théorie de Lénine sur le *« dépérissement de l'Etat »*. En attendant il propose que les divers ministères (les *« secrétariats populaires »*) soient, à brève échéance, dispersés à travers le pays, dont chaque région serait, en soi, une Jamahirya quasi autonome. En effet, ces nouveaux départements seraient dotés de leurs propres organes législatifs et exécutifs et assureraient la gestion de toutes les activités économiques, financières, sociales et culturelles, grâce à un budget alimenté par des taxes et des impôts prélevés localement. Le travail sera entièrement collectivisé, la spécialisation éliminée autant que possible : les citoyens apprendront plusieurs métiers pour qu'ils puissent être interchangeables. Dans les villes et les campagnes, les habitants créeront des *« coopératives populaires »*, *« cellules de la future société libre et heureuse »*, qui organiseraient le travail et les distractions, qui accompliraient les tâches qui sont actuellement du ressort de l'Etat.

Renoncer aux voitures particulières

Déjà à Tripoli, le service de voirie a cessé de fonctionner, les habitants étant chargés de s'organiser par quartiers pour balayer les rues et enlever les ordures. Inutile de préciser que cette expérience-pilote est loin d'être concluante. L'austérité sera la règle jusqu'à ce que la Libye atteigne *« l'ère de l'autosuffisance »* ; la consommation débridée – a déclaré le « guide de la révolution », a corrompu la société. Il faudra changer le mode de vie, renoncer aux *« produits de luxe tels les voitures particulières »*, réduire les heures d'ouverture des supermarchés, établir une *« hiérarchie des besoins »*, sélectionner les produits qui seront mis en vente. Des *« associations de consommation »*, qui fonctionneront sans profit, serviront de relais entre l'*« exploitation commerçante »* déjà supprimée et les *« marchés populaires »* qui fonctionneront à l'avenir au sein d'une *« société d'abondance »*.

Le projet est plus qu'ambitieux, il est périlleux. Aussi exaltant que soit l'avenir radieux que le colonel Kadhafi promet à son peuple, il n'est pas douteux, dans le cas où il le mettrait en œuvre, qu'il bousculerait trop d'intérêts acquis, si modestes qu'ils soient, qu'il ne pourra ébranler une société, des mœurs et des traditions séculaires sans se heurter à de vives résistances. Pour surmonter les obstacles prévisibles, il s'est attelé à la tâche d'épurer les « congrès populaires de base » jugés trop *« tièdes »* à l'égard de sa révolution permanente, à en créer d'autres, à multiplier encore les « comités révolutionnaires » chargés d'endoctriner et d'encadrer la population.

Sa stratégie comporte, parallèlement, une diplomatie plus souple destinée à briser l'isolement de la Jamahirya, notamment en normalisant ses rapports avec ses voisins du Maghreb et en liquidant le contentieux qui oppose Tripoli à Paris. A cet égard on n'exclut pas dans les milieux diplomatiques des propositions concrètes devant conduire au retrait du Tchad des forces libyennes et françaises.

ÉRIC ROULEAU.

Le Parti travailliste israélien sera-t-il un « Likoud au visage humain? »

(Suite de la première page.)

Tout nouveau programme d'implantation devra être approuvé par la majorité des membres du gouvernement. La stricte parité existant au sein du cabinet permettra donc aux travaillistes de stopper la colonisation. M. Pérès a préféré, dans ce domaine, imposer ses vues grâce à une habileté de procédure plutôt qu'en brandissant des principes qui auraient braqué ses partenaires. Cela n'empêche pas de fervents partisans du Grand Israël, comme MM. Sharon ou Lévy, pour ne citer qu'eux, de proclamer à la cantonade, que l'œuvre de colonisation se poursuivra.

M. Shamir n'est peut-être pas si mécontent de ce compromis. Aucune implantation ne sera détruite. En outre, le chef du Likoud savait pertinemment que la création de colonies juives ne pourrait, faute d'argent, se poursuivre au rythme antérieur. Favorable au renforcement des implantations existantes et à leur transformation en localités viables, plutôt qu'une multiplication sauvage des points de peuplement – conformément par exemple aux vœux du Goush Emounim (Bloc de la foi), – M. Shamir n'est sans doute pas fâché de profiter d'une pause pour consolider un acquis que les travaillistes ne peuvent ni ne veulent apparemment remettre en cause.

Pour ce qui concerne le problème palestinien, la compromis de M. Pérès est plus manifeste. Le programme du gouvernement d'union nationale passe totalement sous silence ce qui constituait jusqu'ici l'ossature de tous les plans de règlement travaillistes et qu'on résumait d'ordinaire sous la formule « les territoires en échange de la paix ». Cet « oubli », évidemment délibéré, du « compromis territorial », c'est-à-dire de ce qui faisait l'originalité et la hardiesse relative des propositions travaillistes par rapport à celles du Likoud, risque de porter atteinte au crédit de M. Pérès dans le monde arabe. Les responsables palestiniens des territoires occupés proches de l'OLP seront confortés dans leur propos – auquel ils n'osaient jusqu'ici pas croire tout à fait – selon lequel le Likoud et travaillistes sont « bonnet blanc et blanc bonnet ».

Le glissement centriste

En outre, le programme d'union nationale fait référence, au moins à deux reprises, aux accords de Camp David, seul cadre d'un règlement négocié selon le Likoud, alors que les travaillistes, pour convaincre le roi Hussein de se joindre au processus de paix, ont besoin d'échapper au carcan d'un accord clairement rejeté par le souverain jordanien. On a un peu l'impression que M. Pérès, sans l'avouer, a fait provisoirement son deuil d'une *« relance de la dynamique de paix »*, en sachant qu'aucun partenaire arabe ne semble de toute façon pour l'heure prêt à négocier.

Les importantes concessions de M. Pérès étaient peut-être indispensables pour lui permettre de devenir premier ministre. Elles étaient également en partie prévisibles et dictées par l'évolution du pays, d'abord depuis 1967, et surtout 1977. L'enracinement électoral de la droite a contraint le Parti travailliste à mener une campagne législative centriste destinée avant tout à *« récupérer les déçus du Likoud »*. D'une certaine façon, M. Pérès ne fait que s'aligner sur la partie de l'électorat qu'il avait courtisé avant le scrutin.

L'alliance des travaillistes avec le parti Yahad de M. Weizman accélère ce glissement centriste. Certes, l'ancien ministre de la défense est un avocat sincère de la paix dans le monde arabe. On peut compter sur lui pour plaider cette cause avec ardeur. Mais, pour le reste, il n'a rien d'un *« homme de gauche »*. Amputé du Mapam, qui se prétend le garant de l'héritage socialiste, le Parti travailliste sera tenté, pour occuper le maximum de terrain au centre de l'échiquier politique, de lorgner encore un peu plus à droite.

Si cette évolution n'est pas compensée par de rapides initiatives, tel un retrait du Liban ou par des succès dans le domaine économique, le parti de M. Pérès risque de donner raison à ceux qui ne voient déjà plus en lui qu' *« un Likoud à visage humain »*.

J.-P. L.

Assassinat du maire de Rafah dans la bande de Gaza

Jérusalem (*Reuter, AFP*). – M. Mahmoud Kishta, maire de Rafah, ville de la bande de Gaza occupée, a été assassiné vendredi 14 septembre, a annoncé la police israélienne.

Le maire marchait dans une rue de sa ville, que la frontière avec l'Egypte coupe en deux, lorsqu'il a été atteint pas des balles tirées à partir d'une voiture. Touché à la tête, il est mort peu après à l'hôpital.

M. Kishta était maire de la partie de Rafah contrôlée par Israël depuis 1982, date à laquelle la ville avait été divisée à la suite de la restitution de la péninsule du Sinaï par les Israéliens à l'Egypte.

Peu après l'attentat, l'armée israélienne et la police ont bouclé le secteur et procédé à des fouilles. Plusieurs suspects palestiniens ont été interpellés.

Les premiers résultats de l'enquête laissent penser que le maire, âgé d'une soixantaine d'années, a été victime d'un attentat politique. *« M. Kishta était un homme assez simple sur lequel le choix des Israéliens s'est porté après le décès de l'ancien maire. Les conditions de sa nomination – au moment où l'administration militaire ordonnait la dissolution de tous les conseils municipaux – ne lui donnaient pas une grande marge de manœuvre »*, a estimé un notable de la région qui a voulu garder l'anonymat.

Au cours des précédentes années plusieurs attentats ont fait des victimes parmi des Palestiniens accusés par leurs concitoyens de collaboration avec Israël.

LA GUERRE DU GOLFE

La destruction d'un navire panaméen par l'aviation irakienne a fait onze morts dont trois Britanniques

Londres (*AFP*). – La Grande-Bretagne a protesté « vivement » auprès de l'Irak à la suite de l'attaque par l'aviation irakienne d'un navire panaméen dans le Golfe, qui a fait onze morts, dont trois ressortissants britanniques, a annoncé, vendredi 14 septembre, le Foreign Office.

L'ambassadeur irakien à Londres, M. Wahbi Abdelrazaq Fattah AlQaragul, a été convoqué pour recevoir la protestation du Foreign Office après la destruction du navire de ravitaillement *Seetrans 21*, qui a coûté la vie à trois plongeurs britanniques, ainsi qu'à deux Allemands de l'Ouest, dont le commandant du bateau, et à plusieurs marins philippins.

Étranger

Le report de la visite officielle de M. Cheysson à Washington a surpris les milieux diplomatiques américains

De notre correspondant

Washington. – Le soudain report, vendredi 14 septembre, à la demande du Quai d'Orsay, de la visite officielle que M. Claude Cheysson devait effectuer la semaine prochaine à Washington, *« ne signifie aucunement qu'il y ait un quelconque problème entre les deux pays,* [dont] *les relations sont excellentes »*, a officiellement commenté le département d'Etat. Cette cordialité des rapports entre les deux capitales est, en effet, réelle, et rien ne semble l'avoir récemment troublée. La décision de M. Cheysson paraît cependant surprenante, dans la mesure où, déjà reportée au début de l'été, cette visite officielle que le ministre des relations extérieures devait faire du 19 au 21 septembre était prévue de longue date.

Tant au département d'Etat qu'à l'ambassade de France, on s'en tient à l'explication officielle selon laquelle M. Cheysson, qui doit se rendre à New-York du 22 au 28 septembre pour l'Assemblée générale de l'ONU, et ensuite au Costa-Rica pour une réunion des Dix avec les représentants des pays d'Amérique centrale, *« aurait été retenu trop longtemps hors de France »* s'il n'avait pas repoussé son voyage à Washington.

L'étonnement des milieux diplomatiques américains n'en est pas moins grand. On s'y demande notamment si M. Cheysson n'aurait pas été froissé de ne pouvoir être reçu par le vice-président Bush, qui sera en campagne électorale toute la semaine prochaine. MM. Cheysson et Shultz, indique-t-on au département d'Etat, devraient cependant tenter de s'entretenir à New-York en marge de l'Assemblée générale des Nations unies.

B. G.

Le rapport américain sur les violations des accords sur les armements par l'URSS ne serait pas publié avant la visite de M. Gromyko

Un responsable de la Maison Blanche qui a souhaité garder l'anonymat a déclaré, vendredi 14 septembre, que le rapport américain sur les violations par l'Union soviétique des accords sur les armements ne serait pas, selon toute vraisemblance, publié avant la rencontre entre le président Reagan et M. Gromyko, le 28 septembre prochain, en marge de la session des Nations unies. Ce rapport, préparé par un comité indépendant chargé du contrôle des accords sur les armements, devait initialement être présenté la semaine prochaine au Congrès.

A Stockholm, M. Max Kampelman, ambassadeur itinérant américain, qui se trouvait dans la capitale suédoise en raison de la Conférence sur le désarmement en Europe (CDE), a parlé devant les journalistes du sort des dissidents soviétiques. *« On doit se demander s'il faut faire confiance à un Etat capable de violer des accords internationaux dans ses rapports avec ses propres citoyens »*, a déclaré le diplomate, en faisant allusion aux accords d'Helsinki. Mais M. Kampelman s'est félicité de la prochaine rencontre entre le président américain et le ministre des affaires étrangères soviétique. Le Kremlin, de son côté, a confirmé officiellement pour la première fois que M. Gromyko avait *« accepté l'invitation »* du président Reagan. – *(AFP, Reuter.)*

Voyage au Japon de M. Jacques Chirac...

M. Jacques Chirac effectue, du lundi 17 au vendredi 21 septembre, un voyage au Japon à l'occasion de la Semaine Paris-Tokyo organisée dans la capitale japonaise. Le maire de Paris répond ainsi à la visite que lui avait faite M. Suzuki, «gouverneur» de Tokyo, et à l'issue de laquelle un «pacte d'amitié» avait été conclu entre les deux capitales.

M. Chirac présidera notamment plusieurs manifestations : un colloque sur l'urbanisme animé par MM. Pierre Chaunu, professeur au Collège de France, Jean Bastié, professeur d'université de géographie, et Pierre-Yves Ligen, ancien directeur de l'urbanisme de la ville de Paris, une exposition de tapisseries anciennes françaises et européennes, et un concert donné par l'ensemble orchestral de Paris.

Au cours de son voyage, M. Chirac sera reçu au palais impérial par l'empereur Hiro-Hito. Il aura des entretiens et un déjeuner avec M. Nakasone, premier ministre, et avec M. Abe, ministre des affaires étrangères. L'ambassadeur de France, M. André Ross, offrira un dîner en l'honneur de l'ancien premier ministre, qui recevra les membres de la communauté française. M. Chirac avait effectué au Japon son dernier voyage officiel de chef du gouvernement en juillet 1976.

... et de M. Louis Mermaz

Le président du RPR sera précédé de peu dans la capitale nippone par M. Louis Mermaz. Le président de l'Assemblée nationale effectue, en effet, un voyage au Japon du 14 au 23 septembre, à l'invitation de M. Fukunaga, président de la Diète. Après des contacts parlementaires, et des audiences accordées par l'empereur, le premier ministre et le ministre des affaires étrangères, M. Mermaz se rendra à Yokohama et à Kyoto.

M. YVON OMNÈS EST NOMMÉ AMBASSADEUR AU CAMEROUN

Le *Journal officiel*, daté du 16 septembre, annoncera la nomination de M. Yvon Omnès comme ambassadeur de France à Yaoundé, en remplacement de M. Robert Mazeyrac.

[*Né le 27 avril 1928, licencié ès-lettres, diplômé de l'Ecole nationale des langues orientales (chinois et indonésiens), M. Omnès a notamment été en poste à Djakarta (1953-1955), Kuala-Lumpur (1958-1959), Camberra (1959-1962), Copenhague (1962-1965), Nouakchott (1965-1966), Moscou (1970-1972) et Athènes (1976-1979), tout en faisant plusieurs passages à l'administration centrale, aux directions d'Asie-Océanie puis d'Europe. En septembre 1979, il avait été nommé ambassadeur à Conakry.*]

LE SOMMET FRANCO-AFRICAIN SE RÉUNIRA LES 11 ET 12 DÉCEMBRE AU BURUNDI

M. Guy Penne, conseiller du président Mitterrand pour les affaires africaines et malgaches, a annoncé, vendredi 14 septembre, à Bujumbura, que le onzième sommet annuel franco-africain se réunira les 11 et 12 septembre dans la capitale du Burundi.

Initialement prévu pour la mi-novembre, ce sommet avait été reporté en raison de la proximité du vingtième sommet de l'OUA (Organisation de l'unité africaine), qui doit avoir lieu du 12 au 15 novembre, à Addis-Abeba. – *(AFP, Reuter.)*

UNION SOVIÉTIQUE

Les fusils du pouvoir

Il se passe quelque chose

L'exercice consiste à scruter l'état de santé du dirigeant suprême, ses éternuements, ses hésitations et ses absences et à en tirer des conclusions sur le rapport des forces au Kremlin. Il n'est pas nouveau ; il dure en fait depuis une dizaine d'années, depuis que Leonid Brejnev avait donné les premiers signes de faiblesse. Il a le don d'horripiler les officiels soviétiques qui y décèlent une marque certaine de mauvais goût. Mais même s'il est en grande partie vain, il est impossible à l'observateur extérieur, privé d'autres moyens d'information, d'y renoncer. Et les Soviétiques l'ont indirectement encouragé en conservant pendant des années un secrétaire général très affaibli puis en élisant coup sur coup des successeurs visiblement atteints par la maladie.

L'exercice a évidemment ses limites. Il ne fournit que des symptômes – si l'on peut dire – de ce qui se passe dans les coulisses du pouvoir soviétique. Ce sont ces signes qu'il faut interpréter en corrélation avec les événements qui affleurent à la surface – tel le limogeage du maréchal Ogarkov. Ils sont suffisamment nombreux ces derniers temps pour qu'un chef occidental ait pu déclarer publiquement : *« Il se passe quelque chose au Kremlin. »* Il est vrai que le chancelier Kohl est directement concerné par la lutte pour le pouvoir à Moscou puisque de son issue dépend pour une large part la poursuite ou l'interruption du dialogue interallemand.

Ces signes sont nombreux : M. Constantin Tchernenko a « disparu » pendant près de deux mois cet été. S'il est normal qu'il prenne des vacances, il l'est moins qu'il n'ait reçu aucun dirigeant des pays frères pendant sa villégiature et qu'il paraisse plus faible après une longue période de repos. Pendant son absence, il s'est passé des choses peu ordinaires : la ligne soviétique sur d'éventuelles négociations avec Washington sur la militarisation de l'espace paraît pour le moins fluctuante, un pas en avant, deux pas en arrière. Fort de ce qu'il considère être le *nihil obstat* de Moscou, M. Honecker prépare activement son voyage en RFA puis une campagne déchaînée par l'URSS contre les « revanchistes » ouest-allemands l'oblige à renoncer provisoirement à son projet. Au moment où les dirigeants soviétiques soufflent le froid sur l'Occident, M. Gromyko accepte de rencontrer un président américain, pour la première fois depuis cinq ans, et qui plus est M. Reagan lui-même. Dans une interview à la *Pravda*, M. Tchernenko donne l'impression de faire une légère ouverture en direction des Etats-Unis à propos des négociations sur les armes nucléaires ; un porte-parole du ministère des affaires étrangères propage immédiatement une interprétation restrictive des propos du secrétaire général.

Un maréchal chasse l'autre

Quant au remplacement du maréchal Ogarkov par le maréchal Akhromeev à la tête de l'état-major général de l'armée, personne n'a encore trouvé une explication pleinement satisfaisante, et les hypothèses avancées sur la position d'Ogarkov au sein de la hiérarchie soviétique sont souvent contradictoires. Une seule certitude : la fulgurante ascension du maréchal Akhromeev a eu lieu sous Andropov.

A quoi il faut ajouter des articles de presse, l'un mettant en valeur les difficultés agricoles dans le territoire de Stavropol, ancien fief de M. Gorbatchev, l'autre rappelant incidemment que la mère de Lénine était morte à soixante-treize ans – un bel âge pour une belle mort ; rappel pas tout à fait innocent puisque M. Tchernenko aura, le 24 septembre... soixante-treize ans. On pense inévitablement à la publication dans une revue de Leningrad d'un texte sur un vieux dirigeant cacochyme au moment où tout le monde s'interrogeait sur la santé de Brejnev et à un autre article, paru celui-là dans les *Izvestia*, qui montrait Lénine, paralysé après un attentat, dirigeant le pays d'une main ferme et le peuple serrant les rangs, alors qu'Andropov n'avait pas été vu en public depuis plusieurs mois.

Bref, divers signes indiquent que la situation est loin d'être stable au sein de la direction soviétique, bien que la lutte pour le pouvoir ne soit pas entrée encore dans sa phase aiguë : en témoignent les voyages à l'étranger de MM. Romanov et Gorbatchev, tous deux membres du bureau politique et secrétaires du comité central, donc prétendants à la succession de M. Tchernenko, et de M. Oustinov, qui n'a peut-être pas les mêmes ambitions personnelles mais dont le poids est encore déterminant. Or il n'est pas recommandé d'être loin de Moscou quand le pouvoir est à prendre.

L'interminable succession de Brejnev

En fait, c'est l'interminable succession de Brejnev qui se poursuit et qui ne sera véritablement réglée, au prix de péripéties et de rebondissements qu'il est impossible de prévoir, qu'avec la relève des générations. Dans cette perspective, la nomination d'Andropov au poste de secrétaire général en novembre 1982 était un événement « aberrant » et l'élection de M. Tchernenko en février 1984 une mesure conservatoire.

Un certain nombre de règles qui forment la constitution non écrite du parti, président à la désignation du numéro un, sauf situation exceptionnelle. Ainsi le deuxième secrétaire – le titre n'est pas officiellement décerné mais la fonction existe – a-t-il toutes les chances de devenir le secrétaire général. C'était le cas sous Brejnev pour Andropov qui s'était glissé à cette place au printemps 1982, en concurrence avec M. Tchernenko, puis pour ce dernier, sous Andropov. La fonction est actuellement exercée par M. Gorbatchev, le benjamin du bureau politique, qui, comme ses prédécesseurs au deuxième rang de la hiérarchie, contrôle l'idéologie, a un œil sur la diplomatie puisqu'il est président de la commission des affaires étrangères du Soviet de l'Union, mais qui, en plus, a conservé la haute main sur l'agriculture.

La nomination d'Andropov à la mort de Brejnev n'en était pas moins « anormale » pour plusieurs raisons. Il était depuis très peu de temps au secrétariat du comité central ; il ne s'était – contrairement à ses prédécesseurs, – jamais occupé des cadres (ce qui permet de se créer une clientèle) et il avait été pendant quinze ans chef du KGB, ce qui pouvait nuire à son image à l'extérieur et surtout inquiéter ses pairs. Le dauphin désigné de Brejnev était M. Tchernenko, et il a fallu ce que certains observateurs ont appelé, avec quelque exagération peut-être, un « coup de force » pour qu'Andropov soit élu.

Son succès était dû à la coalition de plusieurs forces : l'armée, par la voix du maréchal Oustinov la diplomatie, avec M. Gromyko, et, bien sûr, la police s'étaient prononcées en sa fa-

Une armée et un parti

L'URSS n'est pas un pays comme les autres. L'armée soviétique n'est pas une armée comme les autres. Dans quel autre pays pourrait-on voir annoncer le « départ » du chef d'état-major des forces armées, le plus haut responsable militaire, sans que soient précisées les raisons de ce changement et la nouvelle position de l'intéressé ? Le fait ne devrait cependant pas nous surprendre.

Le maréchal Ogarkov était lui-même chef d'état-major depuis 1977. Sur ses sept prédécesseurs, deux sont morts à la tâche, le troisième a été ministre, un quatrième est passé à l'inspection générale, mais les trois derniers se sont vu attribuer des fonctions d'un rang inférieur à celui qu'ils détenaient. La péripétie qui vient de se produire amène une fois de plus à s'interroger sur ces hommes qui se voient confier la mise sur pied et l'emploi de la plus puisante armée de tous les temps.

Il faut d'abord avouer que nous les connaissons mal. Un voile d'ombre couvre le personnel militaire comme le reste. Aucune liste d'officiers n'est jamais publiée, aucun organigramme fourni, et ce n'est que par bribes (apparition de noms et fonctions dans les articles de presse notamment) que peut être reconstituée en partie la structure du commandement. Si la structure administrative (hauts commandements des cinq types de forces – l'équivalent de nos chefs d'état-major terre, air, mer, auxquels les Soviétiques ajoutent les fusées stratégiques et la défense aérienne – et leurs principaux adjoints) est connue, il n'en est pas de même de la structure opérationnelle, en place dès le temps de paix. Certaines fonctions ne sont jamais mentionnées, celles des commandants de théâtre d'opération par exemple. Sans doute, leur divulgation risquerait-elle de trahir le secret de l'organisation des forces.

Les règles qui président aux promotions et aux mutations sont également très mal connues. Nous ne pouvons que constater *a posteriori* le cursus des hommes en place quand ils sont officialisés de leur vivant par une courte chronique dans l'encyclopédie militaire. Ou des défunts quand apparaît leur article nécrologique. Certaines lois peuvent être ainsi dégagées, des pronostics avancés sur les perspectives d'avenir de tel ou tel, mais les cas aberrants restent nombreux.

Soixante-neuf ans en moyenne

Au sommet, le ministre de la défense est entouré de quinze vice-ministres (1) dont la caractéristique principale est la longévité. Leur âge va de soixante et un à quatre-vingt-deux ans, avec une moyenne de soixante-neuf ans, autrement dit la gérontocratie est très comparable à celle des hautes sphères civiles du parti.

Les mêmes occupent leur poste actuel en moyenne depuis douze ans, le record bien connu étant celui de l'amiral Gorchkov, nommé il y a vingt-huit ans commandant en chef de la marine de guerre. Ils croulent sous les privilèges, mais leurs fonctions ne sont pas qu'honorifiques. Les décisions concernant la doctrine et la préparation des forces sont prises en dernier ressort par eux. La mort ou la déchéance peuvent seules les contraindre à quitter leur poste, et la génération montante n'en finit pas d'attendre. Au cours des six dernières années, une seule relève a été notée, celle du commandant en chef des forces terrestres, dont a bénéficié, en 1980, le général (maintenant maréchal) Petrov... et il avait déjà alors 63 ans. La relève des vieux se fait par les moins vieux, comme dans la hiérarchie civile.

Vingt mille promus par an

Les autres, désabusés, n'attendent plus ; c'est la masse importante des officiers-généraux (généraux d'armée et généraux-colonels, l'équivalent de nos généraux de corps d'armée) qui, faute de pouvoir arriver au sommet, viseront les postes de responsabilité opérationnelle : commandants de régions militaires, de groupes de forces, de théâtres d'opérations, les postes d'adjoints des ministres, bien placés pour influer sur les grandes décisions et éventuellement prendre, par la suite, les postes de chef de direction dans les grands états-majors centraux. A chacun de ces postes correspond un rang, un degré dans l'échelle des privilèges, à l'image de la *nomenklatura* civile. Mais il est vraissemblable que la rétrogradation dans cette échelle est plus courante chez les militaires que dans les milieux civils : l'insécurité de l'emploi est un bon stimulant. Aux moins ambitieux ou aux moins conformistes sont ouvertes les carrières professorales dans les nombreuses écoles ou académies militaires.

En examinant le cursus des actuels hauts responsables de l'armée, on peut retracer les étapes que devra presque obligatoirement franchir, s'il veut atteindre les sommets, le jeune officier de vingt-quatre ans sortant de l'école, l'un parmi les vingt mille que forment chaque année la centaine d'académies et d'écoles militaires réparties dans toute l'URSS. Il devra aller vite, alternant commandement de troupes et responsabilités d'état-major pour avoir, dès l'âge de quarante ans, et souvent avec le grade de colonel, commandé une division, avant de se faire admettre à l'école militaire de l'état-major général Vorochilov, point de passage obligé des futurs officiers généraux.

Après un nouveau poste d'état-major de haut niveau, il pourra se voir confier entre quarante-cinq et cinquante ans un grand commandement : région militaire, groupe de forces opérationnelles, dernière épreuve qui semble obligatoire pour pouvoir prétendre aux plus hautes responsabilités. Tel n'est cependant pas le cas du nouveau chef d'état-major général, le maréchal Akhromeev, qui n'a jamais assumé, d'après sa biographie officielle, un grand commandement.

C'est là le plus récent exemple de la souplesse des règles d'avancement dans l'armée soviétique – ou ce qui nous semble souplesse, car nous en ignorons les critères cachés. Une des règles, évidente, nous choque, habitués que nous sommes à ce que le plus ancien dans le grade le plus élevé ait le pas sur les autres, moins anciens que lui. En URSS, la fonction prime le grade. Un chef désigné a couramment sous ses ordres des officiers d'un grade et d'une ancienneté plus élevés que

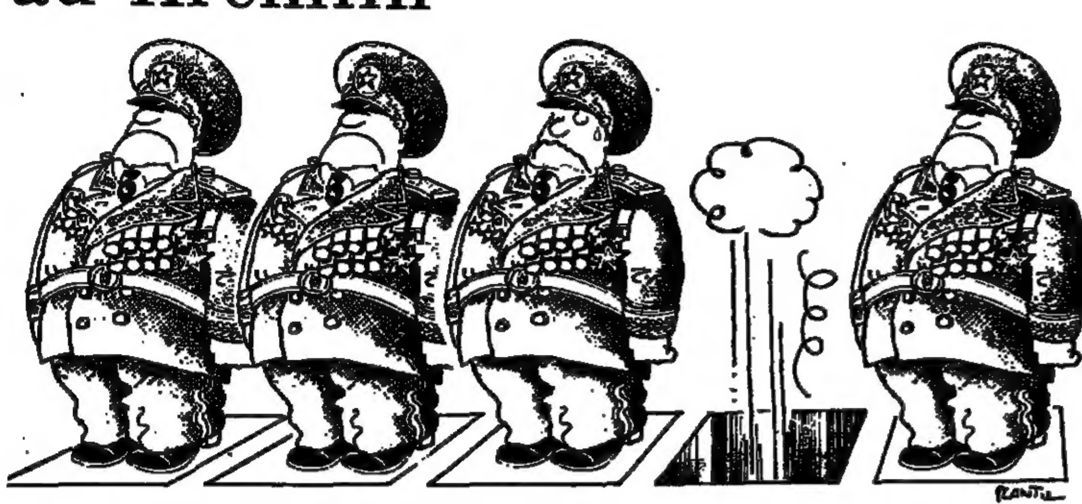


UNION SOVIÉTIQUE

pouvoir

quelque chose au Kremlin

Le limogeage du maréchal Ogarkov et son remplacement par le maréchal Akhromeev ne sont qu'un indice après d'autres. Tous confirment la petite phrase du chancelier Kohl : « Il se passe quelque chose au Kremlin. » Mais quoi ?
Selon toute vraisemblance, la succession de Brejnev n'est pas encore réglée.
En tout cas, à trop spéculer sur l'aspect « militaire » des événements, on risque d'oublier une évidence. En URSS, c'est le fusil qui est au bout du pouvoir.
L'armée est si étroitement liée au Parti que leur divorce relève de l'anticipation.



veur. Les cadres traditionnels, les dirigeants régionaux du parti, qui avaient été choyés par Brejnev, penchaient plutôt pour M. Tchernenko. Mais Andropov portait l'espoir de la génération montante, ces cadres qui n'ont connu que le régime soviétique, ont été éduqués dans des écoles techniques, sont nourris d'idéologie mais soucieux d'efficacité, certainement pas libéraux mais technocrates sans doute, modernistes et réformistes peut-être. Les « andropoviens » ont disparu avec Andropov, mais cette tendance — qui se retrouve au sein du parti, du gouvernement et des forces armées (qui peuvent à juste titre s'inquiéter de la capacité de l'économie soviétique à soutenir le défi militaire des Etats-Unis) — continue à exister, à preuve la publication récente par *Troud*, le journal des syndicats, d'un article de l'académicien Aganbegyan regrettant les lenteurs de la réforme économique engagée sous Andropov.

La mort prématurée, sinon inattendue d'Andropov n'a pas permis à cette tendance de s'imposer sans conteste. En admettant — ce qui est fort probable — qu'elle soit actuellement incarnée par M. Gorbatchev, elle a réussi à maintenir ses positions. En février dernier, M. Tchernenko a été le candidat de la conciliation, élu en quelque sorte par défaut. Il arrangeait la vieille garde qui ne peut se résoudre à passer la main ; il laissait intactes les chances futures de M. Gorbatchev et de M. Romanov, l'autre « jeune » du bureau politique et du secrétariat, alors que la victoire de l'un des deux aurait mis fin à la carrière de l'autre.

« Jeunes » et « vieux »

Mais il serait simpliste d'opposer la génération montante (qui a tout de même plus de la cinquantaine) aux vieillards du bureau politique. Des courants divers traversent les deux groupes. e « jeune » Romanov, qui au secrétariat surveille l'industrie de l'armement, est proche du « complexe militaro-industriel » ; il a gouverné Leningrad avec une poigne de fer et semble peu porté sur les réformes économiques. Il a cependant pu être séduit par la campagne de renforcement de la discipline des « andropoviens ».

La vieille garde stalinienne survit, dont M. Gromyko est, au bureau politique, un des derniers représentants. Sans doute a-t-il fait au cours de sa longue carrière la diplomatie que lui ont dictée ses maîtres successifs, mais la faiblesse de M. Tchernenko et sa méconnaissance des dossiers lui ont permis dans les mois qui ont précédé et suivi la mort d'Andropov de renforcer sa position. L'impression prévaut qu'il a réussi dans cette période à faire une politique étrangère selon son cœur, d'autant plus dure vis-à-vis de l'Occident que ses collègues pouvaient être tentés de lui imputer la responsabilité du déploiement des euromissiles américains, le plus grand échec diplomatique de l'URSS de ces dernières années . Sa prochaine entrevue avec le président Reagan, même si elle constitue un geste soviétique en direction d'une administration honnie, ne dément pas cette thèse. Si ses collègues lui ont imposé le voyage à Washington, M. Gromyko ne pouvait que s'incliner. Mais l'annulation de la visite de M. Honecker en RFA (et de celle de M. Jivkov) porte indubitablement sa marque.

Est-ce à dire que M. Tchernenko est, au contraire, un partisan de la détente ? Il serait téméraire de l'affirmer. Sa formation, son ignorance de l'Occident, ses obsessions idéologiques, feraient plutôt pencher pour l'interprétation inverse. Mais, en disciple fidèle qui a toujours vécu dans l'ombre de Brejnev, l'actuel secrétaire général peut tout aussi bien avoir, à défaut d'ambition, le souci de poursuivre la politique d'ouverture contrôlée de son défunt maître, d'autant que son expérience des grandes rencontres internationales se limite à la conférence d'Helsinki en 1975 et au sommet américano-soviétique de Vienne en 1979.

La « disparition » de M. Tchernenko pendant l'été n'a pas profité qu'à M. Gromyko. Les « néo-andropoviens » autour de M. Gorbatchev ont également avancé des pions. Sans doute sont-ils partisans d'une diplomatie plus subtile que celle imposée par le ministre des affaires étrangères, plus flexible dans ses méthodes bien qu'elle soit au service des mêmes objectifs. C'est Andropov encore qui avait donné le ton, en maintenant l'ouverture politique vers l'Occident pour mieux l'influencer idéologiquement.

Ainsi les grandes manœuvres se poursuivent-elles alors que la période de transition, ouverte en fait depuis la mort de Mikhaïl Souslov en janvier 1982, ne s'est pas encore refermée. Des coalitions hétérogènes et éphémères se forment dans le petit cénacle de la direction soviétique, entre les partisans de la manière forte et les adeptes de la séduction vis-à-vis de l'Occident, les réformistes, les durs et les résignés en politique intérieure. L'équilibre instable de ces alliances explique que des décisions apparemment contradictoires puissent être prises à quelques jours d'intervalle et que des sons discordants se fassent entendre dans la presse soviétique. Ces « ratés » se produisent toujours quand la course pour le pouvoir est ouverte.

DANIEL VERNET.

et un parti en symbiose totale

les siens. Le supérieur d'aujourd'hui peut se retrouver demain sous les ordres de celui qui était son subordonné.

Les critères de choix ne peuvent être qu'imaginés, à la lumière de ce que nous connaissons des ressorts cachés de la société soviétique, et sachant que l'armée reproduit les qualités et les défauts de cette société. Pour réussir la carrière décrite précédemment, il faudra que l'officier satisfasse aux conditions suivantes : être ambitieux et habile, être un bon communiste, c'est-à-dire faire étalage dans son discours, ses actes et son comportement d'un conformisme total aux contraintes de l'idéologie ; faire preuve — éventuellement en trichant — de compétences techniques et d'efficacité dans ses responsabilités ; avoir le don du commandement, mais éviter de dévoiler une trop forte personnalité ; enfin, savoir user d'influences, en choisissant avec discernement ses protecteurs militaires ou civils.

Car les civils sont étroitement associés à tout ce qui touche au haut commandement militaire. On a souvent tendance — à tort — à opposer l'armée et le parti. Il nous est difficile de concevoir que la symbiose est totale, absolue. L'armée est une armée politique, l'armée du parti, et la direction des forces armées par le parti constitue la base même de l'organisation militaire du pays. 93 % des officiers sont membres du parti, qu'ils soient convaincus ou opportunistes, et c'est là l'illustration du fait que l'armée est le parti en uniforme. Plutôt que d'opposer armée et parti, il conviendrait mieux de parler des membres civils et des membres militaires du parti.

Le courant entre les uns et les autres passe dans les deux sens : les militaires sont présents dans les instances du parti à tous les niveaux. Ils sont au Politburo représentés par leur ministre. Ils sont trente-cinq au comité central (2), les sièges étant attribués de facto aux détenteurs de certaines fonctions de haut commandement (le ministre et ses quinze adjoints dont il a déjà été parlé, les commandants des plus importantes régions militaires et des flottes, etc.). Ils sont cinquante-six sur les bancs du soviet suprême (3), car les fonctions donnent le droit, pour ne pas dire l'obligation, de se porter candidat..., et donc d'être élus dans des conditions sensiblement identiques à celles de l'admission au comité central. Les militaires députés sont associés aux tâches d'administration civile. Les chefs militaires participent au travail des instances locales du parti et du gouvernement dans les garnisons où ils sont stationnés.

Dans l'autre sens, l'influence directe du parti sur l'armée se fait sentir continûment et de multiples façons :

1) par le travail des organisations du parti et des jeunesses communistes (Komsomols) présentes à tous les niveaux et dirigées par les officiers de la hiérarchie du commandement, membres du parti.

2) Par le travail également à tous les niveaux de la hiérarchie des officiers politiques adjoints du commandement. Ce corps de spécialistes est chargé d'animer les organisations du parti, d'assurer l'éducation politique des personnels et, éventuellement, le contrôle politique des cadres de commandement. A sa tête, se trouve la direction politique principale dirigée par le général d'armée Epichev, un autre bel exemple de continuité (en place depuis 1962), et qui reçoit ses ordres du comité central du parti (la direction politique principale des forces armées a le statut de « service » du comité central, tout en étant conjointement une des grandes directions du ministère de la défense) :

3) Par la participation des responsables civils du parti aux différents conseils Militaires tenus notamment aux échelons élevés de la hiérarchie (types de forces, régions militaires, flottes, etc), instances chargées à leur niveau de la prise de décisions concernant essentiellement la préparation des forces.

4) Enfin et surtout au sommet, par l'existence d'un système de prise de décisions, de coordination et de contrôle où se côtoient responsables civils et militaires : le comité d'Etat de la défense, organe suprême de décision dirigé par le secrétaire général du parti et dont la composition reste secrète. Autour du secrétaire général, on peut supposer que se retrouvent le président du conseil des ministres, le ministre de la défense, le chef du KGB, le ministre des affaires étrangères, le président du Gosplan, le chef de l'état-major général, et autres responsables civils et militaires, à la demande. Par ailleurs, un service du comité central dit des « organes administratifs », dirigé depuis seize ans par le même fonctionnaire, M. Savinkine, est chargé de suivre en permanence les problèmes touchant au domaine militaire — et aussi policier — et d'assurer le contrôle général de l'exécution des décisions.

Il est bien difficile de porter un jugement de valeur sur le haut commandement soviétique. La pratique seule pourrait apporter une réponse sur l'efficacité de ce système, cohérent mais lourd, très centralisé malgré des velléités d'assouplissement. Mais un système de commandement ne vaut que par les hommes qui l'animent. Derrière le groupe stable des quinze grands décideurs vieillissants, image de continuité mais également de sclérose inévitable, il y a cette foule d'officiers généraux que nous connaissons mal, aux débuts de carrière fulgurants et qui attendent, encore impatients, ou déjà blasés et satisfaits de leurs privilèges. Nous les connaissons mal comme ils nous connaissent mal. Leur tare majeure est sans doute la méconnaissance qu'ils ont de l'Occident et de ses mentalités, leur absence de culture universelle due à la formation bornée qu'ils ont reçue dans les écoles militaires, leur ignorance des réalités extérieures à l'Union soviétique. Tare qui deviendra danger quand ils seront à leur tour — même très tard — devenus les grands décideurs.

JACQUES LAURENT,
officier général de l'Armée de terre (2e section).

(1) Chef d'état-major général, commandant en chef des forces du pacte de Varsovie, commandants en chef des types de forces, inspecteur principal, chef des arrières, chef de la défense civile, directeur des personnels, etc.

(2) Il s'agit de l'effectif élu lors du dernier congrès de 1981, et qui se répartissait alors entre 23 membres de plein droit et 12 suppléants, soit un pourcentage de 7,2 et 7,9 respectivement.

(3) Soit 3,7 % du total des députés élus en 1979.

Étranger

URSS

AMI DE LA FAMILLE BREJNEV

Le directeur du cirque de Moscou bénéficie d'un verdict « clément »

L'un des scandales les plus retentissants de la fin de l'ère Brejnev a connu son épilogue judiciaire avec la condamnation de l'ancien directeur du cirque de Moscou, Lev Kolevatov, à treize ans de prison pour corruption. Personnage très connu, ami de Galina Brejnev, la fille de l'ancien secrétaire général du Parti, Kolevatov avait été arrêté au début de 1982, en même temps qu'éclatait la série d'affaires plus ou moins élucidées qui a marqué la fin de l'« ère Brejnev ».

Accusé de trafic d'or et de devises, pour une valeur de 1 million de dollars, Lev Kolevatov était passible de la peine capitale et a donc bénéficié d'un verdict plutôt clément selon les critères soviétiques : une autre célébrité moscovite, Iouri Sokolov, ancien directeur du magasin Gastronom n° 1, a été fusillé en juillet dernier pour corruption, alors que lui aussi semblait lié à la famille Brejnev.

Un troisième personnage, Boris le Tsigane, artiste du cirque, ami intime de Galina Brejnev (qui est l'épouse légitime, en troisième noces, d'un vice-ministre de l'intérieur), avait été arrêté un peu avant Lev Kolevatov. Selon des sources soviétiques citées par l'AFP, il serait mort peu après son arrestation. Quant à Galina Brejnev, après une éclipse du temps d'Andropov, elle a fait une réapparition remarquée à l'occasion de la Journée de la femme, en mars dernier, c'est-à-dire après l'accession de M. Tchernenko au poste de secrétaire général.

Selon l'accusation, Lev Kolevatov exigeait des artistes du cirque, en échange de leur sélection pour des tournées à l'étranger, toutes sortes de pots-de-vin : or, diamants, bijoux, vêtements de luxe, espèces. Une part de ces largesses lui aurait été remise lors des tournées du cirque en Occident, et une rumeur moscovite veut même qu'il ait dissimulé des pierres précieuses dans le rectum des éléphants de la troupe pour déjouer les contrôles douaniers...

Deux anciens collaborateurs de Lev Kolevatov comparaissaient en même temps que lui : le directeur adjoint du cirque, Viktor Gorsky, et un artiste, Evguenii Rogalsky, condamnés respectivement à trois et huit ans de prison. Le verdict a été rendu public, vendredi 14septembre, par l'agence Tass, qui n'a donné aucune indication sur le déroulement de ce procès, qualifié de « public ». — *(AFP, AP.)*

Grande-Bretagne

Nouvelles ruptures des pourparlers avec le syndicat des mineurs

De notre correspondant

Londres. — Pour la septième fois en six mois les représentants du syndicat des mineurs et de la direction des charbonnages se sont séparés le 14 septembre sur un constat d'échec. La guerre d'usure continue.

Interrompues depuis juillet, les négociations avaient repris le 9 septembre dans des circonstances très difficiles. Durant toute la semaine, les délégations syndicale et patronale conduites par M. Arthur Scargill, président de l'Union nationale des mineurs «NUM) et M. Ian McGregor ,président du National Coal board (NCB), la direction des charbonnages, ont tenté de s'entendre sur le point essentiel de la discussion : une définition de la notion de « rentabilité » des puits de mine. M. McGregor, conformément à son « plan » — qui est à l'origine de la grève — veut en un an fermer au moins une vingtaine de puits (sur cent soixante-quinze) et supprimer ainsi vingt mille emplois alors que M. Scargill maintient que les fermetures doivent être tout à fait exceptionnelles et ne sont *a priori* acceptables que si un puits est considéré comme « inexploitable ».

La question est de savoir maintenant quelle va être l'attitude du TUC qui était resté en dehors du conflit pendant les cinq premiers mois de la grève. Le congrès à promis la semaine dernière un soutien « total » au syndicat des mineurs, mais cette promesse était assortie de beaucoup de réserves. Selon la plupart des observateurs, le TUC faisait pression sur la NUM pour que celle-ci modère ses positions. devant les congressistes, le leader du Parti travailliste M. Neil Kinnock avait souhaité vivement la fin de la grève après un « *accord raisonnable* » et avait été longuement applaudi.

Dans les milieux gouvernementaux on continue de penser que la grève peut se poursuivre encore jusqu'à la fin de l'année sans conséquences dramatiques pour l'économie du pays étant donné que les stock de charbon pour la sidérurgie et les centrales électriques restent importants puisque la production continue, en particulier dans le Nottinghamshire où les mineurs refusent de suivre les mots d'ordre de la NUM.

La grève des dockers, commencée voici trois semaines, pourrait, elle bientôt se terminer. Un projet d'accord est actuellement en discussion entre sybdicats et patronat avec de bonnes chances d'être accepté.

FRANCIS CORNU.

RFA

BONN EST IRRITÉ PAR LES DÉCLARATIONS ITALIENNES SUR LE « PANGERMANISME »

(Correspondance.)

Bonn. — Le ministre italien des affaires étrangères, M. Andreotti, a jeté un sérieux froid à Bonn, en affirmant, quelques jours après le report de la visite d'Erich Honecker en RFA et en plein débat sur la nature des relations interallemandes, qu'il n'était pas question de songer à une réunification allemande.

L'ambassadeur d'Italie à Bonn, M. Ferrari, a été convoqué vendredi au ministère ouest-allemand des affaires étrangères pour fournir des explications. Le gouvernement de Bonn s'est, pour le moment, refusé à tout commentaire, s'abritant derrière le fait qu'il ne connaissait pas le texte exact de la déclaration. Les propos de M. Andreotti semblent néanmoins tout à fait clairs : « *Nous sommes tous d'accord*, aurait-il dit, *pour de bonnes relations entre les deux Allemagnes, mais on ne doit pas aller trop loin dans cette direction. Le pangermanisme doit être surmonté. Il y a deux Etats allemands et ils doivent rester deux.* »

La thèse ouest-allemande est que les deux Allemagnes pourront un jour, dans le cadre d'un règlement européen, faire valoir leur droit à l'autodétermination pour se prononcer sur une éventuelle réunification.

H. B.

A travers le monde

Corée du Sud

- SEOUL ACCEPTE UNE AIDE DE PYONGYANG. — La Corée du sud a accepté une offre d'aide humanitaire faite par la Corée du Nord et destinée aux victimes des inondations qui ont affecté le centre du pays début septembre, a déclaré le vendredi 14 septembre un porte-parole de la Croix-Rouge sud-coréenne. Séoul accepte l'offre de la Corée du Nord afin « *d'ouvrir la voie à la solution prioritaire des problèmes humanitaires* » entre les deux Corées. Dans le passé, Pyongyang avait déjà fait des offres similaires à Séoul, mais elles avaient été rejetées par la Corée du Sud, qui y avait vu des gestes de propagande. — *(AFP.)*

Vietnam

- LES CONDITIONS D'UNE NEGOCIATION SUR LE CAMBODGE. — Dans une interview à l'agence japonaise Kyodo, le ministre des affaires étrangères, M. Nguyen Co Thach, a déclaré que son pays était prêt à discuter « *sans conditions* » de la paix au Cambodge et à accepter une éventuelle médiation étrangère, par exemple japonaise. Il a ajouté qu'une commission de contrôle internationale et neutre pourrait superviser au Cambodge le maintien de la paix.

Étranger

URSS

Victor Louis, le journaliste qui parle d'or

Mercredi dernier encore, l'inlassable « journaliste » qui fait semblant d'oser dire ce que le Kremlin veut faire savoir a donné des « nouvelles » de Sakharov. Ses « informations », bien que de fort bonne source, ne sont pas toujours fiables.

L'heureux homme, le brillant journaliste ! Les autres, tous les autres, errent au milieu des mystères de Moscou, barbotent piteusement dans la Moskova, se perdent dans les brouillards qui entourent les *« épaisses murailles du Kremlin »*, comme on dit quand on ne sait pas quoi dire. Le maître des lieux est-il vivant ou mort ? Quelles sont les intentions cachées de l'URSS à l'égard de la Chine ? Les correspondants occidentaux se torturent l'esprit à tenter de faire passer des conjectures pour de l'information, les kremlinologues s'épuisent à éplucher la *Pravda*, les diplomates suggèrent tout et le contraire de tout... Lui, il sait. Lui, c'est Louis, Victor de son prénom, alias Vitali Evguenévitch Loui (ou plutôt Levine, glissent les antisémites), cinquante-quatre ans, solide constitution, lunettes, raie sur le côté, visage rose, conversation brillante, humour et bonnes histoires « antisoviétiques » garanties, le vrai « must » des cocktails moscovites.

Naturellement, il ne se contente pas de savoir, il écrit. Par exemple dans l'*Evening Standard* de Londres, dont il est le correspondant attitré, ou jadis dans *France-Soir*. N'a-t-il pas pris le risque d'annoncer, avec vingt-quatre heures d'avance, la toute récente réapparition publique de M. Constantin Tchernenko après de longues et inquiétantes vacances ? Quand il le faut, Victor Louis sait même produire des preuves indubitables. Qui d'autre que lui a séché les larmes du public occidental affligé par le sort des Sakharov, en procurant à la *Bild Zeitung* de Hambourg, au mois de juillet dernier, des photos du célèbre académicien et de sa femme Elena Bonner, l'un et l'autre bien vivants ? Ou, mieux encore, en faisant parvenir au même journal, en août, un film vidéo où Andreï Sakharov apparaît, l'air absent, en compagnie d'un inconnu qui présente ostensiblement à la caméra un exemplaire récent d'un hebdomadaire français.

Le vin au frais

Ces derniers coups d'éclat ont rehaussé le prestige d'un journaliste d'exception que l'on avait trop tendance à négliger un peu ces dernières années. Comment oublier pourtant qu'il avait annoncé, là encore avec plusieurs heures d'avance, la chute de Khrouchtchev en 1964, qu'il avait donné, en 1977, des détails sur l'attentat à la bombe dans le métro de Moscou, orientant aussitôt les « soupçons » sur la « dissidence » (trois « terroristes » arméniens furent, de fait, fusillés deux ans plus tard). En mai 1980, il susurre à un journaliste britannique de ses amis que MM. Giscard d'Estaing et Brejnev vont se rencontrer *« dans un pays tiers »*, quelques jours avant l'entrevue de Varsovie, et à la fin de la même année il dévoile la réunion à Moscou des dirigeants des pays frères consacrée à la situation en Pologne.

Un tel talent, évidemment, cela se paie, et Victor Louis mène à Moscou un train de vie qui pourrait surprendre certains naïfs, voire faire des envieux. Vaste appartement sur l'avenue Lénine, villa de trois étages à Bakovka, un des lieux de résidence de la haute société moscovite, voitures de luxe (Porsche, Mercedes, Land Rover, sans oublier un minibus),



VIOLETTE LE QUÉRÉ.

installation complexe permettant de maintenir, dans sa cave, les vins à température constante. Il faut dire que le journalisme « pur » ne représente pas vraiment la seule source de revenus de Victor Louis. Après tout, avoir fait passer à l'Ouest les bandes magnétiques des Mémoires de Khrouchtchev, cela mérite récompense, même si les passages concernant les hommes encore au pouvoir au Kremlin avaient été malencontreusement effacés.

Et puis, le talent attirant le talent, l'épouse — anglaise — du journaliste, ancienne nurse de l'attaché naval britannique à Moscou, a su exploiter un remarquable filon en publiant, tous les six mois, et en vendant, moyennant devises fortes, un petit fascicule, *Moscow Information*, qui donne la liste de tous les diplomates, correspondants et autres hommes d'affaires en poste dans la capitale soviétique. Un ouvrage précieux dans un pays où il n'existe pas d'annuaire téléphonique...

Un grand journaliste, c'est bien connu, voyage beaucoup, et Victor Louis n'échappe pas à la règle, sans avoir à trop se soucier des contingences administratives, du côté soviétique du moins (c'est plutôt du côté occidental que lui sont venus quelques désagréments dont il s'est plaint amèrement, notamment lorsqu'il a été interdit de séjour par les autorités françaises). Qui plus est, certains de ses déplacements sont à eux seuls des événements, que la presse internationale ne manque pas de rapporter : par exemple quand il s'est rendu à Taiwan, ou en Israël, en juin 1973, certains commentateurs ont été jusqu'à voir en lui une sorte d'envoyé spécial... du Kremlin.

Faute de Rolls...

Sans doute certains aspects de sa personnalité peuvent-ils surprendre, sinon déplaire. On a pu trouver mesquin qu'il ait cherché, sans succès, à obtenir un « rabais » spécial pour l'achat d'une Aston Martin à Londres. On peut même détecter une once de vulgarité « nouveau riche » dans sa manière de regretter, au cours d'un cocktail, qu'il soit décidément impossible de posséder une Rolls à Moscou (comment faire pour remplacer les bouchons de radiateur qui seraient immanquablement volés les uns après les autres ?).

Certains vont même plus loin, qui décèlent dans sa carrière de menues erreurs professionnelles, comme par exemple d'avoir révélé que le successeur désigné du défunt maréchal Gretchko au ministère de la défense était le maréchal Koulikov, au moment même où l'agence Tass annonçait la nomination de M. Oustinov.

Médisances !

D'autres se demandent encore d'où lui venait l'étrange inspiration qui lui faisait écrire, en 1978, après l'élection de Jean-Paul II, que ce pape slave pourrait *« faire beaucoup pour établir de bons rapports entre le Kremlin et le Vatican »*, ou bien lui faisait annoncer, en 1973, un prochain *« assouplissement »* des restrictions imposées aux déplacements des diplomates étrangers en URSS, et demander, logiquement, que les Occidentaux commencent par se montrer eux-mêmes moins tatillons à l'égard des Soviétiques.

Quand, à la fin des années 60, il a révélé que les dirigeants soviétiques n'excluent pas une attaque nucléaire *« préventive »* contre la Chine, on va jusqu'à se demander si le journaliste ne se fait pas — *volens nolens* — vecteur d'intoxication. Son livre, publié dix ans plus tard, le *Prochain déclin de l'empire chinois*, a moins intéressé les sinologues sérieux que les psychanalystes à l'affût des refoulements des dirigeants du Kremlin.

Certains esprits timorés vont jusqu'à penser que, lorsqu'on se trouve à Moscou, mieux vaut se contenter de sa maigre pitance d'informations nullement exclusives, essayer modestement de trier ce qui est invraisemblable de ce qui ne l'est pas, plutôt que de faire confiance à Victor Louis. Ces réticences sont même renforcées par certaines indélicatesses prêtées à notre héros. N'a-t-il pas essayé de vendre en Occident une version édulcorée des Mémoires de la fille de Staline, comme pour atténuer l'effet prévu de la « vraie » version ? N'a-t-il pas entrepris une manœuvre comparable avec le *Pavillon des cancéreux*, d'Alexandre Soljenitsyne, en 1968 ? Pis encore, le même Soljenitsyne ne prétend-il pas, dans *le Chêne et le Veau*, que Victor Louis a commencé sa carrière par le trafic de devises, et que, au camp où il a été détenu pendant plusieurs années, au début des années 50, il était tenu pour un *« mouchard notoire »*. Dans l'immédiate après-guerre, en tout cas, il traficotait des cigarettes américaines sur le trottoir de l'hôtel Métropole à Moscou, où vivaient de nombreux diplomates occidentaux. John Barron, dans son premier ouvrage sur le KGB, rapporte les confidences d'un transfuge selon lesquelles Louis était, dès la fin des années 50, un employé du district local du KGB à Moscou, passablement méprisé d'ailleurs par la direction centrale des services secrets soviétiques.

Médisances sans aucun doute que tout cela. D'ailleurs, l'intéressé ne vous explique-t-il pas, à l'occasion, les yeux dans les yeux, que, au lieu d'inventer des sornettes sur ses liens avec on ne sait quels « organes », les journalistes étrangers feraient mieux d'apprendre les rudiments de leur métier pour obtenir sans mal des informations ?

De toute manière, le passé est le passé. L'important, c'est l'avenir. Quel réconfort de savoir qu'à Moscou, Victor Louis est toujours là pour nous dire de quoi il sera fait.

JAN KRAUZE.

ETATS-UNIS

Les enfants perdus de la famille Kennedy

La famille Kennedy n'a pas fini de faire parler d'elle. Un nouveau livre sur la saga de la plus illustre tribu américaine soulève des remous.

Correspondance

Washington. — *« L'Amérique a besoin de se reposer des Kennedy et vice versa... »* Ainsi s'exprimait le jeune David Kennedy, le quatrième enfant de Robert Kennedy, bien avant de mourir seul, en avril dernier, dans un hôtel de Floride, d'une trop forte dose de drogue et d'alcool.

Apparemment, l'Amérique n'en a pas assez des Kennedy, et le goût du public pour la « saga » est encore assez fort pour justifier un nouveau livre (1), qui, avant même sa publication, a provoqué ici des remous. Des amis de la famille et l'entourage du sénateur Edward Kennedy estiment que les auteurs, P. Collier et D. Horowitz, ont trahi la confiance du jeune David. La lecture d'extraits du livre avant publication aurait plongé le malheureux dans une profonde dépression. Les auteurs rétorquent que leur « source » et ses cousins étaient, au contraire, ravis de coopérer avec eux. A leur avis, David a fait une dépression grave parce que certains membres de sa famille lui reprochaient d'avoir révélé des secrets, le qualifiant même de *« mouchard »* indigne du nom des Kennedy.

A dire vrai, l'ouvrage de 576 pages, écrit par deux techniciens du journalisme investigatif, n'apporte pas de vraies révélations sur la dynastie. Ici et là, cependant, on trouve des indications complémentaires, parfois amusantes, parfois attristantes, par exemple sur les escapades sexuelles du président Kennedy, qui avait hérité de son père Joseph le goût des femmes (il conseillait toujours aux invitées de *« bien fermer leur porte »* pour se protéger des assiduités de son père) ou le fanatisme puritain de Robert Kennedy, cherchant par tous les moyens à faire assassiner Fidel Castro, ou encore sur la faiblesse de caractère du sénateur E. Kennedy, illustrée dans la triste affaire de Chappaquiddick, où périt sa secrétaire.

Pour les auteurs, l'ascension du clan Kennedy mais aussi son drame sont dus à la désinvolture et à l'arrogance d'une famille se considérant d'une essence supérieure et méprisant les lois et les règlements. C'est un peu ce que disait David, auquel on demandait ce que cela signifiait d'être un Kennedy : *« Cela veut dire que nous sommes exactement comme les autres, mais en mieux... »*

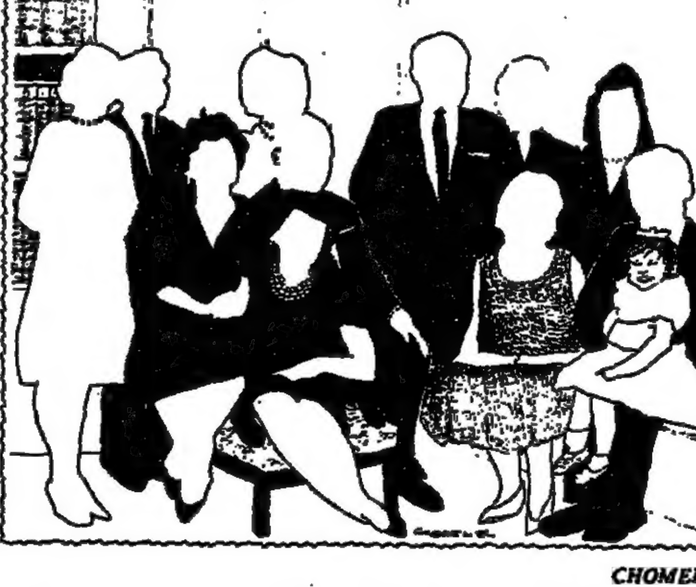
A l'origine de la chute de la maison Kennedy, on trouverait la volonté de puissance, l'ambition démesurée de Joseph Kennedy. Il voulait tout avoir : la richesse, les femmes et un avenir exceptionnel pour ses fils, les traitant durement, les poussant dans une émulation malsaine et qui leur fut fatale. « L'expiation » fut lourde. Sur neuf de ses enfants, quatre furent tués, dont deux fils assassinés, un autre, pilote, tomba en service commandé. Une fille, Kathleen, fut victime d'un accident d'avion.

« Les pères ont mangé des fruits verts, et les dents des enfants sont agacées. » Ce verset de Jérémie dans l'Ancien Testament caractérise bien le destin tragique des Kennedy. Mais l'âge et la maladie épargnèrent à Joseph Kennedy, paralysé, de connaître la malédiction qui affecta trois au moins de ses fils. En fait, l'intérêt majeur du livre est d'apporter des détails ou de compléter ce qu'on savait déjà sur la « troisième génération » des Kennedy, et particulièrement sur les mauvais sujets. S'appuyant sur de nombreux témoignages, et les déclarations mêmes des intéressés, les auteurs retracent l'adolescence difficile de Bobby et de David, traumatisés par l'assassinat de leur père Robert. *« Daddy était un homme d'une moralité absolue. Il n'a jamais connu qu'une seule femme dans sa vie »*, disait Bobby, et David, lui faisant écho : *« Le meilleur père qui ait jamais existé. »* Après le drame, leur oncle sénateur fut incapable (ou refusa) de s'occuper d'eux. Leur mère, pieuse, faible, exerçait par à-coups une autorité incertaine, allant même jusqu'à les mettre à la porte de la maison familiale de Hyannis.

Les quatre cents coups

Ainsi les *« enfants perdus »*, livrés à eux-mêmes, découvrent l'alcool, les femmes (*« Je peux avoir n'importe quelle fille parce que je m'appelle Kennedy. C'est déplaisant, mais il faut s'y faire »*, disait Joe, le frère aîné), mais surtout la drogue, l'héroïne.

Avec leur cousin Chris Lawford, plus ou moins rejeté par sa famille, ils forment une bande qu'ils appellent HPT (Hyannis Port Terror). Le chef est Bobby, portant toujours un faucon sur sa main gantée. Et ils multiplient les quatre cents coups. Par exemple, l'un fera le mort sur la voie publique, tandis qu'un autre rattrapera une voiture qui venait de passer et criera à son conducteur ébahi :



CHOMEL

« Vous avez tué un Kennedy. » Plus tard, ils fabriqueront des cocktails Molotov, pour livrer prétendument « une guerre de libération » à Hyannis. Ils n'endommageront que la jetée construite par le grand-père. Bobby ne manquait pas une occasion de narguer et de défier les autorités. Un jour, il lance son faucon à la tête d'un agent de la circulation ; une autre fois, il écrase son cornet de glace sur la figure d'un policier. Mais, arrêté, il est très vite relâché...

Curieusement, ces enfants perdus voulaient se détacher du clan ; ils trouvaient une joie mauvaise à piétiner les valeurs dont se réclamait leur famille, conscients peut-être qu'ils n'arriveraient jamais au niveau de leurs aînés. Mais, en même temps, ils ne souhaitaient pas rejeter cet héritage. Ils ne renonçaient pas à un éventuel grand destin, par exemple devenir président : *« Nous ne sommes pas suffisamment libérés du spectre de la présidence pour envisager de faire quelque chose d'autre de nos vies »*, disait Chris Lawford.

Le reste de la famille prit ses distances à l'égard des garçons de Robert, au fur et à mesure que ceux-ci sombraient sous l'emprise de la drogue, fréquentant, parfois au péril de leur vie, les louches trafiquants de cocaïne et d'héroïne. Leur affiliation au clan Kennedy leur permit, après avoir été exclus de plusieurs écoles, d'être admis dans les universités, d'y faire des études médiocres. Mais, finalement, ils se marièrent et parvinrent à une certaine stabilité. Bobby, jugé plus brillant, devint alors l'attorney général adjoint de New-York, ce qui ne l'empêchait pas, le soir, de partir seul, en se cachant le visage, à la recherche de ses pourvoyeurs de drogue à Harlem. En août 1983, il fut trouvé à moitié inconscient, victime d'un abus de drogue, dans les toilettes d'un avion. Il s'en tira avec deux ans de liberté surveillée. Il s'imposa une cure sévère pour reprendre une respectable vie de famille.

La chute de David

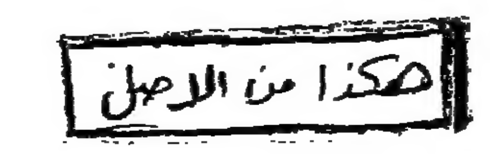
Mais David, lui, continua de dériver. Sans ambitions ni illusions. Ayant l'impression d'être considéré comme irrécupérable et indésirable par sa famille, il passa son temps dans plusieurs centres de désintoxication, mais sans résultat. Une aventure malheureuse avec une jeune femme paralysée dans un accident d'auto dont le frère Joe était responsable l'enfonça plus profondément dans l'alcool et la drogue. En 1980, il eut des hallucinations : *« Je pensais que j'étais dans la Mafia, que j'étais Oswald* (l'assassin de Kennedy), *que j'avais tué mon père, qu'il avait voulu me noyer... »* Il mit fin à ses jours le 25 avril 1984 et, disent les auteurs, *« sa famille au complet lui accorda dans la mort le respect qu'elle lui avait refusé lorsqu'il était vivant et dans le besoin »*. Une opinion contestée par l'entourage des Kennedy, qui affirme que *« la famille avait fait des efforts gigantesques pour soutenir David »*.

Qui croire ? Le défaut majeur du livre, au demeurant d'une lecture attrayante, est un dénigrement systématique d'une famille à partir des déclarations de trois « enfants perdus » et, surtout, du plus perdu d'entre eux. Pourquoi n'avoir pas rappelé que les vingt-quatre autres petits-enfants du clan mènent une vie normale ? Mais les auteurs affirment que, face au mur du silence élevé par la famille Kennedy, ils ont dû faire leurs propres recherches, interroger plus de trois cents amis ou collaborateurs des Kennedy, y compris les plus jeunes membres de la famille.

Ce sombre épisode parfois éclairé d'un mot d'enfant. Ainsi, Christopher Kennedy, cinq ans, auquel son cousin John (huit ans), le fils du président assassiné, demande si son papa Robert, lui aussi assassiné, continue d'aller au bureau, répond : *« Oh, oui... Il est au ciel le matin et, l'après-midi, il va au bureau... »*

HENRI PIERRE.

(1) *The Kennedys : An American Drama*, par Peter Collier et David Horowitz. Summit Books.



INDE

Les « presseurs d'huile » d'Israël

Dans la mosaïque indienne, la communauté juive n'est certes qu'une minuscule pièce, encore réduite par l'ampleur des retours en Israël. Elle offre pourtant, au-delà du pittoresque, l'intérêt d'une adaptation surprenante au milieu ambiant et au système des castes.

Correspondance

Bombay. – Dans l'avion qui le menait à Delhi, étape de ses *Tristes tropiques*, Lévi-Strauss comparait le spectacle des champs et des rizières, la terre divisée en infimes parcelles, à une très ancienne tapisserie aux tons roses et verts, *« élimée par un long usage et inlassablement reprisée »*. Cette définition de l'Inde, il la complétait en suggérant de regarder l'envers de cette tapisserie avec ses fils et ses entrelacs, cet enchevêtrement apparent qui, en fait, dessine un ordre et met en évidence la maîtrise du paysage tant naturel que social.

Dans l'Inde des castes, de la hiérarchie où chaque groupe n'existe que dans sa relation avec les autres, les juifs ont su intégrer ce vaste ensemble. A Delhi, Bombay, Calcutta et tout le long de la côte ouest, les communautés juives se sont installées au cours des siècles. Dès le Moyen Age, Benjamin de Tudela (1167), Marco Polo (1293) et Albulfeda (1331) rapportent dans leur carnet de route la présence de la communauté des *Bné Israël* (fils d'Israël), qui ne mangent pas de porc et vivent sur la côte de Malabar.

La date de l'arrivée des juifs Bné Israël en Inde reste un mystère et l'histoire rejoint ici le mythe. Fuyant les déportations lors de la chute du royaume d'Israël en 175 avant J.-C., les Bné Israël seraient les descendants de sept couples ayant fait naufrage sur les côtes du Kônkân. L'absence dans leur rituel de fêtes religieuses liées à la destruction du second Temple à l'aube de l'ère chrétienne tendrait à confirmer l'hypothèse de cet exil lointain.

Quoi qu'il en soit, il est certain que cette communauté est demeurée dans un très grand isolement. Oubliant l'hébreu pour le marathi, elle n'a gardé que le respect du sabbat, de la circoncision au septième jour et enfin la prière du *shema*, profession de foi juive récitée deux fois par jour. La tradition orale et ces quelques rituels devront longtemps suppléer l'absence de livres sacrés, et ce judaïsme « minimum » maintiendra toutefois l'identité du groupe. Il semble qu'ici l'environnement social et religieux, fondé sur la différence et la séparation, a été un élément favorable à la perpétuation du groupe.

Noirs et Blancs

Les Bné Israël, que l'on nomme aussi Shanwar Teli, « presseurs d'huile du samedi » (en marathi), par antiphrase puisqu'ils ne travaillent pas ce jour-là, ont été considérés comme appartenant à une caste inférieure. Leur travail, les mettant en contact avec l'« impur », leur assigne dans la société indienne une place peu élevée. Mais, à l'encontre de l'hindouisme, le judaïsme n'impose aucunement une condition sociale immuable et les *Bné Israël*, surmontant bien des préjugés, sont devenus agriculteurs, commerçants, ou émigrèrent à Bombay, où ils sont aujourd'hui 4 500 environ. Certes, l'on rencontre encore des « presseurs d'huile » dans les villages du Kerala, mais leur métier, à leurs yeux, n'est plus que la conséquence malheureuse d'un naufrage.

Se conformant sur bien des plans à l'idéologie hindouiste, les Bné Israël, constitués d'une population blanche (Gora) et d'une population noire (Kala), maintiennent au sein même de la communauté une ligne de séparation stricte, interdisant les mariages entre Noirs et Blancs. Reprenant à leur compte les conceptions de pureté et de souillure qui sont à l'origine de la division de la société en castes, ils font des juifs noirs des domestiques ou des « presseurs d'huile ».

Ce comportement de caste à l'intérieur même du groupe, sorte de réfraction de l'idéologie dominante, se retrouve dans l'accomplissement des gestes les plus quotidiens : qu'il s'agisse de prier, de boire le vin sanctifié, de se nourrir, tout s'accomplit dans des lieux séparés. L'acculturation à l'hindouisme, combattue textes à l'appui lors de la rencontre avec les juifs européens, ne change en rien une manière d'être et de faire désormais traditionnelle.

Ainsi, récemment encore, les Bné Israël refusaient de manger de la viande de bœuf, croyant se conformer à un interdit biblique alors qu'ils s'appropriaient en fait, par désir d'ascension sociale, un interdit réservé aux brahmanes. Indiens, ils le sont aussi dans leur apparence, vêtus de cotonnade blanche ou de saris. Les femmes vont au puits tandis que les hommes se rendent aux champs ou réparent des maisons.

Dans cette région tropicale, riche de rizières ou des cultures de thé, de café, de coton et de santal, la surpopulation incite les juifs à émigrer, et ils ne sont plus aujourd'hui qu'une centaine. Témoin de cet exode rural et de l'abandon des villages, voici une synagogue à quelques heures de Bombay par la route. Toit de tuiles rouges, sol en terre battue, c'est une petite bâtisse blanche comportant une pièce unique et vide. Au fond, une sorte d'autel de bois sculpté surmonté d'un rideau brodé d'une étoile de David rappelle une présence désormais ténue. Ici, deux familles gardent les rouleaux de la Tora, ce livre qu'ils ne retrouvèrent qu'à la faveur de la colonisation hollandaise en 1663, quand les Bné Israël entrèrent en contact avec les juifs d'Espagne et du Portugal dont ils adoptèrent le rite sépharade. Mais cette liturgie fut largement enrichie des traditions locales, notamment des *kirtan* (1), poèmes et chants en marathi, paraphrases bibliques qui, pendant des siècles, ont été la tradition vivante d'un peuple d'Israël séparé du Livre.

C'est à cette même époque que les Bné Israël entrèrent en contact avec les juifs de Cochin. Ceux-ci étaient en constantes relations avec les communautés du Caire, d'Espagne et du Yémen, dont ils étaient issus. Ils comptaient un grand nombre de lettrés. Faisant œuvre de *« missionnaires »*, ils *« rejudaïsèrent »* les Bné Israël en traduisant la Bible en marathi. Depuis fort longtemps, les juifs de Cochin avaient profité des ressources naturelles de l'Inde tropicale et de la situation portuaire. Exportateurs d'épices, ils s'étaient acquis places et prestige auprès des princes hindous, qui leur accordèrent des droits réservés aux castes supérieures.

Le droit à l'éléphant

Une plaque de cuivre gravée datée de 1020, offerte par le radjah Bhaskira Kavivarman, leur accorde des terres et des privilèges héréditaires, tels ceux de *« monter un éléphant, être transporté dans une litière, avoir une ombrelle, être précédé de tambours et trompettes, et de crieurs pour écarter les castes inférieures de son chemin... »*. La protection des radjahs permit en outre d'éviter les foudres de l'Inquisition dans la période de la colonisation portugaise.

Mais la communauté de Cochin a été marquée davantage encore par la colonisation hollandaise : les fortunes commerciales et manufacturières prirent alors leur essor. La *« rue juive »* atteste toujours cette prospérité, ainsi que les synagogues à l'architecture « hollandaise ». La rue, à l'image du groupe, est fractionnée. Les Noirs habitent des maisons à un étage : sous la véranda ils vendent des volailles et des œufs. Quelques enfants portent une calotte et une amulette rappelant leur attachement au dieu d'Israël. Les juifs noirs, qui représentaient 85 % de la population de Cochin – ils étaient deux mille cinq cents dans les années 50, – ont été les premiers à émigrer vers Israël et la Grande-Bretagne. Aujourd'hui leurs maisons sont occupées par des artisans hindous ou musulmans. La fraction intermédiaire de la rue est habitée par les Meshuarim, fils de juifs blancs et d'esclaves indigènes. La partie haute de la rue, plus calme, loin des échoppes et des marchands ambulants, est occupée par les juifs blancs.

Il faut, enfin, mentionner les juifs au type chinois de l'Assam et les *« Bagdadi »* ou *« Iraki »*, venus d'Irak. Fuyant l'islam, ils s'installèrent dans les grandes villes au milieu du dix-neuvième siècle. Sous l'impulsion de David Sassoun, ils ont créé des industries textiles et construit des synagogues. Dans le *« temple rouge »* de Poona, où ils prient, on rencontre des professeurs, des médecins, des journalistes, mais pas de juifs noirs. Eux se retrouvent de l'autre côté de la ville dans une petite synagogue ; ils sont vêtus à l'indienne et se déchaussent à l'entrée. Quant aux Irakis, vêtus à l'occidentale, ils demeurent dans la catégorie des étrangers.

La force de la société indienne traditionnelle réside dans le formidable appareil ordonnant et hiérarchisant tous les fragments de ce vaste ouvrage qu'est le tissu social. Ses critères, adoptés au sein même de la communauté juive et que notre éthique égalitariste récuse, ont pourtant permis d'éviter la violence et l'antisémitisme. Et, puisque les juifs ne furent pas ici un peuple paria, comment expliquer leur départ en masse ? La pauvreté a poussé de nombreux Bné Israël à partir, d'autres ont quitté l'Inde avec les Britanniques, qu'ils avaient servis dans l'armée.

Enfouie dans l'exubérante végétation tropicale, au milieu de palmiers et de manguiers, la synagogue d'Alibag, rongée par l'humidité et les moussons, avec ses taches roses et vertes, dessine une fresque naturelle. Lors de la fête de Pourim, les juifs y viennent nombreux écouter la lecture des rouleaux d'Esther. Il y est dit que le roi Assuérus régnait sur un empire allant jusqu'à Odou, l'Inde. Dans le livre retrouvé, n'entendent-ils pas leur propre histoire ?

ULYSSES SANTAMARIA.

(1) L'association Mémoires d'Israël, qui fut fondée sous le haut patronage de Raymond Aron, accomplira, en octobre prochain, une mission pour recueillir ces chants.



ZIMBABWE

Le bois dont on fait les capitalistes

Comment dans un pays en marche vers le socialisme scientifique on encourage de petits entrepreneurs africains.

De notre envoyé spécial

Chinhoyi. – Capitaliste et fier de l'être. Ni honteux ni frileux même dans un pays qui se hâte lentement vers le socialisme scientifique, M. Kudzai Chidavaenzi, vingt-neuf ans, est un de ces petits entrepreneurs africains dont M. Robert Mugabe, premier ministre, souhaite qu'ils prennent le contrôle d'une économie encore largement dominée par des hommes d'affaires blancs. Quant à l'aboutissement de cette « révolution » – la mainmise de l'Etat sur l'ensemble des moyens de production, – bien malin qui pourrait avancer une échéance. Gageons que ce sera pour demain. Mais, au Zimbabwe, comme partout ailleurs sur le continent, demain veut souvent dire dans très longtemps...

Les discours et les résolutions du récent congrès de l'Union nationale africaine du Zimbabwe (ZANU), le parti au pouvoir, n'ont donc pas atteint le moral de M. Chidavaenzi. Va pour la rhétorique s'il faut en passer par là ! Pour prendre de l'étoffe et profiter de ses efforts, le temps ne lui sera pas mesuré. Le gouvernement est même disposé à prêter main forte à des gens comme lui, partis de rien, imaginatifs et travailleurs : petits commerçants, petits industriels, petits mineurs, petits agriculteurs. *« Small is beautiful... »*

Les banques privées s'intéressent déjà au sort de ces « seconds rôles ». Cinq d'entre elles – les plus en vue sur la place de Harare – se sont associées au sein de la Finance Trust for Emergent Businessmen (FEBCO) pour leur accorder des facilités financières, à savoir des prêts à taux réduit et à très long terme, non sans mettre le nez dans leurs affaires pour limiter les risques. Depuis six ans, elles ont ainsi permis à quelque huit cents entrepreneurs de « faire surface », en mettant à leur disposition près de 14 millions de dollars. *« Nous voulons aider les pauvres à devenir riches »*, explique tout simplement M. Makoni, le « patron » de la FEBCO, qui prend M. Chidavaenzi comme référence.

Les mains vides

L'aventure de M. Chidavaenzi commence dans une école missionnaire de campagne, tenue par l'Armée du salut, où il acquiert des rudiments de menuiserie. C'est avec ce maigre bagage qu'il devra démarrer dans la vie professionnelle car son père, un modeste boutiquier de village, n'est pas en mesure de l'employer. A quinze ans, il se place donc chez un artisan pour y apprendre son métier. Au début, un salaire de misère : un dollar zimbabwéen par mois, à peine 7 francs. Au bout de trois ans, ce compagnon doué réussit à gagner 20 dollars par mois. Il juge alors le moment opportun pour quitter son patron et gagner Harare, la grand-ville.

Il arrive dans la capitale, plein d'allant mais les mains vides. Un cousin qui l'héberge lui achète les outils indispensables pour travailler le bois, une scie et un rabot, un marteau et un mètre. Il rembourse sa dette en nature et, pour ce faire, installe un comptoir de réception dans l'agence de transports privés que dirige son créancier. De petits contrats, ramassés çà et là, l'aident à vivoter. Comme il a du mal à joindre les deux bouts, il décide, finalement, de quitter Harare pour Karoi, au nord-ouest du pays, où il a de la famille.

Le voilà, au début de 1975, engagé ferme par Karoi Industries comme menuisier pour un salaire hebdomadaire de 10 dollars zimbabwéens. *« Logé et nourri gratuitement par des parents, j'ai pu alors, grâce aussi à de petits travaux parallèles, commencer à mettre de l'argent de côté, jusqu'à 15 dollars par semaine »*, raconte M. Chidavaenzi. Bonne aubaine : un cousin – encore un ! – lui confie la construction d'un hôtel de quatorze chambres. En un mois, il ajoute à ses économies 500 dollars. Il est temps pour lui de se mettre à son compte.

Ce petit capital lui permet d'acheter comptant – 553,55 dollars – sa première vraie machine, une machine à découper le bois. Cet investissement fait, il lui reste 17 dollars en poche. Modeste mise en route sous sa propre raison sociale : sa chambre lui sert d'atelier –. *« j'étais obligé de pousser mon lit pour travailler. »* Ses voisins ne tardent pas à se plaindre du bruit. Au bout de trois mois, il quitte donc Karoi pour le bourg voisin de Chinhoyi, où il prend femme.

Son « affaire » prend tournure ; il y associe son jeune frère. A la fin de 1976, il ouvre son premier compte bancaire et achète à tempérament une camionnette japonaise qui lui sert à transporter ses matériaux et à faire ses livraisons. A côté de son atelier, dans un coin du local qu'il a loué, il monte une épicerie, et dans un autre, élève des poulets. Des voisins, une fois encore, se plaignent du bruit. Il transfère sa menuiserie en « zone industrielle ». Presque *la* consécration d'une réussite !

Attentif à ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier, M. Chidavaenzi décide alors de se lancer dans la construction de carrioles. C'est alors qu'il sollicite de la FEBCO un prêt de 5 000 dollars zimbabwéens ; il lui est accordé, en août 1980, pour trente mois ; il le remboursera en vingt-quatre seulement. Sur son terrain, il construit un vaste atelier en dur et, pour le « meubler », demande un nouveau prêt à la FEBCO, qui le lui consent en décembre 1981, 25 000 dollars sur trente-six mois. *« J'aurai fini de le régler à la fin de l'année »*, assure-t-il.

L'œil sur tout

Désormais, M. Chidavaenzi est un homme « arrivé » ou peu s'en faut. Sa maison d'habitation, il l'a payée rubis sur l'ongle. Il s'est même offert, l'an dernier, un *« petit plaisir »* pour 10 000 dollars, une Renault 18 flambant neuve. Il emploie, aujourd'hui, dans son atelier, sept ouvriers qui gagnent en moyenne 250 dollars par mois, salaire deux fois et demie supérieur au SMIC local.

L'ancien élève de l'Armée du salut peut inscrire à son actif l'ameublement d'une centaine d'écoles primaires des environs. De son atelier sont déjà sorties plus de cinq cents carrioles, au rythme de quatre par jour. L'épicerie fait toujours recette. M. Chidavaenzi a une autre corde à son arc : le transport de maïs vers Harare et d'engrais vers Chinhoyi avec un camion de 6 tonnes qu'il aura fini de payer à la fin de l'an prochain.

A ce stade-là, son entreprise a encore forme humaine et même familiale. Sa femme fait les comptes, tape à la machine, tient l'épicerie et conduit, parfois, le 6 tonnes. Son frère s'est spécialisé dans la construction des carrioles. Lui s'occupe des approvisionnements, contrôle les stocks, garde le contact avec la clientèle et surveille ses ouvriers. *« Nous sommes tout le temps ensemble ; je vois le travail des uns et des autres*, note-t-il. *Je voudrais continuer à avoir l'œil sur tout »*.

Mais, cette préoccupation est-elle compatible avec son ambition de *« devenir millionnaire »* ? Il envisage de se lancer, dès l'an prochain, dans la production de sofas, d'une technique moins rudimentaire que celle de chaises ou de tables. Il a déjà construit un bâtiment à cet effet et parle même d'exporter cette nouvelle gamme de produits.

En revanche, la baisse du pouvoir d'achat des paysans des alentours, à cause de la sécheresse, rend de plus en plus aléatoire la vente de carrioles. D'où la nécessité pour lui de compenser ce manque à gagner et le projet qu'il a en tête d'acheter un second camion pour développer ses activités de transporteur. Il estime avoir besoin d'un prêt de 50 000 dollars sur dix-huit mois. La FEBCO n'est pas très « chaude » pour lui avancer une telle somme, surtout dans un secteur qui ne lui paraît pas très productif. Elle préférerait le voir consolider son affaire.

M. Chidavaenzi se trouve, aujourd'hui, à la tête d'une entreprise dont il évalue l'actif à quelque 200 000 dollars zimbabwéens ! Les agents de la FEBCO, qui n'ont pas cessé de le conseiller, jugent que cet autodidacte devrait peut-être maintenant s'entourer de quelques vrais professionnels, d'un comptable par exemple, et se reconstituer quelques fonds propres plutôt que de toujours compter sur l'argent des autres.

Pour un petit capitaliste comme M. Chidavaenzi, qui a du dynamisme à revendre, les tirades des politiciens sur le socialisme scientifique ne paraissent pas d'actualité. *« Ce n'est pas le bon moment de parler de ces choses-là*, souligne-t-il, *nous sommes trop pauvres ; il n'y a rien à partager. »* Il craint que l'on ne s'y prenne mal pour « agrandir le gâteau », améliorer le niveau de vie de la population. La voie sur laquelle s'engage le pays ne lui semble pas la meilleure pour développer l'esprit d'entreprise. *« L'attitude de l'Etat est, parfois, un peu décourageante »*, confie-t-il.

Il en faudrait plus pour abattre M. Chidavaenzi, qui vient de loin. Certes, les perspectives sont ternes : contrôle des prix, manque de devises, insuffisances humaines, incertitudes politiques. Mais des gens de sa trempe sont prêts à jouer le jeu, à tenter le tout pour le tout. *« Pour le bien de la nation »*, il se propose de former gratuitement au métier du bois dix jeunes chômeurs chaque semestre. Manière pour lui de se rappeler l'époque, pas si lointaine, où le chef d'entreprise qu'il est devenu n'était encore qu'un petit menuisier aux mains nues...

JACQUES DE BARRIN.

France

L'IMAGE DU PREMIER MINISTRE VUE PAR UN HOMME DE COMMUNICATION... ET D'OPPOSITION

Votre Fabius nous intéresse

M. Jean-Pierre Raffarin est directeur du département communication du cabinet Bernard Krief. Il est aussi membre du bureau politique du Parti républicain. Nous lui avons demandé comment il juge le style de communication et voit l'image du successeur de M. Pierre Mauroy à la tête du gouvernement.

« Comment le professionnel de la communication et l'homme politique que vous êtes juge-t-il le nouveau premier ministre ? »

– C'est, dès le départ, un jugement d'intérêt. Ce qui arrive n'est pas banal. Il se passe dans le pays en ce moment quelque chose qui doit intéresser et les hommes de communication et les hommes politiques. Je trouve que le président de la République a fait preuve pour la première fois d'audace en nommant un premier ministre de trente-huit ans. Il y a un risque, au départ : est-ce que les Français peuvent l'accepter ? A lui seul ce risque justifie de l'intérêt.

» Le premier ministre pour le moment a réussi sa prise de fonctions. Il vit son état de grâce. Ce qui est assez extraordinaire – et les gens de l'opposition doivent y réfléchir, – c'est que le socialisme peut vivre plusieurs états de grâce si on change les circonstances. A circonstances nouvelles, quelquefois, état de grâce nouveau.

» Le fond de l'affaire, c'est que, sur le plan du court terme, le premier ministre est habile. Il sait s'exprimer avec simplicité. Tout le monde a relevé ses expressions simples. Le normalien qu'il est sait appauvrir son vocabulaire.

» D'autre part, il a réussi à avoir un discours imagé. Il a une communication de gestes : c'est la visite dans les usines modernes ; c'est le tour de Toulouse avec Dominique Baudis qui symbolise un peu le renouveau dans l'opposition ; c'est la relation cordialo-politique avec Léotard... Ce sont des gestes qui portent en eux-mêmes un message. Il faut noter aussi, lors du débat sur la presse à l'Assemblée nationale, une attitude de retrait.

» Tout cela montre que Laurent Fabius est assez habile mais pourrait être superficiel si ce n'est pas suivi d'effets. Le point le plus fort dans sa communication actuelle est que, pour la première fois, on a l'impression d'avoir affaire à un socialiste libre. Non pas que Fabius soit plus qu'un autre défenseur de la liberté, mais parce qu'il n'apparaît pas comme l'homme d'un système. Il donne le sentiment qu'il peut s'affranchir du socialisme historique, de l'action de son prédécesseur et même des prises de position du PS sur les grands sujets. Il donne le sentiment d'être humain au sens où il a sa propre personnalité, ses propres orientations.

Il y a certes une part de manœuvre dans tout cela, mais quelque chose peut rester dans la conscience collective des Français, cette impression d'avoir un homme qui se détermine par lui-même. J'ai vécu de près l'affaire des européennes. Quand François Léotard a dit « niet » à la liste unique, il y a eu un mouvement de sympathie vers lui parce qu'il disait « niet » au système.

» Tout cela, habileté sur la forme, affranchissement par rapport au système, c'est une réussite à court terme qui n'est pas condamnée... Fabius peut réussir.

Deuxième observation, à moyen terme, il a deux difficultés majeures à surmonter. La première : il ne se positionne pas en premier ministre. Il quitte l'habit de la fonction pour apparaître plus libre, il joue l'observateur, il commente... Ses différentes interventions sont presque plus des éditoriaux que des discours et des prises de position.

» Le premier ministre qu'il est n'assume donc pas sa fonction, ni aux yeux des Français, ni peut-être, un jour, aux yeux du président de la République. La Constitution est faite pour que le premier ministre prenne les coups, assume le débat quotidien... soit en première ligne pour protéger le président. En ce moment, on se demande si ce n'est pas Mitterrand qui cherche à protéger Fabius...

Agilité contre rigidité

» Deuxième faiblesse, deuxième difficulté : Fabius affirme une communication plutôt nouvelle en changeant de conviction. Ce sont les convictions qui sont nouvelles : un nouveau ton sur l'entreprise, des positions nouvelles sur l'école... Ces changements de fond auront des effets politiques sur ses bases. On l'a déjà vu avec l'évolution du PC. On le verra avec l'évolution du PS. Visiblement, sur le terrain des convictions, le premier ministre se montre très agile ; les appareils de la gauche traditionnelle sont plus rigides. Comment pourra-t-il être un leader agile avec des appareils rigides ? Il y a là des risques de fracture.

– Revenons un instant sur le vocabulaire. Cultiver le vocabulaire pauvre, les expressions familières (« tourner autour du pot », « mettre le paquet », etc.) comme l'a fait M. Fabius sur Antenne 2, est-ce selon vous un atout et est-ce seulement un atout ?

– Je crois que c'est un atout important. La simplicité est un préalable, une condition nécessaire de la communication. Nous en avons parlé. J'insiste sur l'importance de la capacité de réserve ainsi démontrée par Laurent Fabius. En politique, il est très important de montrer qu'on peut avoir une capacité d'accélération. Les électeurs n'aiment pas forcément les gens qui sont à plein régime, qui n'ont pas de réserve. On sent, quand il est simple, qu'il peut être, s'il le veut, compliqué.

– L'effet jeunesse : que pèse-t-il à vos yeux, et peut-il avoir des conséquences sur l'opposition, aussi ?

– L'effet jeunesse est important. C'est à coup sûr quelque chose de favorable, on le voit en ce moment dans toute la classe politique. On voit le succès des Séguin, Juppé et autres Toubon au RPR. On voit l'image nationale qui se dessine d'un Léotard. Fabius enfin a un impact important. Mais, en politique, ce n'est pas le court terme qui détermine. Tout ça peut très bien s'estomper et décevoir s'il n'y a pas derrière une stratégie de long terme.

» On a vu sous le septennat de Giscard d'Estaing beaucoup de jeunes secrétaires d'Etat brillants s'étouffer très vite. Pour avoir un jeune qui ait une dimension d'homme d'Etat, il faut en user une trentaine. La jeunesse n'est donc pas une condition suffisante.

Différence et nouveauté

– Et le socialisme dans tout cela ?

– Ce qui pouvait apparaître une faiblesse de fond en ce qui concerne la conquête de Mitterrand peut apparaître aujourd'hui comme une force. Le socialisme a toujours été, dans le langage de François Mitterrand, une sorte d'emballage dans lequel chacun mettait ce qu'il voulait. Du coup, M. Mitterrand et M. Fabius peuvent aujourd'hui faire évoluer la notion de socialisme dans l'opinion. En revanche, dans les appareils, des cassures vont se produire. Dans l'opposition, on ne peut pas jouer sur le thème du socialisme comme menace puisque pour les Français la notion est imprécise.

– Au total, diriez-vous que M. Fabius est un homme neuf ou un homme différent ?

– Je dirai que pour le moment il cherche à être différent. Fabius : lui c'est lui ; il n'est pas Mauroy, ni Mitterrand, ni Giscard. Il cherche à rester équidistant des divers repères politiques auxquels on peut le comparer. Pour le moment, il n'a rien apporté de neuf dans la vie politique, si ce n'est le fait d'être un premier ministre né après la guerre. Pour le moment, il n'est que différent.

» A court terme, le différent est neuf ; à moyen terme, il n'est que différent. C'est un positionnement de départ qui ne pourra pas tenir lieu longtemps d'attitude politique. Laurent Fabius devra se montrer imaginatif. Son discours est jusqu'à présent, songez à l'exemple de l'emploi, très traditionnel. Il est donc pour l'heure plus différent que neuf. »

Propos recueillis par
MICHEL KAJMAN.

Deux figures du PCF



Gaston Plissonnier : le « parti » comme métier

« Secrétaire administratif, je suis mêlé à beaucoup de choses », dit, modestement, M. Gaston Plissonnier. A l'entendre, M. Plissonnier ne serait rien d'autre, ni rien de plus, en effet, qu'un administrateur, celui qui signe *« le courrier du parti »* et vise les notes de frais des collaborateurs du comité central. Certes, il assure la *« coordination du secrétariat et du bureau politique »* et, à ce titre, participe à toutes les réunions de direction, ce qui fait qu'il connaît *« les secrets du parti »*. Mais, ajoute-t-il aussitôt, *« des secrets, il n'y en a pas ; il y a nos affaires intérieures »*.

M. Plissonnier est secrétaire administratif du PCF depuis trente ans, membre du bureau politique depuis vingt ans, décoré de l'ordre soviétique de la révolution d'Octobre. Il a été « mêlé », assurément, à beaucoup de choses. Appelé à Paris, en novembre 1953 (il était, depuis mai 1948, premier secrétaire de la fédération du Loir-et-Cher), pour devenir l'adjoint de M. Auguste Lecœur, M. Plissonnier devait, en fait, bénéficier de la répartition des responsabilités concentrées, jusque-là, entre les mains du secrétaire à l'organisation, bientôt évincé de la direction du parti.

L'importance du poste qu'il occupe est attestée, par exemple, par le fait que, bien que n'étant pas membre du bureau politique, il participe à la réunion de cet instance chez Maurice Thorez, à Bazainville, en mars 1953, au lendemain du vingtième congrès du PC soviétique (le congrès de la « déstalinisation »).

Né le 11 juillet 1913 à Bantanges (Saône-et-Loire), ami de jeunesse de Waldeck-Rochet, comme lui Bourguignon, M. Plissonnier est véritablement sorti du rang dans la résistance, qu'il a terminée comme responsable de la zone Sud-Ouest. Ce fut sa véritable école de militant et de responsable communiste. En a-t-il gardé une habitude et un goût du secret auxquels sa carrière ultérieure devrait beaucoup ? *« C'est une image que certains donnent de moi, mais, vraiment, je ne crois pas avoir de dons particuliers pour la conspiration »*, dit-il dans le livre d'entretiens qu'il vient de publier (1).

De la période 1939-1945, en tout cas, M. Plissonnier a tiré des leçons qu'il livre, aujourd'hui, à la méditation des jeunes générations. Pas des leçons d'histoire : celle-ci est assez rudement traitée, quand elle n'est pas, simplement, laissée dans l'ombre. Les leçons politiques, en revanche, sont claires. En 1939, explique M. Plissonnier, le PCF était isolé et, *« s'il y avait eu des élections à ce moment-là, les résultats n'auraient sans doute pas été brillants. Mais, ajoute-t-il, si le parti avait cédé au poids idéologique de l'époque, il l'aurait chèrement payé ensuite. Dans ma vie politique, j'ai appris qu'il ne suffit pas d'avoir raison pour gagner de suite. »* Et M. Plissonnier ne résume-t-il pas la règle de conduite qu'il propose aux militants lorsqu'il cite une phrase d'une lettre qu'il avait adressée à Waldeck-Rochet, fin 1939, après le pacte germano-soviétique et l'interdiction du PCF : *« On ne comprend pas tout, mais on tient bon »* ?

Certes, convient-il, les choses ont changé. Aujourd'hui, on discute, dans les instances du parti, et on admet, officiellement, qu'un « retard » avait été pris en 1956. Mais, disait-il aux journalistes invités à déjeuner par les Editions sociales, le vendredi 14 septembre, *« je ne suis pas comme certains qui pensent que le parti est coupable de ses échecs. Pour moi, mon parti, c'est le meilleur »*.

Il explique, à la fin de son livre, qu'*« il y a deux façons de réfléchir »*. *« Ou bien, dit-il, chercher à chaque occasion à se distinguer de l'ensemble, à se situer un peu en marge, à se singulariser. L'expérience montre que, à prétendre avoir raison contre tous ses camarades, on finit par douter de tout. Finalement, celui qui réagit ainsi est un communiste malheureux. Ou bien, et c'est ce que je m'efforce de faire, réfléchir avec le souci de comprendre et d'être d'accord avec son parti. Si je ne comprends pas de suite, j'écoute, j'observe, je discute. La confiance en mes camarades m'aide à mieux saisir et me permet d'aller de l'avant avec le parti. »*

Comme beaucoup d'autres, sans doute plus que d'autres, M. Plissonnier est passé du communisme comme aventure au « Parti » comme métier. « Révolutionnaire professionnel », il serait sûrement le dernier à admettre qu'un dirigeant communiste est un homme politique parmi d'autres, que l'« esprit de parti » se « travaille » de la même façon que ces circonscriptions électorales qu'il n'a jamais briguées. Il le démontre encore, pourtant, depuis le mois de juillet. Assurant l'intérim du secrétaire général, M. Plissonnier a été le « coordinateur » de la rupture du PCF avec le gouvernement, puis, au côté de M. Georges Marchais, en août, l'artisan du dispositif destiné à permettre au parti de « digérer » l'échec des élections européennes.

P. J.

(1) *Une vie pour lutter.* Entretiens avec Mme Danielle Bleitrach. Editions Messidor, 223 pages, 85 F.



Roland Leroy : toujours là

M. Roland Leroy est heureux. Il annonce la politique du Parti communiste. *« Nous ne sommes plus dans la majorité depuis que nous ne sommes plus au gouvernement »*, réplique-t-il, le 8 septembre, à M. Laurent Fabius, qui, la veille, à la télévision, avait déclenché, à sa manière, une opération de clarification avec les communistes. Depuis qu'il l'a vu arriver, en 1977, dans son département – la Seine-Maritime, – M. Leroy a, pour M. Fabius, les sentiments que l'on imagine. Nul doute qu'il ait pris un plaisir particulier, dans son discours de la Fête de *l'Humanité*, le 9 septembre, à tailler en pièces la politique du premier ministre.

M. Leroy annonce la politique du PCF. Le fait-il ? On pourrait le croire quand on a vu le directeur de *l'Humanité* parcourir « sa » fête, en prononcer le discours politique devant le comité central réuni, M. Pierre Juquin, membre du bureau politique, pour lequel M. Leroy n'a jamais caché son peu d'estime, étant assis loin derrière. Pas de débat à la Fête de *l'Humanité* : c'est M. Leroy qui en décide ainsi, et M. Georges Marchais ne dit pas « non ». Le directeur de *l'Humanité* participe, souriant, à la réception offerte au stand de *Révolution*, par l'équipe de l'hebdomadaire, qui s'était proposée d'organiser de telles discussions, après s'être ouvert, fin juin, aux critiques de certains responsables et militants communistes. M. Leroy est à l'aise.

Agé de cinquante-huit ans, entré au secrétariat du comité central du PCF à peu près en même temps que M. Marchais (de six ans son aîné), au tout début des années 60, après l'exclusion du Comité central de Marcel Servin et de Laurent Casanova, M. Leroy avait été évincé de cette instance au vingt-troisième congrès, en mai 1979. Cette disgrâce avait été une surprise : le vingt-troisième congrès ne consacrait-il pas le triomphe de la « ligne » prêtée au directeur de l'*Humanité* ? Sans doute fallait-il penser que, selon une tradition bien établie, le secrétaire général mettait à l'écart le promoteur d'une politique qui s'était affirmée contre lui et qu'il devait, finalement, reprendre à son compte.

La réalité était, on le voit aujourd'hui, plus complexe. *« Je suis toujours là »*, lançait M. Leroy à la fin du congrès. Ecarté du secrétariat, où entraient deux fidèles de M. Marchais – M. Maxime Gremetz et Mme Gisèle Moreau, – M. Leroy n'en conservait pas moins la direction de l'*Humanité*, poste essentiel, car l'information des militants sur la politique du parti passe, avant tout, par la lecture de son quotidien. Dans la mesure où *Révolution* pouvait prétendre, chaque semaine, lui faire concurrence auprès des cadres communistes (auxquels l'hebdomadaire était, autant qu'aux intellectuels, destiné), M. Leroy a su défendre son terrain. Pendant longtemps, ce n'était pas dans les colonnes de *l'Humanité* que *Révolution* pouvait espérer de la « publicité rédactionnelle ».

Le musée

Le quotidien du parti, lui-même, s'est débarrassé, par « charrettes » ou par départs individuels, puis après 1981, par glissements vers le service public, des contestataires de sa rédaction. M. Leroy le disait à qui voulait l'entendre : l'heure était venue de susciter l'apparition d'une nouvelle génération de cadres communistes, marqués non pas par l'expérience du programme commun avec les socialistes, mais par celle de la rupture de 1977 et du retour à l'« union à la base ». Maître chez lui, M. Leroy faisait de *l'Humanité* la vitrine et le laboratoire – certains diraient le musée – d'un communisme fermé sur ses « positions de classe » et sur la solidarité avec les régimes socialistes, intraitable face à tout ce qui pouvait ressembler à de la social-démocratie.

Chargé de prononcer, en septembre 1981, le discours de la Fête de *l'Humanité*, M. Leroy, déjà, fixe l'orientation du PCF en une formule saisissante : *« parti au gouvernement, mais non parti du gouvernement »*. La pression ne se relâchera pas, au point que certains partisans d'un renouveau du PCF sur la base de son expérience gouvernementale en viendront à reprocher à M. Marchais sa faiblesse politique qui, selon eux, empêchait le secrétaire général de résister aux coups de boutoir des adversaires de la participation.

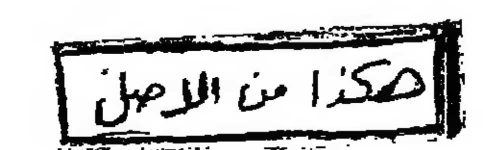
Est-ce pour répondre à ce reproche que M. Fiterman avait critiqué publiquement, le 16 mai 1982, certains commentaires du quotidien du PCF sur la guerre des Malouines ? M. Leroy s'était contenté de faire savoir, quelques jours après, qu'il n'était pas là au moment où avaient été publiés les commentaires incriminés.

Il semble donc que la position du directeur de *l'Humanité* n'ait pas été sérieusement ébranlée au cours des dernières années. Il paraît certain qu'elle s'est renforcée depuis le début de 1984. Il est vrai que la direction du PCF est collégiale : il n'est pas nécessaire d'être membre du secrétariat, ni même secrétaire général pour « contribuer » à l'élaboration de sa politique...

P. J.





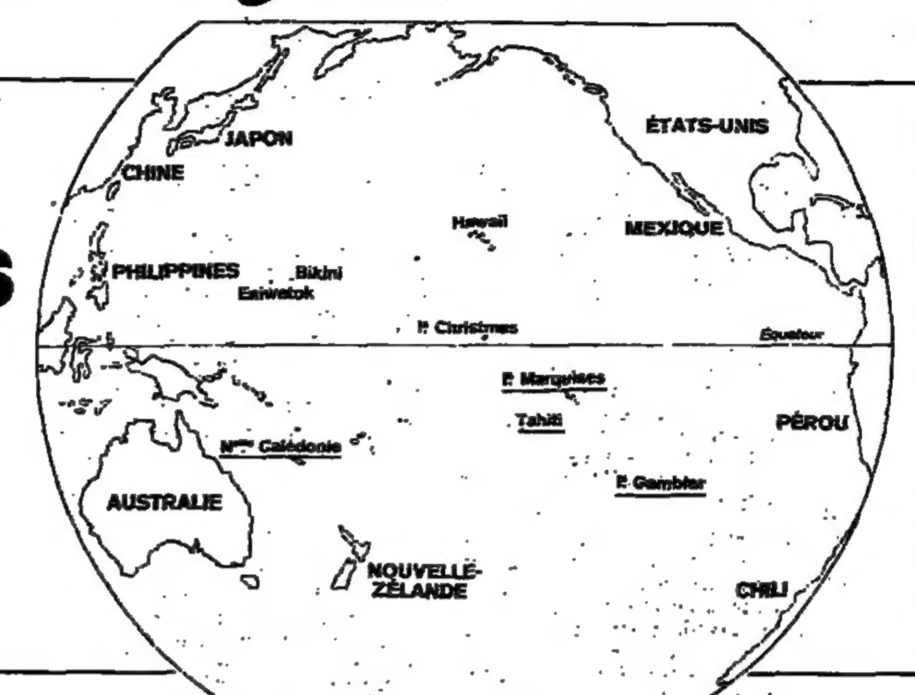




Une semaine avec la France du grand large

VI. Les territoires du Pacifique

L'empire émietté



Grâce à ses territoires du Pacifique, la France contrôle un véritable empire maritime. Le plus étendu est celui de la Polynésie française (144 152 habitants), composée de 150 îles réparties sur 2 millions de kilomètres carrés d'océan.

Le plus proche de l'Australie est celui de la Nouvelle-Calédonie : archipel de 19 013 km carrés, situé à 16 743 km de Paris et peuplé de 145 368 habitants. Entre ces deux territoires, deux îles : Wallis (159 km carrés) et Futuna (115 km carrés), à 16 065 km de Paris, peuplées au total de 11 300 habitants. Et tout au sud, vers le pôle, le Territoire des terres australes et antarctiques, à 12 000 km de Paris.

Nouvelle-Calédonie : la torpeur d'une triple crise

De notre correspondant FRÉDÉRIC FILLIOUX

AVEC les prochaines élections territoriales, dont la date n'est pas encore fixée, et la mise en place du nouveau statut d'autonomie interne promulgué au début de cette semaine, la Nouvelle-Calédonie va entrer dans une phase décisive de son histoire. En attendant, personne ne bouge. Sur cette terre du Pacifique sud où tout est devenu prétexte à l'immobilisme, l'imminence de bouleversements du jeu politique local n'incite guère à l'initiative économique. D'autant moins que les élections ne clarifieront pas complètement la situation puisque le gouvernement prévoit l'organisation d'un référendum d'autodétermination en 1989.

La torpeur de l'activité économique est toujours dominée par la détérioration de l'industrie du nickel. Après l'aide financière de la métropole, c'est la deuxième source de revenu du territoire. Avec l'extraction de minerai et la fabrication de produits de fusion, cette industrie a représenté, en valeur, plus de 76 % du total des exportations. Mais cette part est en baisse constante : elle s'établissait à 94,3 % en 1980. Parallèlement, la baisse des exportations de minerai est beaucoup plus importante : moins 40,5 % en 1983. Maigre consolation pour les mineurs, la valeur du minerai exporté baisse moins rapidement que le tonnage, ce qui traduit une certaine amélioration des techniques d'extraction. Dans le secteur des produits de fusion qui sont fabriqués exclusivement par la société métallurgique le Nickel (SLN), la baisse est un peu moins sensible : une perte de 30 % en valeur pour 1983 et de 38,50 % en moyenne depuis 1980. La métropole semble d'ailleurs se désintéresser du nickel calédonien. En 1980, elle achetait à la SLN 73,6 % de ses produits de fusion, trois ans plus tard, elle n'en achète plus que 5,2 %. La crise du nickel est mondiale. Son cours est en partie tributaire de l'activité de l'industrie militaire. Sa reprise dépendra aussi des recherches sur les matériaux de substitution. Pour l'instant, personne ne se risque à un pronostic.

Il reste que cette chute du nickel a contribué à l'aggravation du déficit de la balance commerciale de la Nouvelle-Calédonie. En 1983, les exportations ont totalisé 1,211 milliard de francs, soit une baisse de 20,5 % par rapport à 1982 et de 25,7 % par rapport à 1980. En conséquence, le taux de couverture des importations par les exportations est tombé de 84,6 % en 1980 à 47,8 % en 1983.

La baisse de l'activité minière et métallurgique n'a pas été compensée par le développement d'autres secteurs. La Nouvelle-Calédonie des années 80 n'a pas encore fini de payer le manque de clairvoyance consécutif à la griserie du « boom » sur le nickel au début des années 70. Aujourd'hui, on mesure le retard pris dans certains domaines, comme l'agriculture, qui constitue, avec le tourisme, le principal axe de développement.

En Nouvelle-Calédonie, toutefois, l'agriculture s'inscrit dans un contexte particulier. Si, avec 11 % de la surface totale du territoire – soit 210 000 hectares, – la superficie des terres cultivables peut être considérée comme importante, la répartition des exploitations reste très inégale. 2,4 % des propriétaires se partagent 57 % des 336 000 hectares de propriétés agricoles non mélanésiennes. Celles-ci ne font l'objet d'une réelle mise en valeur avec des techniques appropriées que depuis très peu de temps. Résultat : la Nouvelle-Calédonie continue d'importer des fruits et des légumes sans pour le moment détenir les moyens de s'ouvrir sur les marchés extérieurs potentiels comme ceux d'Asie du Sud-Est, qui ont pourtant déjà sollicité le territoire sans obtenir de réponse positive. La croissance de l'agriculture calédonienne est indéniable, mais le retard pris est long à rattraper. Par ailleurs, l'incertitude politique et la mise en œuvre de la réforme foncière ne favorisent pas les investissements agricoles en milieu européen.

L'élevage calédonien ne se porte pas mieux. Le cheptel bovin est en diminution; là encore on accuse la réforme foncière qui a provoqué un abattage important de bêtes. Si les méthodes employées maintiennent un rendement très bas (0,2 tête de bétail par hectare, soit huit fois moins qu'en métropole), une seule entreprise applique, en Nouvelle-Calédonie, des techniques d'élevage intensif – tout en jouant le jeu de la réforme foncière – et obtient de bons résultats : les établissements Ballande, qui règnent aussi dans l'importation et la distribution. *« Il en faudrait dix comme eux »*, affirme le conseiller du gouvernement chargé de l'agriculture, M. Gaston Morlet. *« De toute façon, les habitudes alimentaires sont telles, en Nouvelle-Calédonie, qu'on ne pourra pas se passer d'importations de viande. »* Au pays des « stockmen », les cow-boys français, on n'est pas près de voir disparaître l'entrecôte néo-zélandaise des boucheries et des restaurants.

L'autre vocation de la Nouvelle-Calédonie reste le tourisme. S'il a été négligé jusque-là pour les mêmes raisons que le secteur rural, il fait maintenant l'objet d'une attention particulière de la part du conseil de gouvernement. Premier handicap, toutefois : les parties les plus belles à voir de la Nouvelle-Calédonie, c'est-à-dire les îles Loyauté et l'île des Pins, sont dépourvues d'infrastructures hôtelières, à l'exception de quelques gîtes ruraux totalement inadaptés à l'accueil d'une clientèle étrangère. Cela tient au fait que ces sites sont des réserves indigènes régies par des règles claniques et que toute construction doit obtenir l'agrément des tribus concernées, ce qui se révèle pratiquement impossible, même en contrepartie d'avantages (participation à la gestion et intéressement aux bénéfices). Plusieurs échecs ont dissuadé beaucoup d'investisseurs locaux et étrangers. Aujourd'hui, le seul projet touristique se situe sur la Grande-Terre, à une trentaine de kilomètres de Nouméa et il est grandiose. Le complexe de Tiaré sera, en effet, le plus important de tout le Pacifique sud. Son prix aussi : 880 millions de francs, soit plus de la moitié du budget 1983 de la Nouvelle-Calédonie. Les travaux ont commencé le 1[er] janvier et, d'ici à 1986, devraient surgir de terre un hôtel cinq étoiles de deux cent quatre-vingts chambres et cent quatre-vingts suites, un casino, un golf, une marina, pour la partie touristique; et, pour la partie immobilière, quatre cent trente-deux appartements et quarante-six villas. Un programme ambitieux, dont le côté positif est terni par les doutes qui planent sur les réelles motivations des investisseurs. La seule participation française est celle de la banque Paribas, qui a pris 13 % du capital de l'une des trois sociétés qui assurent le financement. Tous les autres investisseurs sont australiens, néo-zélandais, de Hongkong ou de Singapour.

Hémorragie de capitaux

Les capitaux extérieurs au territoire ne sont pas seulement présents dans des projets aussi vastes que celui de Tiaré. Ainsi le dernier investissement hôtelier à Nouméa a-t-il été mené par un promoteur immobilier métropolitain, qui est parvenu à entraîner dans son sillage une participation locale de 40 %. Pourquoi cette inertie ? L'incertitude politique est, bien entendu, mise en avant. « *Mais aussi la fiscalité locale*, soulignent volontiers les banquiers et les industriels calédoniens, *parce que celle-ci est mal adaptée et favorise surtout l'investisseur étranger au territoire, qui, lui, va bénéficier d'exonérations diverses, de prêts bonifiés et de déductions fiscales, alors que le Calédonien sera imposé sur ses bénéfices et sur ses revenus sans le moindre avoir fiscal...* »

L'imposition balbutiante de la Nouvelle-Calédonie est difficilement acceptée. Si elle est encore peu élevée – 30 % sur les bénéfices des sociétés, jusqu'à 50 % pour les personnes physiques et 8 % pour les valeurs mobilières, – elle ne comporte pas, il est vrai, d'aménagements visant à mobiliser l'épargne locale.

Il y a, certes, le code des investissements, à la prodigalité jugée parfois excessive et aux spécifications techniques et géographiques un peu trop contraignantes, qui excluent, de toute façon, toutes les entreprises du secteur tertiaire. Cette fiscalité embryonnaire, alliée à la conception particulière qu'ont les Calédoniens du développement économique de leur territoire, s'est traduite par une véritable hémorragie de capitaux en direction de la France, et surtout de la Polynésie française, qui fait figure de paradis fiscal et qui en a, en tout cas, le côté excessif. Mais cette évasion de l'épargne est peu importante en comparaison des sommes astronomiques tirées du nickel à l'époque du boom et dont une infime partie a été réinvestie localement. Pour les deux dernières années, un montant global de 545 millions de francs a été agréé au code des investissements, et le projet de Tiaré représente à lui seul 67,5 % de l'ensemble. Pratiquement pas d'investissement local donc dans le secteur touristique.

(Lire la suite page 11.)

COUTUME ET MODERNISME

La femme canaque montre la voie

De notre correspondant

LE développement de la Nouvelle-Calédonie et sa stabilité politique passent inéluctablement par l'intégration des Mélanésiens aux circuits économiques. Mais, dans le monde mélanésien, l'initiative économique se heurte à la rigidité des règles claniques, qui président encore à l'organisation de la communauté. Tout acte, de quelque nature que ce soit, est censé profiter à la collectivité. Rien n'échappe à cet examen. Surtout pas l'initiative individuelle. La création économique n'en est pas facilitée. Trois exemples : un Mélanésien décide d'ouvrir une station-service au Mont-Dore, dans la banlieue de Nouméa. Au nom des règles ancestrales, les membres de la tribu voisine exigent de pouvoir se ravitailler gratuitement. Le pompiste devra fermer son exploitation.

A Nouméa, Nidoish Naisseline, chef du parti indépendantiste LKS (Libération kanake et socialiste), ouvre un restaurant géré en coopérative. Malgré sa position hiérarchique dans l'organisation coutumière, il lui sera difficile de faire payer tout le monde. Le restaurant fermera quelques mois plus tard.

Ailleurs, un agriculteur canaque, désireux d'acheter quelques têtes de bétail sans se soumettre aux obligations coutumières, choisit de demander à un conseiller de gouvernement « caldoche », c'est-à-dire né sur le territoire, de lui servir de prête-nom...

Parfois, les autorités coutumières constituent une barrière infranchissable. En 1978, le grand chef de l'île des Pins, Hilarion Vendegou, qui règne sur l'un des plus beaux sites du Pacifique sud, s'est opposé à l'installation du Club Méditerranée sur son île. Rien ne l'a fait changer d'avis. Gilbert Trigano n'en est pas revenu. Mais l'exemple le plus dramatique reste celui du relais hôtelier de l'île d'Ouvéa, sur lequel avaient été fondés de grands espoirs. Pour la première fois, on avait associé à l'opération les tribus locales, dont certains représentants siégeaient au conseil d'administration et recevaient une partie des bénéfices de l'entreprise. C'était sans compter sur les jalousies et les trafics d'influence entre ces tribus. L'expérience d'Ouvéa a pris fin en août 1983, dans les flammes d'un incendie criminel (*le Monde* du 27 août 1983). Aujourd'hui, tout le monde pleure sur le relais qui n'est pas près de renaître de ses cendres. Le désir de sauvegarder la quiétude de ses sujets pour Hilarion Vendegou à l'île des Pins, et l'incapacité des différents clans à s'entendre entre eux à Ouvéa, dans ces deux cas les réflexes ancestraux ont prévalu sur la participation des Mélanésiens au développement touristique de leur territoire.

Actuellement, deux exploitations industrielles de taille modeste parviennent à survivre : une fabrication de boutons de nacre, traités par les membres de la tribu d'Oundjo, et une marbrerie à Koumac : « Ça, au moins, ça ne risque pas de brûler », avait commenté le vice-président du conseil de gouvernement du territoire, M. Jean-Marie Tjibaou, leader indépendantiste. Mais cette marbrerie souffre d'un manque de technicité, et des investissements mal adaptés en compromettent la rentabilité.

Peu à peu apparaît toutefois une nouvelle classe dirigeante mélanésienne, qui a de plus en plus de mal à se plier aux règles coutumières. Personnalités politiques, bien sûr, mais aussi fonctionnaires, à l'image du secrétaire général adjoint du territoire, M. Jacques Yekawé, et propriétaire de gîtes ruraux ou d'exploitations agricoles. Pour eux, s'il n'est pas question de renoncer à la culture ancestrale, il n'est pas question non plus de se laisser déposséder une seconde fois de son identité. Cette élite est contestée par la génération précédente, qui l'accuse de vouloir rompre avec les règles antiques. Mais cela ne l'empêche pas non plus de se heurter à la méfiance des Européens, qui discernent en tout Mélanésien évolué un indépendantiste en puissance. Telle est par exemple la situation inconfortable de M. Yekawé, accusé d'embourgeoisement par les membres de sa tribu et contesté dans ses fonctions de PDG de la compagnie Air Calédonie par son personnel et par une partie de la population d'origine européenne, qui lui reproche son appartenance à l'Union calédonienne, principale composante du Front indépendantiste, jusqu'à présent modéré.

Éclatement culturel

A cette contestation latente ou active de la structure canaque s'ajoutent les effets d'une évolution sous-jacente, mais bien réelle, de la femme mélanésienne. Lasse d'être considérée comme « un ventre et des bras », dans une société ultra-« machiste » qui ne lui reconnaît aucun droit, la femme mélanésienne a pris peu à peu conscience de l'importance de son rôle au sein de la communauté. Et c'est peut-être elle qui va provoquer les bouleversements les plus importants dans la société canaque. Aujourd'hui, elle réclame elle aussi un peu plus d'indépendance, elle ne veut plus être obligée de choisir entre « la robe mission ou le clan ». L'influence des Européennes a été déterminante dans l'aspect physique, le choix des vêtements, le désir de s'individualiser, comme dans la mentalité.

La Mélanésienne veut qu'on lui reconnaisse sa dignité de femme. Y compris et surtout dans son clan. Elle ne veut plus que son mari soit désigné par l'autorité coutumière. Elle a le courage — plus que les hommes — de supporter le bannissement dont elle est l'objet si elle choisit de vivre avec un homme qui n'a pas été accepté par la tribu. Elle revendique pour elle et pour ses enfants le droit à l'héritage, qui revient coutumièrement, non pas au conjoint, mais à l'ensemble du clan. Pour cela, elle est prête à assumer toutes ses responsabilités sur tous les plans, sans que celles-ci ne soient diluées dans l'irresponsabilité collective. Elle veut enfin pouvoir s'exprimer librement. A cet égard, la publication d'un périodique intitulé *Nous les femmes* avait semé la zizanie dans bon nombre de tribus.

D'un point de vue politique, les plus radicaux des indépendantistes considèrent cet éclatement culturel comme un danger. Car, si la coutume est le ciment de la communauté, elle est aussi celui de l'électorat indépendantiste. Cette idée semble partagée par le secrétaire d'État aux DOM-TOM, M. Georges Lemoine, qui insiste sur la nécessité, pour les Mélanésiens, de se resserrer autour de la coutume. Elle contribue à marginaliser ceux qui, tout en étant favorables à l'indépendance, contestent la coutume et veulent se débarrasser du frein au développement qu'elle constitue. Le sentiment de culpabilité de l'humaniste blanc à l'égard du colonisé est parfois mauvais conseiller.

Il reste que les structures coutumières les plus fermement maintenues le sont par la génération déclinante. Celle qui suit sera déjà plus souple. Mais le véritable futur de la Nouvelle-Calédonie appartient aux très jeunes Mélanésiens et Européens qui sont ensemble à l'école maternelle. Cet avenir se nomme métissage.

F. F.

Les TAAF : un territoire voué à la recherche

CRÉÉ par la loi du 6 août 1955, le territoire d'outre-mer des terres Australes et Antarctiques françaises (TAAF) est unique en son genre : aucun de ses quatre districts (terre Adélie, sur le continent antarctique ; îles Kerguelen, îles Crozet, îles Nouvelle-Amsterdam et Saint-Paul, dans le sud de l'océan Indien) n'a jamais été habité par une population autochtone. Sa population actuelle, uniquement masculine pendant l'hiver austral (cent soixante à cent soixante-dix hommes, selon les années), comprend quelques femmes pendant l'année (sur un total dépassant parfois trois cents personnes) ; elle est renouvelée entièrement chaque année. Toute la population est regroupée dans les quatre bases : Dumont-d'Urville, en terre Adélie ; Port-aux-Français, aux Kerguelen ; Alfred-Faure, aux Crozet ; et Martin-de-Viviès, à Amsterdam.

Les trois districts insulaires subantarctiques ne recèlent aucune ressource minérale, et les quelques espèces végétales naturelles ne poussent — et encore — que dans les zones basses des îles. Les essais d'élevage de moutons aux Kerguelen et de bovins à Amsterdam se sont tous soldés par des échecs.

De même, la chasse aux phoques, active au siècle dernier, a été abandonnée à cause de l'éloignement de ces terres. En revanche, un essai de *sea ranching* de saumons est en cours aux Kerguelen. Cent quatre-vingt mille œufs de saumons canadiens du Pacifique ont été apportés en 1983 (1).

Rien de tout cela n'est possible en terre Adélie : ce mince secteur du continent antarctique s'étire du pôle Sud géographique au cercle polaire antarctique. Il est entièrement recouvert par la calotte glaciaire (épaisse en moyenne de plus de 2000 mètres), à l'exception de quelques rochers et de quelques petites îles proches de la côte. Et même si le sous-sol de la terre Adélie, comme celui de tous les continents, recèle des richesses minérales, il est absolument impossible de découvrir celles-ci et encore moins de les exploiter : la calotte glaciaire cache tout comme un écran opaque et, en plus, elle flue inexorablement.

Un traité très original

L'éloignement étant aussi un frein au développement de la pêche, ce ne sont pas les ressources qui justifient la présence de bases permanentes. La première raison d'être de ces bases est la recherche scientifique. Les régions polaires ou subpolaires (nord et sud) bénéficient, à cause de la forme du champ magnétique terrestre, d'une situation privilégiée pour l'étude de l'activité solaire et des répercussions de celle-ci sur l'environnement terrestre. En outre, les terres sont rares dans l'hémisphère sud, et il faut profiter de celles qui émergent de l'océan, non seulement pour les études de géophysique externe, mais aussi pour mieux connaître la météorologie et la sismologie de la planète.

Ensuite, est venue l'étude de la glace de la calotte polaire. Les couches de glace, empilées depuis des centaines de milliers d'années, constituent les archives climatiques de la planète. Encore faut-il aller dans l'intérieur du continent et forer la glace pour y prélever, avec des précautions infinies, des carottes qui seront datées et analysées en laboratoire. La France, avec l'appui logistique des Américains, mène depuis une dizaine d'années des études glaciologiques. Mais, pour celles-ci, il faut disposer d'une longue campagne d'été...

La recherche en Antarctique (et dans les îles subantarctiques) a vraiment commencé lors de l'Année géophysique internationale 1957-1958. Douze pays (Afrique du Sud, Argentine, Australie, Belgique, Chili, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande et URSS) ont alors établi des bases permanentes en Antarctique. La recherche a été tellement fructueuse qu'elle a continué. Mais sont venues aussi sûrement des arrière-pensées stratégiques, si bien que ces douze pays ont signé, en 1959, le traité de Washington sur l'Antarctique. Ce traité, qui concerne tout ce qui est au sud du 60e parallèle sud, continent et océan, est très original. La recherche est coordonnée et libre : tout pays peut installer une base où il le veut. Toute la zone est démilitarisée. Tout essai nucléaire militaire et tout stockage de matières radioactives y sont interdits. La faune et la flore sont protégées. Toutes les revendications territoriales ne sont ni reconnues ni déniées : elles sont « gelées ».

La souveraineté sur les îles subantarctiques n'est pas contestée. Avec, évidemment, l'exception des Falkland ou Malouines, de la Géorgie du Sud, des Orcades du Sud, des Shetland du Sud, dont l'Argentine conteste la propriété à la Grande-Bretagne.

Pour le continent antarctique, la situation est tout à fait différente : la France, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Grande-Bretagne, le Chili et l'Argentine ont proclamé leur souveraineté sur un secteur de l'Antarctique. Les secteurs britannique, chilien et argentin se recouvrant en partie, d'ailleurs.

Et puis, peu à peu, s'est développé un mythe de l'Antarctique analogue au mythe des grands *fonds* océaniques. L'une et les autres seraient un Eldorado où abonderaient les richesses en tout genre. Les pays en voie de développement veulent donc que la zone du traité devienne « patrimoine commun de l'humanité », comme le sont devenus en 1970 les grands fonds marins.

Les pays parties au traité, qui sont seize depuis que la Pologne, en 1977, la République fédérale d'Allemagne, en 1981, le Brésil et l'Inde, en 1983, sont devenus membres consultatifs du traité (2), souhaitent conserver le statut actuel qui fonctionne à leur satisfaction commune. Mais ils veulent être prêts à toute éventualité. Même si tous sont très sceptiques sur les possibilités d'exploitation, ils préparent les textes qui compléteront le traité, muet sur ce point.

L'exploitation des ressources vivantes de l'océan Austral ayant été tentée depuis quelques années sans que l'on connaisse vraiment les stocks disponibles, une convention a été signée en février 1980 pour la protection de la faune et de la flore marines antarctiques. Elle ne fixe pas de quotas de pêche, et elle prévoit des études qui seules permettront de savoir ce que l'on peut pêcher sans risquer d'épuiser les stocks.

Quant aux ressources minérales, les seize étudient le cadre juridique nécessaire à l'exploitation des ressources minérales, parmi lesquelles les ressources sous-marines, c'est-à-dire les hydrocarbures viennent au tout premier rang. Certes, personne ne sait si le plateau continental antarctique recèle des gisements d'hydrocarbures. Certes, ce plateau continental est plus profond qu'ailleurs. Certes, la banquise, les icebergs, les tempêtes, l'éloignement, sont autant de facteurs très défavorables à toute exploitation. Mais les seize veulent être prêts au cas où...

YVONNE REBEYROL.

(1) Les alevins élevés en bassin ou en lacs sont conditionnés par une substance odoriférante puis lâchés dans la mer. Après être devenus adultes en deux ou trois ans, les saumons survivants, guidés par l'odeur, reviennent vers leur lieu de naissance pour se reproduire et... se faire prendre.

(2) Pour devenir membre consultatif (à part entière), il faut manifester son intérêt pour l'Antarctique en y installant une base ou en y envoyant des expéditions et demander son admission. Outre les seize, quinze autres pays ont adhéré au traité sans en être membres consultatifs : Tchécoslovaquie, Bulgarie, Roumanie, Allemagne de l'Est, Hongrie, Pays-Bas, Italie, Espagne, Suède, Danemark, Finlande, Uruguay, Pérou, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Chine.

L'avion nécessaire

Les trois bases insulaires subantarctiques sont accessibles toute l'année par bateau et les TAAF louent à l'année le *Marion-Dufresne*, à la fois cargo mixte et navire de recherche océanographique.

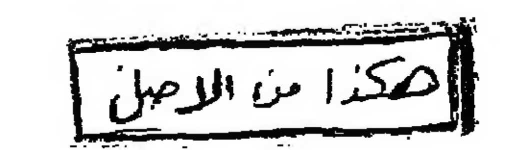
Dumont-d'Urville, elle, n'est accessible que pendant deux mois — deux mois et demi les bonnes années. Même en été, il faut utiliser un cargo mixte polaire, danois pendant longtemps, norvégien maintenant.

La desserte aérienne de Terre-Adélie semble donc une nécessité, mais des écologistes ont ameuté l'opinion publique française, australienne, néo-zélandaise pour empêcher la construction de la piste qui, selon eux, constituerait un très grave danger pour les oiseaux. Une commission internationale a étudié le problème et a remis un rapport au secrétaire d'État aux DOM-TOM, M. Georges Lemoine. Le 7 août, le secrétaire d'État a reconnu, lors d'une conférence de presse, que la piste était essentielle pour le développement de la recherche en Terre-Adélie.

Notons que les écologistes s'opposent à la piste de Terre-Adélie, mais ne protestent pas contre les projets de pistes que les Australiens étudient pour leurs trois bases...

Sur ces terres désolées, et autour d'elles, la vie est abondante. Les oiseaux et les phoques sont nombreux à venir s'y reproduire. Les chasseurs de phoques ont beaucoup fréquenté les îles subantarctiques au siècle dernier. Mais ils ont peu à peu cessé de venir : ces terrains de chasse sont trop éloignés des consommateurs.

Y. R.



POLYNÉSIE

Les habits neufs de M. Flosse

Correspondance

LA Polynésie française va connaître, pour la deuxième fois de son histoire, un régime d'autonomie interne. Pourtant, avant même son entrée en application, le nouveau statut est critiqué par tout le monde. La majorité territoriale et son opposition reprochent au législateur sa tiédeur. Il manque l'« *élan de la foi* », dit le sénateur centriste, M. Daniel Millaud. Les opposants affirment ironiquement que ce statut enterre le mythe de l'autonomie interne parce qu'il est, sur certains points, en retrait par rapport au statut de 1977. Ainsi en est-il du recul, unanimement condamné, à propos des compétences du territoire sur la zone économique des deux cents milles nautiques. Dans le nouveau texte, le droit d'exploiter les ressources de cette immense région maritime, l'une des plus grandes de la République, n'est plus que « concédé par l'Etat ». L'Etat accentue son contrôle par le mode de composition du comité paritaire de concertation institué entre l'Etat et le territoire pour régler les problèmes qui pourraient survenir dans l'application du nouveau statut. La loi décide que les représentants du territoire seront choisis non par les représentants du gouvernement du territoire, mais par les partis politiques représentés à l'Assemblée territoriale. La majorité actuelle n'est pas la seule à dénoncer cette disposition.

« *Je ne vous dirai pas que tout est parfait dans ce statut*, dit M. Gaston Flosse, ancien député RPR, chef de l'exécutif local. *Néanmoins, tel qu'il est, il nous convient, et, si à l'usage, il doit être modifié, eh bien ! nous demanderons sa modification en vertu de son article premier qui prévoit qu'il est évolutif.* » Pour M. Flosse : « *L'application d'un bon statut d'autonomie interne est le meilleur moyen d'écarter les périls et la recrudescence des tentatives d'indépendance.* »

Mais, si la réussite du statut passe par la bonne volonté de l'Etat, qu'on pourra juger au moment de la signature des conventions, elle passe aussi par la personnalité de l'homme qui va devenir le premier président du gouvernement du territoire. Les partisans de M. Flosse l'admirent sans réserve, vantent sa vitalité et son efficacité, son esprit moderne et son sens de l'entreprise. Mais tous ses adversaires, au premier rang desquels figurent les socialistes du Ia Mana ainsi que le sénateur Millaud et le maire de Papeete, M. Jean Juventin, député non inscrit, craignent son irrésistible ascension, d'autant que tout paraît réussir aujourd'hui à M. Flosse comme la récente décision du Conseil constitutionnel, amplement commentée à Papeete, qui permet au chef de l'exécutif local, contre l'avis de la majorité socialiste de l'Assemblée nationale, de cumuler ses fonctions de membre du gouvernement de la Polynésie et de député européen pour devenir ainsi, à Strasbourg, le porte-parole des pays du Pacifique.

Elu le 17 juin à la vingtième place sur la liste d'Union de l'opposition conduite par Mme Simone Veil, maire de la commune de Pirae, président du Tahoeraa Huiraatira, dont il a fait le premier parti du territoire, membre du comité central du RPR, M. Flosse est incontestablement l'homme fort de la Polynésie française. Ce n'est pas la première fois que Tahiti adopte ainsi un grand leader. M. Flosse succède, dans cette lignée, à Pouvanaa, à Francis Sanford, des hommes qu'il avait combattus, mais dont il a épousé, en définitive, les idées sur l'autonomie interne. Les deux années qu'il vient de vivre en tant que vice-président du conseil de gouvernement dans le cadre du statut de 1977 lui ont permis de savoir quoi négocier avec l'Etat pour l'élaboration du nouveau statut. Avec des socialistes au pouvoir central, cet ami de Jacques Chirac ne pouvait avoir que des relations conflictuelles. Il a fallu l'arbitrage favorable du président de la République pour que certaines de ses revendications soient acceptées, par exemple l'obtention de la compétence du territoire en matière de réglementation financière et comptable ou de droit du travail.

Dotée d'une personnalité juridique « spécifique » et du droit nouveau de déterminer ses signes distinctifs (son drapeau, son sceau, son hymne), la Polynésie française se voit surtout confiée à un gouvernement présidé non plus par le haut commissaire de la République, mais par un président élu par l'Assemblée territoriale. L'expression « *chef du territoire* » disparaît des textes, mais toutes les fonctions perdues par le haut commissaire sont maintenant concentrées dans les mains du président (*le Monde* du 12 mai).

Ces progrès substantiels n'empêchent pas que la majorité trouve ces habits neufs un peu courts pour la stature de M. Flosse, et regrette que le nouveau statut ne soit pas plus nettement présidentialiste.

Un référendum en 88 ?

C'est au moment de la signature des conventions que le territoire saura si l'État lui donne ou non les moyens de son autonomie. M. Flosse ne se déclare pas optimiste : « *L'État nous met déjà des bâtons dans les roues. Par exemple, la mise en disponibilité demandée par des fonctionnaires d'État qui ont renoncé à des avantages de carrière pour être détachés auprès de nous a été refusée. Pourquoi, sinon pour faire échec à la mise en place du statut ?* »

C'est peut-être à cause de cela qu'avant l'entrée en vigueur des nouvelles institutions M. Flosse a pris une initiative qui a surpris tous ses adversaires en demandant au gouvernement central d'organiser une consultation des populations vivant en Polynésie sur les activités du Centre d'expérimentation du Pacifique (CEP) situé à Mururoa.

M. Flosse et son parti ne sont pas hostiles au CEP : « *Nous faisons partie de la République française et nous devons apporter notre part à cette politique d'indépendance nationale voulue par le général de Gaulle. C'est pourquoi nos aînés ont accepté la présence du CEP, mais sous la réserve de deux conditions : qu'à aucun moment les essais ne soient nocifs pour les populations et que l'arme nucléaire soit une arme de dissuasion et non d'agression. Jusqu'à présent ces conditions sont remplies, comme vient de le confirmer la mission d'experts internationaux. Rien ne motive le départ du CEP, mais depuis quelques années de nombreuses voix s'élèvent dans le Pacifique et même dans notre territoire pour réclamer son départ. Alors il est temps de demander au peuple de trancher en organisant non pas un référendum national mais une consultation territoriale.* »

A Tahiti, nul n'ignore que non seulement le CEP tient une place centrale dans l'économie du pays (malgré sa baisse d'activité, il continue de faire vivre trois mille familles et de soutenir de nombreux secteurs) mais encore que l'État tient à sa force de frappe. D'où la plaisanterie de M. Millaud à propos de l'initiative de M. Flosse : « *J'ai entendu dire qu'il voulait aussi organiser une consultation sur la présence de Dieu en Polynésie.* » L'opposition ne cesse de mettre en garde contre ce qu'elle appelle les opérations « *poudre aux yeux* » de M. Flosse, qu'elle accuse de vouloir asseoir sur le territoire un pouvoir personnel, mais elle paraît essoufflée. Dix jours après cette proposition de consultation, elle n'avait pas encore réagi officiellement. Seul le jeune Parti socialiste indépendantiste et autogestionnaire, le Ia Mana, a répondu « *Chiche !* » et invite M. Flosse à organiser lui-même la consultation.

JEAN SCEMLA.

« Boom » ou pas ?

DEUX thèses s'affrontent au sujet de la santé économique de la Polynésie française. Pour les uns, le territoire connaît un « boom » dont la cause réside essentiellement dans la confiance placée par les détenteurs de capitaux dans la gestion de M. Flosse et de son équipe, qui veulent développer le territoire « *comme une entreprise* ». Ils en veulent pour preuve le nombre des voitures neuves sur le bruyant boulevard Pomare à Papeete (les immatriculations de véhicules ont augmenté de 23 % en 1983), le prix des loyers, le nombre des sociétés créées. Un autre élément se révèle déterminant, l'absence de fiscalité directe. Tahiti est le seul territoire de la zone franc à présenter cette particularité, à l'exception de Wallis-et-Futuna. A une époque où la pression fiscale sur les personnes et sur les sociétés s'alourdit, c'est un atout de taille pour Tahiti. Les premiers à l'avoir exploité sont les résidents de Nouvelle-Calédonie. Lassés de l'incertitude politique de leur territoire, ils ont largement investi en Polynésie, contribuant à la relance économique. Le malheur des uns...

Les adversaires de M. Flosse soulignent plutôt que la fréquentation touristique a baissé de 9 % en un an à la suite des cyclones de l'année dernière et des grèves dans l'hôtellerie au début de cette année, et que le commerce extérieur du territoire ne se porte pas très bien, les importations ayant augmenté de 20 % en un an alors que les exportations baissaient de 34 %.

La véritable source de revenus de la Polynésie française reste en vérité le Centre d'expérimentation du Pacifique, qui représente 20 % des emplois salariés du territoire et dépense chaque année à lui seul 27 milliards de francs CFP (1). Au mois de juillet, le haut commissaire, M. Alain Ohrel, agacé par les critiques persistantes de la majorité à l'encontre de la France, a lancé du haut de l'Assemblée territoriale le chiffre de 63 milliards de francs CFP comme montant dispensé tous les ans par la France – directement ou non – à la Polynésie française. Cela pour un budget territorial 1983 de 34 milliards de francs CFP. Ce fut un tollé dans les rangs des élus, surtout chez ceux qui revendiquent une toujours plus large autonomie.

F. F.

(1) 1 franc CFP = 0,055 F français.

La conquête de l'énergie thermique des mers

D'ICI quelques années, Tahiti pourrait obtenir un quart de l'énergie électrique dont elle a besoin grâce à l'exploitation de l'énergie thermique des mers, c'est-à-dire grâce à une énergie totalement propre et totalement renouvelable.

Dès 1881, le Français Arsène d'Arsonval eut l'idée de produire de l'énergie en faisant tourner une turbine par le seul jeu d'une faible différence de température. Théoriquement, la chose est possible, avec une différence de quelques degrés Celsius. Pratiquement, la différence de température doit être supérieure à 18 °C pour que le rendement global soit de l'ordre de 3 %. Georges Claude, le premier, essaya en 1930 et en 1934 d'appliquer ce principe en profitant de la différence de température existant dans la zone intertropicale entre les eaux marines chaudes de surface (22 °C à 30 °C) et les eaux froides (4 °C) que l'on trouve vers la profondeur de 1 000 mètres. Il échoua à cause de problèmes technologiques liés aux très gros tuyaux, longs, le premier de 2 000 mètres, le second de 700 mètres, qui amenaient l'eau froide en surface.

La turbine entraînant l'alternateur est mise en rotation grâce à la différence de pression existant devant elle et derrière elle. Devant elle, la source chaude est vaporisée, ce qui augmente la pression. Derrière elle, la vapeur est condensée grâce à la source froide, ce qui diminue la pression. Le fluide vaporisé est donc aspiré vers la faible pression et, au passage, fait tourner la turbine. Toutes les centrales thermiques sont construites selon ce principe, mais la source chaude y est à une température supérieure de plusieurs centaines de degrés Celsius à celle de la source froide, et le rendement global est alors de l'ordre de 40 %.

On peut exploiter l'énergie thermique des mers selon deux procédés différents.

● **Dans le cycle ouvert**, l'eau « chaude » est vaporisée grâce à une très forte baisse de pression (3 % de la pression atmosphérique normale, si l'eau est à 25 °C). Ce système suppose une énorme turbine, ou la juxtaposition en parallèle de plusieurs petites turbines.

● **Dans le cycle fermé**, l'eau « chaude » donne sa chaleur à un fluide qui se vaporise à basse température (ammoniac, propane, chlorofluoro-méthane, etc). La turbine est alors de dimensions normales, mais il faut de gigantesques échangeurs de chaleur pour que le fluide se vaporise puis se condense.

Pour mettre en pratique l'énergie thermique des mers, deux solutions sont envisageables, étant entendu qu'il faut impérativement être dans la zone intertropicale : on peut installer la centrale soit sur un support flottant sous lequel pend le tuyau d'amenée de l'eau froide, soit sur la terre ferme en un lieu où la côte submergée plonge directement vers les profondeurs marines sans le palier d'un plateau continental. Cette deuxième possibilité fait de nombreuses îles d'origine volcanique (Polynésie, Antilles, Réunion, entre autres) et aussi de la Nouvelle-Calédonie autant de sites possibles.

Des études, menées conjointement en 1982 et 1983 par le Centre national pour l'exploitation des océans (CNEXO), devenu depuis juin dernier l'Institut français de recherches pour l'exploitation de la mer (IFREMER), l'Office de recherche scientifique et technique outre-mer, le Muséum national d'histoire naturelle de Paris et le Commissariat à l'énergie atomique, ont repéré un site particulièrement favorable juste devant le port de Papeete : un tuyau de trois kilomètres de long suffit pour aller chercher à mille mètres de profondeur de l'eau à 3,9 °C, les eaux de surface étant couramment à 27 °C.

En 1983, le CNEXO a passé un contrat avec Ergocéan, un groupe d'intérêt économique où sont réunies sept sociétés des groupes CGE-Alsthom-Atlantique et Empain-Schneider ; il s'agit d'établir, d'ici à 1985, des avant-projets de centrales de 5 mégawatts à partir desquels sera fait le choix entre le cycle ouvert et le cycle fermé. Si des crédits de 300 à 400 millions de francs sont trouvés, la centrale à énergie thermique des mers de Tahiti pourrait fonctionner vers 1988. L'Assemblée territoriale de Polynésie française est très intéressée par le projet : elle a déjà contribué pour 2 millions de francs aux études de site.

Un projet de centrale

Un projet de 5 mégawatts peut sembler modeste, surtout si on le compare au projet américain de 40 mégawatts pour Hawaii. Mais d'autres pays ont, eux aussi, à l'étude des projets raisonnables (Pays-Bas et Indonésie : 100 kilowatts à Bali ; Japon, 1 à 10 mégawatts, à Nauru et à Okinawa, petites îles du Pacifique). Tous ces projets, en effet, concernent des installations prototypes et il est plus raisonnable de commencer par des centrales relativement petites. Le tuyau d'eau froide, en particulier, grossit avec la puissance des centrales. Pour les 5 mégawatts de Tahiti, on pense à un tuyau qui aurait déjà 3 mètres de diamètre. Pour 40 mégawatts, il faudrait, probablement, un tuyau de 9 mètres de diamètre.

D'après les études de faisabilité qui avaient été conduites en 1980, il semble qu'une centrale utilisant l'énergie thermique des mers serait compétitive, par rapport aux centrales à diesel, à partir de 10 mégawatts. Or, depuis quatre ans, le prix du pétrole brut a diminué en dollars, certes, mais le cours du dollar a beaucoup monté, si bien que le seuil de compétitivité est difficile à prévoir à échéance de quinze ou vingt ans.

L'utilisation des centrales à énergie thermique des mers pourrait être notablement élargie si on tirait parti de l'eau douce produite obligatoirement dans le cycle ouvert par la vaporisation, qui équivaut à une distillation, de l'eau de mer « chaude ». Tahiti, certes, n'a pas besoin d'eau. Mais de nombreuses régions arides – Mauritanie, Namibie, Pérou, nord du Chili, îles du Cap-Vert, Arabie, Australie, etc. – manquent terriblement d'eau alors qu'elles ne sont pas très éloignées des zones où l'exploitation de l'énergie thermique des mers est possible. On pourrait imaginer des installations flottantes ne produisant que de l'eau douce qui serait évacuée dans des tankers faisant une noria entre la zone de « production » et les régions arides proches.

L'idée d'utiliser le sous-produit eau douce a déjà été soulevée par la société COFREMI pour la Nouvelle-Calédonie. Sur la côte nord de l'île, l'exploitation des latérites à nickel aurait besoin de 20 000 mètres cubes d'eau douce par jour et de 15 mégawatts. Pourquoi ne pas faire une seule installation qui fournirait alors les uns et les autres ?

Y. R.

La torpeur d'une triple crise

(*Suite de la page 9.*)

L'industrie n'a pas fait preuve de beaucoup plus de dynamisme. En 1983, on a constaté une baisse de 4 % dans le nombre d'enregistrements au registre du commerce. Le mouvement semble, toutefois, ne pas se confirmer pour les six premiers mois de 1984. Cette léthargie a plusieurs causes. L'étroitesse du marché local tout d'abord : 145 000 personnes inégalement réparties sur 19 000 kilomètres carrés avec une densité égale à la moitié de celle de la Lozère. Cela ne constitue pas un marché facile, et souvent des projets restent en l'état faute de possibilités de commercialisation. Il apparaît ensuite que beaucoup d'entreprises calédoniennes débutantes sont victimes d'un manque de technicité complet, ce qui suscite des critiques sévères de la part du public, obligé d'acheter des produits locaux parfois de mauvaise qualité.

Cette carence entraîne souvent les fabricants à faire appel à des sociétés françaises ou étrangères pour parrainer leur production. Les entreprises locales les plus compétitives ont bénéficié de ce système en important sur le territoire le savoir-faire qui leur faisait défaut. Le cas s'est présenté dans l'industrie alimentaire et les produits ménagers. Dans des secteurs comme le tourisme, on s'est parfois montré plus prévoyant : c'est par exemple un grand hôtel de Nouméa qui, dès son ouverture, a passé un contrat de gestion avec une chaîne japonaise spécialisée, ou encore le complexe de Tiaré qui sera administré par un groupe de Hongkong.

L'administration locale n'est pas étrangère à cette situation, car en Nouvelle-Calédonie rien ne se fait sans son agrément. Jugée responsable de tous les maux du territoire – surtout depuis qu'elle est socialiste dans un pays où 90 % de la population européenne vote à droite, – on n'hésite pas néanmoins à solliciter sa bienveillance pour favoriser un projet. En conséquence, Untel obtiendra un aménagement du code des investissements, tel autre pourra bénéficier de prêts bonifiés, un autre – jusqu'ici adepte de la libre concurrence – arrachera aux pouvoirs publics des mesures de contingentement draconiennes qui lui permettront de vendre à coup sûr son produit quelle que soit sa qualité.

La crise que traverse la Nouvelle-Calédonie est donc triple : conjoncturelle, à cause de la chute des cours du nickel, politique à cause des revendications indépendantistes, humaine, enfin, car les deux civilisations qui coexistent sur le territoire sont en total déphasage. Jusqu'à quand la Nouvelle-Calédonie demeurera-t-elle dans cette impasse ? De plus en plus de Calédoniens ne sont pas loin de voir dans une indépendance multiraciale, librement acceptée par tous, la possibilité d'une relance économique dans un climat de confiance restauré.

FRÉDÉRIC FILLIOUX.

Le Centre océanologique de Tahiti : un pionnier de l'aquaculture tropicale

par YVONNE REBEYROL

LE Centre océanologique du Pacifique (COP) a été installé à Vairao (Tahiti) dès 1972 par le Centre national pour l'exploitation des océans (CNEXO, devenu en juin 1984 Institut français de recherches pour l'exploitation de la mer, IFREMER), et dès ses débuts il s'est consacré à l'aquaculture tropicale.

Les eaux chaudes en permanence présentent en effet des avantages considérables : les animaux se reproduisent et grossissent tout au long de l'année puisqu'ils ne subissent pas les arrêts de reproduction et de croissance dus aux saisons froides. Ainsi la crevette japonaise élevée en zone tropicale peut-elle donner deux à trois « récoltes » par an contre une seule dans son pays d'origine. Ainsi des poissons de zone tempérée, comme le bar ou la daurade, deviennent-ils des poissons-portions de 300 grammes en quinze mois (au lieu de trois ans).

Cette croissance rapide a pour conséquences agréables de réduire la période où l'éleveur doit nourrir ses pensionnaires et aussi de faire que les stocks d'animaux élevés dans les installations aquacoles se renouvellent rapidement, ce qui diminue les risques – maladies notamment – inhérents à tous les élevages aquatiques ou terrestres.

En outre, de nombreux pays tropicaux sont riches en sites impropres à tout usage classique, mais utilisables pour l'aquaculture (eaux saumâtres, zones inondables aux hautes mers) : certes, les Philippines sur 200 000 hectares et l'Indonésie sur 150 000 hectares pratiquent depuis fort longtemps une aquaculture traditionnelle de poissons et de crustacés. Mais les rendements n'y sont guère que de quelques dizaines ou centaines de kilogrammes par hectare et par an. Avec les techniques modernes, ils devraient monter à quelques tonnes par hectare et par an.

L'équipe du COP – une vingtaine de chercheurs et techniciens permanents, métropolitains ou polynésiens, auxquels s'ajoutent une douzaine de « volontaires de l'aide technique » accomplissant ainsi leur service national – suit depuis douze ans, pour les animaux aquatiques, la même démarche que pour les animaux terrestres. Elle étudie aussi bien les techniques d'élevage d'espèces importées ou locales, la reproduction, l'élevage proprement dit, la pathologie et la gestion sanitaire, que la mise au point des aliments à partir de sous-produits locaux, le rythme de renouvellement de l'eau des bassins et le transfert des techniques aux candidats aquaculteurs.

Le COP joue d'ailleurs le rôle de laboratoire central pour les DOM-TOM tropicaux et exporte, par l'intermédiaire de la filiale de l'IFREMER, France-Aquaculture, ses techniques et son savoir-faire vers des pays étrangers.

L'aquaculture est une activité relativement coûteuse : le COP s'est donc intéressé à des espèces qui ont une haute valeur commerciale, telles des crevettes d'eau douce et de mer, des poissons de zone tropicale ou tempérée et les huîtres perlières. Ainsi l'aquaculture pourra-t-elle contribuer au développement de nombreuses régions tropicales, et ce rôle fort utile ne doit pas être sous-estimé. Mais il ne faut pas retomber dans les déclarations utopiques trop souvent entendues dans un passé récent. D'après celles-ci, l'aquaculture devait être le remède-miracle qui donnerait de quoi manger à l'humanité entière. On est revenu maintenant à des vues plus réalistes.

Les crevettes d'eau douce ou chevrettes *(Macrobrachium rosenbergii)*, originaires de Malaisie, sont très prisées des consommateurs : à Tahiti, à la Martinique et à la Guadeloupe, elles sont facilement vendues à 120 francs le kilogramme. Les chevrettes « sauvages » ont la particularité de vivre dans les rivières et donc en eau douce, pendant la plus grande partie de leur vie. Mais, une fois écloses, leurs larves, incapables de nager, sont entraînées vers les estuaires dont l'eau est saumâtre (12 grammes de sel (1) par litre d'eau en moyenne). Là, elles se transforment en post-larves, c'est-à-dire en minuscules adultes (1 centimètre, 10 milligrammes) qui remontent les rivières, y grossissent et s'y reproduisent en vivant sur le fond.

L'élevage de la chevrette

Les fermes de chevrettes doivent donner à leurs pensionnaires le rythme particulier à l'espèce. Pour la reproduction, qui se fait bien en captivité – une femelle pond de 5 000 à 20 000 œufs quatre à cinq fois par an, – les reproducteurs vivent dans des bassins d'eau douce. Les larves, qui ne mesurent guère que 2 millimètres, sont transférées dans des réservoirs où l'eau saumâtre, dûment contrôlée, est recyclée. Elles sont nourries de minuscules proies vivantes (des *artemia*, c'est-à-dire de tout petits crustacés) et de granulés (jaune d'œuf, chair de calmars, farines de poissons, vitamines, oligo-éléments, etc.) dont chaque grain mesure de 200 à 800 microns.

Au bout de vingt à trente-cinq jours, les chevrettes arrivent au stade de post-larves et sont transférées dans des bassins d'eau douce (100 bestioles par mètre carré). Nourries de granulés et des petits organismes se développant naturellement dans l'eau douce, elles effectuent leur « pré-grossissement », c'est-à-dire qu'elles atteignent en deux mois la longueur de 3 à 4 centimètres et le poids de 1 gramme. A ce stade, nouveau transfert dans des bassins, où les chevrettes ne sont plus que 10 à 15 par mètre carré. Et là, en six à huit mois, la plupart d'entre elles arrivent aux 20-25 grammes nécessaires pour la vente.

L'élevage de la chevrette selon les techniques mises au point au COP commence à se répandre dans les DOM tropicaux, tout spécialement en Martinique, grâce à des initiatives locales. Les écloseries – construites ou en construction – ont été créées grâce à des fonds publics et elles vendent les larves à des fermes privées. Celles-ci, qui couvrent chacune quelques hectares, occupent déjà 12 hectares à Tahiti et Mooréa (Polynésie) pour une quinzaine de tonnes de crevettes produites, 20 hectares à la Martinique et autant à la Guadeloupe pour une production annuelle d'une quinzaine de tonnes. La Guyane aura 120 hectares de fermes à chevrettes à la fin de 1984, et il y a même un projet japono-guyanais d'une ferme de plus de 100 hectares.

La crevette de mer est le principal sujet d'études du COP, mais son élevage est encore peu développé dans les DOM-TOM tropicaux. Il n'y a pas de crevettes de mer « sauvages » en Polynésie : le COP a d'abord dû chercher en Amérique du Sud, dans le Sud-Est asiatique et au Japon les espèces nécessaires. Cinq espèces – toutes du genre *Penaeus* – ont été sélectionnées. Et ce sont le COP pour les espèces tropicales et le Centre océanologique de Bretagne pour l'espèce japonaise qui ont été les premiers au monde à maîtriser complètement le cycle de la reproduction des crevettes de mer élevées en captivité.

Exportation des techniques

La technique peut sembler cruelle : on écrase un œil de la femelle. Les glandes réglant le système hormonal étant situées dans le pédoncule oculaire, cette mutilation déclenche le fonctionnement des ovaires. Chaque femelle « opérée » est examinée tous les soirs pour voir si elle est prête à pondre dans l'heure ou les trois heures suivantes (selon l'espèce).

Le mâle n'a pas à être « opéré ». Il lâche son sperme spontanément. Mais le processus de fécondation varie selon les espèces. Ou bien le mâle introduit son sperme dans une poche spéciale de la femelle. Ou bien il repère une femelle prête à pondre et colle un spermatophore (un petit sac rempli de sperme) à la sortie des oviductes de celle-ci, si bien que les ovules sont fécondés au passage.

Ce deuxième processus est assez peu efficace chez certaines espèces en captivité. Il faut l'intervention humaine : le spermatophore est extrait du mâle par pression de la main puis posé au bon endroit sur une femelle.

Bien entendu, les recherches se poursuivent pour que la fécondation soit efficace sans intervention humaine. En outre, les crevettes s'obstinant à pondre la nuit, on arrive à décaler la ponte en inversant l'éclairage de l'écloserie.

Les crevettes de mer arrivent au bout de deux semaines au stade de post-larves. Leur pré-grossissement les fait passer de 1 milligramme à 2 grammes en un ou deux mois et le grossissement de 2 grammes à 10 ou 30 grammes – les dimensions demandées varient selon les différentes façons de consommer ces crustacés – en trois à cinq mois. Le rendement est de 2 à 4 tonnes par hectare et par an, chaque stade de l'élevage nécessitant une nourriture adaptée. Selon leur taille, les crevettes sont vendues 30 à 60 francs le kilogramme.

La demande en crevettes est énorme : on estime le marché mondial à 1,5 million de tonnes (dont 20 000 à 25 000 tonnes pour la France métropolitaine), si bien que les captures de crevettes « sauvages » diminuent, car les espèces sont surexploitées.

Le développement des fermes à crevettes de mer ne fait que commencer dans les DOM-TOM. En Nouvelle-Calédonie, où les terrains inondables par haute mer sont vastes, la Sodacal, une société à 51 % de capitaux publics et 49 % de capitaux privés français et japonais, a actuellement 40 hectares de bassins sur 120 hectares prévus pour produire pour l'exportation. La Sodacal aura bientôt son écloserie. Depuis 1981 et 1983, deux petites fermes privées, respectivement de 8 et 5 hectares, fournissent le marché local. Mais il y a aussi des demandes pour plusieurs fermes qui couvriront, à elles toutes, 200 hectares. En outre, une unité de conditionnement (congélation ou cuisson et congélation) est en cours de réalisation. Enfin, les techniques de fabrication des aliments nécessaires aux crevettes seront bientôt transférées à une société privée spécialisée dans les aliments pour animaux. Tous ces résultats ont été obtenus grâce à l'aide du territoire, qui a soutenu l'effort de recherche depuis dix ans.

Pour la Polynésie, où les terrains côtiers sont très rares, le COP étudie, dans une station-pilote, une technique d'élevage intensif pour obtenir des rendements de 20 à 40 tonnes de crevettes de mer par hectare et par an.

L'exportation des techniques du COP pour l'élevage des crevettes de mer a un succès considérable. En Equateur, où des fermes de grossissement existent depuis une dizaine d'années, une grande écloserie fournit depuis 1980 des post-larves (celles-ci, auparavant, étaient toutes capturées dans la mer), et le contrat pour une deuxième écloserie vient d'être conclu. Déjà, les fermes équatoriennes couvrent 50 000 hectares et exportent 15 000 tonnes de crevettes vers les Etats-Unis.

De même, une écloserie a été ouverte à Jakarta (Indonésie) en juin dernier pour alimenter une future ferme couvrant 1 000 hectares. Des projets sont en cours de réalisation aux Fidji et en Malaisie. Et des discussions sont menées avec le Panama et le Venezuela.

Pour les poissons, il n'y a guère que la Martinique, où la société privée Aquamar en est au stade de la démonstration d'élevage en cages flottantes de poissons européens (des bars) destinés ou à être exportés vers la métropole et l'Italie ou à alimenter le marché touristique local.

Quant aux poissons tropicaux, le COP mène des études sur dix espèces. A la Martinique, des recherches sont en cours, conduites conjointement par l'Association pour le développement de l'aquaculture en Martinique (ADAM) et l'IFREMER.

Les huîtres perlières *(Pinctada margaritifera)* sont cultivées uniquement aux Tuamotu et aux Gambiers dans les lagons desquelles l'espèce est présente naturellement. Les huîtres sont énormes et peuvent « fabriquer » spontanément de très grosses perles noires. Mais les populations d'huîtres sont très peu nombreuses, car ces bivalves ont été surexploités dans le passé pour la nacre de leur coquille et non pas pour leurs perles.

Depuis 1960, des techniciens japonais sont venus « greffer » les huîtres, c'est-à-dire introduire dans les animaux une sphère de nacre que les huîtres enroberont de leur nacre personnelle. Les huîtres sont « greffables » à trois ans, et elles ont besoin de trois autres années pour fabriquer de belles perles de culture. En 1970, la première ferme privée a été créée aux Tuamotu. Actuellement, il y a une bonne vingtaine de fermes, soit privées, soit coopératives, ces dernières créées avec l'aide du service local des pêches (l'AVAAMM). Les « greffeurs » sont encore presque tous japonais, mais on songe à créer une école pour former des greffeurs polynésiens.

Reste le problème du naissain. Le cycle de reproduction en captivité des huîtres perlières n'est pas maîtrisé : des recherches sur la génétique se poursuivent à l'université de Montpellier. Pour le moment, il faut toujours collecter le naissain « sauvage ». En 1984, après des années d'études, le taux de fixation du naissain a été élevé pour la première fois. C'est un succès intéressant, dû à l'AVAAMM, car la rareté et le faible rendement du naissain sont un obstacle au développement de la culture des huîtres perlières. Cependant, les perles de cultures sont déjà une exportation importante de la Polynésie. La production totale représente – peut-être – une valeur de 40 millions de francs.

(1) L'eau de mer contient, en moyenne, 35 grammes de sel par litre.

L'AVENIR DE MAYOTTE

M. HORY (MRG) : « Les Mahorais sont radicaux sans le savoir »

Hésitant depuis le début de l'année sur l'avenir de Mayotte, dont la possession est revendiquée par la République des Comores, le gouvernement a finalement opté pour... une position d'attente. Le conseil des ministres doit adopter prochainement un projet de loi visant à proroger le statut particulier de collectivité territoriale défini en 1976 pour cette île de l'océan Indien et qui avait été déjà prorogé de cinq ans par la loi du 22 décembre 1979. Il semble toutefois que le gouvernement soit peu désireux de prendre des engagements à long terme. M. Jean-François Hory, député de l'île, secrétaire national exécutif du MRG, a répondu à nos questions à ce sujet.

« Etes-vous rassuré par la décision du gouvernement de proroger le statut de Mayotte ?

– Sur le détail de ce projet nous n'avons pas encore eu les renseignements que nous souhaitons. Nous craignons que l'exposé des motifs de ce projet de loi ne soit plus important que le dispositif lui-même. Car on peut donner satisfaction aux Mahorais en leur disant : *« On vous prolonge votre statut, ce n'est pas celui que vous souhaitez mais vous restez français, c'est l'essentiel, ne vous plaignez pas »*, tout en indiquant que la durée de la prolongation sera utilisée à organiser le rapprochement de Mayotte avec les Comores. Si tel était le cas, je doute que, quels que soient les impératifs de la solidarité mahoraise, on puisse alors accepter un projet dont l'exposé des motifs comporterait ce genre de déclaration d'intention.

» Notre deuxième préoccupation est de savoir quel sera l'intitulé du texte gouvernemental. Ce n'est pas la même chose de déposer un projet de loi reportant le référendum prévu par la loi de 1979 et de déposer un projet prorogeant le statut actuel. Si l'on prévoit simplement de reporter le référendum, nous dirons que c'est une mauvaise manière à l'égard d'une population qui attend depuis trois ans de pouvoir s'exprimer sur son avenir. Mais nous dirons aussi, très honnêtement, que l'essentiel, en effet, nous paraît sauf. Car, si l'on ne modifie que le point relatif à la date de la consultation de la population, cela veut dire que la loi de 1979 reste applicable, et notamment l'article prévoyant que la population sera consultée sur le point de savoir si elle veut le statut départemental, le statut de collectivité territoriale ou tout autre statut.

» En revanche, nous craignons que le projet de loi ne modifie également cet article et que l'hypothèse départementale ne disparaisse dans le choix qui sera proposé aux Mahorais le moment venu.

– Quelle est votre conception des relations de Mayotte avec les Comores ?

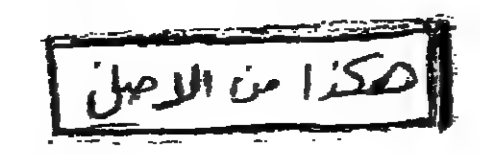
– L'intérêt de Mayotte, de la France et des Comores est que s'établissent des relations de bon voisinage et, plus que de bon voisinage, des relations de coopération et de développement authentiques.

– Que pensez-vous de l'analyse selon laquelle ce qui menace le plus l'avenir de Mayotte, c'est le développement de l'islamisme intégriste ?

– Si les Mahorais ont des élus incroyants, des *kafirs*, comme disent les musulmans, c'est précisément parce qu'ils sont réfractaires à cette stratégie-là. Quand les femmes mahoraises défendent leurs droits, qui sont enracinés dans une coutume d'origine africaine, pré-islamique, contre les prétentions comoriennes à la colonisation de Mayotte, les meilleurs interprètes qu'elles trouvent pour exprimer leurs points de vue, ce sont précisément les gens qui ne sont pas sensibles à la pression des réseaux notabiliaires organisés sur une base religieuse. Et toute cette pression exercée par les Comores par le passé, et qui pourrait prendre, c'est vrai, un tour nouveau, compte tenu de la vague islamique dans cette zone, est en contradiction totale avec ce qui forme le fond de la mentalité collective mahoraise, c'est-à-dire un réflexe très profondément libertaire.

» La population mahoraise manifeste une attitude de défiance à l'égard des pouvoirs, de réaction contre toute forme d'autorité, de protection de ses libertés. Or, en réalité, l'islam, dans son avatar comorien, c'est le pouvoir des vieux sur les jeunes, des riches sur les pauvres, des hommes sur les femmes, toutes prétentions qui sont totalement contraires à l'organisation sociale des Mahorais. C'est peut-être la raison qui m'a fixé, moi, un métropolitain, à Mayotte : les Mahorais sont en quelque sorte radicaux sans le savoir... »

Propos recueillis par
ALAIN ROLLAT



Société

L'EXERCICE DAMOCLÈS DE LA BRIGADE AÉROMOBILE

Une démonstration « coup de poing »

De notre envoyé spécial

Chaumont (Haute-Marne). – Les armées ont toujours une idée derrière la tête lorsqu'elles organisent une manœuvre en vraie grandeur pour expérimenter leur dispositif de combat et leurs matériels. Plus exactement, elles ont toujours quelque chose de plus ou de mieux à réclamer au gouvernement, surtout lorsqu'il s'agit, à la demande du ministre de la défense, d'imaginer une autre répartition de leurs forces censées s'opposer et s'adapter à de nouvelles menaces. C'est alors que ces mêmes armées mettent sur pied une grande démonstration, un super-spectacle longuement répété au besoin, diront leurs détracteurs, pour faire apparaître à leurs invités combien il suffirait de peu pour remplir la mission.

L'exercice Damoclès, qui vient d'avoir lieu dans l'est de la France, n'a pas échappé à la règle. Sur le terrain : la brigade aéromobile de la Force d'action rapide, actuellement en cours d'expérimentation, avec ses 6 500 hommes, ses 200 hélicoptères d'assaut et de manœuvre capables de lancer plus de 400 missiles anti-chars et avec l'appui des avions de la Force aérienne tactique, qui firent jusqu'à 178 « sorties » en une seule journée. En face, pour mettre à l'épreuve ce nouveau dispositif aéromobile, une division blindée, avec ses 1 300 véhicules divers, dont 232 chars, était censée représenter l'adversaire – en rouge sur les cartes d'état-major – qui déboule là où on ne l'attend pas.

D'un côté, donc, la division blindée préfigure cet ennemi qui menace le dispositif militaire français *« à travers la grande plaine du nord de l'Europe »*, pour reprendre l'expression de M. Charles Hernu, le ministre de la défense venu constater sur place, vendredi 14 septembre à Chaumont (Haute-Marne), que ses directives avaient été comprises des états-majors. De l'autre, dans le vrombissement de ses hélicoptères anti-chars, la brigade aéromobile de Nancy, cet embryon de force « coup de poing » qui devrait donner naissance, en juillet 1985, à la 4e division aéromobile, « fer de lance », comme l'a dénommée le général René Imbot, chef d'état-major de l'armée de terre, de la Force d'action rapide en Centre-Europe et outre-mer. Une division d'hélicoptères à la française, qui rappelle, avec des moyens moins ambitieux, la First Cavalry américaine dans ses opérations-choc en Indochine.

« Un nouvel esprit »

Pour les besoins de la démonstration, l'armée de terre avait mis les petits plats dans les grands, avec ses ballets d'hélicoptères jouant à saute-mouton par-dessus les arbres. La brigade aéromobile du général Henry Préaud a su incontestablement séduire le ministre de la défense, qui l'a qualifiée d'*« innovation stratégique capitale »* ou encore d'*« événement le plus considérable de ces dernières années en ce qui concerne les systèmes de défense des Etats européens »*. Du couple que forme cette brigade avec la 6e division légère blindée, le général Imbot a même dit qu'il était *« unique en Occident »* et qu'*« il intéresse nos alliés, parmi les plus grands »*, représentés à Chaumont par leurs attachés militaires.

Mais la démonstration est allée bien au-delà. Comme si l'état-major avait voulu mettre le gouvernement au pied du mur, en lui rappelant que, s'il voulait disposer d'une force « coup de poing » pour manifester sa solidarité envers ses alliés européens, il lui faudrait en consentir aussi les moyens financiers. Tirant les conclusions de l'exercice Damoclès, le général Imbot a beaucoup insisté sur *« les améliorations nécessaires de la prochaine décennie »*, surtout en matière d'équipements et de matériels nouveaux.

C'était sans doute la raison de la présence, sur la base de Semoutiers, du nouvel hélicoptère Super-Puma de l'Aérospatiale, porteur du radar Orchidée, qui améliorera la qualité du renseignement durant les années 90. Cet hélicoptère à 45 millions de francs l'exemplaire, l'armée de terre souhaite l'acquérir pour ses missions de reconnaissance, mais aussi pour accroître sa mobilité à longue distance et gagner du temps dans la mise en place de ses premiers éléments de combat aux premières heures des hostilités.

De même, les responsables militaires ont rappelé qu'il leur fallait des caméras à imagerie thermique à bord des hélicoptères, pour détecter des chars camouflés, de jour comme de nuit, jusqu'à 4 kilomètres. Sans parler des hélicoptères d'appui et de protection, à 60 millions de francs l'exemplaire, qui remplaceront, un jour, aux termes d'un accord de cofabrication franco-ouest-allemand, les hélicoptères anti-chars actuels Gazelle-Hot et qui serviront d'hélicoptères-canons ou armés de missiles air-air à très courte portée contre des hélicoptères d'assaut adverses.

« Vous êtes, a dit M. Hernu à ses généraux, *à l'origine d'un nouvel « esprit aéromobile », fait de compétence, de disponibilité et de passion que je sens passer dans nos régiments d'hélicoptères. »*

JACQUES ISNARD.

« L'HUMANITÉ » CRITIQUE UNE NOUVELLE FOIS LA CRÉATION DE LA FORCE D'ACTION RAPIDE

A deux reprises en quarante-huit heures, le quotidien du PCF, *l'Humanité*, s'en prend, à l'occasion de l'exercice Damoclès, à la création, par la France, de la Force d'action rapide (FAR) suspectée d'être *« une force inquiétante »* (édition du jeudi 13 septembre) et susceptible d'être envoyée *« aux avant-postes de l'OTAN, au contact des pays membres du pacte de Varsovie »* (édition du samedi 15 septembre). *« Il serait surprenant*, ajoute le quotidien du PCF, *que ces pays ne ressentent pas comme une menace supplémentaire cette initiative française. »*

Ce n'est pas la première fois que le PCF s'en prend à la création de la FAR. Déjà, en octobre dernier (*le Monde* daté 30-31 octobre 1983), M. Jean Combasteil, député communiste de la Corrèze et vice-président de la commission de la défense au Palais-Bourbon, s'était inquiété des conditions d'emploi, en Europe, aux côtés des alliés, de la FAR, critiquée, de surcroît, du fait qu'elle est presque totalement composée de soldats professionnels ou d'engagés à long terme.

SELON UN SONDAGE

Les parents d'élèves du privé approuvent les nouvelles mesures gouvernementales

Les mesures sur l'enseignement privé annoncées le 29 août par M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale, sont bien accueillies par les Français, et plus particulièrement lorsqu'ils sont parents d'élèves de l'enseignement privé. Un sondage publié par *la Croix* indique en effet que 45 % des Français approuvent le nouveau dispositif (38 % sont sans opinion) dont, 57 % des parents d'élèves du privé.

Les résultats sont peu différents selon que les personnes interrogées se situent dans la majorité ou dans l'opposition ; à l'exception toutefois des partisans du parti communiste qui n'approuvent les propositions gouvernementales qu'à 38 %, contre 51 % des proches du PS, 54 % de ceux de l'UDF et 45 % de ceux du RPR. Les parents d'élèves du privé sont nombreux à penser que le compromis adopté est satisfaisant pour tout le monde (61 %). Seuls les proches du parti communiste estiment qu'il fait trop de concessions aux partisans du privé (41 %).

En revanche, plus des trois quarts des parents du privé considèrent que l'avenir de leurs établissements n'est pas assuré : 77 % d'entre eux pensent que les mesures prises mettent en danger l'existence de l'enseignement privé. Les Français n'ont pas dans l'ensemble d'opinion sur ce point. Mais pour eux le règlement de ce dossier est davantage un succès pour l'opposition (40 % le pensent) que pour le gouvernement (21 %).

Augmentation des effectifs

Le secrétariat général de l'enseignement catholique, de son côté, vient de faire un premier bilan de la rentrée. Comme dans l'enseignement public, les établissements privés enregistrent une baisse des effectifs dans les écoles primaires due à la démographie, mais la chute y est moins forte : 0,4 % (– 1,3 % dans le public).

En revanche, dans l'enseignement secondaire l'augmentation des effectifs y est plus importante : 3,3 % (1,6 % dans le public). L'enseignement catholique, indique le secrétariat général, ne peut répondre à toutes les demandes, en particulier à l'entrée en sixième et dans le technique. Il fait aussi état d'un net accroissement des demandes d'inscription en maternelle. Bien qu'ils ne disposent pas pour l'instant de statistiques nationales, les responsables de l'enseignement catholique estiment que le nombre de postes d'enseignants qui leur *« a été alloué dans le cadre d'un budget de rigueur et de crédits limitatifs est notoirement insuffisant »*.

TORONTO ACCLAME LE PAPE

L'effet Jean-Paul II

De notre envoyé spécial

Toronto. – Les deux jours passés par le pape dans la capitale de la province de l'Ontario, vendredi 14 et samedi 15 septembre, ont montré que, même dans le Canada anglophone, « l'effet Jean-Paul II » joue à plein. Le deuxième archidiocèse du pays après Montréal compte plus d'un million de catholiques ; néanmoins, ceux-ci ne représentent qu'un tiers de la population. Et pourtant, tous les habitants de Toronto semblent être tombés sous le charme du pape polonais. En vérité, la ville est une mosaïque d'ethnies – la messe est célébrée chaque semaine en vingt-sept langues, – mais elle a aussi une longue histoire d'antagonisme entre catholiques et protestants. Et même aujourd'hui la querelle scolaire ouvre de vieilles cicatrices.

En Jean-Paul II, c'est surtout l'homme de paix qui est acclamé : celui que la ville de Toronto a choisi pour allumer la flamme dans le nouveau Jardin de la paix qui sera inauguré prochainement par la reine d'Angleterre. C'est l'homme d'amour et de tendresse, qui embrasse les enfants, console les malades et les personnes âgées. C'est le défenseur des droits de l'homme, qui n'hésite pas à dénoncer l'inhumanité d'un système économique qui sacrifie les personnes au profit.

On n'y voit plus l'homme du dogme, qui rappelle la doctrine rigoriste de l'Eglise catholique en matière sexuelle. Oubliées les petites phrases, dans chaque discours pontifical, pour condamner la contraception et l'avortement, pour réclamer le financement des écoles catholiques par l'Etat ou pour rappeler aux prêtres l'importance de leur célibat. Oublié l'agacement manifesté par le pape devant la requête, pourtant bien sage, d'une mère supérieure acadienne demandant à *« participer aux tâches apostoliques d'évangélisation à notre façon et en tant que femmes »* et terminant : *« Très Saint Père, nous comptons sur la confiance et l'encouragement de l'Eglise pour nous permettre d'aller jusqu'au bout de notre mission, comme Marie le fit avec Jésus. »*

Les femmes, accourues à la rencontre du pape, se sont pressées dans les rues de Toronto, plus nombreuses que pour tout autre événement, y compris une visite de la reine. Le *« charisme »* de Jean-Paul II est reconnu par tous, qu'ils soient catholiques ou non. Les gens interrogés dans la rue déclarent – avec une naïveté qui frise la superstition – vouloir le regarder, le toucher. Il émane de lui une paix, une certitude et une bonté qui tranchent sur l'attitude des hommes politiques. Et même son message traditionnel exerce finalement une sorte de fascination sur eux, car il apparaît comme une bouée de sauvetage dans une crise de civilisation.

ALAIN WOODROW.

D'UN SPORT A L'AUTRE

● ATHLÉTISME : *Match des huit nations à Tokyo.* – L'équipe de la République démocratique allemande a remporté le match des huit nations d'athlétisme qui a eu lieu, vendredi 14 septembre, à Tokyo. Avec 183 points, les Allemands de l'Est ont notamment devancé l'URSS (171 points), la Grande-Bretagne (143 points), et les Etats-Unis (121 points) qui, hormis Carl Lewis, vainqueur du 100 mètres en 10 s 13, étaient représentés par une équipe de remplaçants.

● FOOTBALL : *Championnat de France.* – Les trois derniers matches de la septième journée du championnat de France de football disputés, vendredi 14 septembre, ont donné les résultats suivants :

Toulouse b. *Sochaux 1-0
Nantes b. *Tours 1-0
*Lens b. Nancy 3-0

Classement. – 1. Bordeaux, 13 pts ; 2. Nantes et Auxerre, 10 ; 4. Bastia, 9 ; 5. Lens et RC-Paris, 8 ; 7. Monaco, Strasbourg, Brest, Toulouse, Nancy et Laval, 7 ; 13. Toulon, Marseille et Metz, 6 : 16. Sochaux et Rouen, 5 ; 18. Lille, Tours et Paris-SG, 4.

● TENNIS. – Les quarts de finale du National de tennis ont été marqués, vendredi 14 septembre, à Marcq-en-Barœul (Nord), par la qualification de Guy Forget sur Loïc Courteau. Ce dernier, blessé, a abandonné la partie au cours du premier set alors qu'il était mené 4-1. Le match entre Thierry Tulasne et Tarik Benabiles a été interrompu par la nuit alors que Tulasne menait 3-6, 6-3, 3-2.

Dans le tournoi féminin, Nathalie Herreman et Isabelle Demongeot se sont qualifiées pour la finale après avoir battu respectivement Sophie Amiach 6-2, 6-7, 6-4, et Marie-Christine Calleja, 6-2, 6-4.

LE PROCÈS DES « FAUSSES FACTURES » A MARSEILLE

A la barre pour une longue traversée

De notre envoyé spécial

Marseille. – Un procès comme celui-là appareille à la lenteur des paquebots de haute mer. Il faut d'abord s'assurer que tous les prévenus en cause sont bien là. Il convient ensuite de rappeler à chacun les infractions retenues. Lorsqu'ils sont quatre-vingt-quatre, cela occupe aisément une matinée.

On les a donc tous vus venir à la barre, ces hommes et ces quelques femmes impliqués dans cette affaire. Et, pour commencer, les têtes de série, ceux qui seront par la suite constamment sur la sellette. Ce sont Julien Zémour, l'ancien inspecteur central des impôts de Nice, petit homme apparemment sans relief, qui a écouté fort sagement le rappel des différentes opérations qui lui valent les inculpations d'escroquerie, abus de confiance, faux en écritures privées, établissement de fausses factures, abus de biens sociaux etc. Puis sont venus MM. Pierre Truc, directeur adjoint de la Générale Sucrière, Roger Salel, Jacques Cohen et enfin Dominique et Jacques Venturi, le père et le fils, les seuls à porter cravate. Tous ceux-là sont détenus mais n'en paraissent pas trop accablés.

Les autres, se frayant comme ils pouvaient un passage à travers une foule d'avocats, n'avaient qu'à faire une apparition en attendant le jour où il leur faudra répondre sur le fond. La plupart ont subi quelques mois de détention préventive avant de bénéficier de mise en liberté moyennant des cautions de vingt mille à un million de francs et dont le montant total approche les dix millions, ce qui est une façon comme une autre pour l'Etat de bloquer déjà certaines sommes en attendant réparation du préjudice subi.

Seul manquait M. Roger Sentenac. Il est malade, hospitalisé à Paris. Ses défenseurs ont sollicité du tribunal la disjonction de son cas. M. Sentenac n'est pourtant point secondaire dans cette affaire. Président d'une société d'études, la SIAVIT, qui travaillait pour des municipalités communistes de la région parisienne, c'est en raison de ses activités et des liens qu'il avait avec M. Roger Salel que l'enquête a mis en cause certains élus de ces municipalités contre lesquelles sont ouvertes, à Paris, des informations qui ne sont pas encore clôses.

Les uns et les autres se sont attachés à faire bonne contenance, quitte à dire ensuite, dans les couloirs, que ce dossier *« ne vaut même pas un mauvais roman de gare »*. Au fond, chacun accepte le procès. La traditionnelle ouverture sur les incidents de procédure – quatre dépôts de conclusions seulement pour tant d'inculpés – l'a montré. *« Je mesure bien*, devait dire par exemple, Me José Allégrini, qui soutenait la nullité de la procédure, *la vanité de mon entreprise... »*

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

Les policiers de gauche réclament des châtiments exemplaires

Les policiers en ont assez de servir de cible aux malfaiteurs. Les drames de cet été et l'émotion qu'ils ont provoquée incitent leur principale organisation à *« sonner le tocsin »*. L'expression est de M. Bernard Deleplace, secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP, gauche), qui a réuni, vendredi 14 septembre, à Paris, une conférence de presse pour faire part de l'*« inquiétude réelle »* des policiers face aux violences dont ils sont victimes (*le Monde* du 15 septembre).

La FASP prône la sévérité. Aucun agresseur de policiers ne devrait, selon elle, bénéficier d'une permission de sortir ou d'une libération conditionnelle. Condamné à perpétuité ou à vingt ans d'emprisonnement, le meurtrier d'un fonctionnaire de police devrait purger sa peine jusqu'au bout, et la FASP réclame une réforme législative en ce sens.

Tout en se défendant d'exploiter l'insécurité à des fins politiques ou démagogiques, M. Deleplace a estimé qu'il existait une catégorie de délinquants et de criminels à l'égard desquels la politique de prévention, qu'il juge néanmoins indispensable, était impuissante. Contre cela, la FASP réclame un châtiment exemplaire, car il lui semble que *« certains tribunaux prononcent des peines qui ne sont pas assez dissuasives »*. Enfin, M. Deleplace a averti que son organisation n'hésiterait pas à porter plainte, y compris, le cas échéant, contre l'administration, s'il lui apparaissait que les meurtres et les agressions de policiers ne sont pas mieux sanctionnés et réparés.

Comme on lui demandait s'il ne voulait pas rapprocher ce coup de colère de la FASP des élections professionnelles qui doivent avoir lieu en 1985, M. Deleplace a répondu qu'il ne se faisait *« aucune inquiétude »* quant à leurs résultats. Aux élections professionnelles de 1982, la FASP avait obtenu 57,44 % des suffrages, en recul de 10,3 % par rapport à celles de 1978. Ce recul avait été mis sur le compte de la difficulté que cette organisation socialisante avait à se démarquer du nouveau gouvernement.

B. L.G.

CONFRONTATION FRANCO-AMÉRICAINE SUR UN VIRUS

Le SIDA démasqué

Après une apparente phase d'accalmie, l'épidémie de SIDA (syndrome d'immunodéficience acquise) a repris sa lente progression à travers le monde : le nombre total des cas dépassera bientôt les six mille. Aucune parade thérapeutique efficace n'a encore été trouvée, en dépit de nombreuses tentatives. Pourtant des résultats importants viennent d'être obtenus par plusieurs équipes scientifiques et médicales, en France et aux Etats-Unis.

Il est maintenant établi de manière quasi certaine que le SIDA est d'origine infectieuse et virale. On se souvient que deux équipes s'étaient illustrées dans la découverte du virus impliqué dans cette nouvelle maladie, virus totalement inconnu jusqu'alors. La première, française, dirigée par les professeurs Luc Montagnier, et Jean-Claude Chermann (Institut Pasteur de Paris), baptisait LAV (lymphadenopathy virus) le virus qu'elle tenait pour responsable du SIDA. Par la suite, une équipe américaine (professeur Robert Gallo, National Cancer Institute Washington) découvrait elle aussi un virus suspect qu'elle baptisait HTLV 3, supposant *a priori* qu'il s'agissait d'un troisième représentant de la famille des Human T lymphadenopathy virus, déjà connue pour ses liens avec certains cancers humains.

LAV = HTLV 3 ? La question se pose depuis de longs mois, dans les milieux scientifiques concernés. Les milieux industriels aussi, car les travaux sur le SIDA sont d'une importance économique considérable. Identifier l'agent responsable de cette maladie, c'est pouvoir mettre rapidement au point un test diagnostic de laboratoire qui permettrait d'éliminer les produits sanguins contaminés (on sait que le SIDA peut se transmettre à partir des dérivés du sang). C'est aussi pouvoir mettre au point un vaccin efficace.

Annoncée depuis plusieurs mois, la confrontation entre les résultats français et américains n'a toujours pas été faite. Et, à l'échelle internationale, deux « camps » se sont constitués, chacun, publiant ses résultats en parlant selon le cas, soit du LAV, soit du HTLV 3. Pourtant, tout laisse aujourd'hui penser qu'on approche du dernier épisode de ce feuilleton médico-scientifique. Il y a quelque jours, lors d'un important congrès international qui se tenait à Sendaï (Japon), les deux équipes ont chacune annoncé avoir réussi le clonage de « leur » virus. Il s'agit là d'une étape essentielle : elle permet l'intégration du matériel génétique viral dans des supports vivants, c'est-à-dire qu'elle offre la possibilité d'une production illimitée *in vitro* du matériel viral indispensable pour la mise au point de méthodes diagnostiques ou vaccinales.

Le clonage permet aussi de découvrir d'une manière on ne peut plus précise l'exacte constitution du virus. En d'autres termes, ces résultats annoncent l'heure de vérité pour les chercheurs français et américains. Une réunion sur ce thème sera organisée la semaine prochaine à Rome. Le professeur Montagnier y rencontrera le professeur Gallo. Si, comme plusieurs indices le laissent supposer, les deux virus se révélaient être identiques, une publication scientifique pourrait être cosignée par les deux équipes.

Comment, alors, baptisera-t-on le virus responsable du SIDA ? *« Rien n'est acquis*, nous a expliqué le professeur Montagnier, *car l'un des points actuels du conflit concerne l'homologie entre ce virus et la famille des HTLV. Pour nous, ce virus n'apparaît pas comme pouvant être considéré de cette famille. »* La compétition, pourtant, ne peut plus se résumer à une opposition franco-américaine : les chercheurs français collaborent avec plusieurs équipes d'outre-Atlantique. *« Il a été établi à Sendaï*, explique le professeur Montagnier, *que le virus poussait* in vitro et in vivo, *dans des lymphocytes* (1) *de chimpanzé. Pour notre part, nous avons démontré avec le centre des maladies infectieuses d'Atlanta, qu'une infection du chimpanzé par le LAV provoquait une diminution des taux de lymphocytes dans la synthèse d'anticorps par l'animal pour ce virus. De plus, avec le National Institute of Health, une infection par le LAV a été à l'origine du décès d'un jeune chimpanzé, après une maladie dont les signes précurseurs étaient identiques à ceux du SIDA. »* La mise au point d'un modèle animal du SIDA constitue aussi une étape essentielle de la réalisation d'un vaccin protecteur.

Côté diagnostic, les Français ont passé un accord avec la firme américaine Genetic Systems pour la mise au point d'un test de dépistage de la présence du LAV dans le sang humain (*le Monde* du 7 juillet). On apprenait ensuite (*le Monde* du 10 juillet) que le ministère américain de la santé avait décidé de contre-attaquer en autorisant cinq firmes pharmaceutiques à produire un test équivalent en collaboration avec l'équipe du professeur Gallo.

« Tout dernièrement, révèle le professeur Montagnier, *nous avons appris que les Américains avaient décidé d'habiliter toutes les firmes pharmaceutiques qui le désireraient pour mettre au point un tel test. »* L'équipe française et Genetic Systems sont, quant à eux, liés par un accord exclusif. Leur test pourrait être commercialisé avant la fin de cette année. Enfin, un autre virus « candidat » à l'origine du SIDA vient de faire son apparition. Il s'agit de l'ARV (AIDS related virus ou virus apparenté au SIDA). Il a été découvert par des chercheurs de l'université de Californie dirigée par le docteur Jay A. Levy. L'annonce de la réussite de son clonage a aussitôt été rendue publique avant toute publication scientifique, par la firme Chiron Corporation, société californienne spécialisée dans les biotechnologies. Une annonce qui ne manque pas de surprendre dans les milieux scientifiques puisqu'il y a un an le docteur Levy était de ceux qui doutaient fortement de l'origine virale de cette maladie.

JEAN-YVES NAU.

(1) Les lymphocytes sont des cellules sanguines qui jouent un rôle essentiel dans la défense immunitaire de l'organisme.

Culture

« JOHNNY HALLYDAY, LA DERNIÈRE IDOLE »
Un livre de Serge Loupien

La saga dynamite

SUPERSTAR hexagonale qui a enfourché un cheval ailé il y a déjà un quart de siècle, Johnny Hallyday continue à symboliser tout ce que le show a d'unique. Parce que, plus qu'à tout autre en France, la musique, ses sonorités, ses paroles, ont procuré à ce prince du rock'n roll et de la chanson une manière de vivre, un comportement.

Johnny Hallyday vieillit bien : si ses chansons, vingt-cinq ans après, tournent autour des mêmes thèmes de l'amour et de la solitude, le chanteur a appris à canaliser ses débordements, à les contenir pour mieux exploser sur scène. Son public se compose à présent de plusieurs générations de jeunes et de moins jeunes impatients de le retrouver pour une célébration chantée : le prochain spectacle au Zénith est déjà assuré d'être complet du 25 octobre au 20 décembre.

Tous ceux qui ont approché Hallyday ont été fascinés un jour ou l'autre par l'incroyable énergie et le bonheur sans mélange distillés sur scène, par une magie réalisée avec des émotions et guidée par un étonnant instinct. Exemple : il maintiendra, jour après jour, en première partie de sa tournée d'automne 1966, et en dépit de l'opposition tumultueuse de son entourage de l'époque et du public, un guitariste noir américain encore inconnu (Jimmi Hendrix) et qui dérangeait par son exploration des sons.

Serge Loupien, journaliste à *Libération*, a suivi l'une des dernières tournées de Johnny Hallyday, puis l'enregistrement d'un album à Nashville avec les « requins » américains de studio dirigés par Charlie McCoy. Il a partagé les nuits blanches de la « bande » constituée aujourd'hui de beaucoup de professionnels et de quelques personnages folkloriques chargés de satisfaire le besoin de l'« idole » de se prouver qu'il est et demeure le numéro un dans sa catégorie. Il a longuement interviewé chacun d'eux : le producteur (Pierre Billon, fils de Patachou et lui-même ancien chanteur), l'ingénieur du son (Charlie Tallent), le parolier (Georges Aber, le roi du « tube » dans les années 60), le photographe (Tony Frank), le médecin (Louis Michelangeli), le cascadeur (Robert « Popeye » Klein), l'adjudant du service militaire (Jean Collet), le pianiste des tout premiers débuts (Marc Hemmler) et bien sûr Lee Hallyday, qui adopta le futur chanteur alors âgé de six ans et l'emmena à travers l'Europe dans ses propres tournées de danseur.

Serge Loupien rapporte crûment ce qu'il a entendu, et certains propos sont ainsi délirants, notamment ceux de Georges Aber, l'adaptateur français de *Black is black (Noir c'est noir)* et de *Da dou ron ron* : *« Supposons qu'il y ait un autre monde. Et que là-haut, au paradis, à la droite de Dieu, on remarque Rimbaud, Verlaine et... Aber. Mais ni Delanoë ni tous ces mecs-là. Qu'est-ce que je rigolerais ! Et que Dieu déclare : « Ah ! mais, attention,*
» la vérité, c'est lui ! Quand » l'amour s'en va, que tout est » fini / Da dou ron ron, bravo ! »

» Et Verlaine, Paulo, en m'accueillant :

« Ah ! Te voilà enfin. Depuis le » temps que je voulais te voir. » Quand l'amour s'en va, que » tout est fini ; mais comment » as-tu trouvé ce truc-là ? »

Moi, gêné :

« Boh, n'exagérons rien : les » sanglots longs des violons de » l'automne, c'est pas mal non » plus. »

« D'accord, mais : quand » l'amour s'en va, que tout est » fini. Da dou ron ron, chapeau ! »

***Johnny Hallyday, la dernière idole* est un beau document brut qui déroule à sa manière la saga hallydayenne, campe avec acuité un chanteur et son pouvoir charismatique.**

CLAUDE FLÉOUTER.

★ Bernard Grasset éd., 250 pages, 75 F, en librairie le 20 septembre.



ET IL A GAGNÉ DIX ANS DE SA VIE

Je ne sais pas si c'est mon meilleur souvenir. En vingt ans d'armée, j'en ai eu des bons, aussi. Mais pour la fin de ma carrière, ça a été une aventure formidable. Mettre les pieds dans un milieu que je ne connaissais pas. Je n'aurais jamais pensé qu'on allait me foutre une vedette sur les bras. Il y a mis du bon vouloir. Ça n'a pas dû être facile au début. J'aurais bien voulu être petit oiseau pour rentrer dans son cerveau et savoir ce qu'il pensait au départ. En tout cas, il ne garde que de bons souvenirs. Comme moi. Donc, ça va. Mais il n'a pas toujours été heureux là-bas. Il a eu des moments durs, aussi. Enfin, ce qu'il fallait, c'était le retaper. Quand il est arrivé, il ne savait pas jouer au volley, il ne savait pas jouer à tout ça. On l'a remis au volley, à la course, à tout. Il a suivi les autres. Jamais il ne s'est plaint. Et il a gagné dix ans de vie. Il le sait. Je lui ai dit quand il est parti. Il en était conscient. Il était dans une forme... Il pesait bien ses 90, 92 kilos. Déjà aux premières répétitions à Durbach, il commençait à suer gras comme une casserole. Parce que quelques jours après il repartait en gala. Autrement, il ne s'enquiquinait pas : il avait sa guitare, il chantait, les autres écoutaient. Quand ça lui prenait, il faisait un petit récital pour la chambrée. Ce n'était plus une chambrée d'ailleurs, tout le monde rappliquait. Mais il ne peut pas dire qu'il a été étouffé. Quand il passait au foyer, c'était : *« Bonjour Johnny, ça va ? »* et c'est tout. Il allait dans son coin et personne ne l'ennuyait. Mais il avait des moments de cafard aussi. Il fallait y faire gaffe. Heureusement que j'étais là. Quand Sylvie ne pouvait pas venir, alors là, c'était la grande crise. La grande déprime. Il prenait son képi, et hop, il radinait à la maison.

« Qu'est-ce qui se passe ?

– Sylvie ne peut pas venir.

– Allez, viens. On va à Durbach. »

On allait là-bas. Il emmenait sa guitare, il chantait, il dansait, il faisait ce qu'il voulait, quoi.

C'est une amitié qu'on ne refait pas. Surtout avec quelqu'un comme lui. Qui aurait pu supposer, qui se serait douté ?

Un vieux con de l'armée qui s'attache à un gars comme ça. Et vice versa.

(Interview de Jean Collet).

CELUI QUI AVAIT TOUS LES DISQUES

Le hall de l'Holiday Inn est presque désert quand Johnny et Nathalie sortent de l'ascenseur, entraînés par les efforts de Tal qui ne cesse de tirer sur la laisse. Seul un type au bar, costar-cravate, lunettes à fine monture, partage ma solitude et mes croissants chauds. Quand il me voit saluer le couple, il s'approche, obséquieux :

« Vous croyez que je peux aller lui serrer la main ?

– Pourquoi pas ? Essayez toujours. Dans l'ensemble, il est plutôt gentil. »

Mon interlocuteur descend alors de son tabouret en voltige et va se planter entre Johnny et Nathalie qui discutent près de l'entrée. Pendant cinq bonnes secondes, ceux-ci demeurent quelque peu interloqués. Jusqu'à ce que l'admirateur, brusquement, comme le dernier soubresaut d'un jouet mécanique, tende une main un peu tremblante que Johnny et Nathalie serrent à tour de rôle. Le type glisse un regard hésitant vers le chien, mais le grognement peu amène de celui-ci décourage sa bonne volonté. Ce n'est tout de même pas le moment de se faire déchiqueter la dextre qui vient de serrer celle de son idole. Qui plus est, par un sale clébard. Retraite vers le bar. Quand il s'assoit à côté de moi, j'ai une vision fugitive du regard que devait avoir Bernadette Soubirous au retour de sa grotte. Le saisissement l'a rendu muet. Très passagèrement. Car il a une nouvelle lueur. L'ampoule clignote :

« Dites, vous croyez que je peux l'inviter à la maison ?

– Là, mon vieux, je ne voudrais pas vous décourager, mais je crois que vous allez essuyer un refus poli.

– Ah bon. Vous croyez ? Parce que j'ai tous ces disques, hein.

– De toute façon, il va partir à Mulhouse dans quelques instants. Pour le concert de ce soir.

– Ah bon. Puisque vous y allez aussi, vous ne pourriez pas attendre seize heures et m'emmener, des fois ?

– Désolé, mais ni l'un ni l'autre. Je suis complet.

– Ah bon. C'est dommage. Ça m'intéresserait bien de savoir comment ça se passe derrière. Parce que vous savez, j'ai tous ses disques, hein ! »

Il s'interrompt un instant pour suivre des yeux la sortie de Johnny, puis reprend, sur un ton de plus en plus fiévreux et incohérent :

« Vous avez vu ? Il est blessé à la jambe. Il ne peut plus faire son rock'n'roll. Et Babeth, qu'est-ce qu'elle devient ? Belle femme, Babeth. Il n'y a personne derrière lui. Tout juste des cloches, comme Téléphone. C'est le plus grand. Il a inventé le rock'n'roll. D'ailleurs, c'est bien simple, j'ai tous ses disques, alors ! »

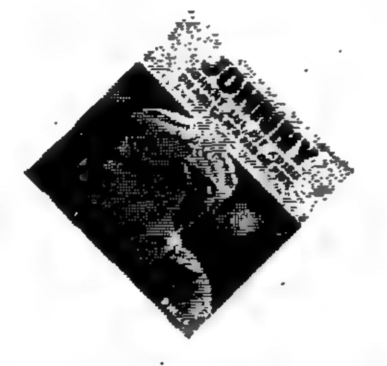
UNE ANNÉE, A NOËL LES MOCASSINS IOWA

En France, je suis la plus grosse superstar. Pourtant, je ne suis pas riche. Parce que je suis honnête. En accord avec moi-même. Tant pis si je ne peux pas m'offrir un avion. Il me reste la ressource d'acheter un billet.

Chez Spat's, c'est le blues time. Au sortir du Kobe Steaks, l'authentique restaurant japonais de Nashville, avec chausse-pieds obligatoire et acrobaties culinaires du serveur-showman qui, une fois n'est pas coutume, s'est fait voler la vedette par une minuscule hôtesse au regard merveilleusement bridé. D'entrée : *« Good evening, messieurs-dames, je viens d'apprendre qu'il y a parmi vous l'ancien mari de Sylvie Vartan. J'aime beaucoup Sylvie Vartan. »*

Johnny entame une nouvelle double vodka on the rocks. Charlie carbure au straight bourbon, Barny et moi collons au wagon. A grandes rasades de cocktails disparates et sirupeux.

« La pauvreté, je connais. Au début, à Paris, nous vivions à quatre dans 25 mètres carrés. Lee travaillait la nuit. Quand il rentrait, il était obligé d'enjamber mon lit. On mangeait de la viande une fois par semaine. Il devait gagner 50 francs par jour. Je me souviens des chaussures trouées que je réparais avec des vieux journaux. Et des vêtements qu'il me donnait parce qu'il ne les portait plus. Une année, à Noël, il m'a offert des mocassins Iowa. A 19,90 francs. J'étais heureux comme tout. Pour la première fois, je pouvais aller au Golf Drouot avec des pompes en bon état. C'est lui, aussi, qui m'a acheté ma première guitare. Avec ses économies. Une Ohio, imitation Fender. Avec des paillettes argentées. Je l'ai toujours, d'ailleurs. Et les tournées ! En traction. Des malles énormes sur la galerie, Lee et Desta, sa femme devant, moi derrière avec ma tante, sa tortue, son chien et son chat. Je n'en pouvais plus.



– Pourquoi ta tante !

– Parce que si on ne l'emmenait pas, elle menaçait de se laisser mourir de faim.

Quelques verres plus loin, nous embrayons sur le disque, maintenant presque achevé. Johnny avoue à Charlie à quel point il est heureux de travailler avec lui, et combien il est satisfait de son équipe.

– They're good, laisse tomber Charlie, pourtant avare de compliments.

– Billon est un bon producteur, affirme Johnny. Il me fait un peu chier avec ses : *« Mon Jojo c'est génial, mon Jojo c'est formidable, mais on va quand même se faire une autre piste... pour le plaisir. »* Ça énerve aussi Nathalie. D'abord, je ne suis pas « son Jojo ». Ensuite, je préfère qu'on me dise clairement que ce n'est pas bon et qu'il faut recommencer. Tout ça parce qu'il a été habitué à travailler avec des gens comme Sardou. Mais quelque part, il est bien. Et surtout, il sait parfaitement s'entourer.

Une fois encore, nous faisons la fermeture de Spats, dans un état approximatif. La soirée n'est pas terminée. Il nous reste un film à visionner : *Friday 13, part III.* Après que Johnny eut téléphoné à Paris afin de faire livrer du muguet à Nathalie. Demain, c'est le 1er mai.

L'ANCIEN ADOLESCENT TIMIDE

Aujourd'hui, Johnny a atteint la quarantaine. Seuil critique pour un rocker. A cet âge-là, Lennon s'est fait tirer comme un lapin tandis qu'Elvis sombrait dans la graisse et le désarroi. Pourtant, il y a belle lurette qu'il a mis les rieurs de son côté. Depuis bientôt un quart de siècle, l'ancien adolescent timide n'a en effet jamais déserté les plus hautes sphères du succès. Un cas unique. Véritable défi à l'indifférence. On l'aime, on l'adore, on le déteste, on le hait. On rompt avec lui le matin pour mieux pouvoir se réconcilier le soir. Comme avec une vieille maîtresse. Quelle que soit l'attitude envisagée, le rapport demeure passionnel. A perpétuité. Les médias ont beau lui tailler les costars les plus divers, de l'invraisemblable à l'indécence, il reste à jamais l'image que chacun veut bien projeter en lui. Une espèce de modèle immuable, inaltérable, parfait jusque dans ses faiblesses. Le catalyseur des désirs cachés de trois générations enfin réconciliées. Une façon de vivre, de penser, de se comporter, condamnée à long terme au nom de principes un jour fatalement archaïques. Le dernier rempart contre l'athéisme techno-pop-industriel. La Dernière Idole.



★ Puccini et la Légion d'honneur.

PUCCINI
Un livre de Mosco Carner

Le mystère préservé

LES opéras de Puccini, depuis quatre-vingts ans, connaissent un succès qui ne se dément pas. S'il était naturel d'en combattre l'esthétique lorsque les nouveautés qu'ils apportaient pouvaient sembler menaçantes, s'il était légitime, par la suite, de montrer les limites de toute esthétique partisane et urgent de cesser de traiter par le mépris le mauvais goût des masses, seul responsable, croyait-on, de la faveur dont jouissaient ces ouvrages envers et contre tout, les choses ont évolué de telle sorte qu'il peut paraître inutile, actuellement, d'écrire pour ou contre Puccini. *La Bohème, la Tosca, Madame Butterfly, Gianni Schicchi* et *Turandot* sont représentés régulièrement sur toutes les scènes. Chacun peut avoir sa préférence pour tel ou tel, voire détester l'un et raffoler de l'autre, mais il n'est plus possible de dénier à l'homme de théâtre un sens exceptionnel de la scène, du rythme dramatique, ni au musicien des qualités d'harmoniste et d'orchestrateur qui forcent l'admiration.

Le premier ouvrage en langue française qu'on puisse qualifier de sérieux est le petit livre d'André Gauthier paru en 1961 dans la collection « Solfèges » (le Seuil). Toujours d'actualité, il a le mérite de permettre au mélomane de réfléchir sur des œuvres qui vont tellement de soi que l'immédiateté de l'effet qu'elles produisent sur le spectateur rend caduque la nécessité d'en parler. Peut-être même devrait-on s'interdire d'écrire sur les œuvres tant qu'elles n'ont pas besoin de cela pour être comprises. Mais si cette première tentative d'examiner l'œuvre au-delà des opinions partisanes ne pouvait, de par ses dimensions, prétendre prêcher que des convaincus, elle laissait la place à une étude plus exhaustive, et c'est ainsi que se présente le *Puccini* de Mosco Carner, dont la traduction par Catherine Ludet est parue chez Lattès avant l'été.

Ecrit en 1958 (et remis à jour en 1974), ce livre possède déjà un parfum d'époque : il appartient à la phase de réhabilitation, et l'auteur, loin de cacher les réticences que lui inspirent parfois les émotions primaires du mélodrame, s'en sert pour montrer qu'il reste lucide dans son admiration. Reconnaissant qu'il manquait quelque chose à Puccini pour être vraiment grand comme Verdi ou Wagner, il s'attache à séparer le bon grain de l'ivraie, ce qui vaut mieux, bien entendu, que l'hagiographie pure et simple, mais limite parfois la portée de l'ouvrage.

Il n'en reste pas moins que cette biographie critique (c'est le sous-titre de l'original anglais), avec trois cents pages sur l'homme et deux cents sur l'œuvre, représente une somme d'informations sans égale à ce jour. Une place particulière est accordée aux lettres de Puccini, de ses collaborateurs et de son éditeur, enrichies de commentaires sur ce qu'elles révèlent dans la méthode de travail et la psychologie si déroutante d'un compositeur apparemment comblé et sans problèmes.

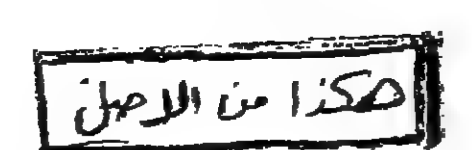
Le bien est l'ennemi du mieux

Tous ceux, écrivains ou musiciens, qui s'attaquent actuellement à la question de l'opéra ou du théâtre musical pourraient tirer profit de ces échanges d'idées parfois âpres, de ces exigences tyranniques, mais fondées, d'un compositeur qui ne se satisfaisait jamais de solutions toutes faites. L'examen des nombreux projets d'opéras rejetés après avoir été poussés plus ou moins loin n'est pas moins instructif : le doute, l'autocritique et la certitude que le bien est l'ennemi du mieux sont des démons assez fugaces pour qu'on ne perde pas une occasion de les fréquenter.

Dans la partie analytique de son livre, Mosco Carner s'attache à comparer le livret avec la pièce ou le roman dont il s'inspire (ou avec d'autres opéras sur le même sujet). Le recours aux exemples musicaux n'est pas systématique : les motifs cités ne sont pas, comme il arrive souvent, des béquilles pour soutenir une description défaillante, mais alimentent un commentaire synthétique qui va au-delà de la pseudo-analyse, aussi illisible pour le musicien que pour l'amateur, dont on abuse depuis quelques années en matière d'opéra. Sans le moindre pédantisme, l'auteur nous invite seulement à nous arrêter sur certains points que nous connaissons déjà par l'audition, et ne se soucie pas de faire sortir des souris d'un chapeau en promettant des lapins : Puccini n'était pas un intellectuel, il se préoccupait seulement d'émouvoir, *le comment* n'ayant d'importance à ses yeux que relativement au résultat réellement obtenu. Mosco Carner a réussi à écrire six cents pages sans émousser l'espèce de naïveté que le compositeur exige de ses auditeurs, et ce n'est pas la moindre qualité de son livre.

GÉRARD CONDÉ.

★ PUCCINI, par Mosco Carner. Editeur Jean-Claude Lattès, 616 pages, 280 F.





théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

BIJOU-POUCHAIN : Théâtre Fontaine (874-74-40) sam. à 17 h 30.

LA MÉGÈRE APPRIVOISÉE : Porte Saint-Martin (607-37-53), sam. 20 h 30, dim. 14 h 30.

WEST SADE STORY : Nanterre, Théâtre par le Bas (775-91-64), sam., 20 h 45.

LA DERNIÈRE CLASSE : Mathurins (265-90-00), sam. à 18 h ; dim. à 15 h 30.

LES ENFANTS TERRIBLES : Musée Grévin (608-04-32), sam., 20 h 30.

C'EST QUOI L'AMOUR : Théâtre de la Plaine (842-32-25), sam., 20 h 30 ; dim. à 17 h.

LE MISANTHROPE : Comédie française (296-10-20), dim. 14 h 30.

Les salles subventionnées

COMÉDIE FRANÇAISE (296-10-20), sam., dim. 20 h 30 : la Critique de l'Ecole des femmes ; l'Ecole des femmes.

THÉATRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83), voir Festival d'automne.

BEAUBOURG (277-12-33) Cinéma-vidéo : sam., dim., 16 h, Samson François joue le concerto nº 2 de Chopin, de C. Santelli ; à 19 h : The secret agent, de J. Ochs ; sam., dim., 18 h 30, le Château, de R. Noelte ; sam., dim., 16 h : la Métamorphose, de I. Dvorak ; Théâtre-Danse : sam., dim., 20 h 30 : Autour d'une porte, de P. Byland et C. Tarba.

CARRÉ SILVIA MONFORT (531-28-34), sam., 20 h 30, dim., 16 h : la Panne.

Les autres salles

A DEJAZET (887-97-34), sam. 21 h, dim. 16 h : les Mucioms.

ANTOINE-S. BERRIAU (208-77-71), sam. 20 h 45, dim. 15 h : Nos premiers adieux.

ARTS-HÉBERTOT (387-23-23), sam. 20 h 30, dim. 15 h : le Nouveau Testament.

ASTELLE-THÉATRE (238-35-53), sam. 20 h 30 : l'Amour en visite à l'école des veuves.

BASTILLE (357-42-14), sam. 21 h, dim., 17 h : Andromaque.

BOUFFES PARISIENS (296-60-24), sam. 21 h, dim. 15 h : Madame, pas dame.

THÉATRE A. BOURVIL (373-47-84), sam. 21 h 15 : Y'en a marr...ez vous ?

C3B (524-48-42), sam.-dim, 21 h : la Brasserie du bonheur.

CITHEA (357-99-26), sam. 22 h : la Folie des grandeurs.

COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), sam. 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30 : Reviens dormir à l'Elysée.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-37-21), sam. 17 h et 20 h 45, dim. 15 h 30 : Léocadia.

COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : Messieurs les ronds-de-cuir.

DÉCHARGEURS (236-00-02), sam. 21 h : Château de carton.

DIX HEURES (606-07-48), sam. 20 h : Histoire de clowns ; 21 h : l'Ours ; 22 h : la Mouche et le Pantin.

EDOUARD-VII (742-57-49), sam. 18 h et 21 h 30, dim. 15 h : Désiré.

ESSAION (278-46-42), sam. 21 h : le Journal de Marie Bashkirtseff.

GAITE-MONTPARNASSE (322-16-18), sam. 20 h 45, dim. 14 h 30 et 18 h 30 : Grand-père.

HUCHETTE (326-38-99), sam. 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon.

LA BRUYÈRE (874-76-99), sam. 21 h, dim. 15 h : Il pleut sur le bitume.

LUCERNAIRE (544-57-34), sam. I. 18 h 30 : Pas ; 20 h 15 : le Sang des fleurs ; 22 h 30 : Hiroshima, mon amour. II. 18 h 30 : la Voix humaine ; 20 h 15 : Journal intime de Sally Mara ; 22 h 15 : Du côté de chez Colette.

MARIGNY (225-20-74), sam. 18 h 30 et 21 h 45, dim. 15 h : le Don d'Adèle.

MICHEL (265-35-02), sam. 18 h 30 et 21 h 30 : On dînera au lit.

MICHODIÈRE (742-95-22), sam. 21 h, dim. 15 h 30 : J'ai deux mots à vous dire.

MOGADOR (285-28-80), sam. 21 h, dim. 16 h 30 : Cyrano de Bergerac.

MONTPARNASSE (320-89-90), sam. 20 h 30, dim. 16 h : la Salle à manger.

NOUVEAUTÉS (770-52-76), sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : l'Entourloupe.

PALAIS-ROYAL (297-59-81), sam. 20 h 45, dim. 15 h 30 : le Dindon.

PÉNICHE THÉATRE (245-18-20), sam. 21 h : le Principe de solitude.

PRÉSENT (203-02-55), sam. 20 h 30, dim. 17 h : les Fantastiques Aventures du comte de Saint-Germain.

SAINT-GEORGES (878-63-47), sam. 18 h et 21 h : Théâtre de Bouvard.

TEMPLIERS (303-76-49), 20 h 30 : la Balade de Monsieur Tadeuz.

THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), sam. 20 h 15 : les Babas-cadres ; sam. 22 h et 23 h 30 : Nous on fait où on nous dit de faire.

THÉATRE 3 SUR 4 (327-09-16), sam. 20 h 30 : Psy cause toujours.

TOURTOUR (887-82-48), sam. 20 h 30 : Vie et Mort de Pier Paolo Pasolini.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), sam., 21 h, dim. 15 h 30 : On perd les pétales.

DEUX ANES (606-10-26), sam., 21 h : mat. dim 15 h 30 : l'Impôt et les Os.

La danse

COUR DE LA MAIRIE DU IVe (278-60-56), sam., dim., 21 h (dern.) : Ballets historiques du Marais.

Le music-hall

BATACLAN (700-30-12), dim., 21 h : Benito Gutmacher.

BOUFFES DU NORD (239-34-50), sam., 20 h 30 : Milva et Astor Piazzolla.

CAVEAU DES OUBLIETTES (354-94-97), sam., dim., 21 h : Chansons françaises.

DAUNOU (261-69-14), sam., 21 h ; dim. 15 h 30 : From Harlem to Broadway.

GOLESTAN (542-78-41), sam., dim., 19 h : les Mille et une nuits.

LUCERNAIRE (544-57-34), sam., 22 h 30 : A. Tomo, 21 h : Serge Kerval.

OLYMPIA (742-25-49) sam., dim., 21 h : William Sheller (dern.).

THEATRE NOIR (346-91-93) sam., dim., 20 h 30 : l'Aire de Shango.

ZENITH (245-44-44), sam., 20 h 30, Dim. 16 h : France Gall.

OPERA

MAISON DES CULTURES DU MONDE (544-72-30), sam., 20 h 30 : Donna Giovanni (Théâtre chanté).

Les concerts

SAMEDI 15

Sainte-Chapelle, 19 h : Ensemble Organum de Paris, dir : M. Perez.

Eglise Saint-Merry, 21 h : Ensemble vocal et instrumental C. Vila.

DIMANCHE 16

Eglise Saint-Merry, 16 h : Ch. Deslafontaine, J.-P. Jaccard (Fauré, Mozart, Haendel).

Eglise Saint-Louis des Invalides, 17 h : J. Herbillon, D. Breda (Bach, Vierne, Fauré).

Chapelle Saint-Louis de la Salpêtrière, 16 h 30 : N. Pien (Sweelinck, Bach, Buxtehude).

Notre-Dame de Paris, 17 h 45 : Ph. Sauvage (Franck, Tournemire, Langlais).

Le Monde Informations Spectacles
281 26 20
Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)
Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Samedi 15 - Dimanche 16 septembre

Festivals

XIXe FESTIVAL ESTIVAL DE PARIS (549-14-83)

Bateaux-Mouches, Sam. 15 h 30 : Quatuor de saxophones (Singelle, Vellones, Weil).

Sainte-Chapelle, Sam. 19 h : Ensemble Organum de Paris, dir. M. Perez.

FESTIVAL D'AUTOMNE (296-12-27)

Théâtre Musical de Paris, sam. 14 h 30 et 20 h 30 ; Dim. 14 h 30 : Tango argentino.

EN RÉGION PARISIENNE

XVIe FESTIVAL DE SCEAUX (660-07-79)

ORANGERIE DU CHATEAU, Sam. 17 h 30 : Orchestre de chambre B. Thomas, R. Fontaine (Stamitz, Vivaldi, Bartok...) ; Dim. 11 h : Orchestre de chambre B. Thomas, J. Borsarello, C. Bobesco (Vivaldi, Telemann) ; à 17 h 30 : P. Tortelier ; de la Pau (Schubert, Fauré, Beethoven...).

cinéma

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

SAMEDI 15 SEPTEMBRE

15 h, Partir, de M. Tourneur ; 17 h, la Dame aux camélias, de R. Bernard ; 19 h, Carte blanche et noire à Wim Wenders : Quai des brumes, de M. Carné ; 21 h : Soixante-dix ans d'Universal : Spartacus, de S. Kubrick.

DIMANCHE 16 SEPTEMBRE

15 h, le Roi du cirage, de P. Colombier ; 17 h, A vingt-trois pas du mystère, de H. Hathaway ; 19 h, Carte blanche et noire à Wim Wenders : Bande à part, de J.-L. Godard ; 21 h, Soixante-dix ans d'Universal : American Graffiti, de G. Lucas.

BEAUBOURG (278-35-57)

SAMEDI 15 SEPTEMBRE

15 h, Rudolph Valentino : le Fils du cheik, de G. Fitzmaurice ; 17 h, cinéma japonais (films historiques) : le Troisième Kagemusha, d'U. Inoue ; 19 h, Samouraï Vendetta, de K. Mori ; 21 h, Deauville 84 : Suburbia, de P. Spheeris.

DIMANCHE 16 SEPTEMBRE

15 h, Lilian Gish : Judith de Bethulie, de D. W. Griffith ; 17 h, cinéma japonais (films historiques) : Jirocho du mont Fuji, de K. Mori ; 19 h, Sanjuro, d'A. Kurosawa ; 21 h, Deauville 84 : Blood Simple, de J. Coen.

Les exclusivités

A COUPS DE CROSSE (Franco-Esp.), (*), (v.f.) : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

A LA POURSUITE DU DIAMANT VERT (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94).

ALSINO Y EL CONDOR (Nicaragua, v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).

L'AMOUR A MORT (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Gaumont Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

ANGEL (A.), (*) : v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Ermitage, 8e (563-16-16) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

LE BAL (Fr.-It.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Denfert (h. sp.), 14e (321-41-01).

LE BON ROI DAGOBERT (Franco-It., v.f.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Montparnasse, 8e (574-94-94) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Images, 18e (522-47-94) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

LES BRÉSILIENNES DU BOIS DE BOULOGNE (Fr.) (**) : Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

BUSH MAMA (A., v.o.) : Républic Cinéma, 11e (805-51-33).

CARMEN (Esp., v.o.) : Calypso, 17e (380-03-11).

CARMEN (Franco-It.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; Publicis Matignon, 8e (359-31-97).

C'EST LA FAUTE A RIO (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (563-16-16). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (575-94-94).

CONAN LE DESTRUCTEUR (A.), (v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Ermitage, 8e (563-16-16) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Bastille, 12e (307-54-40) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

CONTRE TOUTE ATTENTE (A., v.o.) : George V, 8e (562-41-46).

DIVA (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32.

DORTOIR DES GRANDES (Fr.) (**) : Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

EMMANUELLE IV (**) (V. Ang., V.f.) : George V, 8e (562-41-46).

ET VOGUE LE NAVIRE (It., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71).

L'ÉTOFFE DES HÉROS (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (723-69-23).

LA FEMME PUBLIQUE (*) (Fr.) : Arcades, 2e (233-54-58) ; Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Monte Carlo, 8e (225-09-83) ; Marignan, 8e (359-92-82).

FORT SAGANNE (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Club de l'Etoile, 17e (380-42-05).

LA FRANCE INTERDITE (**) (Fr.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40).

FRANKENSTEIN 90 (Fr.) : George V, 8e (562-41-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

LE FUTUR EST FEMME (It., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (561-94-95) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (574-94-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Pathé-Clichy, 18e (522-46-01).

LA GARCE (Fr.) (*) : Forum Orient Express, 2e (233-42-26) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Gaumont Colisée, 8e (359-29-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

LES GRANDES VACANCES DE DONALD (A., v.f.) : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; George V, 8e (562-41-46) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Montparnos, 14e (327-53-37).

HISTOIRE D'O Nº 2 (Fr.) (**) : George V, 8e (562-41-46) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Miramar, 14e (320-89-52).

HOTEL NEW HAMPSHIRE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : UGC Boulevard, 9e (574-95-40).

IL ÉTAIT UNE FOIS EN AMÉRIQUE (A., v.o.) : UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70).

LISTE NOIRE (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

LOCAL HERO (Brit., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

LES MALHEURS DE HEIDI (A., v.f.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (Fr.), Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Studio Cujas, 5e (354-89-22) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Olympic Entrepôt, 14e (545-35-38) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; PLM Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair, 16e (525-27-06).

PAVILLONS LOINTAINS (Ang., v.o.) : UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23). – V.f. : UGC Boulevard, 9e (574-94-40).

PINOT SIMPLE FLIC (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82).

LA PIRATE (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

POLICE ACADEMY (A., v.o.) : Forum, 1er (297-43-74) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; George V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (320-30-19). – V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; La Bastille, 12e (307-54-40) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; MMistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Gaumont Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94).

PRÉNOM CARMEN (Fr.) : Grand Pavois (h. sp.), 15e (554-46-85).

PRIS AU PIÈGE (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83). – V.f. : Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

ROAR (A., v.o.) : George V, 8e (562-41-46). – V.f. : Lumière, 9e (246-49-07) ; Bastille, 12e (307-54-40) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

LA SMALA (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (544-94-94) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Images, 18e (522-47-94).

SUDDEN IMPACT (A., v.o.) (*) : UGC Danton, 6e (225-10-30) ; George V, 8e (562-41-46) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; Marignan, 8e (359-92-82). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

LE TARTUFFE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; La Pagode, 7e (705-12-15) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

TIR A VUE (Fr.) (*) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

TOOTSIE (A., v.o. et v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LA TRICHE (Fr.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

LA ULTIMA CENA (Cub.) : Denfert, 14e (321-41-01).

UN AMOUR DE SWANN (Fr.) : Calypso, 17e (380-03-11).

UN BON PETIT DIABLE (Fr.) : Calypso, 17e (380-03-11).

UNDER FIRE (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Biarritz, 8e (723-69-23).

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) : Cinoches, 6e (633-10-82) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08).

UN HOMME PARMI LES LOUPS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (755-63-42).

VIVA LA VIE (Fr.) : UGC Biarritz, 8e (722-69-23).

VIVE LES FEMMES (Fr.) : UGC Marbeuf, 8e (516-94-95).

V'LA LES SCHTROUMPFS (A., v.f.) : Calypso, 17e (380-30-11).

LE VOYAGE (Fr.) : Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

XTRO (Angl., v.f.) (*) : Lumière, 9e (246-49-07).

YENTL (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (576-94-95).

LES FILMS NOUVEAUX

AU-DESSOUS DU VOLCAN, film américain de John Huston, v.o., Forum Arc-en-Ciel, 1er (297-53-74) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; 3-Parnassiens, 14e (320-30-19) ; PLM Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50) ; v.f., Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

BESOIN D'AMOUR, film américain de Jerry Schatzberg, v.o., Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; 7 Parnassiens, 14e (329-83-11) ; v.f., Saint-Lazare Pasquier, 2e (387-35-43) ; Gaumont Berlitz, 2e (742-60-33) ; Maxeville, 9e (770-72-86) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

INDIANA JONES ET LE TEMPLE MAUDIT, film américain de Steven Spielberg : v.o., Forum Arc-en-Ciel, 1er (297-53-74) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f., Grand Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont convention, 15e (828-42-27) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

Dans une série composée de grandes comédies américaines, le grand prix du 2e Festival VIDÉO-THOMSON de Deauville a été remporté par le film :
« ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES »
de Frank Capra
distribué par Warner Home Video
Le jury était composé de :
Michel Audiard, Laredj Karsalu, Jean-Claude Romer, Robert Sabatier, Claude Zidi.
Les films en compétition dans cette série étaient :
– M.A.S.H., *de Robert Altman* ;
– Prends l'oseille et tire-toi, *de Woody Allen* ;
– Les Producteurs, *de Mel Brooks* ;
– Top Hat, *de Mark Sandrich* ;
– Victor Victoria, *de Blake Edwards*.

Les grandes reprises

ALEXANDRE NEWSKY (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80).

L'ANGE DES MAUDITS (A., v.o.) : Action Rive gauche, 5e (329-44-40).

L'ARNAQUE (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; George-V, 8e (562-41-46). – V.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

BARRY LYNDON (Angl., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

BLADE RUNNER (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71). – V.f. : Opéra Night, 2e (296-62-56).

CITIZEN KANE (A., v.o.) : Calypso, 17e (380-03-11).

CORRESPONDANT 17 (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-80-25).

DÉLIVRANCE (A., v.o.) (*) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

DE L'OR EN BARRE (Ang., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

LE DERNIER TANGO A PARIS (It., v.o.) (**) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

LA DÉROBADE (Fr.) (**) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Balzac, 8e (561-10-60) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bost.-A.) : George V, 8e (562-41-46). – V.f. : Impérial, 2e (233-56-70).

LES DIX COMMANDEMENTS (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93).

DON GIOVANNI (It., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Gaumont Colisée, 8e (359-29-46) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

EL (Mex., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

EMMANUELLE (Fr.) (**) : Paramount City, 8e (562-45-76).

L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE (A., v.o.-v.f.) : Escurial, 13e (707-28-04).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

FENÊTRE SUR COUR (A., v.o.) : Reflet Quartier Latin, 5e (326-84-65).

FRITZ THE CAT (A., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).

HAIR (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

HAROLD ET MAUD (A., v.o.) : André-Bazin, 13e (337-74-39).

HIROSHIMA MON AMOUR (Fr.) : Movies, 1er (260-43-99).

L'HOMME QUI EN SAVAIT TROP (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17).

IL BIDONE (It., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

IL ÉTAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).

L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (Fr.) (**) : Épée de Bois, 5e (337-57-47).

KAGEMUSHA (Jap., v.f.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37).

LAWRENCE D'ARABIE (A., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

LA MAIN AU COLLET (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Lincoln, 8e (359-36-14). – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

MAIS QUI A TUÉ HARRY ? (A., v.o.) : Logos, 5e (354-42-34) ; UGC Marbeuf, 8e (576-94-95).

MEURTRE D'UN BOOKMAKER CHINOIS (ex-LE BAL DES VAURIENS) (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68).

METROPOLIS (All.) : Forum, 1er (297-53-74) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Rex, 2e (236-83-93).

MONTY PYTHON, SACRÉ GRAAL (Angl., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).

MONTY PYTHON, LA VIE DE BRIAN (Ang., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38).

L'OMBRE D'UN DOUTE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30) ; Action La Fayette, 9e (329-79-38).

ORANGE MÉCANIQUE (A., v.f.) (**) : Lumière, 9e (246-49-07).

LE PIGEON II (HOLD-UP A LA MILANAISE) (It., v.o.) : Logos I, 5e (354-43-34).

PINK FLAMINGOS (A., v.o.), (**) : Movies, 1er (260-43-99).

PLUS FORT QUE LE DIABLE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30).

POURQUOI PAS (Fr.) : Ciné 13 Première, 18e (259-62-75).

LES RAISINS DE LA COLÈRE (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

RASHOMON (Jap., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

LA SOIF DU MAL (A., v.o.) : Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23).

SUEURS FROIDES (A., v.o.) : Logos II, 5e (354-42-34).

TCHAO PANTIN (Fr.) : Cinéma Présent, 19e (203-02-55) ; Grand Pavois (Hsp), 14e (554-46-85).

THE SERVANT (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

TO BE OR NOT TO BE (Lubitsch), (A., v.o.) : Saint-André des Arts, 6e (326-48-18).

TRISTANA (Fr., It., Esp.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; 14-Juillet Parnasse, 14e (326-58-00).

TUEURS A GAGES (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (329-11-30).

UNE ÉTOILE EST NÉE (A., v.o.) (vers. intégr.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Lincoln, 8e (359-36-14).

LA VIE D'ARCHIBALD DE LA CRUZ (Mex., v.o.) : Saint-Séverin, 5e (354-50-91).

VICTOR VICTORIA (A., v.o.) : Épée de Bois, 5e (337-57-47).

WEST SIDE STORY (A., v.o.) : Balzac, 8e (561-10-60).

ZABRISKIE POINT (A., v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97).

PARIS EN VISITES

LUNDI 17 SEPTEMBRE

«Le Marais», 14 h 30, métro Saint-Paul, Mme Duhesme.

«Les places royales», 15 heures, place Vendôme, ministère de la justice, Mme Colin.

«Les appartements royaux du Louvre», 15 heures, porte Denon, Mme Saint-Girons (Caisse nationale des monuments historiques).

«Le Sénat», 15 heures, 15, rue de Vaugirard (Arts et curiosités de Paris).

«La franc-maçonnerie», 15 heures, 16, rue Cadet (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

«Le Marais», 21 heures, métro Pont-Marie (les Flâneries).

«Le Palais de justice», 15 heures, métro Cité (Mme Hauller).

«Le Père-Lachaise», 15 heures, entrée boulevard de Ménilmontant (P.-Y. Jaslet).

«Cimetières Saint-Pierre et Saint-Vincent», 14 heures, funiculaire de Montmartre (V. de Langlade).

«L'Hôtel-Dieu autrefois», 14 h 30, entrée parvis Notre-Dame (Paris autrefois).

«Cour des Miracles», 15 heures, métro Bonne-Nouvelle (M. Pohyer).

«Le Marais», 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

France / services

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 15 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF1



20 h 35 Téléfilm : Tout comme un homme.
De R. Sullivan. Avec C. Millet, A. Sachs, X. Saint-Macary...
Catherine, jeune journaliste dynamique, rencontre Jérôme, qui vit de l'air du temps et qu'elle entretient.
22 h 5 Droit de réponse, l'esprit de contradiction.
Emission de Michel Polac. – M. le Maire.
Avec des maires, des conseillers généraux, des préfets et des administrés.
0 h 6 Journal.
0 h 15 Ouvert la nuit.
Nouvelle émission en deux parties. La première diffuse un court métrage d'Alfred Hitchcock. A 0 h 40 : « Extérieurs nuit », un magazine de Michel Cardoze sur la vie nocturne.

DEUXIÈME CHAINE : A2

20 h 35 Variétés : Champs-Elysées.
De Michel Drucker.
Autour de Serge Lama, C. Delaroche, Art Company, M. Polnareff, J. Iglésias, D. Ross, Popeck...



22 h 5 Magazine : Les enfants du rock.
Balavoine interprète une demi-douzaine de ses succès.
23 h 20 Journal.
23 h 40 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR3

20 h 35 Feuilleton : Dynastie.
21 h 25 Série : Laurel et Hardy.
Têtes de pioches, de J. Blystone, avec S. Laurel et O. Hardy (rediff.).
22 h 20 Journal.
22 h 40 Musiclub.

FR 3 : PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 35 L'invité PIC.
18 h Troisième rang face : l'actualité des spectacles.
18 h 25 Un trait c'est tout : Plora et l'actualité.
18 h 30 Clip-clap : chanson et cinéma français.
19 h Magazine du jazz.
19 h 15 Informations.
19 h 50 Atout PIC : Serge Moati.

FRANCE-CULTURE

19 h 20 Tant qu'il y aura des bistrots : avec F. Meyer, C. Lepidis.
21 h 35 Aquarium.
21 h 50 Musique : Accord final.
22 h 30 Du côté de l'entreprise.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (donné au Festival de Salzbourg 1984) : *Symphonie concertante pour violon, alto et orchestre en mi bémol majeur*, de Mozart ; *Motet BWV 227*, de Bach, *Symphonie n° 4 en mi majeur « Romantique »*, de Bruckner.
22 h 34 Programme musical : Hugo Wolf.
23 h Les soirées de France-Musique.

Dimanche 16 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF1

8 h 45 Journal.
9 h Emission islamique.
9 h 15 A Bible ouverte.
9 h 30 La source de vie.
10 h Présence protestante.
10 h 30 Le jour du Seigneur.
11 h Messe avec les bénédictines de Saint-Thierry.
12 h Midi presse.
Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., est l'invité de cette nouvelle émission animée par Pierre-Luc Séguillon.
12 h 30 La séquence du spectateur.
13 h Journal.
13 h 25 Série : Agence tous risques.
14 h 20 Sports-dimanche.
16 h 30 Variétés : La belle vie.
Sacha Distel accueille les célébrités du monde du spectacle.
17 h 30 Les animaux du monde.
La musaraigne aquatique.
18 h Série : les Plouffe.
19 h Magazine : 7 sur 7.
C'est Anne Sinclair qui présente cette semaine le magazine avec comme invité : M. François Léotard.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma : Dernier domicile connu.
Film français de José Giovanni (1969), avec L. Ventura, M. Jobert, M. Constantin, J. Sobieski, A. Mottet, (rediff.).
Réalisme psychologique et social, excellente interprétation.
22 h 20 Sports dimanche.
Magazine de J.-M. Leulliot.
23 h 15 Journal.
23 h 30 Clignotant.

DEUXIÈME CHAINE : A2

9 h 30 Journal et météo.
9 h 40 Récré A2 : Candy.
10 h 10 Les chevaux du tiercé.
10 h 40 Gym tonic.
11 h 15 Dimanche Martin.
Entrez les artistes.
12 h 45 Journal.
13 h 20 Dimanche Martin (suite). Si j'ai bonne mémoire.
14 h 30 Série : Le juge et le pilote.
Premier épisode.
15 h 20, L'école des fans ; 16 h 5, Dessin animé ; 16 h 25, Thé dansant.
17 h 5 Disney dimanche.
17 h 55 Stade 2.
18 h 55 Feuilleton : Le mystérieux docteur Cornélius.
De M. Frydland.
Une comédie burlesque peuplée – exprès – de bons et de méchants.
20 h Journal.
20 h 35 Jeu : La chasse aux trésors.
Dans la région de Gruyère, en Suisse.
21 h 40 Document : Nous te saluons, gentil Rousseau.
De Y. Le Pichon, réal. de J.-L. Fournier.
L'œuvre fantastique et la vie fantasque du Douanier Rousseau. Portrait de l'artiste en fiction.
22 h 35 Concert : Berlioz.
Enregistré au Théâtre des Champs-Élysées en novembre 1981.

23 h 25 Journal.
23 h 45 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR3

12 h Oser.
13 h Quatre-vingt-quatre, par le GMF.
18 h 30 Emissions pour la jeunesse.
19 h 40 RFO Hebdo.
20 h Merci Bernard.
Merci Bernard revient.
20 h 35 Foi d'anar, ou portrait d'un anarchiste : Maurice Joyeux.
De J. Lamant, réal. P. Boulnin.
Une profonde conviction d'« anarcho-syndicaliste », toujours aux prises avec la bourgeoisie qu'il qualifie de « fin de race ».
21 h 35 Aspects du court métrage français.
Roses rouges, de D. Sauvegrain.
22 h 5 Journal.
22 h 30 Cinéma de minuit (cycle cinéma italien) : Casanova, un adolescent à Venise.
Film italien de L. Comencini (1969), avec L. Whiting, C. de Kunert, M.G. Buccella, S. Berger, L. Stander (v.o. sous-titrée)
Admirable reconstitution des mœurs du XVIIIe siècle, années d'apprentissage du célèbre séducteur.
0 h 30 Prélude à la nuit.

FRANCE CULTURE

12 h 5 Le cri du homard.
12 h 30 Lettre ouverte à l'auteur.
12 h 45 Musique : Le Rhin (à 16 h 30 et 23 h).
14 h 30 La Comédie-Française présente le Théâtre profane de Marguerite de Navarre.
17 h 30 Rencontre avec... Breyten Breytenbach.
18 h 30 Un musée, un chef-d'œuvre : Musée de Pau (Degas).
19 h 10 Le cinéma des cinéastes.
20 h Albatros.
20 h 40 Dans le village des gabares.
23 h Musique : Le Rhin.

FRANCE MUSIQUE

12 h 5 Magazine international.
14 h 4 Disques compacts : œuvres de Haydn, Liszt, Ravel, Weber, Mozart.
17 h Comment l'entendez-vous ? « l'Absence » par Charles Rosen, pianiste et musicologue.
19 h 5 Jazz vivant : McCoy Tyner.
20 h 4 Présentation du concert.
20 h 30 Concert (donné au Carnegie Hall de New-York le 24 octobre 1948).
23 h Les soirées de France-Musique.

TRIBUNES ET DÉBATS

DIMANCHE 16 SEPTEMBRE

– *M. Lionel Jospin*, premier secrétaire du Parti socialiste, est l'invité de l'émission « Midi presse » sur TF 1, à 12 heures.

– *M. Jean-Pierre Fourcade*, ancien ministre, sénateur des Hauts-de-Seine, participe au « Forum » de RMC, à 12 h 30.

– *M. Henri Krasucki*, secrétaire général de la CGT, est reçu au « Grand Jury RTL - *le Monde* » sur RTL, à 18 h 15.

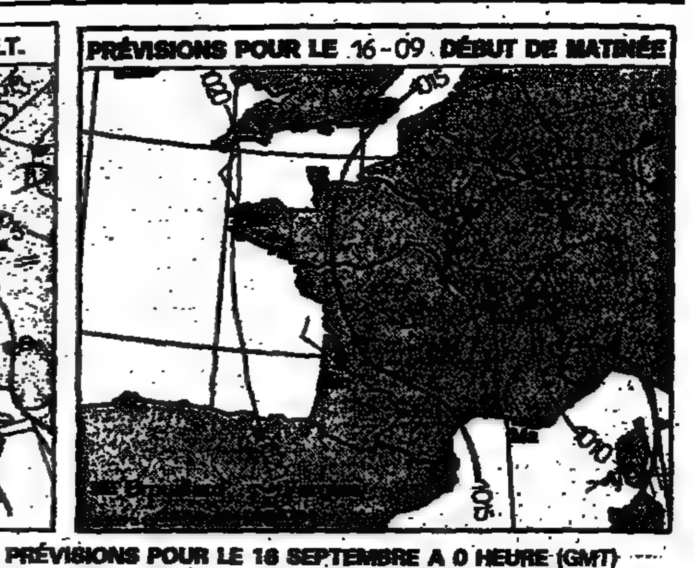
– *M. François Léotard*, secrétaire général du Parti républicain, est le témoin de la semaine du magazine « 7 sur 7 » sur TF 1, à 19 heures.

– *M. Philippe Séguin*, député-maire d'Epinal (RPR), répond aux questions des journalistes du « Club de la presse » sur Europe 1, à 19 h 15.

LUNDI 17 SEPTEMBRE

– *M. Bernard Pons*, secrétaire général du RPR, est l'invité de l'émission « Face au public » sur France-Inter, à 19 h 15.

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le samedi 15 septembre à 0 heure et le dimanche 16 septembre à 24 heures.

En altitude, un minimum avec goutte froide, centré samedi matin sur le Benelux, se déplace vers le sud-est. Cette configuration entraîne la circulation sur la France d'air instable. Mais une dorsale atlantique exerce progressivement une influence favorable par l'ouest.

Dimanche, le temps sera pluvio-orageux avec nébulosité forte de la Corse aux Alpes, à la Bourgogne et aux Vosges.

De la Bretagne au Poitou et à l'Aquitaine, le temps sera beau. Ailleurs, il sera encore variable avec des averses, en particulier sur le Massif Central et les Pyrénées. Mais elles deviendront moins fréquentes, et les éclaircies s'élargiront par l'ouest. De plus, le mistral, de son côté, dégagera le ciel.

Les températures minimales seront en légère baisse sur le Massif Central avec 8 à 10 degrés, en baisse sur les régions méditerranéennes avec 14 à 16 degrés, stationnaires ailleurs, soit 10 à 15 degrés.

Les maxima atteindront 21 à 23 degrés sur les régions méridionales, 18 à 21 degrés ailleurs.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 15 septembre à 8 heures, de 1010,8 millibars, soit 758,2 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 14 septembre ; le second le minimum de la nuit du 14 au 15 septembre) : Ajaccio, 25 et 15 degrés ; Biarritz, 21 et 17 ; Bordeaux, 23 et 13 ; Bourges, 18 et 9 ; Brest, 19 et 11 ; Caen, 21 et 13 ; Cherbourg, 18 et 14 ; Clermont-Ferrand, 23 et 11 ; Dijon, 20 et 10 ; Grenoble-St-M.-H., 27 et 14 ; Grenoble-St-Geoirs, 22 et 13 ; Lille, 19 et 13 ; Lyon, 25 et 13 ; Marseille-Marignane, 23 et 17 ; Nancy, 23 et 12 ; Nantes, 22 et 11 ; Nice-Côte d'Azur, 23 et 17 ; Paris-Montsouris, 20 et 14 ; Paris-Orly, 19 et 13 ; Pau, 20 et 15 ; Perpignan, 28 et 18 ; Rennes, 22 et 12 ; Strasbourg, 24 et 13 ; Tours, 19 et 11 ; Toulouse, 21 et 15 ; Pointe-à-Pitre, 31 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 29 et 19 degrés ; Amsterdam, 19 et 12 ; Athènes, 31 et 19 ; Berlin, 21 et 13 ; Bonn, 22 et 14 ; Bruxelles, 19 et 14 ; Le Caire, 31 (maximum) ; îles Canaries, 27 et 21 ; Copenhague, 12 et 9 ; Dakar, 32 et 23 ; Djerba, 33 et 21 ; Genève, 24 et 11 ; Istanbul, 28 et 16 ; Jérusalem, 25 et 13 ; Lisbonne, 29 et 17 ; Londres, 18 et 13 ; Luxembourg, 19 et 12 ; Madrid, 31 et 15 ; Montréal, 19 et 8 ; Moscou, 13 et 7 ; Nairobi, 27 et 12 ; New-York, 27 et 20 ; Palma-de-Majorque, 30 et 18 ; Rio-de-Janeiro, 23 et 18 ; Rome, 26 et 17 ; Stockholm, 15 et 8 ; Tozeur, 35 et 25 ; Tunis, 30 et 21.

PRÉVISIONS POUR LE 16 SEPTEMBRE A 0 HEURE (GMT)

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au *Journal officiel* du samedi 15 septembre :

UN DÉCRET

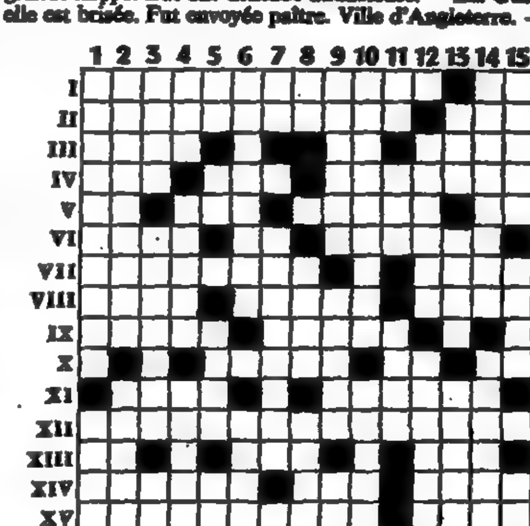
● *Pris pour l'application de la loi du 1er juin 1984 et relatif à l'organisation et au fonctionnement du Carrefour international de la communication.*

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3798

HORIZONTALEMENT

I. Une façon de régler les consommations. Tient bien la bouteille. – II. Peut exiger une grande nappe. Est une attitude audacieuse. – III. Utile pour le chef quand elle est brisée. Fut envoyée paître. Ville d'Angleterre. – IV. Lieu de rencontres. Peut se débattre longtemps avant d'être arrêtée. Nom qu'on peut donner au grand lama. – V. Deuxième d'une série. Apprit. Ne pique pas quand elle est blanche. Partie d'un lustre. – VI. Contribue à la fixation du sable des dunes. En France, évoque un dernier coup. – VII. Sont naturellement envoyées sur les roses. Où la chair n'est pas faible. – VIII. S'exprimer comme un duc. Matière pour boucher. Patrie de philosophes. – IX. Etre dans l'ignorance de ce qu'on va « gagner ». Procéda à un allongement. – X. La première venue. Coutumes. Saint de Bigorre. – XI. Nous évite d'avoir des ampoules. Un sportif capable de se déplacer en courant. – XII. Qui ne sont pas faites pour circuler. – XIII. Interjection. Pas innocent. Adjectif pour une balle. – XIV. Deux cantons dans l'eau. La première moitié. Fait circuler. – XV. Peuvent former une batterie. Point commun.



VERTICALEMENT

1. Faire des avances. Est plus gros à Milan qu'à Bruxelles. – 2. Peut être assimilé à un gardien de parc. Chants de fête. – 3. Autrefois, on l'appelait chef. Industrie paléolithique d'Afrique du Nord. Pour lier. – 4. Jadis, faisait fureur. Peut assombrir autant que la jalousie. L'un des deux éléments d'une loi. – 5. Est parfois sur les dents. Qui a donc pu nous enrichir. Princesse étrangère. Pronom. – 6. Ce qui rend le caporal particulièrement redoutable. Gestes gracieux. – 7. Abréviation pour le Fils. Peuvent être clouées sur un fauteuil. – 8. Préposition. Port de l'Hérault. Physicien français qui eut le prix Nobel. – 9. A quand même quelques avantages quand elle est fausse. Eclatent. Exclamation. – 10. Accessoire très utile pour les plongeurs. Qui n'ont pas besoin de compter. – 11. Adverbe. On fonce facilement quand on n'en manque pas. Pour ceux qui mangent comme des cochons. – 12. Une épopée nationale. Mettre le siège. – 13. Ne laissa pas. Dieu. Connaît bien le Coran. – 14. Un animal beau comme un cœur. Attribuer. – 15. Une touffe de poils. Affluent de l'Oubangui. Pronom.

Solution du problème n° 3797

Horizontalement

I. Centrales. – II. Epée. Tête. – III. Rialto. Es. – IV. N. L. Lent. – V. Interlude. – VI. Fi. Su. Ur. – VII. Ive. Echec. – VIII. Cerbère. – IX. Ali. Sels. – X. Tenu. Peau. – XI. Retour.

Verticalement

1. Certificat. – 2. Epi. Niveler. – 3. Néant. Erine. – 4. Telles. Ut. – 5. Ruées. – 6. Atoll. Crépu. – 7. Le. Eu. Héler. – 8. Etendue. Sa. – 9. Sesterce. Ut.

GUY BROUTY.

Carnet

Mariages

– Isabelle MILLARD
et
Guy AGUENIER

ont la joie de faire part de leur mariage, qui sera célébré le 17 septembre dans l'intimité, à la mairie du 14e.

Décès

– Dieu a rappelé à lui, le 12 septembre 1984,

Robert BOIRON,

dans sa soixante-sixième année.

La cérémonie religieuse a été célébrée en la chapelle Saint-Louis, 83, rue Voltaire, à Suresnes, sa paroisse, samedi 15 septembre, à 9 heures.

12 *bis*, rue Victor-Hugo,
92100 Suresnes.

– Pierre Djedje Gbame,
La famille Latifou,
font part du décès de

M. Joseph DJEDJE KOUAME,

survenu le 21 août 1984, à l'âge de soixante-treize ans, à Abidjan.

Une messe sera célébrée le 16 septembre, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame de la Salette, 27, rue de Dantzig (15e). Bus 89, station : Dantzig.

– Mme Joseph Olanie,
Les familles Olanie, Doll et Gilbert
ont la douleur de faire part du décès de

M. Joseph OLANIE,
âgé de soixante-dix-sept ans,
rédacteur en chef adjoint
à l'Agence France-Presse,
retraité,

survenu le 9 septembre 1984.

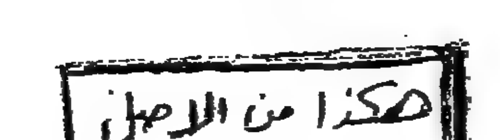
39, rue de Saint-Sègre,
Cormes 72400 La Ferté-Bernard.

– Rennes. Bruxelles. Redon.

Le docteur et Mme Louis Dauleux,
M. et Mme Michel Jacquot,
M. et Mme Claude Martin,
ses enfants,
Ses petits-enfants,
Son arrière-petite-fille,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

M. Maurice REMY.

Ses obsèques ont été célébrées en l'église de La Bresse (Vosges), le 22 août 1984.



هكذا من الاصل



Eclaircir les forêts pour noircir du papier et dégager le bois d'œuvre

Il est de bon ton aujourd'hui de se gausser de la notion de filière. Pourtant, dans le bois, elle existe. Pour l'habitat, les menuiseries, les meubles, il faut des scieurs. Pour avoir des sciages, il faut du bois d'œuvre. Pour l'obtenir, il faut éclaircir les forêts. Pour que ces éclaircies soient rentables, il faut trouver des débouchés pour utiliser les petits bois : essentiellement par trituration, les panneaux à particules et la pâte à papier. Les sciages, eux, ne sont rentables le plus souvent que s'ils écoulent leurs déchets (sciures et délignures), pour lesquels les débouchés, ce sont encore les panneaux et surtout la pâte.

En France, la forêt produit biologiquement 60 millions de mètres cubes par an. On utilise 37 millions de mètres cubes, dont environ 7 en autoconsommation, dont le bois de feu. Le marché porte donc sur 30 millions de mètres cubes. Mais cette production s'accroît. D'ici à dix ans, les plantations financées par le Fonds forestier national depuis 1947 produiront 7,5 millions de mètres cubes de bois de trituration de résineux, contre 3,5 millions aujourd'hui, et 12 millions de mètres cubes de bois d'œuvre, contre 10,5 millions.

Depuis dix années, l'Office national des forêts (ONF) a entrepris, surtout dans les forêts communales qu'il gère, de convertir les taillis en futaie, pour une plus grande productivité en bois d'œuvre, ce qui accroît parallèlement la production de bois d'éclaircie.

Le constat est alors le suivant : le déficit de la filière bois va croissant. Il atteint 13,6 milliards de francs en 1983. Or le bois est de plus en plus disponible. L'outil industriel de transformation n'a pas suivi depuis plusieurs décennies cette évolution notamment parce que les pâtes importées revenaient moins cher pour les papetiers. Comme les produits d'éclaircies ne trouvent pas de débouchés, ces éclaircies ne se font pas. Pas d'éclaircies, pas de bois d'œuvre, et la boucle est bouclée.

Ce constat n'est pas d'aujourd'hui. Il est peut-être même caricatural, Mais il devrait amener à agir, dans trois directions : sur la mobilisation des petits bois, sur la restructuration des scieries, sur la production de pâte.

Le projet de loi forestière, qui a pour objectif d'inciter les propriétaires à ne pas laisser leur épargne pourrir sur pied dans les arbres, devait passer devant le Parlement à la session d'automne, mais M. Fabius revoit, depuis qu'il est premier ministre, le programme de travail législatif.

Surface moyenne : 0,40 hectare

Pour inciter les propriétaires forestiers à pratiquer les éclaircies nécessaires, plusieurs moyens sont possibles : la création d'associations qui contrecarre les handicaps du morcellement. Un exemple : l'Association forestière du canton de Saales et environs (Bas-Rhin), créée en mars 1982, comptait, en juillet 1984, cent dix adhérents, dont la surface moyenne des propriétés forestières était de 0,40 hectare. En dépit des crédits publics et de la rationalisation apportée par le regroupement, le travail d'éclaircie restait déficitaire. De l'ordre de 2 800 F par hectare. Une douzaine d'associations de cet ordre sont formées depuis trois ans dans le massif vosgien, entraînant la création de quarante-cinq emplois.

Autre exemple de regroupement : les travaux forestiers exécutés en CUMA (coopérative d'utilisation de matériel agricole). Lors d'un voyage qu'il effectua en juillet dernier dans la Meuse et en Alsace, M. Souchon, secrétaire d'Etat à l'agriculture, chargé notamment de la forêt et des industries de première transformation, avait insisté sur plusieurs points concourant à la mobilisation des bois : l'effort de formation sylvicole, qu'il jugeait insuffisante dans les lycées agricoles la participation des agriculteurs aux travaux forestiers, qui représentent pour eux, dans une période de récession surtout pour les autres produits, une source de revenu complémentaire ; l'effort également à réaliser par les communes forestières, qui ne dégagent pas suffisamment de ressources de leurs forêts pour les entretenir, mais qui, selon M. Souchon, sont aussi parmi les communes de France celles qui décident les niveaux d'imposition les plus faibles...

Le pari de la mobilisation des petits bois, pour faire de la place aux plus gros, n'est pas facile à tenir. Au bout de trois années d'exercice, l'Association du canton de Saales pense ramener le déficit de 2 800 F à 1 500 F par hectare, car on pourra commencer à commercialiser localement des petites grumes, dont la valeur marchande est déjà plus élevée. Affaire de temps et de crédits donc.

La restructuration des scieries est déjà partiellement aidée, mais le mouvement reste insuffisant. On avait lancé l'idée d'un institut de développement industriel du bois, notamment pour doter les entreprises en fonds propres. L'idée est en train de se transformer et ce pourrait devenir une structure capable de coordonner l'administration des différentes sources de crédits publics, de gérer un fonds de garantie qui incite les institutions financières, et notamment les sociétés de développement régional, à investir dans les filières, capable enfin de rechercher des débouchés intérieurs et extérieurs.

Un gros boisseau

Le troisième volet de l'action, celui des débouchés pour les bois de trituration, a été longtemps mis sous le boisseau : un gros boisseau baptisé Chapelle-Darblay, qui a monopolisé l'attention et, pour l'heure, les crédits. Aujourd'hui, les deux usines de la Chapelle-Darblay en Seine-Maritime s'approvisionnent localement, dans le Grand-Ouest, mais aussi auprès des sylviculteurs de l'Est. Ce qui fait, on s'en doute, beaucoup de transport, pour une matière pondéreuse, à faible valeur ajoutée. Il faudra donc organiser la récolte de bois et de vieux papiers dans l'Ouest et la région parisienne pour alimenter la Chapelle-Darblay et, parallèlement, mobiliser les bois d'éclaircie pour la cellulose de Strasbourg.

Dans l'est de la France, en effet, le taillis était le mode d'exploitation forestier dominant. Le taillis, c'est une coupe régulière des rejets de souche. Economiquement, ce mode de conduite était raisonnable, car il permettait d'alimenter en bois de feu la grosse industrie née à proximité des mines de fer. Vint, mais progressivement, le charbon, qui n'entraîna pas une modification radicale des besoins jusqu'au jour où il supplanta le bois, sans que le mode d'exploitation sylvicole ait été changé. C'est ce capital dormant qu'il convient d'exploiter si l'on veut que cesse le paradoxe de l'énorme déficit commercial du premier pays forestier d'Europe.

La Cellulose de Strasbourg renaît donc de ses cendres. Condamnée à fermer en janvier 1983, elle redémarrait, après la lutte des travailleurs, en avril 1983. Aidée par la hausse du prix de la pâte, qui se libelle en dollars, elle restaurait son équilibre d'exploitation en 1983.

Les excédents actuels permettent d'investir dans l'unité existante et de la moderniser, notamment en achetant des lessiveurs. Dans un second temps, les scieurs, qui ont compris leur intérêt, sont prêts à tripler le montant de leur participation actuelle. (Ils détiennent en effet 31 % dans la Cellulose de Strasbourg nouvelle manière.) Le noyau actif des propriétaires sylviculteurs veut bien participer, mais, pour que cette participation ne soit pas symbolique, il faut mobiliser là encore l'ensemble des propriétaires privés.

La Cellulose de Strasbourg fut reprise par une société d'exploitation qui n'est pas redevable du passif. Il faudrait alors obtenir de l'administration des finances que les bénéfices actuels, qui ne peuvent donc compenser le passif, puissent être intégralement réinvestis, sans prélèvement par l'Etat au titre de l'impôt sur les sociétés. Il faudrait encore que l'Etat y aille de ses deniers et que, enfin, des entrepreneurs privés, Beghin-Say par exemple, mettent, c'est le cas de le dire, la main à la pâte.

Cela fait beaucoup de conditions pour construire un ensemble cohérent dans le quart nord-est de la France, où la récolte disponible va s'accroître d'ici à 1989 de 1 million de mètres cubes, pour une production actuelle de 6 millions.

En 1983, le gouvernement décidait d'investir, dans les cinq ans, 2 milliards pour la filière bois. La Chapelle-Darblay a mangé les deux premières annuités, celles de 1984 et de 1985. L'agrandissement d'un tiers environ des capacités de Strasbourg devrait être la seconde étape, celle de 1986, et coûter environ 300 millions de francs. On aimerait y croire, si, entre-temps, le mot planification n'avait disparu du vocabulaire gouvernemental.

JACQUES GRALL.

L'Amérique latine invite les pays industrialisés à un « dialogue direct » dès le premier semestre 1985

De notre envoyé spécial

Mar-del-Plata. – Le consensus de Carthagène avait donné naissance, le 22 juin, à un mécanisme de consultation et de suivi qui devait permettre aux principaux débiteurs d'Amérique latine de mener une action concertée. Force est de constater que ce mécanisme fonctionne et se perfectionne.

Le 14 septembre, en effet, à l'issue de la réunion de Mar-del-Plata, les ministres des relations extérieures et des finances de onze pays latino-américains (1) sont convenus de se retrouver à Saint-Domingue dans le courant du premier trimestre 1985. En outre, des réunions extraordinaires pourront se tenir si les circonstances l'exigent.

On retrouve dans le communiqué de Mar-del-Plata le souci de dramatisation qui caractérisait le discours prononcé le 13 septembre par M. Raul Alfonsin. *« Alors que, pour les pays industrialisés, la solution du problème de la dette extérieure a perdu son caractère d'urgence, l'appauvrissement des pays en voie de développement s'accentue »*, affirme le texte approuvé vendredi soir 14 septembre.

Les taux d'intérêt se sont certes stabilisés depuis la hausse enregistrée à la fin du mois de juin ; mais leur niveau est très largement supérieur à la moyenne historique. La relance limitée à quelques pays développés reste précaire, et le risque d'une crise internationale aux dimensions imprévisibles est toujours présent. Le protectionnisme augmente, tandis que les capitaux permettant de financer le développement et les crédits commerciaux à court terme sont rares.

Les efforts d'ajustement sont inégalement répartis, *« ce qui est incompatible avec la coresponsabilité des créanciers et des débiteurs »*.

Enfin, tout en reconnaissant que l'accord intervenu entre le Mexique et les banques créditrices s'inspire d'un certain nombre de principes énoncés dans le consensus de Carthagène, les ministres réunis à Mar-del-Plata insistent sur la nécessité d'une solution *« permanente et globale »*.

Le résultat le plus important de Carthagène 2 est, toutefois, la décision d'inviter les gouvernements des pays industrialisés à *« un dialogue politique direct »*. Cette réunion Nord-Sud devrait se tenir au cours du premier semestre 1985. La thèse de ceux qui, comme l'Argentine, jugeaient insuffisant le dialogue au sein des instances de discussions existantes – en particulier le comité de développement de la Banque mondiale, – s'est donc finalement imposée.

Quelle sera la réponse des pays riches ? Plusieurs pays européens et le Japon sont, en principe, d'accord. Le Trésor américain, en revanche, a fait savoir que les Etats-Unis ne participeraient pas à un tel sommet. Réaction du ministre argentin des relations extérieures, M. Dante Caputo : *« S'ils maintiennent cette position, les Etats-Unis devront assumer la responsabilité de l'aggravation de la crise. »*

JACQUES DESPRÉS.

(1) Mexique, République dominicaine, Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Equateur, Pérou, Uruguay, Venezuela.

Grève partielle chez General Motors mais poursuite des négociations

Correspondance

Washington. – Les négociations entre la société General Motors (GM) et le Syndicat de l'automobile (UAW) n'ayant pas abouti avant vendredi 14 septembre minuit, heure d'expiration de la convention collective (*le Monde* du 8 septembre), M. Bieber, président de l'UAW, a invité les syndiqués de treize usines réparties dans neuf Etats à se mettre en grève. Toutefois, le dirigeant syndical a ajouté que la négociation continuait sur le plan national pour l'élaboration d'un nouveau contrat.

Ainsi les ponts ne sont pas définitivement rompus, et le travail continue dans la plus grande partie des usines de la firme. La grève partielle, qui concerne seulement soixante mille ouvriers sur un total de trois cent cinquante mille, est certes de nature à perturber la production. Elle affecte en effet des usines produisant des voitures populaires et dont les stocks s'épuisent. Mais ses effets sont sans comparaison avec les conséquences désastreuses d'une grève totale, qui coûterait à la compagnie environ 200 millions de dollars par semaine.

La négociation bute sur le problème de la sécurité de l'emploi, qui est la préoccupation majeure du syndicat : pendant la période de récession de 1979 à 1982, 250 000 ouvriers ont perdu leur travail. L'offre d'une augmentation de salaire de l'ordre de 3 %, jugée insuffisante, est en fait considérée comme secondaire par l'UAW, en comparaison des garanties demandées pour les ouvriers qui pourraient être licenciés par l'*outsourcing*, c'est-à-dire la production ou l'achat d'automobiles et de pièces à l'étranger ou dans des établissements industriels américains échappant au contrôle du syndicat.

Le syndicat se préoccupe également des travailleurs qui pourraient être licenciés par l'introduction des nouvelles technologies. Ainsi la General Motors envisagerait, au cours des cinq prochaines années, d'ajouter 14 000 robots aux 3 000 existants. De plus l'UAW serait en possession d'un document de la compagnie prévoyant la mise à pied d'environ 100 000 ouvriers. Enfin, l'UAW souhaite une réduction des heures supplémentaires afin de permettre à 60 000 des syndiqués temporairement licenciés de retrouver leur travail.

Pour sa part, la GM aurait accepté le principe d'assurer des emplois à un certain nombre d'ouvriers appelés à être licenciés par l'*outsourcing* et l'application de nouvelles technologies. Elle envisagerait également d'aider les ouvriers à se reconvertir dans d'autres emplois. Mais la compagnie ne spécifie jusqu'à nouvel ordre ni la durée de la garantie, ni l'ancienneté requise pour en bénéficier, ni surtout les fonds qu'elle affectera à ce programme.

Un compromis n'est pas exclu. Le syndicat espère amener la GM à préciser ses propositions. De son côté, la compagnie espère obtenir du syndicat sa coopération pour améliorer la productivité par un certain nombre de concessions concernant la classification des emplois et le rythme du travail.

HENRI PIERRE.

Le nombre des chômeurs a augmenté de 0,7 % au mois d'août

Publiées, en fin d'après-midi, le 14 septembre, les statistiques mensuelles du chômage enregistrent, à la fin du mois d'août, une augmentation de 2,6 % en données brutes par rapport au mois précédent et de 15,9 % sur un an avec 2 241 400 demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE. En données corrigées des variations saisonnières, la progression est de 0,7 % en un mois et de 16 % par rapport au mois d'août 1983, avec 2 360 300 chômeurs.

En raison du rythme légèremnt plus faible observé depuis le milieu de l'année, après les fortes poussées enregistrées de novembre 1983 à avril-mai 1984, le ministère du travail souligne que les résultats d'août *« confirment le ralentissement de la progression du chômage »*.

Cette appréciation, toutefois, doit être nuancée puisque, en un mois, en données brutes, la perte d'un emploi affecte 57 000 personnes de plus contre 9 900 de moins également en un mois en 1983 (– 0,5 %) et, en données corrigées, 17 500 de plus contre 10 500 de moins en juillet-août 1983 (– 0,5 %).

Depuis que le chômage a repris sa progression, en novembre, on compte 325 700 demandeurs de plus en données corrigées, et c'est assez dire que la situation de l'emploi ne cesse de se détériorer.

Le nombre des nouvelles inscriptions, qui s'est élevé à 315 100 au mois d'août en données corrigées, est en augmentation de 1 % sur le mois précédent et de 3 % sur août 1983. Les licenciements économiques notamment, avec 36 594 (46 940 en juillet, 33 990 en août 1983) se maintiennent à un niveau important pour la période, alors que les flux de sortie de l'ANPE, qui peuvent correspondre à un retour à l'activité, ont diminué de 4,4 % en données corrigées (– 17,9 % en brutes) et sont à peu près stables d'une année sur l'autre (+ 1,2 % et + 0,7 % respectivement).

Deux facteurs montrent bien le caractère précaire du léger « ralentissement » constaté : il s'agit de l'augmentation importante des inscriptions à la fin d'un contrat à durée déterminée pour 106 185 personnes (+ 12,2 % en deux mois, + 6,9 % en un an) et de l'évolution contrastée du nombre des « premières entrées », en fait les jeunes, qui ont été 66 557 à s'inscrire après une brusque augmentation de juillet avec 101 849 (– 34,7% en un mois, + 4,5 % en un an).

En revanche, le frémissement observé le mois dernier pour les offres d'emploi paraît dessiner une timide tendance positive avec sa confirmation en août : 40 000 propositions ont été enregistrées au cours du mois, en données corrigées, soit une augmentation de 9,6% par rapport à juillet, mais une baisse de 18,7% en un an, qui souligne le niveau toujours faible des offres.

Quant au marché du travail, selon les résultats définitifs de l'enquête « Emploi », il paraît devoir se stabiliser. Avec 13478900 salariés dans les secteurs marchands non agricoles au deuxième trimestre 1984, il se maintient au niveau du premier trimestre, alors que le recul était de 0,4% chaque trimestre depuis la fin de 1982. Toutefois, en un an, les effectifs ont diminué de 1,2%.

Enfin, l'indice du taux de salaire horaire des ouvriers progresse de 2% au deuxième trimestre 1984, soit une augmentation plus forte que les trois trimestres précédents, et qui porte l'augmentation annuelle en juillet à 7,6% contre 9,8% de janvier 1983 à janvier 1984. La hausse du salaire mensuel est de 2,2% au deuxième trimestre de 1984 et de 6,9% en un an.

ALAIN LEBAUBE.

La Raffinerie de Strasbourg devrait fermer

De notre correspondant

Strasbourg. – Le comité d'entreprise de la Raffinerie de Strasbourg, qui emploie trois cents personnes sur le site de Drusenheim et de Herrlisheim (Bas-Rhin) devait se prononcer, le 12 septembre, sur la fermeture définitive de l'usine. Les trois actionnaires, BP, Elf et le groupe Total, ont confirmé qu'ils entendaient cesser l'exploitation d'une raffinerie qui n'est, à leurs yeux, plus rentable.

Les trois sociétés pétrolières ont décidé, le 18 juin dernier, d'interrompre la fourniture de brut à la Raffinerie de Strasbourg. Celle-ci, créée en 1963, ne tourne plus qu'à 50 % de sa capacité annuelle de 4,6 millions de tonnes, annoncent ses dirigeants. La baisse d'activité, la perte de débouchés – notamment à l'exportation – et la volonté des pouvoirs publics de réduire la consommation des produits pétroliers se cumulent, résume M. Raphaël Pélissier, le directeur.

Ce n'est l'avis ni des syndicats ni des élus locaux. La commission économique d'entreprise où siègent des élus CGC et CFDT, juge *« catastrophique »* cette fermeture. Il faudra solliciter alors la raffinerie Shell, de Reischdett (Bas-Rhin) dans laquelle Elf, BP et Total ont toutes trois désormais des parts minoritaires, et sans doute abandonner une part du marché aux raffineries allemandes très proches.

Les élus locaux, de plus, redoutent les conséquences économiques et sociales de cette fermeture. Les emplois induits par la raffinerie sont plus d'un millier, et le total des taxes foncières et professionnelles encaissées par les collectivités locales alsaciennes se montait, en 1982, à plus de 4,8 millions de francs, d'après un calcul du sénateur et maire RPR de Bischwiller, M. Paul Kauss.

Faut-il, comme le préconisent les syndicats, fusionner les deux raffineries du Bas-Rhin? Ce pourrait être, estiment-ils, *« le point de départ d'un pôle flexible et compétitif permettant d'alimenter le bassin rhénan sud, où la consommation est en hausse »*. Faut-il investir dans une unité de cokéfaction de 300000 tonnes pour utiliser *« le fond du baril »* ? Il en coûterait un énorme investissement, dit-on à la direction, qui ne serait jamais récupéré.

Pour l'instant, syndicats et direction ne s'accordent pas sur la valeur du plan social qui doit être rediscuté dans une dizaine de jours. Une cinquantaine de salariés ont plus de cinquante-cinq ans, note M. Pélissier, et sont donc susceptibles de partir en préretraite. Des aides au reclassement des autres salariés, *« soit hors pétrole, soit dans le pétrole, avec conservation de leurs statuts »*, sont prévus, note le directeur. Mais les membres élus du comité d'entreprise jugent ce plan social *« inexistant »*.

JACQUES FORTIER.

SCHLUMBERGER RACHÈTE UNE SOCIÉTÉ AMÉRICAINE DE FORAGES EN MER

Le groupe Schlumberger (société de services pétroliers), que dirige M. Jean Riboud, a annoncé le 14 septembre la conclusion d'un accord de principe en vue du rachat, pour près de 1 milliard de dollars de la société américaine de forages en mer Sedco Inc., dont le siège est à Dallas. Schlumberger possède déjà une filiale de forages en mer, la société Forex Neptune.

L'achat d'Airbus par Pan Am donnera du travail à 125 000 salariés américains

Le contrat entre la compagnie américaine Pan Am et le consortium européen Airbus Industrie, en vue de l'achat de seize A-320 et de douze A-310, devra être effectivement signé avant le 15 novembre prochain, date à laquelle doit être livré le premier des vingt-huit avions retenus. *« Le seul événement qui pourrait remettre en cause cet accord*, a déclaré M. Roger Béteille, directeur général du consortium, *serait la dégradation, bien improbable, de la situation financière de Pan Am. »*

En attendant la construction de ces nouveaux appareils, la compagnie louera, dans des conditions financières non précisées par Airbus Industrie, douze A-300 et quatre A-310, qui font partie des avions disponibles appelés *« queues blanches »* parce qu'ils sont construits, sans avoir été encore achetés.

Cette commande représente un montant de 1 milliard de dollars, et elle pourrait être doublée si la compagnie américaine donne suite à ses options d'achat, qui peuvent aller jusqu'à trente-quatre A-320 et treize A-310 supplémentaires. Si l'ensemble de ce marché devenait définitif après discussion avec le consortium européen et après approbation par le conseil d'administration de Pan Am, M. Bernard Lathière, administrateur gérant d'Airbus Industrie, a précisé que le contrat donnerait du travail à 125 000 personnes aux Etats-Unis, où cinq cents sociétés œuvrent en sous-traitance. En effet, malgré la coopération européenne qui est à la base de la fabrication de l'avion, chaque Airbus vendu est l'équivalent pour l'industrie américaine de la vente d'un Boeing-727 aux Etats-Unis.

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

Semaine du 10 au 14 septembre 1984

Merci Panam !

UNE fois n'est pas coutume ; les champions du protectionnisme larvé, souvent escamoté derrière les saints principes de l'économie libérale, ont fait amende honorable. En choisissant d'équiper sa flotte en avions Airbus plutôt qu'en Boeing, dans le cadre d'un contrat global portant sur 91 biréacteurs (28 appareils achetés ferme, 16 autres en location temporaire, et 47 avec option d'achat), la compagnie américaine Panam a démontré son sens des affaires. L'aspect technique a certes contribué à sa décision, mais nul doute que la *« dollarisation »* croissante des économies internationales a aussi pesé dans la balance. Avec un billet vert au-dessus de 9,30 F (il a clôturé à 9,3175 F vendredi à New-York) et de 3 deutschemarks, les exportations européennes vers les Etats-Unis ont quelque chance de succès...

A la Bourse de Paris, on a su réfréner les traditionnels « cocorico » (l'Airbus est le fruit d'un consortium européen), mais toutes les valeurs liées de près ou de loin à la technologie aéronautique ont tiré profit, vendredi, du *« contrat du siècle »*, permettant, ce jour-là, à l'indicateur instantané de gagner globalement 0,5 % et de maintenir à 0,30 % le tassement des actions françaises pour l'ensemble de la semaine. En clôture, Crouzet (vedette incontestée de ces cinq séances, avec une hausse globale de 10 %) gagnait déjà 8 %, suivie par SFIM et Thomson-CSF, avec des gains beaucoup plus modérés, il est vrai. Voilà pour les valeurs du secteur qui se sont particulièrement distinguées, mais d'autres titres sont également sur les rangs pour cette commande, à des degrés divers, tels TRT, Précision mécanique Labinal, Intertechnique, Sagem ou Jeager pour ne citer que les principaux constructeurs d'équipements destinés à ces *« avions à queue blanche »*, ainsi qu'on a pris l'habitude de désigner les Airbus restés sous hangar en attendant de voir apposé le nom de l'éventuel acheteur.

Puisque nous sommes au chapitre des poignées de mains franco-américaines, signalons au passage le vif intérêt que les familiers de la rue Vivienne ont manifesté à l'égard du vigoureux coup de reins donné par Wall Street en fin de semaine. Déjà, jeudi, les valeurs américaines avaient grimpé de vingt-huit points selon l'indice Dow Jones des valeurs industrielles et, le lendemain, le mouvement se poursuivait, plus modéré, avec une progression de dix points en dépit de quelques velléités de prises de bénéfices. Le Big Board s'établissait ainsi à son plus haut niveau depuis trois semaines, les professionnels locaux trouvant dans la baisse de 0,8 % des ventes de détail au mois d'août et 0,1 % pour l'indice des prix de gros durant la même période (outre une diminution de la masse monétaire supérieure aux prévisions : 2,1 milliards de dollars pour la dernière semaine de référence) des éléments propres à raviver leurs espoirs. Ceux-ci reposent sur un ralentissement – relatif – de la croissance économique afin d'éviter toute surchauffe et sur un appétit – mesuré – à l'égard des liquidités monétaires, seul susceptible de contenir le mouvement de hausse des taux d'intérêt qui commençait à s'amorcer.

Par tradition, on surveille de très près, à Paris, l'évolution du grand frère américain mais cet intérêt n'est pas dénué d'un certain mercantilisme et l'on songe constamment au courant acheteur qui continue de se manifester sur notre place, en provenance d'outre-Atlantique. Comparés à la « force de frappe » des investisseurs américains, leurs achats en France ne représentent qu'une part modeste de leurs placements. Suffisante en tout cas pour donner du tonus au marché parisien, où ils continuent à jeter leur dévolu sur les grandes valeurs (BSN qui bénéficie de bonnes perspectives de bénéfice par action, après avoir été « travaillée » à la baisse en début de semaine, Club Méditerranée, dont la filiale américaine va bientôt être cotée à New-York, BIC, Moët, Hennessy, Pernod-Ricard...).

Mais au fil des mois – et des conseils avisés des gestionnaires – la clientèle étrangère a fait son éducation, et on la voit à présent pointer le bout du nez sur telle ou telle valeur de la distribution (Carrefour), voire Michelin, qui effectue progressivement un retour à la surface au palais Brongniart, ou encore Peugeot, qui continue à susciter des paris sur un redressement du groupe en dépit de ses importants problèmes sociaux et financiers. A côté de cet effet d'entraînement indiscutable, l'action des gestionnaires de SICAV reste déterminante en attendant le relais traditionnel des souscriptions de la clientèle privée qui démarre à l'automne pour s'accélérer en fin d'année. A brève échéance, l'horizon paraît plutôt dégagé à la Bourse de Paris, où la présentation de la loi de finances 1985 a suscité des commentaires assez favorables. Sans aller jusqu'à l'approbation générale manifestée par la presse anglo-saxonne (certains journaux américains n'ont pas hésité à titrer sur un *« glissement à droite »*, tel le *Christian Science Monitor* de Boston...), les familiers de la corbeille considèrent que le prochain budget va dans le bon sens. Au-delà de la polémique qui a surgi à propos de *« moins d'impôts mais plus de taxes »*, on se déclare satisfait des dispositions qui concernent les hauts revenus, débarrassés de la surtaxe conjoncturelle à l'horizon 86. Le maintien de la majoration de 8 % pour l'impôt sur les grandes fortunes et du prélèvement sur les frais généraux des banques était escompté, de même que la ponction (1 milliard de F) sur les bénéfices des compagnies pétrolières, laquelle a contribué à faire baisser quelques valeurs en Bourse (Elf-Aquitaine, Française des pétroles, Raffinage, Esso...). De même, l'absence de nouvelle aide à l'investissement – préconisée par le CNPF – n'est pas considérée comme trop pénalisante dans la mesure où il est patent que les entreprises françaises bénéficient actuellement d'un *net* progrès de l'autofinancement et d'une stabilisation des taux d'endettement ainsi que l'atteste la dernière étude de la centrale des bilans de la Banque de France au titre de l'année 1983 et dont les résultats peuvent être prorogés aux premiers mois de l'année en cours.

Dans ce contexte assez positif, se sont tout de même produit quelques accidents de parcours. Le plus remarqué a été la lourde chute de Radiotechnique, handicapée par l'annonce de résultats fortement déficitaires au premier semestre 1984 (alors qu'ils étaient positifs pour les six premiers mois de l'exercice précédent). L'action a finalement baissé de 26 % en une semaine et on s'interroge très sérieusement sur le sort qui sera réservé au dividende 1984.

Vendredi, la surprise est venue de la suspension de cotation des Piles Wonder. En fin de soirée, on apprenait que c'était la direction de cette firme qui avait sollicité cette mesure *« en raison d'événements de portée financière très sérieuse qui peuvent affecter la structure du capital (détenu à hauteur de 37 % par les familles fondatrices et en partie par la Banque Worms via la Société Seremo) et qui sont susceptibles d'influencer les cours »*. Une réunion du comité central d'entreprise est prévue pour lundi 17 septembre mais, d'ores et déjà, on murmure que des groupes étrangers (américain, néerlandais), voire français (CGE) seraient intéressés par cette firme qui traverse une passe difficile. Mais on allait oublier un outsider dans cette affaire... Oui, c'est encore de lui dont il s'agit : M. Bernard Tapie, toujours aussi boulimique en matière de reprise d'entreprises, et qui serait également sur les rangs pour reprendre cette société de 750 millions de francs de chiffre d'affaires, dont les 2400 salariés se demandent bien à quelle sauce ils vont être mangés !

SERGE MARTI.

Valeurs à revenu fixe ou indexé

	14-9-84	Diff.
4 1/2 % 1973	1 720	+ 10
7 % 1973	9 020	– 40
10,30 % 1975	93,40	– 0,10
PME 10,6 % 1976	93,35	+ 0,28
8,80 % 1977	117,03	+ 0,48
10 % 1978	93,30	+ 0,30
9,80 % 1978	92,50	+ 0,20
8,80 % 1978	94,60	+ 0,55
9 % 1979	89,50	+ 0,25
10,80 % 1979	95,45	+ 0,05
12 % 1980	100,49	+ 0,10
13,80 % 1980	104,15	+ 0,42
16,75 % 1981	111,85	+ 0,65 (1)
16,20 % 1982	114	+ 0,10
16 % 1982	114,10	+ 0,30
15,75 % 1982	112,43	+ 0,93 (2)
CNE 3 %	3 685	+ 120
CNB bq. 5 000 F	102,50	+ 0,22
CNB Paribas 5 000 F	102,80	+ 0,05
CNB Suez 5 000 F	102,30	+ 0,10
CNI 5 000 F	102,24	– 0,04

(1) Compte tenu d'un coupon de 335 F.
(2) Compte tenu d'un coupon de 315 F.

Matériel électrique services publics

	14-9-84	Diff.
Alsthom-Atlantique	204,80	– 0,70
CIT-Alcatel	1 190,00	+ 10
Crouzet	187	+ 17
Générale des Eaux	524	– 15
Intertechnique	1 770	+ 88
Legrand	1 990	+ 50
Lyonnaise des Eaux	740	– 3
Matra	1 620	+ 19
Merlin-Gérin	1 225	+ 6
Moteurs Leroy-Somer	310	– 12,50
Moulinex	99,60	– 2,30
PM Labinal	373	+ 16
Radiotechnique	207	– 72
SEB	348	– 5
Signaux	780	+ 19
Télémée. Electrique	1 860	+ 15
Thomson-CSF	360	+ 9
IBM (1)	1 320	+ 53
ITT	290	+ 16
Philips	165,20	+ 5,30
Schlumberger	495	+ 17
Siemens	1 450	+ 40

(1) Compte tenu d'un coupon de 8 F.

Banques, assurances sociétés d'investissement

	14-9-84	Diff.
Bail Équipement	264,50	+ 4,5
Bancaire (Cie)	569	+ 11
Cetelem	381	+ 1,10
Chargeurs SA	329	– 5
CFF	648	+ 13
CFI	231	+ 1
Eurafrance	870	– 20
Hénin (La)	336,40	+ 1,40
Imm. Pl.-Monceau	359,50	+ 4,50
Locafrance	300	– 12
Locindus	684	inch.
Midi	1 702	– 3
Midland Bank	180	– 8,21
O F P	805	+ 11
Parisienne de réesc.	665	+ 6
Prétabail	976	+ 9
Schneider	NC	
UCB	282	+ 17

Alimentation

	14-9-84	Diff.
Béghin-Say	265,50	+ 0,20
Bongrain	1 725	– 45
BSN G.-Danone	2 600	– 95
Carrefour	1 589	+ 3
Casino	959	– 1
Cédis	641	+ 1
Euromarché	660	– 25
Guyenne et Gasc.	312	+ 6
Lesieur	1 075	– 61
Martell	1 960	+ 40
Moët-Hennessy	1 745	inch.
Mumm	565	– 6
Occidentale (Gle)	704	– 2
Olida-Caby	299	+ 29
Pernod-Ricard	803	– 12
Promodès	1 780	– 9
St-Louis-Bouchon	302	– 4
C.S. Saupiquet	580	– 15
Source Perrier	509	– 8
Veuve Clicquot	2 250	+ 45
Viniprix	815	+ 17
Nestlé	22 650	+ 120

Filatures, textiles, magasins

	14-9-84	Diff.
André Roudière	137	– 2
FF Agache-Willot	214	– 8
BHV	187	+ 2
CFAO	675	+ 9
Damart-Servipost	2 020	+ 32
Darty	1 061	+ 21
DMC	97	– 0,90
Galeries Lafayette	250	+ 1
Nouvelles Galeries	109	– 2,5
Printemps	155,50	– 0,90
La Redoute	1 170	+ 18
SCOA	57,95	– 1,45

Mines, caoutchouc, outre-mer

	14-9-84	Diff.
Géophysique	882	+ 52
Imétal	88	– 0,30
Michelin	872	– 15
MM Penarroya	56,50	+ 0,50
Charter	31	+ 0,60
INCO	125	+ 8,90
RTZ	80,50	+ 5,50
ZCI	2,13	– 0,01

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES A TERME (*)

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
CNE 3 %	82 748	295 659 535
BSN	35 978	93 655 669
Lyonnaise Eaux	106 622	77 527 898
ELF Aquitaine	211 062	50 186 973
4 1/2 % 1973	26 138	44 710 449
L'air liquide	75 164	39 523 415
Club Méditerranée	39 009	38 267 891
Martell	18 231	34 830 387
Bic	71 783	33 145 893
Carrefour	20 036	31 841 131

* Du 7 septembre au 14 septembre inclus.

Métallurgie construction mécanique

	14-9-84	Diff.
Alspi	97	inch.
Avions Dassault-B.	569	+ 42
Chiers-Châtillon	28,20	+ 0,30
Creusot-Loire	N.C.	
De Dietrich	410	inch.
FACOM	876	+ 8
Fives-Lille	288	– 3
Fonderie (Générale)	47,90	+ 4,90
Marine Wendel	103,50	inch.
Penhoët	556	– 4
Peugeot SA	227	+ 6
Poclain	55	+ 1,90
Pompey	131	+ 2
Sagem	1 285	– 31
Valéo	252	– 14
Vallourec	73	+ 1,50

Bâtiment, travaux publics

	14-9-84	Diff.
Auxil. d'entreprises	835	+ 15
Bouygues	640	+ 3
Ciment Français	252	+ 1
Dumez	710	– 17
GTM	238	– 5
J. Lefebvre	142	+ 1,50
Lafarge	345	– 1,40
Maisons Phénix	197	– 7
Poliet et Chausson	370	+ 11
SCREG	138,80	– 3,20
SGE-SB	59	– 6,90

Mines d'or, diamants

	14-9-84	Diff.
Anglo-American	135,50	– 4,60
Amgold	965	+ 10
Buf. Gold. M.	459,50	– 11,5
De Beers	56	+ 0,60
Driefontein	307	+ 3
Free State	322	+ 4
Gencor	144,50	– 7,30
Gold Field	64,50	+ 2,3
Harmony	174,80	+ 1,60
President Brand	353	+ 3,20
Randfontein	1 144	+ 3
Saint-Helena	257,80	– 2,20
Western Deep (1)	452	+ 5
Western Holding	392,50	– 6,5

(1) Compte tenu d'un coupon de 9 F.

Pétroles

	14-9-84	Diff.
Elf-Aquitaine	231,80	– 7,70
Esso	585	+ 2
Francarep	311	+ 1
Pétroles (Française)	220	– 9,5
Pétroles B.P.	121,70	+ 10,40
Primagaz	227	– 0,10
Raffinage	74,20	– 7,30
Sogerap	470	– 4
Exxon (1)	473	+ 29,50
Petrofina	1 287	+ 32
Royal Dutch	535	+ 29

(1) Compte tenu d'un coupon de 6,50 F.

Produits chimiques

	14-9-84	Diff.
Institut Mérieux	1 340	+ 55
Laboratoire Bellon	705	+ 20
Roussel-Uclaf	1 490	– 5
BASF	535	+ 7
Bayer	591	+ 1
Hoechst	600	+ 17
ICI	85,90	+ 2,80
Norsk Hydro	795	+ 44

Valeurs diverses

	14-9-84	Diff.
Accor	225	– 3
Ag. Havas	684	+ 14
L'Air Liquide	550	+ 13
Appl. Gaz	260	– 13
Arjomari	498	– 7
Bic	483	+ 31
Bis	280	– 4
CGIP	403,50	– 11,60
Club Méditerranée	1 016	+ 60
Essilor	2 880	+ 80
Europe 1	668	+ 18
Hachette	1 578	– 52
L'Oréal	2 550	+ 20
Navigation Mixte	259	+ 2
Nord-Est	51,50	+ 2
Presses de la Cité	1 693	– 1
Sanofi	537	+ 1
Skis Rossignol	1 435	– 29

● **Assises nationales du commissariat aux comptes.** – Ces assises 1984 se dérouleront, du jeudi 20 au samedi 22 septembre 1984, au Palais des congrès de Versailles. Parmi les travaux effectués en commission figurent les thèmes suivants : l'image fidèle et la présentation des comptes, la prévention, l'alerte et la continuité de l'exploitation, les novations statutaires. Renseignements : société SOFCI, 14, rue Mandar, 75002 Paris. Tél. : (1) 233-89-94.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 7-9-84	Cours 14-9-84
Or fin (kilo en barre)	99 000	101 200
– (kilo en lingot)	99 000	101 150
Pièce française (20 fr.)	602	604
Pièce française (10 fr.)	400	409
Pièce suisse (20 fr.)	576	581
Pièce latine (20 fr.)	566	579
● Pièce tunisienne (20 fr.)	566	573
Souverain	723	728
Souverain Elizabeth II	740	726
● Demi-souverain	392	388
Pièce de 20 dollars	4 020	4 005
– 10 dollars	2 002,50	2 100
● – 5 dollars	1 220	1 200
– 50 pesos	3 800	3 785
● – 20 marks	708	708
– 10 florins	590	606
● – 5 roubles	390	386

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

	10 sept.	11 sept.	12 sept.	13 sept.	14 sept.
RM	320 191	479 393	329 904	469 103	500 927
Comptant R. et obl.	2 122 156	1 662 686	1 569 381	1 528 203	1 701 497
Actions	27 293	32 630	39 016	447 284	30 601
Total	2 469 640	2 174 709	1 938 301	2 444 590	2 233 025

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 29 décembre 1983)

Franç.	115,0	114,9	115,3	115,7	–
Étrang.	90,6	91,9	92,4	93,1	–

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 29 décembre 1983)

Tendance	112,7	112,7	113,0	113,4	114,1

(base 100, 29 décembre 1981)

Indice gén.	173,7	172,9	173,6	174,1	175,3

Reprise : Calberson au second marché de Paris

Pas de temps à perdre. A peine la sonnerie marquant la rentrée a-t-elle retenti que chacun s'empresse de ressortir les dossiers mis de côté pendant la pause estivale. Les introductions au second marché en font partie, et la société Calberson sera la première à jouer les reprises à Paris, où son apparition est programmée pour le 27 septembre prochain. Ce jour-là, à l'initiative de la Société générale et de la charge d'agents de change A. Ferri-B. Ferri-C. Germe, les 2,2 millions d'actions qui composent le capital social de 55 millions de francs de la Compagnie générale Calberson seront officiellement cotées sur la base d'un prix d'offre minimum unitaire de 285 F, 176000 actions de 25 F nominal étant mises en vente à cette occasion, soit 8 % du capital.

Il est prévu que, par la suite, 44000 actions supplémentaires, soit 2 %, seront progressivement diffusées dans le public après la réalisation de la mise en vente, par les soins d'un groupement de placements et de liquidités. Ce dernier comprend Calberson, d'une part, et SCETA, Salvepar, Société générale, Monod française de banque et la charge d'agent de change Ferri-Germe, d'autre part.

C'est en 1894, au Havre, qu'Emile Calberson eut l'idée de créer une entreprise de commissionnaire bagagiste chargée, tout d'abord, de livrer en temps et en heure des colis regroupés qui étaient ensuite transportés par chemin de fer. A partir de 1904, les successeurs du fondateur décident de transformer l'entreprise en transporteur routier, et les célèbres camions Calberson vont sillonner pendant de nombreuses années les routes de Normandie et de Bretagne en attendant l'ouverture d'une succursale à Paris. Depuis, la messagerie et le transport express restent caractéristiques de cette affaire, y compris à l'échelon international. Mais le groupe Calberson a également d'autres activités dans les entrepôts et la distribution ou encore dans des transports routiers spécialisés, et aussi un secteur manutention-levage.

Aujourd'hui, le groupe, qui contrôle 82 filiales et emploie plus de 12 000 personnes, gère un parc de 5 620 véhicules et utilise indifféremment tous les réseaux de communication (transport aérien, ferroviaire, maritime, routier). Considéré comme le plus important groupe français de transport de marchandises (après la SNCF), il a réalisé en 1983 un chiffre d'affaires de 5,7 milliards de francs (contre 5,01 milliards l'année précédente), le bénéfice consolidé, part du groupe, ressortant à 107,9 millions de francs contre 93,2 millions en 1982. Quant à la marge brute d'autofinancement, consolidée, elle est passée de 158 à 184,5 millions de francs d'un exercice à l'autre. Au titre du dernier exercice, la société a distribué un dividende global de 50 F contre 45 F l'année précédente.

A la date du 31 juillet dernier, le capital de Calberson était détenu par SFE-FTD (à hauteur de 71,3 %), Salvepar, filiale de la Société générale alsacienne de banque (21,5 %), Danzas (5,2 %), le reste (2 %) étant aux mains de personnes physiques. Précisons que la société SFE-FTD est contrôlée par la SCETA, filiale de la SNCF (54,7 %), Salvepar (35,6 %) et d'autres actionnaires (9,7 %). A l'issue de l'introduction sur le second marché parisien, le capital de cette entreprise sera réparti ainsi : SCETA (50,12 %), Salvepar (34,55 %), Danzas (5,20 %), 10,13 % des actions étant offertes au public.

S. M.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Forte reprise

Une forte reprise est intervenue cette semaine à Wall Street, après quelques tassements initiaux, dans un marché actif. L'indice Dow Jones des valeurs industrielles, qui était retombé mardi au-dessous du niveau de 1 200, l'a repassé dès le lendemain et a terminé la semaine avec des gains de 30,14 points par rapport à la clôture de vendredi dernier, à 1 237,51 points, soit la plus forte progression depuis le 9 août dernier.

Le sentiment qu'une grève susceptible de ralentir considérablement le rythme de l'économie pourrait être évitée, en dépit de quelques grèves perlées, à la suite des nouvelles offres faites par le géant de l'automobile, General Motors, au syndicat des ouvriers de cette industrie (voir par ailleurs), a grandement relevé le moral des milieux boursiers.

De plus, les statistiques publiées jeudi et vendredi ont été considérées comme de nouveaux signes de ralentissement modéré de la croissance économique favorable à une baisse des taux d'intérêt, et ont accentué la reprise. Parmi celles-ci, l'ampleur inattendue de la diminution de la masse monétaire (2,1 milliards de dollars), la chute de 0,8 % des ventes au détail en août et la diminution de 0,1 % de l'indice des prix de gros le même mois.

	Cours 7 sept.	Cours 14 sept.
Alcoa	34	35
ATT	18 5/8	19
Boeing	53 1/2	55 7/8
Chase Man. Bank	41 7/8	45 7/8
Du Pont de Nemours	48 3/4	50
Eastman Kodak	74 1/4	75 1/8
Exxon	43 1/2	44 3/4
Ford	43 1/8	45 3/8
General Electric	55 7/8	58 3/8
General Foods	58 1/4	59
General Motors	72 3/8	75 1/8
Goodyear	27 1/4	27 5/8
IBM	121 5/8	126 3/4
ITT	26 1/4	27 5/8
Mobil Oil	29 1/2	29 3/4
Pfizer	35 7/8	37 1/8
Schlumberger	45 5/8	46 3/4
Texaco	35 3/4	37 1/4
UAL Inc.	36 1/2	38 5/8
Union Carbide	53 7/8	53 3/8
US Steel	24 1/2	25
Westinghouse	26	27 1/8
Xerox Corp	37 1/4	38 1/4

LONDRES

Hésitant

Le marché a évolué irrégulièrement en raison des persistants conflits sociaux en Grande-Bretagne. Les négociations entre la direction des charbonnages et le syndicat des mineurs visant à mettre fin à la grève des houillères, ont notamment été rompues, vendredi soir, après cinq jours d'entretiens sans résultat.

Indice « FT » industrielles : 859,4 contre 851,7 ; mines d'or : 514 contre 533,2 ; fonds d'État : 80,39 contre 79,49.

	Cours 07 sept.	Cours 14 sept.
Beecham	356	360
Bowater	174	177
Brit. Petroleum	500	505
Charter	236	238
Courtaulds	121	125
De Beers (*)	535	517
Dunlop	43	38
Free State Geduld	30 3/4	29 1/2
Glaxo	975	973
Gt. Univ. Stores	546	530
Imp. Chemical	626	636
Shell	645	675
Unilever	930	920
Vickers	181	182
War Loan	34 3/4	35 5/8

(*) En dollars.

TOKYO

Forte hausse

L'indice Dow Jones, qui avait chuté de 119,90 yens au cours de la semaine précédente, a progressé de 120,84 yens cette semaine, pour s'établir à 10 631,54 yens vendredi en clôture. La Bourse était fermée samedi en raison d'une fête nationale. L'indice général a également été en hausse de 13,18 points à 850,53.

	Cours 7 sept.	Cours 14 Sept.
Akaï	535	526
Bridgestone	575	588
Canon	1 280	1 380
Fuji Bank	901	930
Honda Motors	1 280	1 300
Matsushita Electric	1 620	1 690
Mitsubishi Heavy	232	233
Sony Corp.	3 550	3 750
Toyota Motors	1 390	1 420

FRANCFORT

Achats étrangers

L'envolée du dollar, qui a dépassé les 3 DM, a permis à la Bourse de profiter de la forte hausse du billet vert pour enregistrer d'importants achats en provenance de l'étranger. Les valeurs bancaires, automobiles et les biens d'équipement ont été parmi les titres les plus en vue, de même que les produits pharmaceutiques. Indice de la Commerzbank : 1 031,10, contre 994,90.

	Cours 7 sept.	Cours 14 sept.
AEG	95,80	100,30
BASF	154,40	158,30
Bayer	168,40	171,90
Commerzbank	151	162
Deutschebank	329,50	347,50
Hoechst	170,70	173,50
Karstadt	237	241
Mannesman	146,80	154,50
Siemens	402,90	411,70
Volkswagen	172,60	170,80

هكذا من الاصل

Crédits-Changes-Grands marchés

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK
Forte reprise

LONDRES
Hausse

TOKYO
Ferme

FRANCFORT
Achats étrangers

L'euromarché

Vif succès du Crédit national à New-York

Le 10 septembre au matin, le Crédit National lançait à New-York une émission à taux variable de 250 millions de dollars. Dès lundi soir, elle était si largement souscrite que l'emprunteur aurait pu aisément, s'il l'avait voulu, en augmenter le montant de 100 millions. Ce succès aussi ample que rapide est d'autant plus remarquable qu'il a été atteint à partir de conditions légèrement plus avantageuses que celles accordées en mai dernier à la Suède. Cela montre à quel point l'image de la République française qui garantit l'emprunt s'est améliorée outre-Atlantique au cours des derniers mois. L'émission a en effet été entièrement placée auprès d'investisseurs institutionnels américains. Pas une seule obligation n'a été vendue hors des Etats-Unis. En conséquence, les titres qui seront émis nominativement ne pourront jamais être transformés en papier au porteur. Ce seul fait rend pratiquement impossible toute sortie ultérieure des obligations hors du territoire américain.

La durée de l'émission du Crédit national est de douze ans. Toutefois, les porteurs auront la possibilité d'en demander le remboursement anticipé tous les trois ans. Le taux d'intérêt qui est basé sur deux paramètres, le taux de base bancaire en vigueur aux Etats-Unis (prime rate) et le taux sur les certificats de dépôt à trois mois, sera le plus élevé, après la déduction de 50 points de base du premier ou l'addition de 40 points au second. Le jour du lancement de l'émission, l'ajout de 40 points au taux sur les certificats de dépôt représentait 11,88 %. Au même moment, le taux interbancaire offert à Londres sur les dépôts en eurodollars à trois mois était de 11,875 %.

Tous comptes faits, la principale caractéristique de l'emprunt du Crédit national réside peut-être dans la manière selon laquelle le taux d'intérêt sera ajusté après les trois premières années. Le 18 août 1987, le Crédit national devra faire savoir quelles marges il entend offrir au cours des trois années suivantes par rapport au prime rate et aux certificats de dépôt. Les investisseurs initiaux auront alors quinze jours pour faire connaître leur décision après quoi ils pourront soit se retirer en faisant usage de la clause de remboursement anticipé, soit garder leurs obligations en leur forme originale. Si la majorité d'entre eux demande à être remboursée par anticipation, le Crédit national pourra alors proposer de nouvelles marges, qui ne pourront qu'être plus élevées que celles offertes deux semaines plus tôt. Les prêteurs disposeront alors de quatre jours pour signifier à l'emprunteur s'ils acceptent le nouveau taux ou confirment leur retrait. La souplesse de cette formule originale est destinée à réduire au maximum le risque d'un remboursement anticipé.

Le Crédit national a été bien inspiré de choisir New-York parce que le marché international des capitaux est pour l'instant complètement saturé d'émissions nouvelles. En effet les emprunteurs américains se ruent littéralement sur le marché euro-obligataire parce que les conditions y sont plus avantageuses que sur leur propre marché des capitaux. Le cas de Walt Disney est à cet égard exemplaire. Cette société a lancé mercredi un euro-emprunt de 150 millions de dollars. D'une durée de trois ans il sera émis au pair avec un coupon annuel de 12,50 %. Compte tenu de la commission bancaire de 1,375 %, le coût pour le père de Donald Duck n'est que de trente points de base supérieur au rendement que procurent les bons du Trésor américain de même durée. A New-York il lui aurait fallu offrir au moins soixante points de base de plus que le Trésor pour avoir quelques chances d'intéresser les investisseurs.

On peut même se demander si Walt Disney aurait pu se présenter aux Etats-Unis par suite du conflit houleux qui divise actuellement son conseil d'administration et qui a porté un sérieux coup à son image de marque. Les euro-investisseurs n'en ont eu cure. Ils ont été enchantés d'acquérir les euro-obligations. Leur intérêt se traduisait vendredi par une décote de seulement 1,125 – 0,875, c'est-à-dire bien en-dessous de la commission pour les banques qui n'ont pas eu à brader le papier ainsi que cela arrive lorsque la demande est insuffisante.

Le Trésor américain et ses appâts

Vingt-quatre heures plus tôt Coca Cola, nom magique entre tous dont la seule évocation entraîne les portefeuilles à s'entrebâiller comme des huîtres, avait été encore plus agressif avec une euro-émission de 100 millions de dollars sur sept ans. Elle a été offerte à 99,75 avec un coupon annuel de seulement 11,75 % et une commission bancaire totale de 1,875 %. Tout cela équivaut à un coût pour l'emprunteur de quelque soixante-quinze points de base inférieur à ce que rapportent actuellement les emprunts à sept ans du gouvernement américain. Cela n'a pas empêché les euro-investisseurs de se porter acheteurs du papier du fabricant de boisson gazeuse. Il était demandé vendredi avec une décote de 1,375.

Le Trésor américain, en la personne de M. David Mulford, vient de parcourir les places financières européennes pour convaincre les eurobanques d'accepter les emprunts que, dans l'avenir, le gouvernement des Etats-Unis entend placer hors de ses frontières. M. Mulford a confirmé que les obligations concernées se présenteront sous forme nominative, mais afin de préserver l'anonymat des porteurs, qu'il sera laissé aux seules banques le soin de certifier, lorsque les coupons seront détachés, que les détenteurs ne sont pas des résidents aux États-Unis, c'est-à-dire qu'ils passé au cours des douze derniers mois plus de 183 jours hors du sol américain. Bien que le Trésor ait souligné qu'il n'entendait pas porter atteinte au sacro-saint secret bancaire, de nombreux banquiers et tout particulièrement les suisses, n'ont pas été entièrement convaincus par l'argumentaire. En outre, comment sera-t-il possible à un établissement quel qu'il soit de certifier qu'un individu est resté dans l'année moins de 183 jours consécutifs aux Etats-Unis. On imagine aisément la tête du banquier genevois ou zurichois, pour ne citer que celui-ci, contraint de se transformer en douanier et demander à ses clients leur passeport !

Les emprunts spéciaux du Trésor américain auront également trois autres caractéristiques :

1) leurs coupons seront payés annuellement comme c'est la coutume sur le marché euro-obligataire et non pas semestriellement ainsi qu'il en va toujours aux Etats-Unis ;

2) les titres concernés ne pourront être revendus à un résident américain pendant les premiers quarante-cinq jours suivant leur émission ;

3) les obligations en question ne pourront être initialement acquises que par une banque étrangère ou par une filiale à l'étranger d'une banque étrangère ou par une filiale à l'étranger d'une banque américaine au travers de soumission lors des enchères traditionnelles du Trésor.

M. Mulford a enfin spécifié que le premier emprunt de ce type sera offert en octobre et que son montant sera de l'ordre de deux milliards de dollars. Il n'y a plus qu'à attendre.

CHRISTOPHER HUGHES.

Les devises et l'or

Le dollar toujours plus haut : 9,30 F

« Quand les bornes sont franchies, il n'y a plus de limites » : on pourrait appliquer cet immortel aphorisme de notre sapeur national au comportement du dollar. Ce dernier, après avoir, la semaine dernière, franchi pour la première fois, à Paris et ailleurs, la barre des 9 francs, a poursuivi allègrement son avance pour atteindre 9,30 francs à la veille du week-end. A Francfort, il s'est approché de 3,04 deutschemarks après avoir également passé une barre, celle des 3 deutschemark, au plus haut depuis onze ans et demi. A Londres, il a également progressé vis-à-vis de la livre sterling qui, à 1,27 dollar, est tombée à son plus bas niveau historique, à l'égard du « billet vert » tout au moins.

Le plus significatif, dans cette montée, continue est qu'elle s'effectue dans le calme, sans spéculation fiévreuse ni achats à découvert frénétiques. Tout simplement, les opérateurs vendent leurs marks, leurs livres, leurs yens pour acheter du dollar qui, selon un commentateur cité par notre confrère américain le *Herald Tribune*, *« vit sa propre vie »* au-delà des données fondamentales, même les fameux taux d'intérêt dont, outre-Atlantique, on ne sait plus s'ils continuent vraiment à monter.

Bien plus, alors qu'au printemps certaines craintes se manifestaient au sujet d'une baisse brutale du dollar, susceptible de causer autant de dégâts que sa montée (ne venait-il pas de fléchir de 10 % en quelques semaines), aujourd'hui, des voix s'élèvent pour avancer que le « billet vert » pourrait faire preuve d'une bonne santé insolente pendant pas mal de temps encore. Par exemple, pour M. Emile Van Lennep, secrétaire général de l'OCDE, jusqu'au 1er octobre prochain, le dollar *« pourrait rester une devise très forte »*, même si le déficit budgétaire des Etats-Unis était réduit et si les taux baissaient.

Dans une déclaration au *Washington Post*, il s'est élevé contre l'argument *« très partisan et inadéquat »* selon lequel *« c'est seulement le déficit budgétaire américain qui maintient artificiellement le dollar »* à des niveaux élevés. Pour lui, ces niveaux s'expliquent principalement par le fait qu'*« il est très profitable d'investir dans une économie hautement rentable ». « Aussi longtemps que le marché estimera que l'on peut faire plus d'argent aux Etats-Unis qu'en investissant en Europe ou au Japon,* a-t-il ajouté, *les gens auront tendance à acheter du dollar pour investir aux Etats-Unis. » « Une baisse du dollar pourrait intervenir,* a encore indiqué M. Van Lennep, *lorsque l'Europe et le Japon deviendront plus attrayants pour les investisseurs. »* Cela n'empêche pas les milieux financiers de Francfort d'estimer que le dollar est surévalué de 20 à 30 % et que son cours véritable devrait être de 2,30 deutschemarks.

En tout cas, la nouvelle ascension du dollar sera un des thèmes évoqués à la session du Fonds monétaire qui va s'ouvrir bientôt. Selon le rapport annuel du Fonds, le niveau atteint par la monnaie américaine est *« insupportable »* et potentiellement *« nocif »* pour les Etats-Unis. En tout cas, également, l'industrie allemande s'accommode fort bien de la hausse du dollar : ses exportations vers les Etats-Unis ont augmenté de 47 % en sept mois, ce pays prenant la deuxième place parmi les clients de la RFA, derrière la France. Certes, notre pays, dans le même laps de temps, a accru de 61 % ses exportations vers le Nouveau Continent, mais les montants, hélas, ne sont pas comparables. Il y a gros à parier que la conclusion du marché de 1 milliard de dollars pour la fourniture – ferme – de vingt-huit Airbus à la Pan Am a dû être facilitée par la baisse des monnaies des pays européens, qui peuvent donc se permettre de réduire leurs prix en dollars, ce que ne peut faire Boeing. Quant à l'effet nocif de la hausse du dollar sur l'économie allemande, il est, actuellement, négligeable : la Bundesbank intervient très modérément sur les marchés des changes et n'augmente pas ses taux. La Banque centrale ne redoute pas une reprise de l'inflation outre-Rhin du fait de l'augmentation des prix des matières premières libellés en dollars. En fait, ces prix baissent sur les marchés mondiaux, y compris le pétrole.

Sur les marchés des changes, on a encore parlé de la réunion « informelle » des ministres des finances de la CEE à Dublin, les 15 et 16 septembre. Outre l'entrée de la drachme dans le panier de monnaies composant l'unité de compte européenne, l'ECU, des modifications pourraient intervenir dans la composition de ce panier. La part du franc français passerait de 16,5 % à 19 % et celle de la livre italienne de 8 % à 10 %. En revanche, le poids du mark reviendrait de 37 % à 32 % et celui du florin, de 11,3 % à moins de 10 %.

Ces modifications, les premières depuis 1979, ne devraient entraîner aucun mouvement sur les marchés des changes. Néanmoins, des rumeurs courent toujours sur l'adoption du cours actuel du mark, à Paris. 3,0685 francs, (proche du cours médian ou pivot) comme nouveau cours plancher, ce qui ne changerait rien dans l'immédiat, mais donnerait une nouvelle marge de manœuvre au franc dans l'avenir. L'opération s'effectuerait à froid, ce qui serait bien la première fois depuis octobre 1981, mais songe-t-on jamais à prendre les devants dans ce domaine ?

FRANÇOIS RENARD.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 7 AU 14 SEPTEMBRE

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	$ E.U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
Londres	–	–	–	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–	–	–	–
New-York ...	[illegible]	–	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
	1,2790	–	10,9679	40,5822	33,6700	1,6722	29,8597	0,0547
Paris	[illegible]	[illegible]	–	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
	11,6613	9,1175	–	369,28	306,99	15,2467	272,25	4,9850
Zurich	3,1887	2,5045	26,9302	–	82,6567	4,1891	73,3596	1,3421
	3,1579	2,4690	27,0798	–	83,1313	4,1288	73,7235	1,3499
Francfort ...	3,8481	3,0380	32,5887	120,90	–	4,9712	88,7521	1,6237
	3,7986	2,9700	32,5147	120,29	–	4,9665	88,6832	1,6238
Bruxelles ...	77,4865	60,95	6,5537	24,3361	20,1155	–	17,8529	3,2663
	76,4842	59,80	6,5588	24,2283	20,1347	–	17,8561	3,2695
Amsterdam ..	4,3357	3,4140	36,7197	136,31	112,67	5,6013	–	1,8295
	4,2834	3,3490	36,7316	135,64	112,76	5,6083	–	1,8310
Milan	2365,82	1866	280,64	745,65	615,84	30,6152	546,57	–
	2339,29	1828	288,60	740,79	615,82	30,5853	546,13	–
Tokyo	311,78	245,50	26,3984	98,82	81,0231	4,0278	71,9897	0,1325
	313,23	244,90	26,8604	99,19	82,4579	4,0953	73,1263	0,1339

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 14 septembre, 3,7881 F contre 3,7229 F le vendredi 7 septembre.

LES MONNAIES DU S.M.E.*: DE LA PLUS FORTE À LA PLUS FAIBLE

14 sept. 1984

LIRE ITALIENNE – COURONNE DANOISE – LIVRE IRLANDAISE – FLORIN NÉERLANDAIS – MARK ALLEMAND – FRANC FRANÇAIS – FRANC BELGE

+1,50 / +1,25 / 0 / –0,25 / –0,50 / –0,75 / –1 / –1,25 / –1,50 / –1,75 / –2,00 / –2,25

*Système monétaire européen

Les matières premières

Baisse du zinc et du plomb

La menace d'un arrêt de travail dans l'industrie automobile américaine, les craintes relatives à une nouvelle tension des taux d'intérêt – pourquoi se presser dans de telles conditions pour reconstituer ses stocks – et la flambée persistante du dollar ont exercé une influence dominante sur les places commerciales. Il faut y ajouter la perspective d'un ralentissement de l'expansion économique l'année prochaine dans plusieurs pays importants (États-Unis, Canada et japon).

MÉTAUX. – *Sensible baisse des cours du zinc, revenus à leurs niveaux les plus bas depuis neuf mois à Londres. Pour la troisième fois depuis le mois de juin, les producteurs viennent de réduire leur prix de 50 dollars la tonne pour la ramener à 940 dollars. La décision prise par le plus important producteur français (Penarroya) d'amputer au cours des prochains mois sa production de 10 %, afin de mieux ajuster l'offre et la demande, n'a pratiquement pas eu d'impact sur le marché. Il en a été de même d'ailleurs de la publication des statistiques du groupe d'études international du plomb et du zinc faisant état d'une augmentation de 6 % de l'utilisation mondiale durant le premier semestre, égale d'ailleurs à celle de la production.*

La chute des cours du plomb s'est accélérée à Londres, les cours retrouvant leurs niveaux les plus bas depuis six mois, ne dépassant désormais que de 15 livres par tonne ceux du 30 décembre 1983. Plusieurs producteurs américains ont réduit leurs prix. Les fabricants d'accumulateurs se font plus que tirer l'oreille pour renouveler leurs stocks. Pourtant l'accroissement de la consommation a été de 6 % durant les sept premiers mois de l'année, supérieur à celui de la production, en hausse de moins de 2%.

Les cours du cuivre se sont repliés à Londres malgré la nouvelle diminution des stocks britanniques de métal revenus à 159525 tonnes (–2750 tonnes).

La hausse s'est poursuivie sur les cours de l'étain à Londres grâce aux achats de soutien du directeur du stock régulateur.

Une très légère amélioration a été enregistrée sur les cours de l'aluminium à Londres. En effet, l'accroissement des stocks mondiaux a été inférieur aux prévisions des négociants, de l'ordre de 100000 tonnes seulement. Ils atteignaient à fin juillet 4170000 tonnes.

CAOUTCHOUC. – *Effritement persistant des cours du naturel à Londres dans l'attente des résultats des négociations salariales dans la branche automobile aux Etats-Unis.*

DENRÉES. – *Les cours du sucre ont peu varié sur l'ensemble des marchés. De nouvelles rumeurs ont resurgi faisant état de l'achat par l'URSS au Brésil de 250000 tonnes de sucre.*

Les cours du café se sont effrités. Plusieurs pays membres de l'organisation internationale se sont prononcés en faveur d'une majoration de 10 cents par livre des fourchettes de prix.

Progression persistante des cours du cacao, car le Nigéria aurait suspendu ses ventes.

CÉRÉALES. – *Les cours du blé ont à peine réagi sur le marché aux grains de Chicago à la perspective d'achats accrus de blé américain par l'URSS.*

LES COURS DU 14 SEPTEMBRE 1984

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente)

MÉTAUX. – Londres (en sterling par tonne) : cuivre (High grade), comptant, 1 020,50 (1 046) ; à trois mois, 1 039 (1 050) ; étain comptant, 9 685 (9 575) ; à trois mois, 9 588 (9 460) ; plomb, 307,50 (328) ; zinc, 594 (614) ; aluminium, 801 (798) ; nickel, 3 712 (3 680) ; argent (en pence par once troy), 574 (563). – New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 56,10 (60,30) ; argent (en dollars par once), 7,10 (7,14) ; platine (en dollars par once), 327 (331,7). – Penang : étain (en ringgit par kilo), inch. (29,15).

TEXTILES. – New-York (en cents par livre) : coton, octobre, 63,35 (59,50) ; décembre, 64,85 (59,75). – Roubaix (en francs par kilo), laine, octobre, inch. (51,60).

CAOUTCHOUC. – Londres (en livres par tonne) : R.S.S. (comptant), 590-620 (630-645).

DENRÉES. – New-York (en cents par lb ; sauf pour le cacao, en dollars par tonne) : cacao, décembre, 2 291 (2 278) ; mars, 2 249 (2 190) ; sucre, octobre, 4,38 (4,35) ; janvier, 5,01 (5,07) ; café, décembre, 141,20 (144,64) ; mars, 139,30 (143,15). – Londres (en livres par tonne sauf le sucre en dollars) : sucre, octobre, 122,80 (123,40) ; décembre, 133 (134,60) ; café, novembre, 2 473 (2 492) ; janvier, 2 390 (2 400) ; cacao, décembre, 1 918 (1 876) ; mars, 1 847 (1 800). – Paris (en francs par quintal) : cacao, décembre, 2 240 (2 185) ; mars, 2 170 (2 100) ; café, novembre, 2 875 (2 879) ; janvier, 2 820 (2 785) ; sucre (en francs par tonne), décembre, 1 582 (1 510) ; mars, 1 600 (1 544). Tourteaux de soja : Chicago (en dollars par tonne), octobre, 149,6 (152,10) ; décembre, 155,6 (158,10). – Londres (en livres par tonne), octobre, 131 (128) ; décembre, 135,50 (134,20).

CÉRÉALES. – Chicago (en cents par boisseau) : blé, décembre, 354 1/4 (357 3/4) ; mars, 360 1/2 (361 1/4) ; maïs, décembre, 290 1/2 (287) ; mars, 294 1/4 (291 3/4).

INDICES. – Moody's, 986 (998,2) ; Reuter, 1 863 (1 871,1).

Marché monétaire et obligataire

Nouvelle baisse des rendements en France

La baisse des rendements sur le marché secondaire des obligations en Bourse se poursuit. D'une semaine à l'autre, ces rendements sont revenus de 12,28 % à 12,21 % pour les emprunts d'Etat à plus de sept ans. Pour la première fois depuis quatre ans, ils sont revenus en dessous de 12 % pour les emprunts d'Etat à moins de sept ans : 11,97 %, contre 12,09 %, le secteur public affichant également un repli : 13,45 %, contre 13,51 %.

La baisse tendancielle du taux à long terme sur la place de Paris se poursuit donc sans désemparer, ce qui a provoqué quelques états d'âme chez les opérateurs en ce qui concerne les émissions à taux variable : dans la conjoncture actuelle, cette formule présente beaucoup moins d'attraits.

Au *Bulletin* des annonces légales du lundi 17 septembre sortira, comme prévu, l'emprunt de 4 milliards de francs du Crédit national en deux tranches égales, l'une à taux fixe de 13,30 % et l'autre à taux variable. Comme nous l'avions signalé la semaine dernière, cet emprunt était déjà souscrit, et même sursouscrit, dès l'annonce de son lancement, vendredi 7 septembre.

A la veille du week-end, le comité des émissions, qui, en liaison étroite avec le Trésor, fixe le calendrier des émissions, devait prendre position sur les prochains lancements : crédit foncier ou plutôt emprunt d'Etat que les opérateurs voyaient sortir dans le courant de cette semaine et qui pourrait être annoncé incessamment. Ce serait le troisième de l'année et, à cette occasion, son taux nominal pourrait marquer une nouvelle étape de baisse, bien préparée par le fléchissement de rendements sur le marché secondaire évoqué au début de cette rubrique. Il est possible que le taux nominal de cet emprunt revienne à 12 %. Il avait été de 12,80 % à la fin du mois de juin dernier, alors que le rendement des emprunts d'Etat à plus de sept ans était de 12,91 %, contre 12,21 % maintenant.

Aux Etats-Unis, M. Henry Kaufman, le « gourou » new-yorkais bien connu, a déclaré que la Réserve fédérale cherche actuellement à écarter toute crainte d'un raffermissement prochain des taux d'intérêt en injectant des liquidités dans le système bancaire américain. Cela ne l'empêche pas de pronostiquer de nouvelles tensions vers la fin de l'année, le taux de base des banques (prime rate) passant de 13 % à 13,5 %. De toute façon, estime-t-il, aucune décrue des taux américains ne saurait se produire avant la fin de 1985. En attendant, la masse monétaire des Etats-Unis s'est contractée de 2,1 milliards de dollars pour la semaine se terminant le 3 septembre, davantage que prévu. Du coup, les cours des obligations se sont raffermis outre-Atlantique et les rendements ont fléchi, en même temps que Wall Street faisait un bond en avant (voir par ailleurs).

D'autre part, les milieux financiers attendaient la publication des dernières données sur l'évolution de l'économie américaine, tablant, à tort ou à raison, sur un ralentissement de l'expansion.

F.R.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

M. HENRI KRASUCKI invité du « Grand Jury RTL-*le Monde* »

M. Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « *Le grand jury RTL-le Monde* », dimanche 16 septembre, de 18 h 15 à 19 h 30.

Le responsable syndical répondra aux questions de Patrick Jarreau et de Michel Noblecourt, du *Monde*, et de Jeanine Perrimond et de Dominique Pennequin, de RTL, le débat étant dirigé par Henri Marque.

Le championnat du monde d'échecs à Moscou

APRÈS LE REPORT DE LA TROISIÈME PARTIE

Garry Kasparov a encore surpris. Pas sur l'échiquier cette fois, puisqu'il ne s'est pas présenté, le vendredi 14 septembre à la Maison des syndicats à Moscou, pour y disputer la troisième partie de son match contre Karpov (*le Monde* du 15 septembre). La surprise c'est, qu'après deux parties nulles seulement, le challenger du champion du monde a décidé de prendre un *time out* (temps de repos) (1).

« *Incompréhensible et risqué* », a aussitôt commenté le grand-maître Naudorf. Pour d'autres spécialistes présents à Moscou, la pause demandée par Kasparov pourrait s'expliquer par les longues analyses nocturnes de la deuxième partie auxquelles le challenger et ses conseillers ont dû se livrer après l'ajournement. Le grand-maître soviétique Edouard Goufeld précise que « *chacun des deux camps a consacré pas moins de vingt heures* » à cette analyse.

La nullité obtenue en quelques minutes jeudi à la reprise a étonné les observateurs. Kasparov s'est-il épuisé, la nuit, à trouver le coup salvateur 42 : Dé1 ? Ce serait surprenant mais on peut penser qu'il a surtout voulu, par ce report inattendu, briser le rythme effréné du match, rythme auquel Karpov lui semblait bien – trop bien – s'adapter. Réponse lundi.

(1) Chaque joueur a droit à trois *time out* (qu'il peut prendre quand il veut), pour les vingt-quatre premières parties du championnat et ensuite à un *time-out* toutes les huit parties. Le nombre de parties est illimité. Le vainqueur est celui qui remporte le premier six victoires.

● PENTATHLON MODERNE : *Championnat du monde à Fontainebleau*. – Le Français Paul Four, médaille de bronze aux Jeux olympiques de Los Angeles, a remporté le championnat du monde militaire de pentathlon moderne qui a pris fin, vendredi 15 septembre, à Fontainebleau.

Le numéro du « Monde » daté 15 septembre 1984 a été tiré à 466 863 exemplaires

A B C D F G H

Au Liban

« Béchir est vivant... en nous »

De notre envoyée spéciale

Beyrouth. – « *Béchir est vivant... en nous.* » La réponse des trois mille soldats des Forces libanaises (milices chrétiennes unifiées) alignés en carré claque dans la nuit qu'éclairent des milliers de bougies. Pour le deuxième anniversaire de l'assassinat de leur chef Béchir Gemayel, président élu du Liban, les Forces libanaises ont organisé vendredi 14 septembre une imposante manifestation du souvenir à Beyrouth-Est. L'arrivée d'un milicien porteur d'une torche, venu au pas de course de la maison de l'ancien président à Achrafieh, cœur du Beyrouth chrétien, au siège du commandement des Forces libanaises à la Quarantaine sur le port marque le début de la cérémonie.

Devant la double croix, coupée en biseau à sa base, emblème adopté par la résistance chrétienne au cours de la guerre de la montagne il y a un an, M. Fady Frem, commandant en chef des Forces libanaises, allume la flamme du souvenir. Chaque commandant des quarante unités représentées lève sa torche tandis que des flammes jaillissent des vasques. Une garde formée par des éléments de la police militaire, sabre au clair, rend les honneurs, les roulements de tambour et la sonnerie aux morts ébranlent la nuit. « *Nous sommes tous des moines sur le chemin de Béchir* », proclame un récitant. Derrière lui, la lumière dans le bureau de Béchir Gemayel, dans lequel personne n'entre plus jamais, est allumée, témoignant de la symbolique présence du chef.

A Beyrouth-Est et dans les régions chrétiennes, la grève générale décrétée en ce jour anniversaire a été très largement suivie. Depuis le début de l'après-midi, Achrafieh était en état de siège. Les miliciens des Forces libanaises en armes, déployés en grand nombre, gardaient sévèrement l'accès aux différents lieux de manifestations. La cérémonie a été présidée par le président Amine Gemayel, qui a assisté dans l'après-midi à une messe à Achrafieh, avant d'aller déposer une rose sur la stèle édifiée à l'endroit même où ont péri son frère et vingt-six de ses compagnons. Le soir, toutes les rues d'Achrafieh étaient illuminées par des bougies placées dans des petits sacs de papier.

Alors que Beyrouth-Est exaltait avec passion le souvenir de Béchir Gemayel, Beyrouth-Ouest était en effervescence, une vedette non identifiée ayant mitraillé, vers 18 heures, un secteur proche du Bain militaire, ne faisant que des dégâts matériels. La 6e brigade de l'armée libanaise a riposté, et des miliciens du Parti socialiste progressiste et du mouvement chiite Amal se sont déployés. Si pour l'homme de la rue il est évident que les tirs provenaient d'un navire israélien, un communiqué de l'armée libanaise publié dans la soirée de vendredi parle seulement de « *vedette armée non identifiée* ».

La journée aura une fois de plus montré la profondeur du fossé qui sépare les deux parties, chrétienne et musulmane, de Beyrouth. Alors que la télévision de l'Est faisait une large place aux manifestations organisées pour l'anniversaire de l'assassinat du président élu, à l'Ouest les journaux télévisés évoquaient le deuxième anniversaire, qui sera commémoré lundi dans les camps palestiniens, des massacres de Sabra et Chatila.

FRANÇOISE CHIPAUX.

La télévision du matin

(Suite de la première page.)

L'édifice bouge enfin, et les grilles revendiquent soudain une souplesse d'élastique. Concurrence oblige ! Merci Canal Plus, pourraient proclamer de concert les trois sociétés de service public. N'est-ce pas la perspective de son arrivée prochaine qui a semblé débloquer la situation, stimulé quelques expériences, et accru chez les trois PDG le goût du challenge ?

Un challenge qui a poussé FR 3 à ouvrir récemment son antenne le matin à l'occasion d'événements marquants (les élections européennes, l'anniversaire du débarquement...) ; un défi qui a incité Antenne 2 à frapper un gros coup lors des Jeux olympiques, mobilisant son équipe pour présenter au matin un résumé des épreuves de la nuit ainsi qu'un journal réduit.

Un match – car s'en est un – qui a conduit TF 1 à se jeter à l'eau, elle aussi, ce samedi 15 septembre pour un « Bonjour la France » d'un quart d'heure annoncé comme « *la première du journal matinal de la Une* ». Ces tirs croisés d'initiatives sur le créneau du matin s'expliquent bien moins en fait par la perspective d'une audience importante à l'heure du petit déjeuner que par le souci de leur image et la volonté de chaque chaîne d'être associée à un programme nouveau et moderne. D'où la compétition qui oppose particulièrement TF 1 et Antenne 2, FR 3 ne souhaitant émettre le matin que de façon occasionnelle, à moins, songe son président, de produire quelques émissions hebdomadaires de type thématique, notamment pour les enfants le mercredi matin.

Une compétition menée tambour battant par TF 1, agacée des lauriers tressés chaque jour à sa rivale, et mue par le désir de renverser enfin le courant en sa faveur. Comment alors imaginer un seul instant une possibilité d'entente et de travail en commun entre les deux équipes comme le suggérait – sans trop y croire – M. Fillioud au mois de juillet dernier ?

Les discussion amorcées au cours de l'été entre les PDG ont stagné. A défaut d'entente, a-t-on très vite compris, il allait falloir recourir à la sélection, le secrétaire d'Etat ayant averti que l'auditoire forcément restreint du nouveau programme interdisait les initiatives simultanées des deux chaînes. Alors, TF 1 ou Antenne 2 ? Pile ou face ? Deux poids égaux dans la balance ? Pas tout à fait. Antenne 2 n'est-elle pas la première à s'être placée sur le créneau ? Ne peut-elle se prévaloir d'une situation financière saine et se targuer d'appliquer scrupuleusement les obligations contenues dans son cahier des charges ?

La Haute Autorité de la communication audiovisuelle s'est donc prononcée pour une répartition des tâches entre les deux chaînes selon les jours de la semaine, prévoyant ainsi l'alternance la moins brutale ou incohérente possible pour le téléspectateur. Une compensation de taille pour TF 1 : la libération du créneau 19 h 15-19 h 40. « *Un cadeau* », dit-on à Cognacq-Jay où l'on se prend même à rêver du déplacement du sacro-saint journal de 20 heures ! L'ultime réunion, mercredi 19 septembre, des trois PDG et l'annonce officielle des arbitrages de M. Fillioud et de la création de la Régie française des espaces (RFE) devraient confirmer ces orientations. L'on murmure en outre d'autres extensions possibles de l'antenne...

Profitons de la brèche désormais ouverte, bousculons les grilles statiques, et secouons un peu le cadre de ce service public si figé qui ne demande qu'à innover.

ANNICK COJEAN.

« Bonjour la France »

Premier « Bonjour la France » sur TF 1, présenté par Jean-Claude Bourret (veston-cravate) avec l'équipe de journalistes en tenue décontractée, réunis sans façon autour de la table, avec tasses de café et sourire de rigueur le matin. Une revue de presse et beaucoup de nouvelles, traitées brièvement, sans hiérarchie d'importance – éruption d'un volcan aux Philippines, centrale nucléaire, lapin drogué au Brésil. La place la plus importante est réservée à la météo et aux sports.

Les nouvelles sont données avec ou sans images, photos, reprises de reportages, illustrations intemporelles. Mais un direct de Maisons-Laffite : André Théron s'entretient avec Michel Rocard : le tiercé sera-t-il décentralisé ? Le ministre de l'agriculture ne s'engage pas, mais dit que, plus les organisations professionnelles prennent leurs responsabilités, moins l'Etat doit intervenir, et mieux ça vaut.

Nouveauté : les événements pittoresques de la nuit, venus principalement des Etats-Unis grâce au décalage horaire favorable. Des propositions de sortie pour le week-end, festival de vol libre ou de broderie... Les maires sont invités à envoyer leurs programmes.

« Bonjour la France » adopte le ton et les conceptions des journaux radio du samedi matin : bonne humeur et petits faits de la vie pratique au quotidien. Les grands sujets sont annoncés, ils seront traités aux éditions de la mi-journée et du soir pour les spectateurs bien réveillés.

C. G.

CHEF DE L'UNITA ANGOLAISE

M. Jonas Savimbi a assisté au Cap à la prestation de serment du président Botha

M. Pieter Botha a prêté serment, le vendredi 14 septembre au Cap, en prenant ses fonctions de président de la République sud-africaine. Environ huit cents étudiants de l'université noire du Cap ont manifesté contre M. Botha et ont été dispersés par la police qui a fait usage de balles en caoutchouc et de gaz lacrymogènes. Les étudiants avaient demandé à M. Botha, dans une lettre ouverte, de démissionner « *pour éviter une guerre civile sanglante* ».

De nouveaux affrontements entre forces de l'ordre et manifestants avaient lieu au même moment à Soweto, où la police est intervenue à de nombreuses reprises dans la journée pour disperser les manifestants. Trois jeunes Noirs ont été arrêtés.

Dans son allocution, M. Botha a notamment déclaré : « *Nous nous engageons à respecter et à défendre les valeurs chrétiennes et les normes civilisées, ainsi que la liberté de croyance et du culte.* » Il a ajouté : « *Notre Etat doit conserver un caractère particulier. Ce caractère ne peut être construit que fondé sur un gouvernement d'ordre et en respectant nos différents groupes de population, leurs traditions, leurs espoirs et leurs idéaux.* »

« *Je m'engage à rechercher une forme institutionnalisée de coopération avec les Etats indépendants et autonomes* », a indiqué M. Botha, faisant allusion à la politique de création de homelands indépendants.

Parmi les rares personnalités étrangères venues au Cap assister aux cérémonies d'investiture, la présence de M. Jonas Savimbi, chef des maquisards de l'UNITA (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola) en lutte armée contre le gouvernement de Luanda, a été remarquée. M. Savimbi avait été accueilli à l'aéroport par le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. « Pik » Botha, qui l'a présenté comme « *un ami de l'Afrique du Sud* ».

Le chef de l'UNITA a déclaré qu'il s'agissait de sa première visite officielle en Afrique du Sud et qu'il n'avait encore jamais rencontré M. Pieter Botha. Interrogé, d'autre part, sur la présence en Angola de soldats nord-coréens qui, selon un journal sud-africain, combattraient les forces de l'UNITA aux côtés de l'armée angolaise et des troupes cubaines, M. Savimbi a affirmé n'en avoir « *jamais entendu parler* ».

A Durban, les six responsables de mouvements anti-apartheid qui se sont réfugiés jeudi au consulat britannique étaient toujours présents dans les locaux diplomatiques samedi 15 septembre. Le premier ministre britannique, Mme Thatcher, a confirmé que le consulat avait reçu comme consigne de ne pas permettre que les réfugiés quittent les lieux contre leur gré. Enfin, à Johannesburg, une explosion s'est produite vendredi dans les bureaux des services de la coopération et du développement (ministère chargé des affaires noires). – *(AFP, Reuter, AP, UPI.)*

Le « Mont-Louis » lâche ses fûts

De notre envoyé spécial

Ostende. – Un seul fût retrouvé et tout est débloqué ! Ces plongeurs que l'on disait nonchalants, voire timorés, les voilà qui mettent les bouchées doubles et vous sortent en quelques heures douze conteneurs de 15 tonnes entassés sous la mer au fond d'une coque en marmelade... Le secret de cette réussite soudaine ? La *météo*, une fois de plus. L'accalmie des derniers jours a été l'occasion d'ancrer enfin le deuxième ponton, *Titan 9*, qui, en brisant la houle, permet à marée basse de travailler sur la coque du *Mont-Louis* comme au bord d'une piscine. Toute la presse, cette fois, a pu voir les plongeurs à l'œuvre.

L'épave est maintenant encadrée par les deux pontons (*Titan 8* et *Titan 9*), renforcés par une plate-forme venue de Rotterdam (*Taklift 1*) munie d'une grue capable de lever 800 tonnes d'un coup, donc d'enlever s'il le faut le navire par morceaux. Ce vendredi à marée basse, en fin de matinée, une activité fiévreuse régnait sur la barge *Titan 8*, contrastant singulièrement avec l'attente des jours précédents. A même la coque du *Mont-Louis*, qui émerge de plus de 1 mètre, la Smi Tak, a installé un poste mobile de commandement pour la liaison avec les plongeurs.

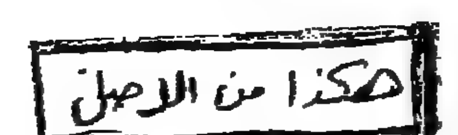
Des hommes en combinaison de caoutchouc rouge et noir – les plongeurs – se tiennent prêts à intervenir, aidés par de blonds Vikings en combinaison orange, chargés de tenir les câbles électriques et les cordes de rappel. Dès qu'un fût émerge, soulevé par une des deux grues mobiles du *Titan 8*, les hommes de la COGEMA (Compagnie générale de matières nucléaires), s'approchent, auscultent le lourd cylindre sous toutes les soudures – certains présentent des enfoncements qui témoignent de la violence des chocs subis, – et, aussitôt, le conteneur est fixé au plancher de la barge avec des filins soudés.

L'opération, ce vendredi, se renouvelle à la cadence d'un fût par demi-heure. Un homme-grenouille plonge, la grue descend son crochet, le plongeur remonte, les filins se tendent et, chaque fois, le miracle se reproduit : non pas une caisse disloquée ni un de ces bidons jaunes (vides) qui n'intéressent personne, mais bel et bien un conteneur gris de 15 tonnes, à peine cabossé, lourd de son mystérieux contenu – pour les profanes. Les spectateurs ont presque envie d'applaudir.

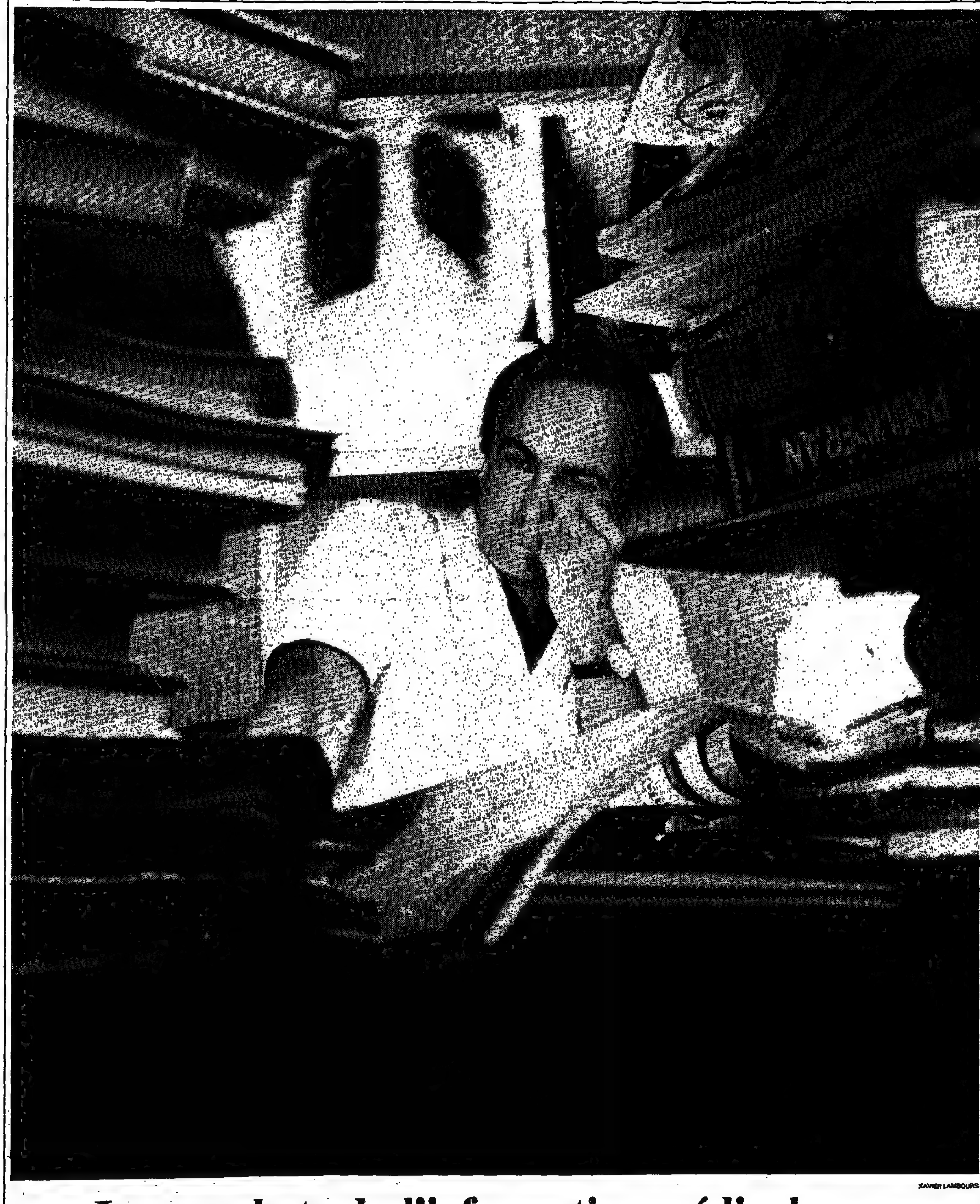
« *Vous voyez, les choses se passent plutôt bien* », souligne M. Jean-Claude Magnac, secrétaire général adjoint de la COGEMA, venu le matin même de Paris. Victime d'un terrible mal de mer, il est soudain porté à l'indulgence vis-à-vis de ces hommes que plusieurs ingénieurs français considèrent encore comme des « pilleurs d'épaves »... Les hommes du chantier ne prennent aucune précaution particulière. Les plongeurs n'ont que leur combinaison habituelle et les ingénieurs ont revêtu des cirés pour se prémunir contre les embruns.

Tout le monde est maintenant rassuré : les conteneurs ont tenu – au moins ceux-là ; la nappe de mazout est sous contrôle – on a même cessé de répandre des dispersants ; et l'épave devrait pouvoir être enlevée si quelqu'un est prêt à payer son remorquage. Reste une incertitude : le temps – toujours lui ! Si les marées d'équinoxe interdisent la suite des opérations de repêchage, ou même dispersent les installations laborieusement mises en place, la belle série de conteneurs qu'on remonte peut être interrompue. Ces messieurs de la COGEMA n'ont pas fini de faire des cauchemars.

ROGER CANS.



Le Monde
Aujourd'hui



XAVIER LAMBOURS

Les combats de l'information médicale, page II

Supplément au numéro 12330. Ne peut être vendu séparément. Dimanche 16 - Lundi 17 septembre 1984.

Le savoir médical *doit être continuellement mis à jour. La construction d'Ecumed en Floride, des*

Un Bichat permanent

SORTI de sa faculté, le *médecin est un homme* seul. Considérée comme normale pendant des siècles, cette situation est aujourd'hui inacceptable. Pour le praticien d'abord, qui ne le supporte que très difficilement. Pour le patient ensuite, qui sent confusément que le « savoir » demeure prisonnier de l'enceinte hospitalo-universitaire.

Finir « sa » médecine ce n'est plus seulement couper le cordon ombilical. C'est aussi rompre les circuits de mise à jour des connaissances, alors même que les flux d'informations *n'ont* jamais, en médecine, été si importants et si nécessaires.

Ignorant avec superbe toute la dimension des rapports médecin-malade, l'Université élève ses fils dans le culte du savoir avant de s'en séparer pour toujours.

Il ne faut pas aller plus loin pour comprendre le succès qu'a pu avoir ces dernières années une *manifestation* comme celle des Entretiens de Bichat (1). C'est aussi à l'évidence la raison d'être de cette véritable toile d'araignée que forment, sur l'ensemble du territoire, les associations de formation médicale continue. Deux modèles totalement opposés : d'un côté, c'est le retour du vieil élève dans un amphithéâtre où parlent les maîtres ; de l'autre, c'est la mise en commun du savoir et des incertitudes, une forme d'autogestion de la médecine praticienne.

Deux modèles pour une même certitude : aucun médecin ne peut plus « savoir la médecine ». Tout au plus peut-il espérer ne pas oublier l'essentiel et acquérir l'indispensable.

C'est dans ce paysage, et parce que l'information médicale est tout sauf une simple information professionnelle, que l'on observe les prémices de grandes manœuvres « médiatiques », dont nous donnons ici les lignes principales. Parler de médecine c'est entrer dans l'intime. C'est parler du corps, évoquer la douleur, la naissance et la mort. C'est toucher tous les publics comme le montrent les résultats de nombreux sondages, dont celui effectué en mars dernier dans ces colonnes (2).

Le corps médical a longtemps manifesté les plus vives réticences devant les tentatives des non-médecins pour entrer dans leur champ de savoir. Il a ensuite, comprenant tout l'intérêt de la prise de parole, progressivement évolué. Acceptant le partage, il jouait le rôle de l'éducateur sanitaire. Les choses ont-elles changé à ce point qu'on puisse voir à Montpellier la même manifestation s'ouvrir aux fondamentalistes, aux praticiens et aux curieux ? La diffusion du savoir médical aux non-médecins est-elle légitime ? On pourra toujours sur ce thème se reporter à la vie et à l'œuvre du docteur Théophraste Renaudot, fondateur en 1631 à Paris de *la Gazette*, l'un des premiers journaux du monde. Renaudot qui, dès lors, fut mis au ban de la communauté médicale et qui, en 1653, mourut *« gueux comme un peintre »*.

JEAN-YVES NAU.

(1) Les Entretiens de Bichat 1984 se tiendront à Paris du 24 au 29 septembre.

(2) Plus de 30 000 personnes avaient répondu à ce questionnaire. 31 % d'entre elles avaient classé la médecine parmi « les sujets les plus intéressants ». Ce pourcentage montait à 44 % chez les femmes et à 46 % chez les lecteurs âgés de plus de cinquante ans.

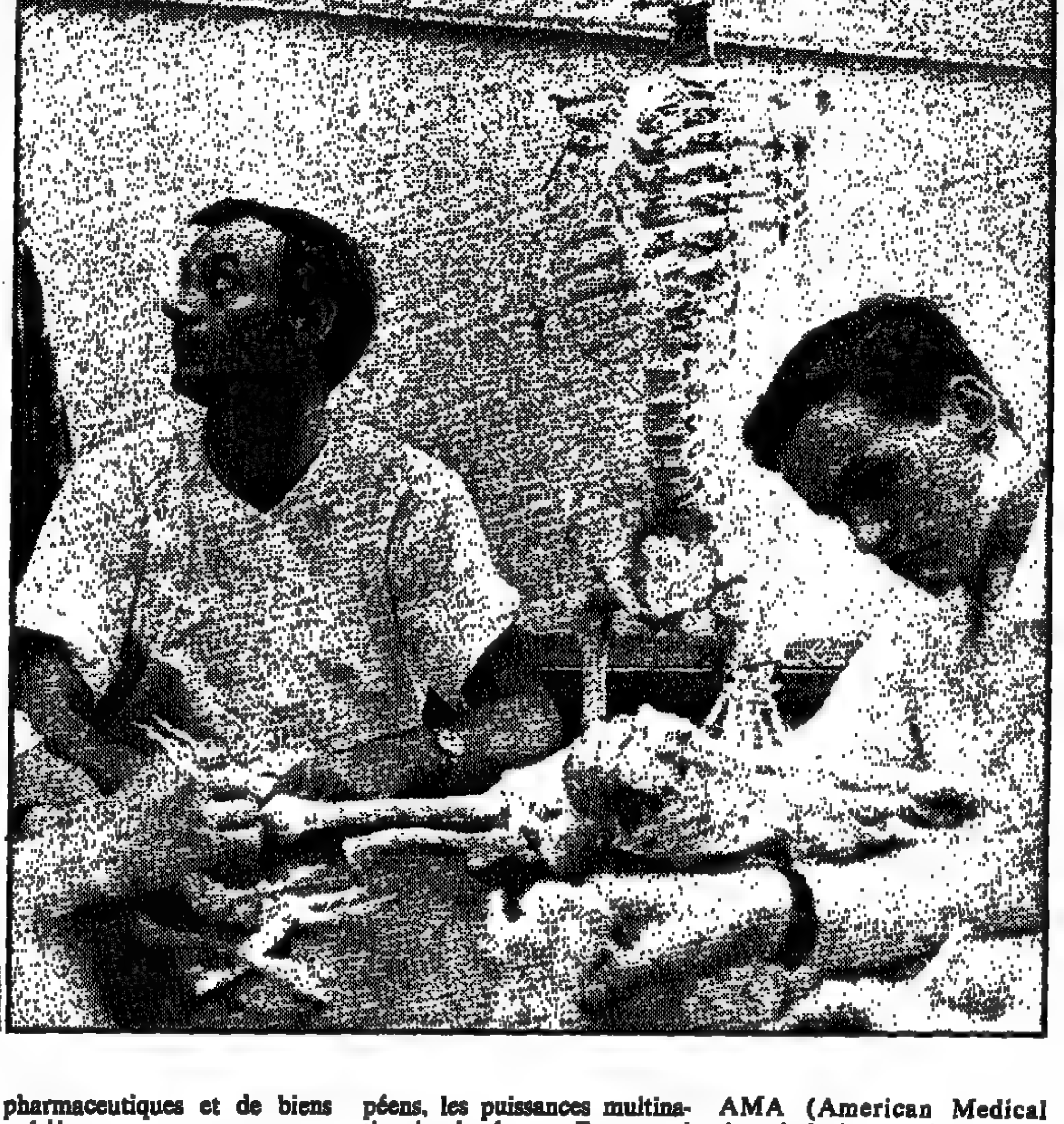
Ecumed, place mondiale de la santé

En Floride, le gigantisme américain mis à la disposition de tous ?

GIGANTISME, le mot est faible. Faible pour décrire ce que la toute-puissante industrie pharmaceutique américaine est en train d'édifier sur les côtes de la Floride, non loin de Miami, à Fort-Lauderdale.

De quoi s'agit-il ? D'un immense complexe – le plus grand ensemble immobilier du monde, dont les dimensions finales dépasseront celles... du Pentagone – destiné aux médecins, chirurgiens, administrateurs de la santé, infirmiers, bref à tous ceux qui, de près ou de loin, s'intéressent à l'évolution de la médecine. On trouvera dans cet énorme ensemble non seulement une exposition permanente, extensive, exhaustive, de ce que produit l'industrie pharmaceutique, mais aussi tout ce qui intéresse ceux qui travaillent dans le domaine de la santé : instruments chirurgicaux, radiologiques, génie biomédical, informatique, systèmes de gestion hospitalière, modèles d'analyse d'économie de la santé, et la liste n'est pas close.

S'il ne s'agissait que d'une vaste foire-exposition, l'idée ne serait guère originale. Mais il s'agit de beaucoup plus que de cela : les promoteurs de l'idée veulent faire d'Ecumed – tel est le nom qui a été retenu – un centre permanent d'information et de recyclage sur toutes les connaissances médicales et sur tout ce qui a trait à la gestion de la santé. Aussi le centre organisera-t-il environ trois mille cinq cents réunions et séminaires par an sur les sujets les plus divers, touchant à l'évolution de la médecine.



MAGNUM

Comment dans ces conditions les quelque six cent mille visiteurs que réunira Ecumed chaque année – dont cent vingt mille étrangers – pourront-ils choisir et s'orienter vers le domaine de leur choix ? Chaque année, le centre publiera un calendrier des manifestations prévues, qu'il diffusera dans le monde entier pour que chacun puisse programmer à sa guise son séjour en Floride.

Mais les promoteurs ont vu grand, aussi, pour les à-côtés. Il faudra recevoir, loger, distraire ces six cent mille visiteurs. Et éviter que, par un séjour trop prolongé, ils ne perdent le contact avec leur cabinet, leur hôpital, leur foyer. La chose a été pensée, et dûment informatisée. Chacun, lors de son inscription, recevra et portera sur lui, en permanence, un badge électronique qui s'allumera dès qu'un message lui sera adressé. Tout sera prévu pour qu'il puisse immédiatement entrer en contact avec l'auteur du message, fût-il en Europe ou au Japon. Un hôtel de mille cinq cents chambres, sur trente-sept étages, sera construit au sein du complexe lui-même. Dans chaque chambre, un terminal d'ordinateur permettra à l'« écumediste » non seulement de consulter l'ordinateur central du complexe, mais de connaître le détail de toutes les manifestations qui, simultanément, s'y dérouleront. A plus long terme, un autre hôtel, de grand luxe, sera édifié à son tour. Piscines, golf, une myriade de restaurants, de salles de gymnastique et de distractions en tout genre ont été prévus, et les « écumedistes » pourront, s'ils le souhaitent, s'instruire en famille.

Les dimensions purement « géographiques » du projet laissent rêveur : l'exposition proprement dite de produits pharmaceutiques et de biens médicaux occupera 375 000 mètres carrés, nécessaires puisque plus de mille exposants sont déjà inscrits (dont 75 % sont des industriels américains). Le centre de conférences et de séminaires occupera quant à lui 32 500 mètres carrés : les multiples salles destinées aux réunions scientifiques et médicales seront prévues pour recevoir de 25 à 2 000 personnes. Une bibliothèque rassemblant tout ce qui s'imprime dans le domaine de la santé complétera le tout, ainsi que le plus grand musée des techniques médicales jamais conçu.

Qui est à l'origine et qui gérera cette réalisation démesurée ? C'est l'un des tout premiers groupes immobiliers des Etats-Unis, Tishman Speyer Properties, auquel se sont joints le puissant groupe familial Crown de Chicago ainsi que la troisième compagnie d'assurances américaine The Equitable Life Assurance Society et la compagnie Servico Inc, un vaste consortium de construction hôtelière, sis à Palm-Beach. On comprend que, dans ces conditions, le budget total du projet atteigne... 2 milliards de dollars. Une fois terminé – en 1987. – Ecumed occupera en permanence plus de 10 000 personnes. Les autorités de la Floride sont, on le conçoit, fort réjouies de cette perspective. Les plans étant aujourd'hui fin prêts, les travaux commenceront dès novembre 1984.

L'idée d'un tel projet a immédiatement soulevé l'enthousiasme de l'industrie pharmaceutique américaine. Elle n'a pas laissé indifférents non plus les industriels européens, les puissances multinationales basées en Europe, ni les entreprises japonaises de la branche, en pleine expansion. Mais n'existe-t-il pas un risque de confier à l'industrie elle-même le soin de « recycler » médecins et travailleurs de la santé, c'est-à-dire ses premiers utilisateurs ?

A cette objection, les promoteurs du projet ont répondu en donnant à Ecumed un conseil d'administration composé de dix personnalités indiscutables pour leur indépendance, à commencer par M. Elliot L. Richardson, ancien secrétaire d'Etat à la santé et à l'éducation des Etats-Unis. Mme Margaret Heckler, actuelle secrétaire d'Etat à la santé du gouvernement Reagan et le Dr Everett Koop, « chirurgien général » des Etats-Unis, ont donné leur bénédiction au projet, ainsi que la puissante AMA (American Medical Association), représentée au conseil d'administration. Il s'agit, a déclaré M. Elliot Richardson, de rassembler des connaissances devenues aujourd'hui à la fois immenses et « éclatées » en de multiples sous-disciplines, donc d'« *accélérer les échanges de l'information médicale dans le monde entier* » et de donner une immense impulsion à la coopération de tous les professionnels de la santé.

On a parlé, à propos d'Ecumed, de « *Disney-World médical* », pour les plus insolents, de « *Mecques de la santé* », pour les plus révérencieux, de « *tour de Babel* », pour les plus optimistes. Optimistes car il n'est pas assuré – il n'est pas exclu non plus – que les traductions abondent dans ce temple de la technologie anglo-saxonne, et que l'on y parle mille langues, ni même deux ou trois.

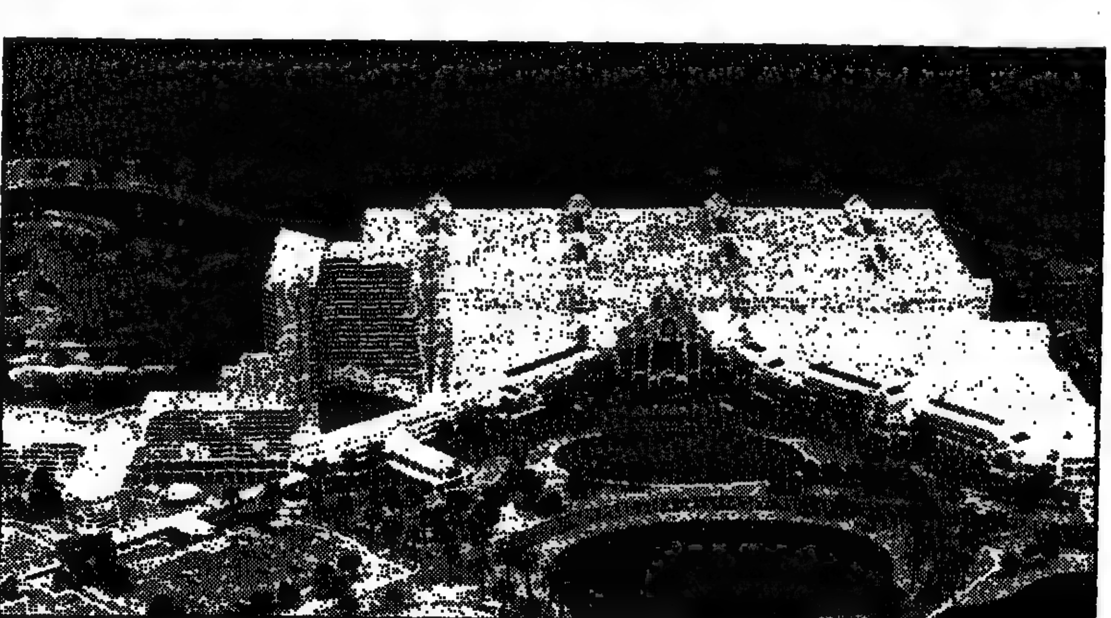
Un tel projet répond de toute évidence à un besoin et soulève aussi quelques questions. Le besoin est en effet manifeste de rassembler en un point du monde les spécialistes de tout ce que produisent la science médicale et l'industrie pharmaceutique, aujourd'hui fractionnée à l'extrême, et d'établir en permanence le dernier état d'une question. D'autant que ces disciplines évoluent constamment et que des mises à jour régulières sont indispensables. Déjà, dix-sept Etats américains exigent de leurs praticiens une période de recyclage tous les trois ans, et il est vraisemblable qu'Ecumed sera habilité à délivrer les certificats ainsi exigés.

Mais les questions que soulève la réalisation d'Ecumed sont économiques, politiques et même, jusqu'à un certain point, touchent à la conception de la médecine. Economiques, parce que l'industrie pharmaceutique et biomédicale non américaine va devoir impérativement être présente dans un tel forum, sous peine de se priver d'énormes marchés potentiels. Ce ne sera pas obligatoirement très difficile pour les grandes multinationales basées en Europe. Ce le sera infiniment plus pour les petites entreprises peu ou non implantées à l'étranger, ou en tout cas aux Etats-Unis, et qui souffriront d'une telle absence.

Politique, la réalisation d'Ecumed l'est assurément, car la présence de l'industrie américaine y sera massivement dominante, et que les retombées n'en seront pas minces pour les Etats-Unis, à l'extérieur de leurs frontières. Il n'est d'ailleurs pas tout à fait indifférent que le site choisi soit la Floride, plaque tournante des relations des Etats-Unis avec les Caraïbes et l'Amérique latine toutes proches.

Enfin cette réalisation symbolise de toute évidence une conception ultra-technique de la médecine : ordinateurs, instruments de génie biomédical, méthodes multiples de chirurgie, de chimiothérapie, y régneront en maîtres. Y sera-t-il question de l'« autre » aspect de la médecine, celui qui fait appel à la parole, au contact, au regard, à l'écoute ? La question est posée.

CLAIRE BRISSET.



D.R.

Six cent mille visiteurs sont attendus en 1987 dans cet immense complexe situé à Fort-Lauderdale, en Floride : bibliothèque, hôtel, salles de congrès et d'expositions.

on d'Ecumed en Floride, de

la santé

tous ?

projets de journaux en France, veulent aider une profession et des patients qui cherchent à s'informer.

Feuilles de soins

Naissance d'un quotidien.

OFFENSIVE de grande envergure, lundi 17 septembre, sur le front déjà bien nourri de la presse médicale : Masson se lance dans l'aventure du quotidien (*le Monde* du 8 septembre). Dans l'histoire de la presse, tous les titres naissants n'ont pas eu, comme *la Pratique médicale quotidienne*, une fée aussi généreuse penchée sur leur berceau. Vingt-quatre pages maximum, cinq numéros par semaine. Un format tabloïd, le tout à 50 000 exemplaires et en quadrichromie de la première à la dernière page. L'éditeur du boulevard Saint-Germain n'a pas lésiné sur les moyens. Côté rédaction : vingt journalistes permanents que tiendront continuellement informés une centaine de médecins. La même bicéphalie professionnelle est retrouvée au niveau de la rédaction en chef, avec M. Jean-Paul Pigasse et le Pr Yves Malinas (Grenoble). A quarante-cinq ans, le premier est déjà un vieux routier de la presse quotidienne économique et médicale. Il était, il y a quelques mois encore, à la fois directeur général adjoint des *Echos* et président du *Panorama du médecin*. Dynamique, volontaire, l'homme a depuis longtemps analysé la situation.

Pari insensé que de lancer aujourd'hui un quotidien médical ? Pour lui, c'est tout au plus un risque calculé. « *Il y a actuellement une crise de la presse médicale*, explique-t-il. *Tous les journaux traditionnels sont en chute. Le monde médical se transforme, la démographie professionnelle est en plein bouleversement et les mœurs changent. En matière de presse, on assiste à un rejet du politico-syndical.* »

Traditionnellement consacrée à la formation médicale continue, la presse médicale avait déjà été ébranlée, il y a une dizaine d'années, par l'apparition sur le marché de titres à parution rapide. C'était là un support de choix pour l'industrie pharmaceutique, qui alimenta sans problèmes ni difficultés une presse exceptionnellement critique à son égard. Dans le même temps, le praticien prenait l'habitude de recevoir – sinon de lire – des journaux bon marché et parfois servis gracieusement. C'est dans ce contexte qu'était apparu, il y a quelques mois, l'hebdomadaire *Médical*, initiative de l'Union nationale des associations de formation médicale continue. Un journal de qualité mais qui ne vécut que le temps d'un printemps.

« *La création de cet hebdomadaire*, estime M. Pigasse, *était le signe évident de la crise que vit actuellement cette presse. Nous ne sommes pas très éloignés d'un tel projet, à une exception près : nous ne voulons pas partir en guerre contre nos annonceurs.* ».

En d'autres termes, la Pratique médicale quotidienne ne tentera pas de moraliser les rapports avec l'industrie pharmaceutique. Celle-ci ne pourra d'ailleurs pas faire ce qu'elle veut. Si, comme l'espèrent les patrons du quotidien de Masson, la publicité assurera environ 60 % des ressources, le journal ne dépassera pas vingt-quatre pages. On n'augmentera donc pas la pagination, quitte à se priver de recettes. Le titre devrait alors gagner en crédibilité et en taux de lecture.



PHOTO N. D. ROGER-VIOLLET

Est-ce le départ en guerre contre le *Quotidien du médecin*, âgé maintenant de douze ans, qui, avec 31 000 exemplaires de diffusion payée, conserve dans le secteur une position dominante ? « *Ne parlons pas de guerre*, répond M. Pigasse. *Mais nous estimons pourtant qu'il s'agit là d'une forme de presse dépassée.* » Car *la Pratique médicale quotidienne* va changer les projecteurs de place, parler de ce qui va se passer, ne plus donner le micro aux mandarins, réduire la part réservée au syndicalisme, bref privilégier le fait sur le commentaire. La partie médicale, en revanche, sera très développée, avec une importante iconographie. Le numéro zéro donne le ton : articles courts, anonymes. La lecture doit être rapide et utile : comment soigner les varices, savoir lire un électrocardiogramme, exercice à l'appui, comment réagir dans les premières heures d'un infarctus ?

Des chiffres ? « *Difficile de répondre*, confie M. Pigasse, *parce que nous sommes intégrés dans le groupe Masson. Disons que si quelqu'un voulait sans appui lancer un projet comme le nôtre, il devrait mettre 40 à 50 millions de francs sur la table. La nouveauté, en ce qui nous concerne, c'est notre cohérence. Nous sommes le quotidien d'un éditeur médical et non, comme pour* le Quotidien du médecin, *un titre médical qui alimente un titre politique.* » De fait, l'appui de Masson pourrait être décisif. En deux siècles, cet éditeur est parvenu à prendre les dimensions d'une véritable pieuvre dans la littérature médicale. Avec un quotidien, il complète aujourd'hui son système de communication, qui comprend déjà des livres, des revues, et depuis peu des vidéos. L'objectif, ambitieux, est de 60 000 à 70 000 exemplaires réellement diffusés dès janvier 1985. On pourra ainsi dans moins d'un semestre dire s'il est possible, moyennant de l'argent, de la volonté et du dynamisme, de réduire, voire de mettre un terme, aux belles rentes de situation dont disposent aujourd'hui quelques titres de la presse médicale.

J.-Y. N.

● Un nouveau guide médical. Les productions Alpha lancent un nouveau guide médical. Le guide sera composé au total de cent quarante-quatre fascicules, chaque fascicule étant mis en vente le mardi dans les kiosques et chez les marchands de journaux. Richement illustré, ce guide comporte une série de bandes dessinées traitant de nombreux cas pratiques. Une vente par souscription est aussi proposée.

● Alpha Distribution, 65, rue de Courcelles, 75008 Paris. Tél. : 766-51-77. 12 F le fascicule.

« Euromédecine 85 »

Les ambitions d'Igor Barrère à Montpellier.

AVEC « Euromédecine 85 », la ville de Montpellier pourrait devenir, dès juin prochain, la capitale européenne de la communication médicale. Maître d'œuvre et « délégué général » : M. Igor Barrère. Le projet est pour le moins ambitieux. « *Nous sommes*, explique le professeur Jacques Mirouze, président de l'Université de Montpellier et du comité scientifique d'Euromédecine, *à un tournant de l'histoire de la médecine. La recherche fondamentale, la clinique, la technologie de pointe, la recherche appliquée, l'industrie pharmaceutique, l'information spécialisée, la vulgarisation des connaissances, sont séparées par des cloisons de plus en plus minces. Euromédecine se situe dans cette évolution des esprits et des faits.* »

Objectifs : ni plus ni moins « *établir une relation entre le savoir, le pouvoir et le besoin* » et « *mettre en relation la recherche fondamentale, la recherche appliquée, la médecine au quotidien, l'industrie et l'opinion publique* ». Méthode retenue : communication tous azimuts durant une semaine, avec l'appui de l'audiovisuel. Les organisateurs espèrent réunir à cette occasion soixante mille personnes, dont dix mille médecins.

« *Nous travaillerons sur trois niveaux*, explique Igor Barrère, *d'abord en organisant des réunions scientifiques de haut niveau international. Les chercheurs se réuniront dans des coloques consacrés chaque jour à un sujet fondamental original. Euromédecine sera ensuite un lieu de formation médicale continue : les praticiens étudieront les retombées en médecine quotidienne des progrès de la recherche et de l'évolution des techniques.* » Enfin, et c'est l'un des points les plus originaux, Euromédecine s'ouvrira au grand public au travers de conférences qui traduiront « *en langage clair* » les données acquises et présentées par les professionnels.

Les hantises d'Igor Barrère ? Ce sont ici l'immobilité et le déjà vu. « *Rien ne sera statique*, explique-t-il, *deux expositions dynamiques groupant l'industrie pharmaceutique, la technologie biomédicale et l'informatique seront organisées parallèlement.* » Un système de fibres optiques reliera le lieu de l'exposition au département d'imagerie médicale de l'hôpital Lapeyronnie. On inaugurera, à cette occasion, la première banque de données médicale audiovisuelle informatisée. FR 3 apportera son soutien en diffusant quotidiennement un journal télévisé réalisé sur place en vidéo. Enfin, Euromédecine verra un festival du film médico-chirurgical organisé sur le mode du Festival de Cannes, groupant dans le jury des personnalités du spectacle, de la presse et du monde scientifique.

Euromédecine est dû à l'initiative de la municipalité que dirige M. Georges Frêche, député et maire (PS) de Montpellier. Cette manifestation coïncidera, l'an prochain, avec les festivités organisées à l'occasion du millénaire de la ville et du huitième centenaire de la faculté de médecine, la plus ancienne du monde. « *Avec ses quarante-deux mille étudiants et la richesse de son tissu scientifique et biomédical*, estime M. Igor Barrère, *Montpellier se situe sur un carrefour européen avec Barcelone, Marseille et Milan.* »

D'ores et déjà présenté par ses promoteurs comme « *un événement médical et scientifique d'une importance considérable* », Euromédecine sera organisé chaque année.

J.-Y. N.

France-science-Québec

Une tribune internationale.

UN nouveau journal est annoncé pour mars 1985 : un mensuel médical et scientifique de haut niveau et d'audience internationale. Cette initiative originale résulte pour la première fois d'un accord gouvernemental passé entre la France et le Québec. La participation financière française a été fixée à près de 1 million de francs pour 1984 (soit environ les deux tiers du budget), avec une garantie de trois ans contre les possibles aléas des ressources publicitaires.

Intitulé *Médecine-Sciences*, édité par Flammarion, ce mensuel sera au départ diffusé à 10 000 exemplaires, les Canadiens se chargeant de la partie nord-américaine. Tiré en quadrichromie, il comportera quarante-huit pages sur un format 21 × 27. La publicité, limitée à 20% du contenu, se situera en début et en fin de journal.

En France, cette initiative trouve son origine dans l'un des « programmes mobilisateurs » mis en place par M. Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre de la recherche et de l'industrie (programme numéro 6 : promotion de la langue française et diffusion des connaissances scientifiques et techniques). Elle groupe différents partenaires intellectuels et financiers, l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) étant le principal (1). « *Cela fait deux ans*, explique-t-on à l'INSERM, *que nous travaillons sur ce projet. Il s'est trouvé que ce dernier rejoignait une initiative parallèle émanant de M. Henri Flammarion et du professeur Jean Hamburger, ce qui n'a pas été sans faciliter les choses.* »

Cette initiative de la communauté francophone ne passera pas inaperçue dans les milieux internationaux médicaux et scientifiques. S'agit-il pour autant de concurrencer les prestigieux hebdomadaires de langue anglaise que sont par exemple *Nature, Science* ou le *New England Journal of Medicine ?* « *Absolument pas* », explique-t-on côté français. Pour le professeur Jean-François Lacronique (Créteil), rédacteur en chef de ce mensuel, « *il s'agit de combler le fossé entre recherche et médecine, de traduire en langage clair le vocabulaire très spécialisé des deux communautés. Notre cible ? Les étudiants de troisième cycle, les spécialistes hospitalo-universitaires, les chercheurs de laboratoire. Nous voulons faire un ouvrage de référence, proposer des articles de synthèse qu'on ne trouve jusqu'à présent que dans les revues anglo-saxonnes* ».

Les titres seront « accrocheurs » pour un contenu critique et très sérieux. Les partenaires québécois se chargeront en particulier des informations en provenance des laboratoires du continent nord-américain.

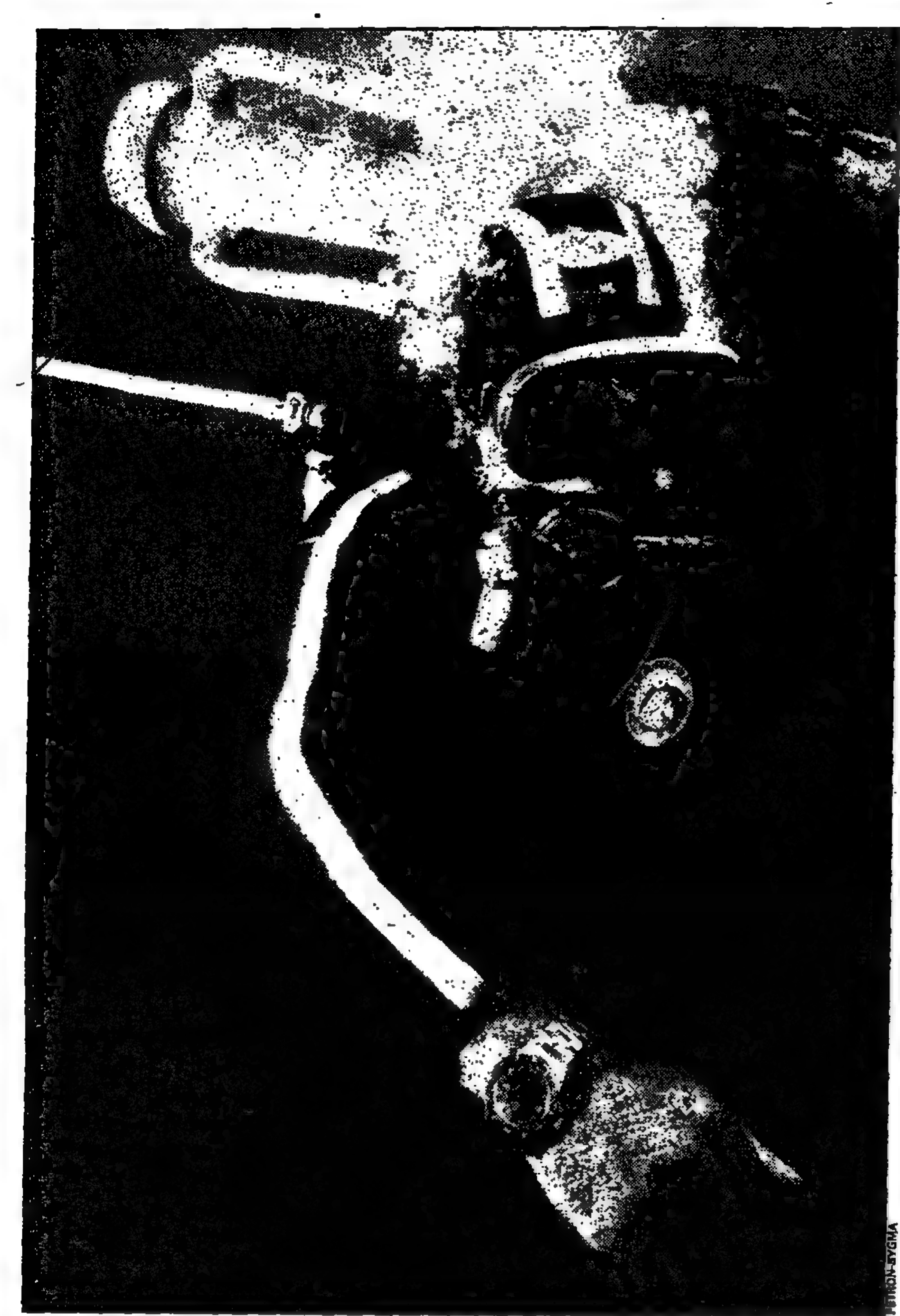
Mensuel de prestige ou outil de travail ? Les discussions sont en cours pour fixer le montant de l'abonnement et pour obtenir des contrats annuels de publicité avec les grands groupes pharmaceutiques internationaux. Après la négociation — difficile, dit-on — avec les partenaires canadiens, qui préféraient faire de *Médecine-Sciences* un journal de publications originales, c'est sans doute sur ces deux derniers points que se joue l'avenir.

J.-Y N.

(1) Parmi les différents partenaires français, on trouve : le CNRS, le Comité de la langue française, l'INSERM, la mission interministérielle de l'information scientifique et technique, le ministère des relations extérieures et la direction des bibliothèques, des musées, de l'information scientifique et technique (éducation nationale).



Les épaves *que la mer recèle ont toujours fait l'objet des recherches les plus âpres : curiosité,*



Du galion aux

Santa-Margarita,

LA récupération de la cargaison du *Mont-Louis* « bénéficie » d'une publicité énorme en raison de la nature de cette cargaison. Mais récupérer le contenu d'un navire s'est toujours fait en fonction, bien évidemment, des moyens techniques disponibles à chaque époque. L'épave du « cargo » romain du premier siècle avant Jésus-Christ, qui a été retrouvée et fouillée pendant plusieurs années au large de la presqu'île de Giens, à 20 mètres de profondeur, a été très probablement vidée, peu de temps après le naufrage, d'une partie des amphores de vin qui remplissaient le bateau.

L'équipage des galères comprenait des plongeurs curieusement appelés « urinatores ». D'où vient ce nom ? Pour M. Claude Riffaud, inspecteur général de l'Institut français de recherches pour l'exploitation des mers (IFREMER, qui a succédé en juin dernier au Centre national pour l'exploitation des océan, CNEXO), l'origine de ce nom surprenant pourrait – peut-être – s'expliquer par les vessies de porc gonflées qu'emportaient les plongeurs dans l'espoir fallacieux de disposer ainsi d'une réserve d'air.

En 1628, le *Wasa*, bateau amiral de la flotte suédoise, coula dans le port de Stockholm le jour de sa première sortie. Les canons furent récupérés peu après la catastrophe sous 20 mètres d'eau.

A la fin du dix-huitième siècle, alors que les plongeurs descendaient seulement en apnée, tout comme les Romains, et que les moyens de levage n'avaient guère progressé depuis l'Antiquité, le curé de Cassis est descendu à la profondeur de 20 mètres pour récupérer les canons de bronze jetés dans la mer, du haut de la falaise de La Ciotat, par les défenseurs de la batterie avant la reddition de ceux-ci aux Anglais. Les archives donnaient avec précision le nombre des canons de bronze et de fer qui équipaient cette batterie : or seuls les derniers ont été retrouvés. Peut-être le curé de Cassis avait-il besoin de bronze pour doter son église d'un carillon de cloches neuves...

Divers motifs peuvent être suffisants pour entreprendre des opérations de récupération forcément difficiles, longues et coûteuses : la valeur de la cargaison (or, argent, œuvres d'art), l'intérêt technique, militaire des « objets » perdus (avions, missiles, torpilles, sous-marins), le danger (matriel radioactif), la recherche historique (navires de toutes les époques).

Les bateaux ayant fait naufrage avec une cargaison d'or ont fasciné de tout temps les chercheurs de trésors. Très probablement, un certain nombre d'épaves des galions qui apportaient en Espagne l'or des Amériques ont-elles été fouillées, lorsque les navires s'étaient fracassés sur des récifs littoraux. Mais beaucoup de galions reposent encore dans l'Atlantique, près des côtes américaines, près des côtes européennes ou au milieu de l'Océan. De même, les navires des compagnies des Indes, hollandaise et anglaise, transportaient parfois de l'or et de l'argent.

Pour les uns, comme pour les autres, des chasseurs de trésors sont quelquefois heureux et remontent de très précieuses cargaisons. Et les amateurs, disposant de beaucoup de temps et d'argent, ont à leur disposition les archives de Séville, de Londres, d'Amsterdam, de Paris, de Lorient, pour trouver les fils qui guideront leurs recherches ou les renseignements qui permettront d'identifier leurs trouvailles.

Le *National Geographic Magazine* de février 1982 rapporte l'histoire exemplaire de la *Santa-Margarita*, galion espagnol qui a fait naufrage, en 1622, dans le détroit de Floride, lors du passage d'un *hurricane*. L'auteur de l'article, le docteur Eugene Lyon, historien spécialiste de la Floride espagnole, était aux Archives des Indes (occidentales) de Séville en 1980 lorsqu'il reçut un appel téléphonique de Key West (Floride) : des amis venaient de trouver 5 barres d'or, 7 lingots d'argent et plus de 5 000 pièces d'argent ; le docteur Lyon retrouva le manifeste de la *Santa-Margarita* : ce gallion de 630 tonnes transportait 419 lingots d'argent, 118 000 pièces d'argent, de nombreux disques et barres d'or, entre autres choses précieuses.

Dès 1626, des « récupérateurs » officiels espagnols avaient retrouvé 350 lingots d'argent, dont 67 de contrebande (ils n'avaient pas l'estampille officielle) et plus de 30 000 pièces d'argent, de l'argenterie et des lingots de cuivre. Nouvelle pêche en 1628 : 37 lingots d'argent et 3 000 pièces furent retrouvés. Les résultats de ces opérations furent envoyés aux Archives des Indes. La comparaison des documents d'archives et des trouvailles de 1980 et de 1981 permit d'identifier la *Santa-Margarita*. Et le « butin » de ces deux campagnes de recherches a consisté en plus de 50 kilos d'or en barres, disques, chaînes (54 mètres) et pièces (56), 15 000 pièces d'argent, 18 lingots d'argent et d'innombrables objets de valeur : en tout, le « trésor » a été estimé à une vingtaine de millions de dollars, ce qui a immédiatement soulevé des problèmes juridiques...

Plus près de nous, le paquebot *Egypt* a coulé en 1922, à la suite d'une collision, au large de la pointe de Bretagne. Il transportait plus de 1 000 barres (soit 12,5 tonnes) d'or, de nombreux lingots d'argent et des dizaines de milliers souverains d'or. Mais l'épave gisait sous 120 mètres d'eau, et à l'époque les scaphandriers n'avaient ni bouteilles d'air, ni mélanges respiratoires spéciaux, ni sonars de repérage.

Pourtant, l'Artiglio, une compagnie italienne de travaux sous-marins, s'attaqua à la récupération du trésor de l'*Egypt* en 1929. Sa technique est considérée par les spécialistes comme ayant ouvert une nouvelle ère de la récupération sous-marine. L'épave fut retrouvée par dragage des fonds. Des hommes descendirent dans une tourelle hermétiquement close mise au point par l'ingénieur italien Galleazzi. Par les hublots, ils purent d'abord guider l'ancrage du navire de surface juste au-dessus de l'épave, puis le travail de la benne (une sorte d'énorme pince à sucre pendant au bout d'un câble). Celle-ci posa des pains de dynamite qui « cassèrent » tout, puis arracha les débris. On arriva ainsi peu à peu à la chambre forte de l'*Egypt*. En 1933, la précieuse cargaison était récupérée, à l'exception de sept barres d'or et de dix mille souverains d'or qui doivent toujours se cacher dans les recoins des débris de la chambre forte.

La récupération en 1981 de l'« or de Staline » contenu dans le croiseur *Edinburgh*, un navire britannique torpillé par les Allemands en 1942 au large de Mourmansk, est un véritable exploit. *L'Edinburgh* transportait 465 barres d'or (5 812,5 kilogrammes), envoyées par l'URSS pour payer les armes vendues par les alliés à Staline. *L'Edinburgh* reposait sous 240 mètres d'eau. Mais, en 1981, les techniques de plongée profonde étaient connues et couramment utilisées pour le pétrole *offshore*. Les vingt-trois plongeurs de la société britannique Jessop Marine Recoveries embarqués avec un robot télécommandé, des caissons et tourelles de plongée profonde, des caméras de télévision, des équipements acoustiques, du matériel de positionnement, sur le navire *Stepharniturm* spécialisé dans les sauvetages sous-marins, ont tout de même mis un mois à récupérer 431 barres d'or. Il y a deux ans, ce trésor était estimé à 450 millions de francs. Bien entendu, l'opération avait été faite après accord sur le partage du butin : 18,33 % pour la Grande-Bretagne, 36,66 % pour l'URSS, le reste étant réparti entre la société ouest-allemande Offshore Supply Association, propriétaire du *Stepharniturm*, Jessop Marine Recoveries, la société de plongées Two W et la société Decca grâce à qui *l'Edinburgh* a été retrouvé. Il s'en est fallu d'un rien pour que l'« or de Staline » ait été perdu à jamais : les plongeurs ont découvert, en effet, que la torpille allemande fatale à *l'Edinburgh* avait éventré le navire britannique à 2 mètres de la chambre forte.

Selon le *Financial Times* du 13 juin 1981, on estimait à 25 milliards de livres (290 milliards de francs au cours actuel, l'or appartenant à la seule banque d'Angleterre qui gît au fond des mers dans diverses épaves.

La plus fabuleuse cargaison dont on connaisse l'existence est probablement celle du croiseur *Amiral-Nakhimoff* un des navires de la flotte russe détruite en 1905 par les Japonais lors de la bataille navale du Tsushima. Il s'agit du trésor de guerre de la flotte russe sous forme d'or et de platine. La profondeur de l'eau n'est que de 100 mètres. Elle n'est donc pas actuellement un obstacle rédhibitoire ; le problème est diplomatique.

Selon *Science et Vie* de septembre 1981, un important homme d'affaires japonais M. Ryoichi Sasagawa, aurait lancé en 1979, une opération de récupération du trésor russe. Pendant l'été 1980, l'épave aurait été repérée et les plongeurs s'y seraient attaqués aussitôt. A la fin de septembre 1980, on aurait remonté 16 barres de platine de 16 kilogrammes chacune. Valeur estimée, 2,5 millions de dollars, environ 22 millions de francs au cours actuel.

Deux semaines plus tard, les Soviétiques auraient dénié au Japonais le droit de toucher à la cargaison de l'*Amiral-Nakhimoff* tant qu'un accord n'aurait pas réglé les modalités du partage.

Il y a aussi les « objets » qui ont une valeur due à leur seule nature. Ainsi, le petit sous-marin américain de recherche civile, *l'Alvin*, qui avait coulé accidentellement dans l'Atlantique – sans faire de victimes – en octobre 1968, a-t-il été récupéré en septembre 1969 après avoir passé dix mois sous 1 500 mètres d'eau. Cette récupération a été faite avec l'aide d'un autre petit sous-marin, *l'Aluminaut*.

Le petit sous-marin français, la soucoupe plongeante *Cyana*, a été perdu – vide et fermé – en 1971 en Méditerranée par 3 243 mètres de fond au cours d'une plongée d'essai. La

Petites Nouvelles

Navette anglaise

LA navette spatiale américaine fait école. Après la France, le Japon et l'Union soviétique, qui, avec des ambitions diverses, se lancent ou s'apprêtent à se lancer dans la construction d'engins de ce type, c'est au tour de la Grande-Bretagne de se pencher sur le sujet. A l'occasion du dernier Salon aéronautique de Farnborough, la firme British Aerospace Dynamics Group (BADG) a en effet présenté un projet de navette non pilotée et entièrement réutilisable, capable de placer en orbite basse (200 à 300 kilomètres d'altitude) des charges utiles de 4 à 7 tonnes.

Cet engin, qui porte le nom d'Hotol (Horizontal Take Off and Landing), se présente comme une sorte de Concorde de 54 mètres de long pesant 196 tonnes au décollage. L'analogie avec le supersonique franco-britannique ne s'arrête pas là, dans la mesure où l'Hotol devrait décoller et atterrir sur des pistes classiques à la manière d'un avion de ligne.

Cet appareil, étudié sur fonds propres par BADG et Rolls-Royce devrait, si l'on en croit les déclarations récentes d'un responsable de BADG à la revue spécialisée *Air et Cosmos*, être disponible vers 1995. Capable de mettre en orbite des satellites de quelques tonnes, pour *« un coût seulement moitié de celui de la navette américaine »*, cette navette réutilisable – deux cents vols en dix ans – pourrait, si elle était développée, se présenter comme une alternative à la fusée européenne Ariane-5, qui sera sur le marché des lanceurs de satellites à la même époque. Il semble peu probable cependant, au moins pour des raisons budgétaires, que les Européens, déjà engagés sur Ariane, remettent en cause leur choix pour se tourner vers un projet dont le développement paraît pour le moment beaucoup plus embryonnaire.

Fair-play soviétique

LES voies des mathématiques sont impénétrables. L'Américain Louis de Branges, professeur à l'université Purdue, a démontré une propriété des fonctions analytiques, qu'on supposait vraie depuis 1916, mais qui avait résisté à tous les efforts. La chose n'a rien de surprenant en soi ; il est fréquent que des mathématiciens se convainquent de la justesse d'un théorème – qui prend provisoirement le nom de conjecture, – sans pouvoir formuler une démonstration. Ce qui est plus inattendu, c'est que ce sont des mathématiciens soviétiques qui ont reconnu la validité de la démonstration proposée par de Branges.

Que fait un mathématicien quand il croit avoir obtenu un résultat important ? Il rédige une démonstration et la soumet à des collègues. Que font ceux-ci quand le texte est long de trois cent cinquante pages, que le sujet est notoirement difficile, que son auteur est connu pour avoir déjà proposé des démonstrations fausses et qu'ils trouvent une erreur dans le début du texte ? Il abandonnent la lecture. Depuis mars dernier, Louis de Branges n'a ainsi trouvé personne aux États-Unis pour le croire. Au cours d'un voyage à Leningrad, il exposa oralement sa méthode à des collègues soviétiques. Ceux-ci ne furent guère convaincus, mais étudièrent en détail la démonstration. Les petites inexactitudes étaient vénielles et faciles à corriger, et ils se convainquirent que de Branges avait vu juste.

En 1979, un jeune mathématicien soviétique, L. Khachiyan, découvrit une nouvelle méthode pour traiter les problèmes relevant de ce qu'on appelle la programmation linéaire. Publié en russe, dans une revue peu diffusée, cet article fut peu commenté en Union soviétique et resta ignoré ailleurs. C'est un mathématicien californien, plusieurs mois plus tard, qui finit par découvrir son importance. La méthode de Khachiyan n'est pas meilleure en pratique que celle antérieurement connue ; mais au plan théorique elle constitue un progrès énorme par les perspectives qu'elle a ouvertes sur de difficiles problèmes de « calculabilité ».

Y aurait-il, en mathématiques, un subtil équilibre entre l'Est et l'Ouest ?

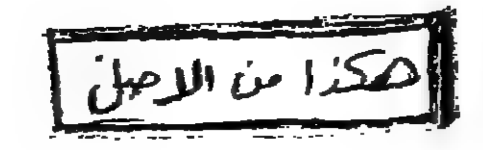
...gmes historiques, pr...

...hommes-gre...

...ry-Rose et l'opération...

« L'Orient...

Coulé par les A...



...es les plus âpres : curiosit...

Du galion au...

Santa-Margarit...

énigmes historiques, profits ou secrets militaires.

hommes-grenouilles de la CIA

Mary-Rose et l'opération Jennifer.

Cyana, a, certes, une flottabilité positive mais elle avait été munie d'un lest auquel elle était reliée par un câble de nylon.

Le bras télémanipulateur du bathyscaphe *Archimède* fut équipé d'une vulgaire machine à couper le jambon. Douze jours après l'accident, l' *Archimède* est descendu, a sectionné le câble et la *Cyana* est remontée toute seule.

Et les objets dangereux ? Bien avant l'affaire des fûts du *Mont-Louis*, l' *Alvin* et l' *Aluminaut* ont permis de repêcher en 1966 la bombe thermonucléaire perdue par les Américains au large de Palomares (Espagne) à la profondeur de 758 mètres. Le repérage de l'engin avait été fait grâce au « poisson » (caméras et magnétomètre) traîné un peu au-dessus du fond de la mer par le navire de surface *Mizar* (le même *Mizar* et son « poisson » ont repéré l' *Alvin* en 1969) et grâce aussi à un engin inhabité et télécommandé le *Curv*.

En 1968, deux capsules contenant du plutonium 238, qui s'étaient détachées du satellite météorologique *Nimbus B*, ont été récupérées non loin de Los Angeles sous 100 mètres d'eau. Là aussi, c'est grâce à un petit sous-marin, le *Dowb*, que la « pêche » a été fructueuse.

La récupération d'objets couverts par le secret militaire est, bien évidemment nécessaire. Le petit sous-marin *Cyana* du CNEXO a permis de récupérer, en 1979, un Mirage reposant sous 600 mètres d'eau près de la Corse, en 1980, un hélicoptère gisant par 2 300 mètres de fond devant Toulon. Il a aussi repêché un autre hélicoptère et plusieurs torpilles d'exercice.

La plus belle « pêche » d'objet militaire ressemble à un gigantesque canular..., qui a coûté entre 200 millions et 350 millions de dollars (1 800 à 3 150 millions de francs au cours actuel). En février 1974, la presse spécialisée saluait avec enthousiasme le départ pour sa première campagne du *Glomar-Explorer*, un navire appartenant à une des sociétés du groupe de Howard Hughes. Ce gros bateau de 36 000 tonnes avait été conçu pour ramasser sur les grands fonds marins les nodules polymétalliques. Certes, on s'interrogeait sur le rôle de l'énorme dock clos et submersible qui accompagnait le *Glomar-Explorer*, sur les deux pylônes, faits de poutres métalliques qui flanquaient le derrick et sur la hauteur inusitée de ce dernier. Mais ces équipements inhabituels étaient sans doute indispensables à un travail d'un genre tout nouveau.

En mars 1975, des fuites – organisées ou pas – révélèrent la vérité : le *Glomar-Explorer* avait été construit sur commande de la CIA pour repêcher dans le cadre de l'opération ultra-secrète *Jennifer*, un sous-marin soviétique de 2 800 tonnes, porteur de missiles à tête nucléaire, reposant depuis 1968 sous près de 5 000 mètres d'eau, à quelque 1 200 kilomètres au nord-ouest de Hawaï. Peu de choses ont filtré sur la réussite de l'opération *Jennifer*. Mais il est généralement admis que la CIA n'a récupéré qu'une partie du sous-marin soviétique.

Si un bateau ancien ne s'est pas désintégré pendant ou après son naufrage, son épave recèle d'innombrables documents qui donnent des informations sur la vie quotidienne, le commerce, l'architecture navale, l'art de la navigation et l'armement de son époque.

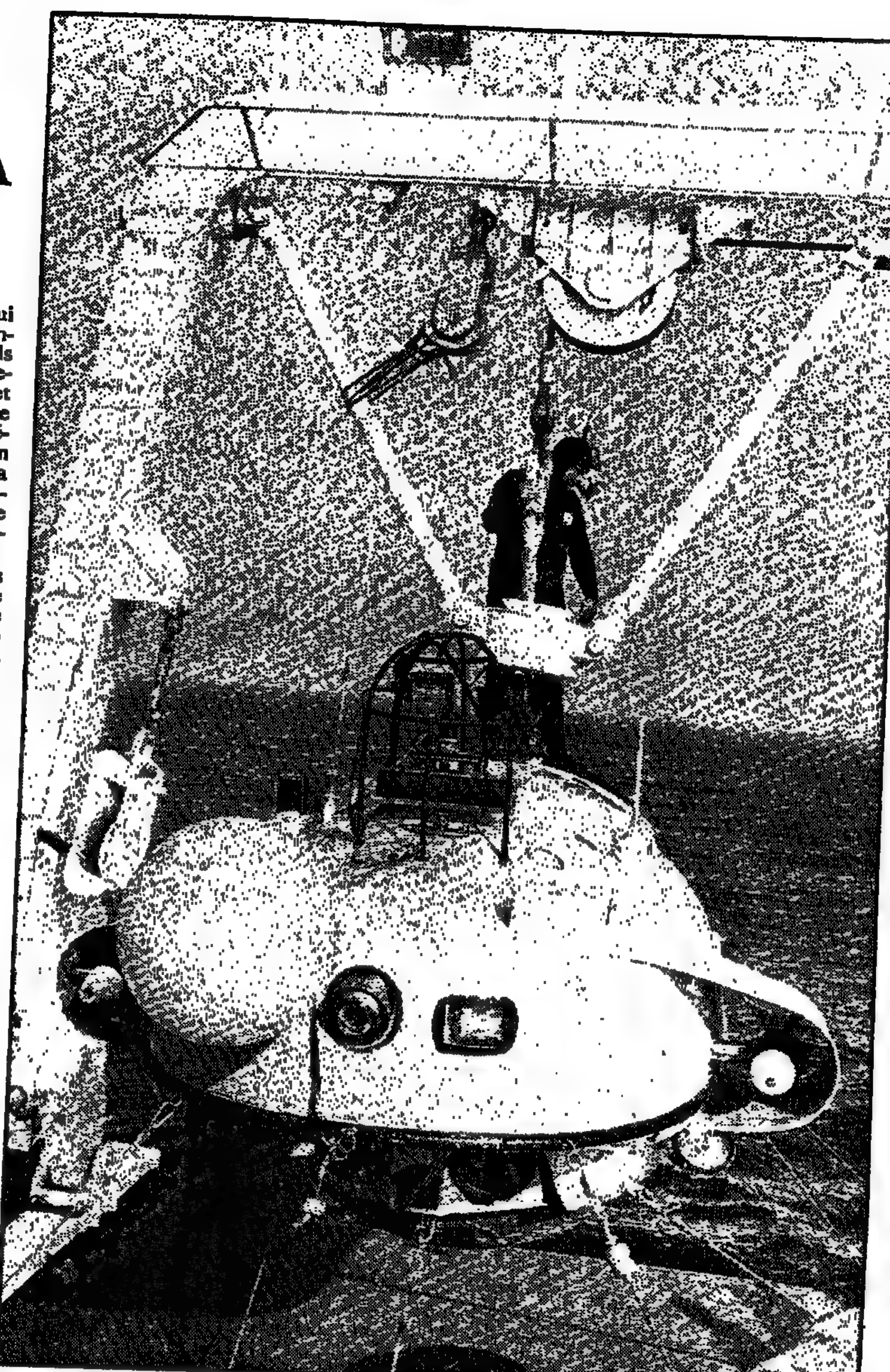
Ainsi les Suédois ont-ils extrait du *Wasa* (cité plus haut) plus de trois mille objets qui constituent un des plus passionnants musées de Stockholm. Ils ont récupéré la coque proprement dite avec ses sculptures et ses dorures en 1961, et, comme pour tous les bois qui ont séjourné longtemps dans l'eau, on maintient après traitement la coque dans une atmosphère humide tout en l'arrosant encore d'une solution de polyéthylène-glycol.

En 1982, les Britanniques ont réussi à récupérer la coque du *Mary-Rose*, un bateau de guerre anglais coulé en 1545 devant Portsmouth, au cours d'une bataille opposant les flottes anglaise et française. Comme celle du *Wasa*, l'épave du *Mary-Rose* sera traitée puis exposée dans un musée spécial en compagnie des innombrables objets qu'elle recélait.

Les techniques modernes de reconnaissance (sonars) d'identification et de manipulation (robots et télévision), de découpage (explosifs), de positionnement (balises), de levage (grues), de renflouage (mousses et flotteurs) sont telles qu'elles permettent actuellement de récupérer à peu près n'importe quel petit objet ou cargaison à n'importe quelle profondeur. La quasi-totalité de ces techniques sont issues d'ailleurs du travail pétrolier *offshore*. Avec l'informatisation des archives, on connaît de plus en plus d'épaves « intéressantes ». Mais la chasse aux trésors – techniques, militaires, historiques – est forcément aléatoire. Il faut dépenser beaucoup de temps et d'argent avant de tirer le gros lot.

Mais pour M. Riffaud, les activités de récupération sous-marine devraient s'accroître dans l'avenir. Encore faut-il chercher les occasions et les saisir.

YVONNE REBEYROL.


GUICHARD « SIGMA »

Le sous-marin Cyana a permis de récupérer en 1980 un hélicoptère gisant par 2 300 mètres de fond devant Toulon

« L'Orient » est retrouvé

Coulé par les Anglais devant Aboukir.

« DAUPHIN-Royal » écrit sur une des pièces métalliques d'un gouvernail haut de 12 mètres. Le doute n'est plus possible : l'épave repérée l'année dernière, à 8 kilomètres d'Aboukir (Egypte) sous 12 mètres d'eau est bien celle de l'*Orient*, le navire amiral de la flotte française coulé par la flotte anglaise le 1er août 1798. Le vaisseau de guerre, le plus gros de son époque, a été mis en construction en 1789 et baptisé alors *Dauphin-Royal*. Devenu *Sans-Culotte* en 1793, il a reçu le nom de l'*Orient* en 1795.

La campagne de 1984 menée du 6 juin au 10 août pour les musées de la marine par la Société française d'archéologie sous-marine (SOFRAS), dont le président est M. Jacques Dumas, a été particulièrement fructueuse. En un peu plus de neuf semaines, les participants (vingt à trente personnes selon les moments) ont non seulement formellement identifié l'*Orient*, mais encore retrouvé une quantité incroyable d'objets intéressants. Outre le gouvernail de bois recouvert de feuilles de cuivre – pièce unique au monde, à avoir été retrouvée entière, qui devrait être récupérée en octobre – les plongeurs ont déjà remonté, en effet, un dé à coudre, une montre, des gourmettes et des bagues en or, une cuillère en or (antique ?) pesant 500 grammes, des couverts et des plats en argent ou en étain, des dizaines de chandeliers en bronze, des pistolets, des sabres, l'ancre principale (6 mètres de long, plus de 4 tonnes, la plus grosse connue à ce jour) et de multiples objets témoignant de la vie quotidienne sur une flotte de guerre de la fin du dix-huitième siècle, de l'armement, de l'art de la guerre et de la navigation de l'époque.

A cet inventaire, il faut ajouter de très nombreuses pièces d'argent frappées aussi bien sous Louis XV et Louis XVI qu'en l'an II, IV et V de la République, des pièces de bronze émises par les Mamelouks, et une pièce de bronze anglaise.

On a même retrouvé des caractères d'imprimerie « empruntés » au passage par Monge au Vatican. L'imprimerie du Vatican était la seule, à l'époque, à avoir des caractères arabes. Or, avant d'attaquer Alexandrie, Bonaparte avait fait imprimer, en arabe, des tracts pour inciter la population égyptienne à se révolter contre ses maîtres mamelouks.

Sitôt sortis du sable et de la vase, qui ont assuré leur exceptionnel état de conservation – les poulies de bois tournent encore – les objets, qui n'avaient pas besoin de longs traitements indispensables à leur conservation, ont été présentés au public alexandrin dès le 28 juillet. Cette exposition, inaugurée par le président Hasni El Moubarak, plusieurs ministres et hautes personnalités égyptiens, le consul général de France et le prince Napoléon, a un succès énorme : les Egyptiens viennent en foule la visiter.

En 1983, la « campagne d'Aboukir » avait bénéficié de l'aide directe de la marine nationale française et du service hydrographique de la marine française (*le Monde* du 19 septembre 1983). En 1984, elle a été possible grâce à une importante subvention du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur et à des fonds privés, grâce aussi à l'aide de la marine égyptienne, de l'Institut français de recherches pour l'exploitation de la mer, d'EDF et de l'ambassade de France du Caire. Comme l'année dernière, le prince Napoléon, président du comité de sauvetage des navires de Bonaparte, est venu sur place et a plongé sur l'épave.

Selon le contrat de convention de recherche et de sauvetage passé avec le gouvernement égyptien, les objets en or resteront la propriété de l'Égypte, les autres seront partagés par moitié entre l'Égypte et la France. Le gouvernail sera apporté en France pour être longuement traité et étudié. On espère qu'il sera, par la suite, exposé au Musée de la Marine de Toulon. Après tout, la flotte française de l'expédition d'Égypte est partie de Toulon, d'Ajaccio, de Gênes et de Civita-Vecchia.

Y. R.

Riguidel, coureur de trésor

Il ne traverse plus, il plonge.

« *NOUS avons fait un beau voyage.* » Le dernier, aurait pu ajouter Eugène Riguidel, quatrième à l'arrivée de la transat Québec-Saint-Malo. A quarante-quatre ans, le président de l'Association des coureurs internationaux sur multicoques océaniques (ACIMO), abandonne la compétition. Le premier et le plus long (27 mètres), des multicoques de course, le trimaran *William-Saurin*, est à vendre (3 600 000 francs). Une décision mûrement réfléchie, et d'ailleurs annoncée depuis trois ans.

« *Je n'ai pas voulu attendre d'être las*, dit-il. *D'être au départ d'une course en me disant : m..., il me faut encore traverser l'Atlantique.* » Cet ancien assureur, skipper professionnel depuis quinze ans, ne tourne pas pour autant le dos à la mer, puisqu'il se lance dans la chasse aux trésors sous-marins.

« *C'est une autre manière de continuer à vivre la mer*, explique-t-il. *Les gens sont attirés pas les bateaux. C'est une continuité dans un système qui consiste à voyager, à faire des rencontres, à visiter des pays et surtout à travailler avec des gens passionnés qui veulent s'exprimer dans un domaine qui leur tient à cœur, comme les archéologues, les géologues, les cinéastes, etc.* ».

La compétence et la motivation seront indispensables pour faire partie de l'équipe. « *Sur mes bateaux, je n'ai jamais élevé le ton pour houspiller quelqu'un. Je n'ai navigué qu'avec des gens concernés par ce qu'ils faisaient. Dans ma nouvelle activité, je veux éviter deux pièges : celui de créer une société organisée et structurée à l'américaine et celui de partir « zoner » avec des rêveurs qui ne maîtriseraient pas les aspects techniques. Je pense que, lorsqu'on cherche un trésor, il est important de le trouver.* »

Quels trésors ? « *Les océans en sont pleins*, dit-il. *C'est vrai qu'il y a des galions avec des coffres pleins d'or. Mais il y a aussi des trésors archéologiques dans des bateaux ou dans des sites. On peut aussi rechercher des matières premières très riches ou effectuer des missions océanographiques. C'est l'équipe qui décidera du site à explorer en premier. Pour l'instant, nous étudions six dossiers. Il ne s'agit pas de partir avec un filet à papillon ou avec une vieille carte marine trouvée dans un caniveau. Les chasseurs professionnels ne s'intéressent pas à des trésors fabuleux, mais à des découvertes moins « juteuses » qui permettent de bien vivre.* »

Ce milieu des chasseurs de trésors amuse beaucoup Eugène Riguidel. « *On y rencontre de drôles de personnages*, dit-il. *Des gens qui rêvent à des trésors fabuleux sur des documents complètement « bidons ». Des escrocs qui vous proposent des cartes contre 20 000 francs payables d'avance. D'autres qui vivent dans la plus parfaite illégalité en s'appropriant des trésors sans rien déclarer.* » Comme ce plongeur cannois, retraité de la marine nationale, qui s'est un jour offert un bateau de 6 à 7 millions de francs.

La recherche des trésors, situés, pour la plupart, dans les eaux territoriales, est en effet strictement réglementée. Le chasseur, appelé « *inventeur* » du trésor, doit négocier avec les autorités une autorisation en échange d'un partage qui peut aller de 10 % à 50 % pour les intéressés. Pour les trésors archéologiques, la négociation peut porter sur les droits d'exclusivité pour des films, ou encore certains pays peuvent financer les recherches, mais la « fouille » doit être d'abord autorisée par le ministère de la culture.

S'il n'est pas encore construit, le bateau est déjà conçu avec Jacques Rougerie, un spécialiste du monde sous-marin. « *Il sera confortable et fonctionnel pour nous permettre de vivre cinq à six mois sur un site à dix ou douze personnes sans nous taper dessus. Il devra pouvoir soulever des charges importantes. Je le vois aussi avec un fond transparent et une capsule qui puisse descendre à 15 mètres de fond.* »

Le financement ne devrait pas être un problème. « *Nous avons envisagé plusieurs formules : l'actionnariat dans le cadre d'une société qui exploiterait le bateau ; le « sponsoring » pour certaines missions. Nous concilierons peut-être les deux, mais je ne veux pas, cette fois, me laisser entraîner dans une aventure financière trop personnelle, comme celle de William-Saurin.* »

GÉRARD ALBOUY.

Les rudesses de l'hiver nucléaire

Après les explosions, encore un long mauvais moment à passer.

LES Américains vont dépenser 50 millions de dollars (450 millions de francs) dans les cinq années qui viennent pour tenter de pronostiquer le temps qu'il ferait après une guerre nucléaire. Ce n'est pas une plaisanterie. Si les autorités de Washington « payent pour voir », comme on dit au poker, c'est qu'elles sont intriguées – le mot est faible – par une toute nouvelle théorie : celle de l'hiver nucléaire.

Selon les scientifiques qui la soutiennent – et ils sont déjà nombreux, – un conflit atomique entre les deux superpuissances déclencherait dans les mois suivants une mini-ère glaciaire qui s'étendrait sur l'ensemble de la planète. Une bonne partie de la végétation et de la faune disparaîtrait, victime de ce bouleversement climatique. Les populations humaines tenues à l'écart du conflit ou rescapées des bombardements se trouveraient alors sans ressources alimentaires et à leur tout menacées d'extinction. Au cataclysme atomique succéderait une catastrophe écologique sans précédent.

Depuis 1982, plusieurs équipes scientifiques américaines mais aussi des chercheurs soviétiques, allemands, britanniques, australiens et vénézuéliens travaillent d'arrache-pied sur le thème de l'hiver nucléaire. Ils ont mobilisé les centres de calcul, y compris celui de l'Académie des sciences de Moscou, élaboré des modèles mathématiques censés représenter l'atmosphère. Puis ils leur ont appliqué une douzaine de scénarios différents, allant du simple « échange » d'intimidation de 100 mégatonnes jusqu'au méga-feu d'artifice au cours duquel chacun des belligérants utilise la plus grande partie de son arsenal.

Et l'on a vu ce que ça donnait sur les poussières soulevées, les fumées et les suies des incendies, les nuages, la lumière, les vents, les précipitations, la température. Pour la première fois, on ne se bornait pas au « jour d'après », mais on examinait l'année d'après.

C'est un certain Carl Sagan, un astrophysicien, directeur du laboratoire d'études des planètes de l'université Cornell, à New-York, qui a lancé l'affaire, avec Richard Turco, spécialiste californien des pluies acides, et trois chercheurs de la NASA, Toon, Ackerman et Pollack. A eux cinq, début 1983, ils ont pondu un premier rapport de cent vingt pages, intitulé « Conséquences atmosphériques d'une guerre nucléaire ». Le rapport TTAPS (initiales des auteurs) a fait autant de bruit dans les milieux scientifiques américains qu'un pétard atomique dans le désert du Nevada.

Immédiatement, Paul Ehrlich, célèbre professeur d'écologie à l'université Stanford (1), sa femme Anne et quarante biologistes se mettaient au travail pour examiner les conséquences de l'hiver nucléaire sur la flore, la faune et, bien entendu, les hommes.

Le tableau général parut si préoccupant – et si nouveau – que les chercheurs des différentes disciplines décidèrent de se retrouver en congrès à Washington, en novembre 1983. Il y eut sept cents participants et treize communications, dont celle de deux Soviétiques, Victor Alexandrov et Georgi Stenchikov, qui avaient vérifié les calculs des TTAPS avec les ordinateurs moscovites. En gros, ils confirmèrent que l'hypothèse de l'hiver nucléaire tenait, hélas ! parfaitement debout.


COLL. « CAHIERS DU CINÉMA »

Slim Pickens dans « Docteur Folamour », de Stanley Kubrick (1963)

Depuis, d'autres équipes se sont mises au travail avec des modèles atmosphériques plus sophistiqués. Elles contestent certains détails, et la controverse est engagée. Sauf sur un point : la parfaite vraisemblance d'une catastrophe climatique post-nucléaire.

Voyons cela de plus près. Et retenons le scénario « moyen » inspiré à Carl Sagan et à ses TTAPS par les stratégies et les arsenaux des deux superpuissances. Supposons que les belligérants échangent deux mille cinq cents fusées stratégiques de 1,5 à 2 mégatonnes chacune, soit environ 35 % de ce qu'ils ont en magasin. Cinq cents villes et zones industrielles de l'hémisphère nord sont foudroyées par des explosions en altitude et deux mille objectifs militaires sont frappés par des projectiles explosant au sol. Que se passerait-il ?

Selon les évaluations classiques – si l'on peut dire – les États-Unis, le Canada, les pays d'Europe, l'URSS, la Chine et le Japon seraient quasiment anéantis en tant que nations organisées. Un milliard de personnes brûlées, soufflées, irradiées ou ensevelies sous les décombres, y mourraient au cours du bombardement. Un milliard d'autres seraient grièvement atteintes, et, faute de soins, beaucoup mourraient encore dans les jours suivants. Resteraient tout de même trois milliards d'êtres humains rescapés ou totalement indemnes, notamment dans l'hémisphère sud. Eh bien, selon les nouvelles hypothèses, ces populations-là seraient, elles aussi, menacées à plus long terme !

Revenons avec Carl Sagan et ses chercheurs aux jours apocalyptiques de l'échange atomique. Des milliers de champignons s'élèvent vers le ciel, entraînant avec eux, estime-t-on, un milliard de tonnes de poussière. Bourrées de carburants, de matières plastiques et de produits chimiques, les agglomérations flambent, avec de gigantesques colonnes de fumées toxiques. Autour des objectifs militaires, les récoltes et les forêts brûlent, elles aussi.

Aux flashes éblouissants des bombes, aux rougeoiements des tempêtes de feu, succèdent maintenant la pénombre et même l'obscurité. Pour combien de temps ? C'est ici qu'interviennent les astrophysiciens spécialistes des particules. Selon eux, loin de retomber rapidement, comme on le pensait jusqu'ici, les suies et les poussières formeraient un colossal « aérosol », atteindraient la stratosphère, au-delà de 12 000 mètres, et y demeureraient des semaines et même des mois, comme cela a été constaté lors d'éruptions volcaniques. Là-haut, l'air est raréfié, il ne pleut jamais et les particules ne redescendent donc que très lentement.

Survient alors un second phénomène. Les couches supérieures de ces nuages de haute altitude sont chauffées par le soleil alors qu'au ras du sol la terre se refroidit rapidement. Même en temps normal, en plein mois d'août, quelques heures de nuit suffisent à faire tomber la température de 5 à 10 degrés. Trois semaines de pénombre post-atomique engendreraient une gigantesque inversion de température. C'est l'hiver qui s'abattrait sur les régions bombardées. Les hypothèses les plus pessimistes indiquent pour la France des températures de – 15 à – 25 degrés. Les plus optimistes, tablant sur la discontinuité du manteau nuageux, prévoient une succession de coups de gel durant deux à trois jours chacun. Il y aurait donc des chutes de neige s'ajoutant aux brouillards toxiques résultant des incendies et aux poussières radioactives descendant du ciel.

Sur les côtes, où la mer se refroidit moins vite que la terre, les différences de température entre l'intérieur et le large provoqueraient des ouragans et des pluies diluviennes sur 100 kilomètres de profondeur. Quant aux estuaires, ils seraient soumis à une pollution intense, car les fleuves y apporteraient des monceaux de résidus chimiques et radioactifs.

Nous voilà donc, selon TTAPS, en plein hiver nucléaire. Ce refroidissement survenant au printemps ou en été affecterait gravement les plantes et les animaux qui auraient survécu aux explosions et aux incendies. Adieu troupeaux et récoltes. Mais c'est sans doute l'obscurité qui serait la plus préjudiciable. Les végétaux ne pourraient plus effectuer la photosynthèse transformant le gaz carbonique en composés organiques. D'où arrêt de leur croissance. Les biologistes estiment que, sur 30 % des terres déjà ravagées de l'hémisphère nord, les plantes rescapées sècheraient à leur tour. On imagine le sort du bétail et du grand gibier privé de ses herbages.

Et ce n'est pas fini. Les chercheurs américains pensent que la très mince couche d'ozone qui nous protège des rayons ultraviolets pourrait être détruite par endroit sous l'effet des oxydes d'azote propulsés par les explosions jusque dans la stratosphère. Au retour du beau temps, la terre serait alors bombardée par ces ultraviolets qui diminuent la productivité des révoltes, endommagent le plancton marin, suppriment le système immunitaire des mammifères, brûlent la peau et rendent aveugle.

On admettait jusqu'ici que le « jour d'après » ramènerait une partie de l'humanité aux conditions de vie du haut Moyen Age, voire du néolithique. A en croire les tenants de l'hiver nucléaire, ce serait bien pis, puisque les survivants n'auraient plus les ressources de l'agriculture et l'élevage, ni même celles de la cueillette et de la chasse.

Les habitants de l'hémisphère sud échapperaient au moins à ces cataclysmes, dit-on, puisque les grands mouvements de l'atmosphère portent les nuages vers les pôles. Selon TTAPS, ces mécanismes seraient modifiés par la multiplicité des explosions. Dès lors, les régions tropicales, à leur tour, pourraient être atteintes par les nuées venues du froid.

Conclusion de Donald Kennedy, président de l'université Stanford, qui dirigeait les débats lors du congrès de Washington, en novembre 1983 : « *Nos travaux montrent qu'une guerre nucléaire majeure entraînerait la rupture des équilibres physiques et biologiques la plus grave qu'ait subie la planète depuis 65 millions d'années.* »

Bien que fondée sur les études concordantes d'une soixantaine de scientifiques de haut niveau de plusieurs nations, l'hiver nucléaire reste une hypothèse. Qui est donc controversée, et personne ne souhaite qu'une « manip » en vraie grandeur permette de la vérifier.

Mais déjà on aperçoit les multiples conséquences de ce nouveau concept. Même pour celui qui frapperait à l'improviste très vite et très fort, la victoire serait une victoire à la Pyrrhus. Il subirait lui aussi, à moyen et à long terme, les effets dévastateurs de son initiative. La dissuasion par accumulation des armements nucléaires devient absurde. Inversement, en cas d'échange même limité, la protection des populations civiles contre les poussières radioactives, la nuit, le froid et la disette paraît encore plus nécessaire. Enfin, les pays de l'hémisphère sud non dotés d'armes nucléaires ne sont plus à l'abri d'un bouleversement climatique général. Leur action en faveur du désarmement, notamment sur les pays du Nord nucléarisés, devrait s'intensifier. C'est pourquoi il importe aux grandes puissances et aux organisations internationales d'en savoir plus. Les Américains vont mobiliser une douzaine d'agences gouvernementales pour affiner les recherches sur l'hiver nucléaire. On attend pour les semaines qui viennent un rapport d'un comité *ad hoc* formé par l'Académie des sciences des Etats-Unis. L'Académie des sciences de l'URSS prend la thèse au sérieux, et elle a saisi l'ONU. Celle-ci, à son tour, a demandé au Conseil international des unions scientifiques (CIUS) de faire le point. Enfin, dans son programme de recherche sur le climat, l'Organisation météorologique mondiale (OMM) a prévu un chapitre sur l'effet des explosions nucléaires.

Bref, le débat est largement engagé... sauf en France. En dehors des inquiétudes exprimées par une toute récente Association des professionnels de santé pour la prévention des guerres nucléaires (2), c'est le silence. Silence chez les climatologues, silence chez les militaires, silence dans les milieux politiques.

L'hiver nucléaire, connais pas !

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) Paul Ehrlich est l'auteur d'une quizaine d'ouvrages, dont deux au moins sont traduits en français : *la Bombe P...* et *Population, ressources, environnement*, chez Fayard.

(2) 96, rue de la Fuie, 72000 Le Mans.



A lire

- « Nuclear Winter », by Anne Ehrlich, *Bulletin of Atomic Scientists*, avril 1984.
- « Long term biological consequence of nuclear war », by Paul Ehrlich, *Science*, 23 décembre 1983.
- « Global atmospheric effect of massive smoke injections from a nuclear war », by Curt Covey, Stephen Schneider et Stanley Thomson, *Nature*, 1er mars 1984.
- « The year after : les effets biologiques d'une guerre nucléaire », par Permette Langley-Danysz, *la Recherche*, avril 1984.
- « The climatic effects of nuclear war », by Richard Turco, Owen Toon, Thomas Akerman, James Pollack and Carl Sagan (TTAPS), *Scientific american*, août 1984.

L'arsenal

POUR le compte du premier ministre français, le Secrétariat général de la défense nationale (SGDN) a dressé, cet été, un inventaire général des forces nucléaires dans le monde.

Voici ce décompte. Pour les Etats-Unis : 1 936 systèmes nucléaires dits « centraux » (missiles intercontinentaux, missiles à bord de sous-marins et bombardiers) porteurs de 9 792 « têtes » nucléaires explosives qui dégageraient, au total, une puissance destructrice de 2 853 mégatonnes. Pour l'Union soviétique : 2 703 systèmes nucléaires centraux, porteurs de 8 671 « têtes » nucléaires explosives qui dégageraient, au total, une puissance destructrice de 4 664 mégatonnes. L'énergie cumulée des Deux Grands, soit 7 517 mégatonnes, représente en théorie l'équivalent de 417 611 bombes de la puissance d'Hiroshima (1).

Les autres puissances nucléaires sont loin d'égaler cet arsenal, avec 580 « têtes » explosives pour la Chine populaire, 132 « têtes » pour la France et 64 au Royaume-Uni.

(1) Ces estimations ne tiennent pas compte de l'existence, chez les Deux Grands comme en France, d'un arsenal nucléaire tactique (par opposition à l'arsenal nucléaire stratégique).

هكذا من الاصل

La chimie nouvelle formule

Une image de marque à redresser.

NANCY, du 17 au 21 septembre : premier congrès de la Société française de chimie, une nouvelle société savante née en 1983 de la réunion de la Société chimique de France et de la Société de chimie physique.

Cette fusion est d'abord le résultat d'une volonté, exprimée tant par l'Académie des sciences que par les ministères successifs de la recherche *(1)*, de revaloriser le mouvement associatif. Elle pourrait d'autre part contribuer à redorer quelque peu le blason de la chimie, une discipline scientifique et une industrie en plein développement, mais qui, faute d'avoir su se faire connaître et reconnaître, souffre d'une image de marque ternie. Une société savante renouvelée, plus forte et plus représentative de la communauté des chimistes, pourrait tenter de renverser cette tendance.

Société savante : le terme semble désuet. Il est vrai qu'il désigne des associations littéraires et scientifiques nées, pour beaucoup, au dix-neuvième siècle, sous l'œil bienveillant du pouvoir. Ces *« compagnies si honorables et si utiles »*, comme les qualifiait Salvandy, ministre de l'instruction publique sous Louis-Philippe, occupaient une place de choix dans l'activité intellectuelle française. Elles tenaient des *« séances publiques »*, attribuaient des prix, prenaient en charge les publications littéraires et scientifiques, toutes tâches qui sont encore les leurs actuellement, mais qu'à l'époque elles étaient pratiquement les seules à pouvoir remplir.

Comme tant d'autres, la Société chimique de France, créée en 1857, et la Société de chimie physique, née en 1903, ont survécu aux changements de régimes politiques, à l'évolution de l'organisation de la recherche, et aux mutations de la science et de l'industrie chimique. Mais au cours des décennies elles ont perdu de leur pouvoir et pris quelques rides. Pourtant, les sociétés savantes de chimie restent des associations non spécialisées, indépendantes de toutes coteries et de toutes écoles. Et, dans les pays anglo-saxons notamment, elles demeurent très puissantes.

En Grande-Bretagne, où les universités ne sont pas habilitées à délivrer des diplômes d'ingénieur, cette tâche est dévolue à la Royal Chemical Society. Aux États-Unis, l'American Chemical Society, forte de ses 130 000 adhérents, de ses 12 000 permanents et de son budget annuel de quelque 92 millions de dollars, est la plus puissante des sociétés professionnelles. Elle publie vingt et une revues scientifiques, qui comptent parmi les plus prestigieuses, et notamment le célèbre *Journal of American Society*, véritable « bible » pour les chimistes du monde entier.

Face à ces associations étrangères « musclées », les chimistes français arrivaient jusqu'à présent en ordre dispersé avec quatre « grandes » sociétés savantes – la Société chimique de France, la Société de chimie physique, la Société de chimie industrielle, la Société de chimie biologique, – auxquelles il faut ajouter la Société de chimie thérapeutique et une kyrielle de petits groupes spécialisés. Mais l'heure de la réorganisation et du rassemblement – partiel – a sonné, et les deux premières de ces sociétés sont enfin réunies. La fusion aura toutefois demandé six ans et nécessité que soient surmontées des traditions fort ancrées, que soient ménagées bien des susceptibilités.


NICOLAS VIAL

Il reste maintenant à la Société française de chimie à retrouver un nouveau dynamisme. L'une de ses premières tâches, selon son président, M. Claude Fréjacques, sera de retrouver, parmi les chimistes, une audience qui tendait à constamment diminuer (au cours des vingt dernières années, la Société chimique de France perdait chaque année 5 % de ses adhérents).

Ce désintérêt est surtout le fait des jeunes chercheurs, qui estiment pouvoir se passer du cadre associatif pour rencontrer leurs collègues et préfèrent travailler au sein de groupes restreints et spécialisés plutôt qu'en celui de larges sociétés plus rigides. Aussi M. Fréjacques projette-il de favoriser les *« greffes »* entre ces petits groupes et la Société française de chimie, qui les ferait bénéficier de son appui tout en leur laissant leur autonomie. Il en va du dynamisme de l'association, mais aussi de son indépendance financière (environ la moitié de son budget annuel de 6 millions de francs provient des cotisations et des revenus des manifestations, le reste étant fourni par les ventes des revues).

Un autre front sur lequel devra se battre la nouvelle société est celui de l'animation de la communauté des chimistes. Dans cette tâche qui est traditionnellement la leur, les sociétés savantes sont en effet concurrencées par les organismes de recherche, qui prennent de plus en plus fréquemment en charge l'organisation des réunions, colloques et congrès. Il reviendra à la nouvelle association, comme le souligne son vice-président, M. Jacques Metzger, *« de forcer sur la quantité et la qualité de l'animation scientifique, en veillant à associer aux diverses manifestations des chercheurs de disciplines voisines de la chimie, des biologistes par exemple »*.

Politique de main tendue aux non-chimistes, mais aussi aux chercheurs et ingénieurs de l'industrie. Ceux-ci sont nombreux parmi les membres de la Société française de chimie (1 200 contre 1 800 universitaires), mais ils étaient jusqu'à présent quelque peu délaissés par une animation surtout conçue par et pour les universitaires. Un colloque comme celui de Nancy sera une première tentative dans ce sens.

Un autre domaine très important, qui est du ressort des sociétés savantes, est celui des publications. Un laboratoire, une communauté nationale, ne sont reconnus que s'ils rendent publics les résultats de leurs travaux dans les revues scientifiques ; et leur réputation est d'autant mieux établie que s'ils s'expriment dans un journal bien « coté ». Dans de nombreuses disciplines, et tout particulièrement en chimie, ce sont les revues américaines qui tiennent le haut du pavé et qui, de ce fait, attirent les articles les meilleurs.

Nombreux sont ceux qui s'inquiètent de cet « exode » de publications et qui souhaiteraient qu'une part – fût-elle faible – d'entre elles soient rapatriées dans des revues françaises. Encore faudrait-il qu'il y ait une sérieuse remise en ordre des publications nationales qui, sur certains secteurs, se concurrencent, et ne brillent pas toutes par leur qualité. Là encore, une amorce de solution a été trouvée dans le regroupement de plusieurs titres (2), mais la tâche n'est pas terminée pour autant.

Intervenir dans les régions pour améliorer les contacts entre tous les chimistes du CNRS, de l'Université ou de l'industrie, jouer un rôle non négligeable en matière d'enseignement et de formation en chimie, mais aussi, et surtout, faire en sorte que les qualités d'expertise et d'indépendance de la Société française de chimie soient reconnues par les pouvoirs publics, tels sont les autres projets du président et du vice-président de la nouvelle association. Leur programme, relativement ambitieux, ne pourra être mené à bien que s'il est soutenu par l'ensemble de la communauté des chimistes. Peut-être verra-t-on alors émerger une société savante suffisamment forte pour attirer vers elle d'autres associations de chimistes, et pour s'imposer, tant sur le plan national qu'international.

ELISABETH GORDON.

(1) A la demande de M. Jean-Pierre Chevènement, alors ministre de la recherche et de l'industrie, l'Académie des sciences s'est livrée, en 1983, à une étude sur les associations scientifiques, techniques et professionnelles en France (AST). Dans un rapport remis en décembre de la même année, l'Académie insistait notamment sur le fait que les AST devaient se préparer à élargir leur rôle et à mieux faire connaître leurs instances représentatives pour chaque domaine scientifique, technique et professionnel. Reprenant une partie des conclusions de ce rapport, le ministère de la recherche et de l'industrie a élaboré, en juillet 1984, un programme en dix points pour *« créer les conditions du développement d'un mouvement associatif dynamique »*.

(2) Depuis le début de 1983, les deux éditions du *Bulletin de la société chimique*, le *Journal de chimie physique*, la *Revue de chimie minérale* (publication privée appartenant à l'éditeur Gauthier-Villars) et le nouveau *Journal de chimie* (appartenant pour moitié à Gauthier-Villars et pour moitié au Centre national de la recherche scientifique) ont été dotés d'un comité de rédaction commun.

Une science-carrefour

Au centre de nombreuses activités humaines.

LA chimie est la science de la compréhension et de la transformation de la matière. Elle permet à l'homme de modifier cette dernière, d'en inventer de nouvelles formes, et, comme le disait déjà Berthelot il y a un siècle, *« elle crée son objet. »* La démarche des chimistes est aussi essentiellement créative, et cette spécificité les rassemble tous, quelle que soit leur spécialité. Ce sont de véritables architectes de la matière en qui se retrouve le mythe de Prométhée. La chimie est en effet avant tout une construction dans laquelle la dimension esthétique n'est jamais absente, qu'elle se manifeste dans la structure même des édifices créés – matériaux solides ou molécules complexes, – ou dans la démarche qui aboutit à leur élaboration. C'est aussi une théorie et une analyse, et l'objet qu'elle produit favorise la découverte.

L'imagination créatrice du chimiste ne travaille pas *ex nihilo*, elle s'appuie sur un corpus de connaissances sans cesse irrigué par les progrès des autres sciences. L'architecture, qui, il y a encore un siècle, était celle de l'âge des cavernes, est maintenant celle du futur. Au fil des années, la chimie a étendu et diversifié son champ d'action et, sans perdre sa spécificité, a établi de nombreuses interactions avec d'autres disciplines allant de la biologie à la physique. Elle est devenue une véritable science de transfert, au carrefour des différents aspects de la connaissance humaine. La recherche française en chimie peut se prévaloir d'occuper dans un certain nombre de secteurs une place de premier rang au niveau international. Cette position est la conséquence de l'effort de recherche publique et notamment de l'action du CNRS. La chimie est devenue une science féconde pour laquelle les frontières entre science et technologie, entre recherche fondamentale et recherche appliquée, se sont estompées. C'est notamment dans cette discipline que les dépôts de brevets sont de loin les plus nombreux, aussi bien en France que dans le monde.

La chimie se trouve au centre de nombreuses activités humaines. Elle s'occupe de la santé par la mise au point et la fabrication de médicaments, de l'alimentation, de l'agriculture, de la métallurgie, du textile, des parfums, elle intervient dans les composants pour l'électronique, l'énergie, etc. Son industrie a connu, depuis 1970, tant en France que dans le reste du monde, une croissance de 70 %, contre 30 % pour l'ensemble des branches industrielles. Avec un chiffre d'affaires de 230 milliards de francs en 1983, l'industrie chimique française est fortement exportatrice (elle est au troisième rang mondial et réalise environ 12 % des exportations nationales). Il faut cependant noter que cette industrie est essentiellement axée sur la fabrication des produits de base, alors que les progrès réalisés ces dernières années, au niveau mondial, sont dus surtout à l'apparition d'activités nouvelles en chimie fine, avec l'invention et la production de produits originaux (molécules ou matériaux) de très haute valeur ajoutée. Faute de n'avoir pris que tardivement conscience du puissant effort de recherche que nécessite ce secteur lié aux technologies les plus avancées, l'industrie chimique française a une balance des exportations encore déficitaire pour les produits de la chimie fine. Il est donc nécessaire de poursuivre intensivement les actions mises en place ces dernières années dans ce secteur, et notamment les programmes de recherche mobilisateurs, qui représentent un élément déterminant du processus de modernisation de notre industrie.

Celle-ci doit faire face à des concurrents étrangers qui ont souvent hérité d'une longue tradition de recherche et dont les responsables ont été formés par la recherche. En France, la formation des élites dirigeantes du pays est essentiellement le fait des grandes écoles, dont les critères de sélection sont encore fondés sur des schémas hérités de la classification d'Auguste Comte, qui considère la chimie comme une sous-discipline de la physique. Le contenu des programmes de l'enseignement secondaire et des classes préparatoires, qui dissimule l'importance et l'intérêt de la chimie, aussi bien au plan conceptuel que dans tous les domaines de la production industrielle, n'est pas de nature à susciter des vocations de chimistes. La plupart des élèves qui intègrent les grandes écoles de chimie le font trop souvent par un choix négatif, faute d'avoir été admis dans des établissements plus prestigieux, comme Polytechnique ou Centrale. Aussi bien dans l'enseignement secondaire et les classes préparatoires que dans les grandes écoles ou à l'Université, il est donc urgent de donner à la chimie la place d'une science à part entière. Cela passe par la formation des maîtres et par la modernisation des programmes d'enseignement. La formation des jeunes ingénieurs par la recherche est également un facteur-clé du développement de la science et du dynamisme industriel et économique de nos entreprises.

Les chimistes sont, avec les autres scientifiques, aux premières lignes du front de la recherche pour la conquête du savoir. On peut prévoir que la majorité des produits qui seront utilisés dans cinquante ans n'existent pas encore, et il incombe aux chimistes la tâche exaltante de les inventer.

GILBERT BALAVOINE,
professeur à l'université de Paris-Sud,
chargé de mission au CNRS.

En Toute Logique

Un pour tous

Problème Nº 270

Les chiffres comme les mots expriment ce qu'un auteur veut bien leur faire exprimer. Ainsi, les dix chiffres additionnés donnent : $0 + 1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6 + 7 + 8 + 9 = 45$

Mais il est possible de leur faire exprimer 1 en les disposant différemment et avec seulement trois symboles arithmétiques. Comment ?

Solution du problème Nº 269. – Ici encore, le problème ne peut se résoudre qu'en sortant de l'univers à deux dimensions de la table. Les trois allumettes du bas de la figure sont donc déplacées pour former un tétraèdre sur les trois allumettes du haut.

PIERRE BERLOQUIN.

L'architecture française *pour une fois est à l'honneur. L'œuvre de trois personnalités.*

Equerre de choc

LA jeune architecture française existe. Le travail de Gaudin, Ciriani et Portzamparc, présenté en images et en volumes à l'Institut français d'architecture, confirme trois personnalités, parmi les plus inclassables, d'une nouvelle génération. Celle qui tient les promesses bafouillées après 1968 sur les « décombres fertiles » de l'Ecole des beaux-arts et du Mouvement moderne.

C'est le renouveau dans une discipline où la France n'a plus honte de se montrer (l'exposition de la rue de Tournon ira au Japon), en pleine crise du bâtiment. Une débauche d'idées, de discours et d'expériences formelles quand les chantiers sont divisés par dix, par cent parfois.

Paradoxal ? Non. Instruits par les échecs de l'après-guerre, nourris de doute, plongés dans une concurrence sans merci, les architectes travaillent. Sur le papier, dans leur tête, et, pour ceux qui ont la chance de décrocher une commande et d'obtenir la confiance d'un maître d'ouvrage, dans la boue des chantiers.

Ils ne méprisent plus l'histoire de l'art, ni l'histoire tout court, refisant avec le recul critique qui convient les dogmes modernes, fondant leur manière propre. Ils n'ont pas toujours beaucoup plus que leurs aînés le souci de l'habitant, mais ils l'ont entendu exprimer un malaise, ont reconnu sa frustration. Ils savent, comme le dit Henri Ciriani, que *« le jour où on l'a réduite à la satisfaction des besoins, l'architecture a perdu son essence, sa raison d'être, qui est de satisfaire des exigences ».*

Beaucoup s'enlisent dans les nouvelles ornières que tracent les modes, accrochent comme fanfreluches et breloques chatoyantes des signes sur les pauvres façades minces qu'autorisent la technique et l'économie actuelles de la construction.

D'autres luttent contre la dureté des temps avec fougue et tiennent l'adversité pour stimulante. Là où leurs aînés sortaient des plans à la chaîne, eux fignolent des tracés variés pour quarante — ou seulement douze — logements, une crèche, un pavillon de musique, une école de danse.

Le résultat est là. Dans les villes nouvelles, où on leur cède plus volontiers un coin de terre à retourner, mais où la prolixité expérimentale confine à l'écœurement. En banlieue, quand il s'agit de rafistoler des quartiers soumis à rude épreuve. A Paris, où, de moins en moins rarement, l'on donne à ces architectes, jeunes en esprit et en audace, l'occasion de mettre une pièce sur le pourpoint fatigué de la capitale.

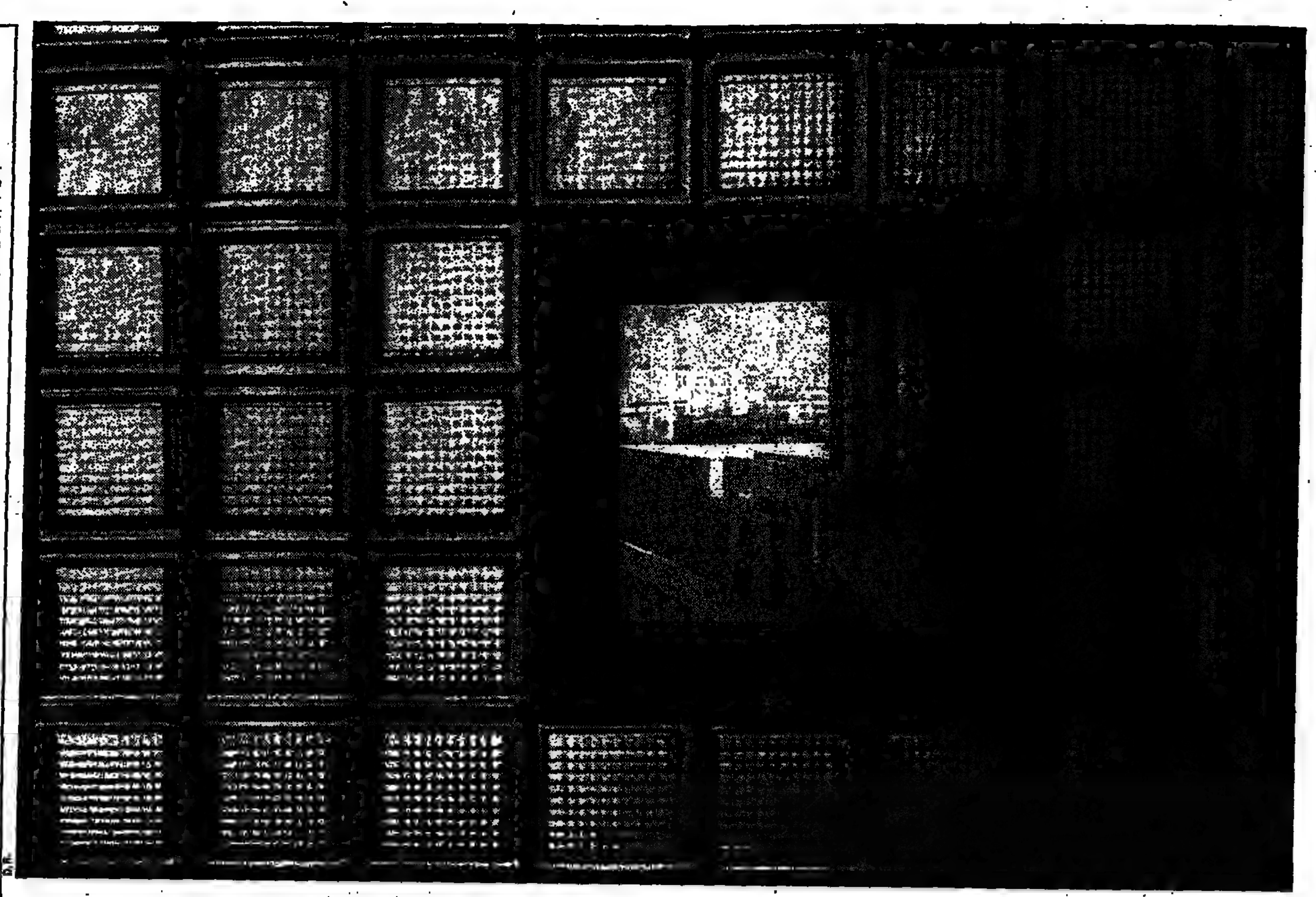
Gaudin, Ciriani et Portzamparc, dans des registres que tout oppose, sont de cette veine. Exclusivement consacré à la commande publique (équipements et logement social), leur travail témoigne d'une réflexion amplement développée dans les trois livres qui accompagnent l'exposition. Chacun est représenté ci-contre par un édifice récent, à Paris, à Saint-Denis et à Maurepas.

Le président de la République vient en effet de désavouer le jury du conservatoire de musique de La Villette qui avait nettement mis en avant les projets de Gaudin et de Portzamparc, et n'a retenu pour la deuxième phase que ce dernier. Exit Gaudin...

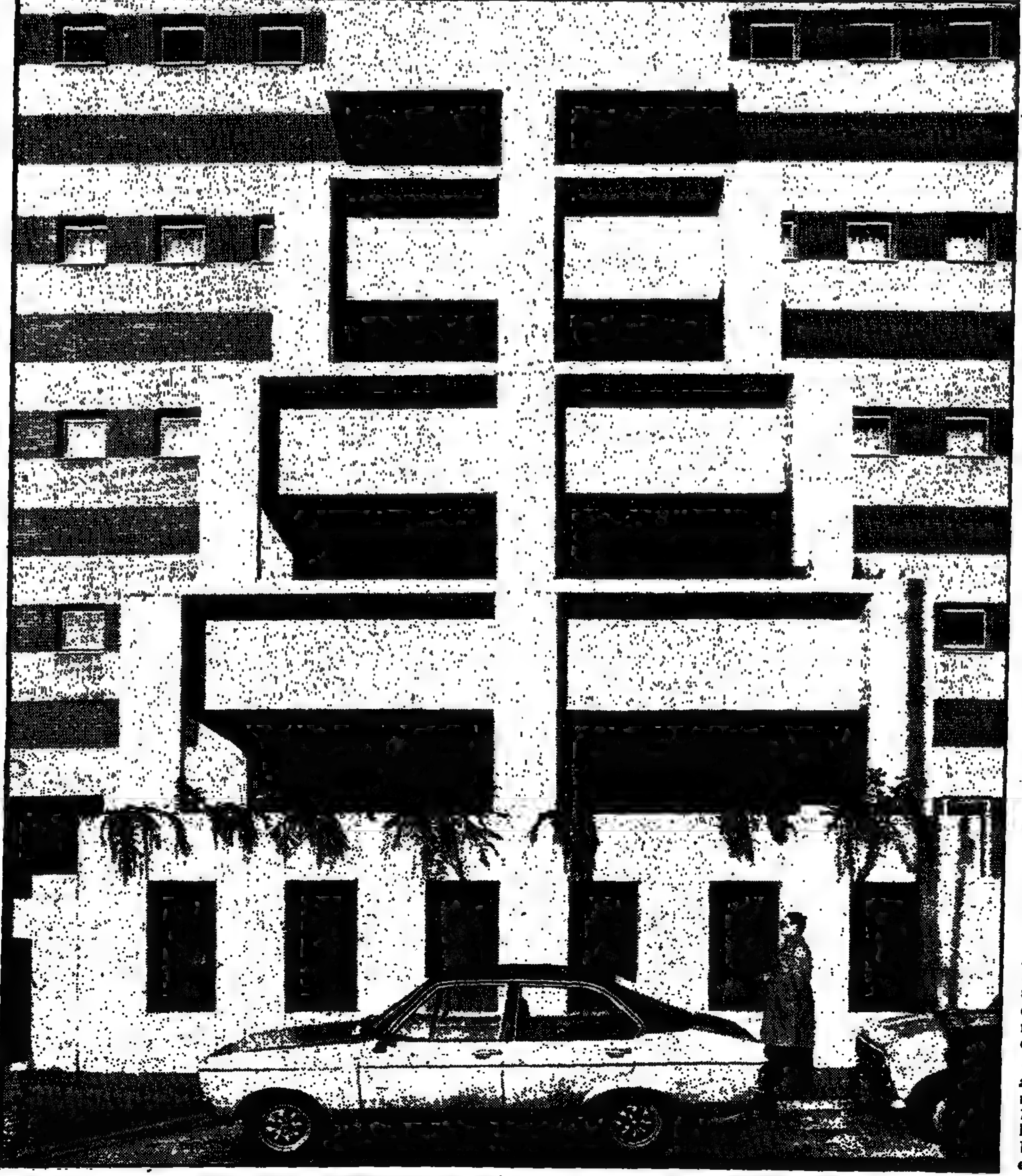
MICHÈLE CHAMPENOIS.

● *Exposition « Trois architectes français » à l'Institut français d'architecture, 6, rue de Tournon, Paris 6e. Du mardi au samedi. Jusqu'au 13 octobre.*

Les trois catalogues sont édités par le Moniteur. Lire aussi : la Cabane et le Labyrinthe d'Henri Gaudin, éditions Pierre Mardaga.



D.R.



D.R.





CIRIANI

Le contrefort des balcons en cascade pétrifiée, une puissante frise de losanges, des strates repérables par leur couleur, de l'ocre, du bleu, contribuent à enraciner dans un quartier disparate, un peu défait, à Saint-Denis, ces immeubles de logements HLM construits par Henri Ciriani.

La rigueur du carré, motif cher à l'architecte qui en a exploité maintes variations dans un premier ensemble à Noisy-le-Grand, est présentée à plusieurs échelles : des pavés de verre et du fenestron *(photo du haut)* jusqu'au plan général de la « Cour d'angle », nom donné à l'ensemble, qui tient dans son dessin strict et par ses ramifications géométriques, un coin de rue. En banlieue.

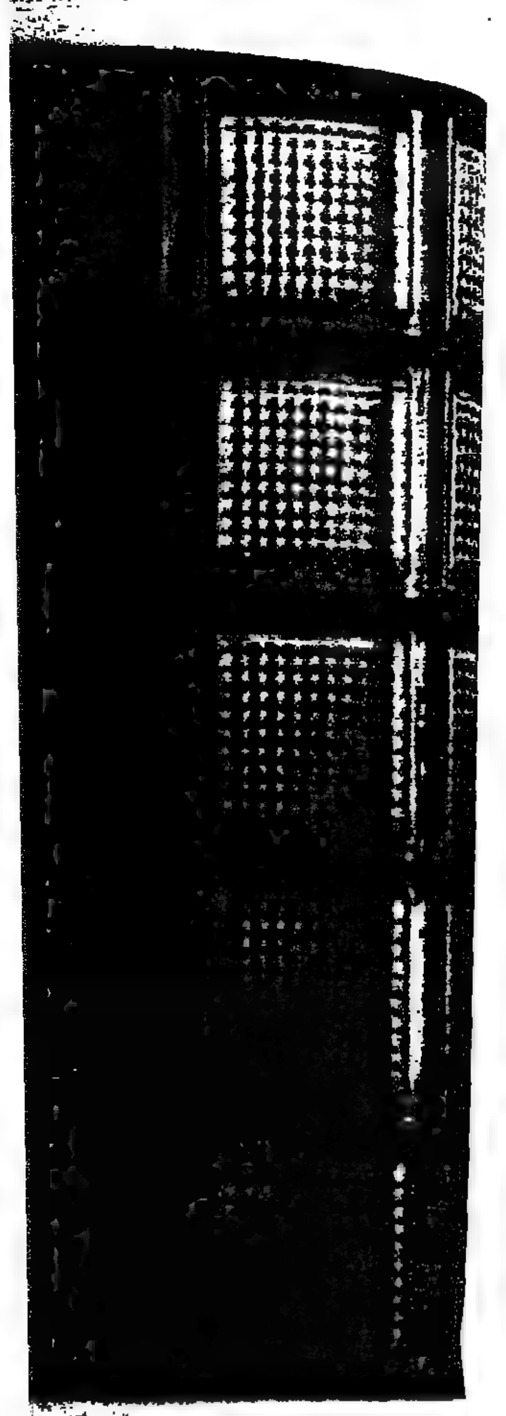
« Je continue là où il s'est arrêté », dit Ciriani de son maître Le Corbusier. Né en 1936 à Lima, il travaille en France depuis 1964. Il a reçu en 1983 le Grand Prix d'architecture.

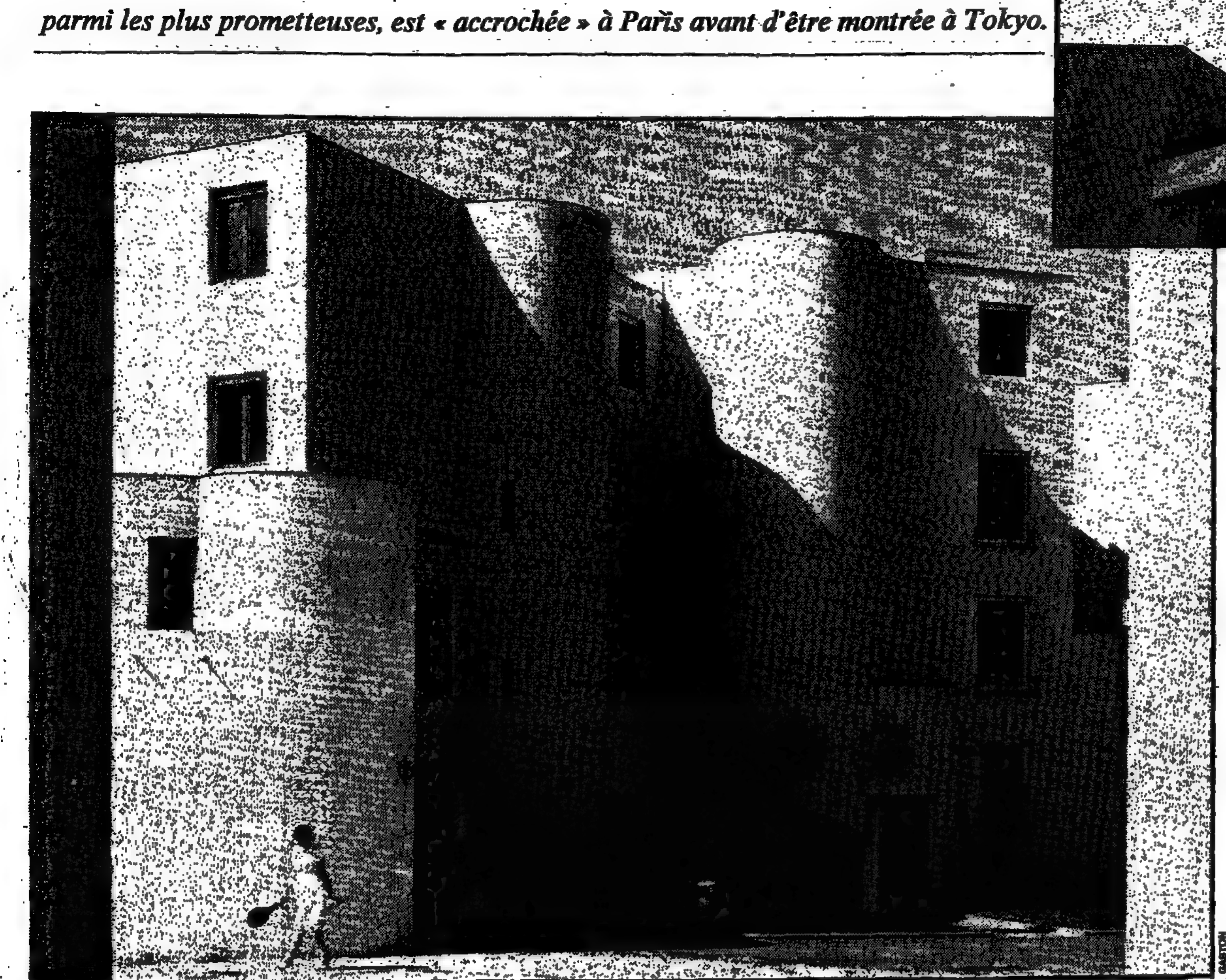
طبق الأصل

صكذا من الاجل

...œuvre de trois personnalités

parmi les plus prometteuses, est « accrochée » à Paris avant d'être montrée à Tokyo.





GASTON

GAUDIN

L'image blanche, calme et pourtant riche en plis, en drapés, en volutes raideuses des logements de Maurepas, dans la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines, qui étonna tant en 1981, date de son achèvement, illustre aujourd'hui l'œuvre bâti d'Henri Gaudin.

D'autres projets, un chantier en cours à Evry, ne pourraient être montrés qu'en dessins qui ne convaincraient pas forcément le lecteur de la capacité de l'architecte à manier la matière, à pétrir les volumes selon son exigence.

On voit à Maurepas son souci d'« *avoir des milliers d'images en tête pour n'en laisser paraître aucune* ». Architecture sans marques, sans motifs, sans style, sinon le sien : plénitude, formes rondes, douces et enveloppantes, niches hospitalières qu'il ménage dans des surfaces lisses, sans enfermer, sans oppresser, en laissant du ciel. Et là-haut, ce petit balcon « *que les parois étreignent, auquel elles donnent le profond d'une bouche* ».

Gaudin, né en 1933, qui a quitté en 1956 la marine marchande pour l'architecture, veut « *renouer avec la complexité, mais l'exprimer avec ascèse* ». Il dit travailler avec l'air, en creux.



D.R.



CIRIANI

Le contrefort des balcons en cascade pétrifiée, une puissante frise de losanges, des [illegible] repérables par leur couleur, l'ocre, du bleu, contribuent à enraciner dans un quartier disparate, un peu défait, à Saint-Denis, ces immeubles de logements HLM construits par Henri Ciriani.

La rigueur du carré, motif cher à l'architecte qui en a exploré de multiples variations dans un premier ensemble à Noisy-le-Grand, est présent à plusieurs échelles : des pavés de verre et du fenestron [illegible] jusqu'au plan général de la « Cour d'angle », nom donné à l'ensemble, qui tient dans [illegible] et par ses ramifications [illegible] coin de rue. En banlieue.

« *Je continue là où il s'est arrêté* », dit Ciriani de son maître Le Corbusier. Né en 1936 à Lima, il travaille en France depuis 1964. Il a reçu en 1983 le Grand Prix d'architecture.

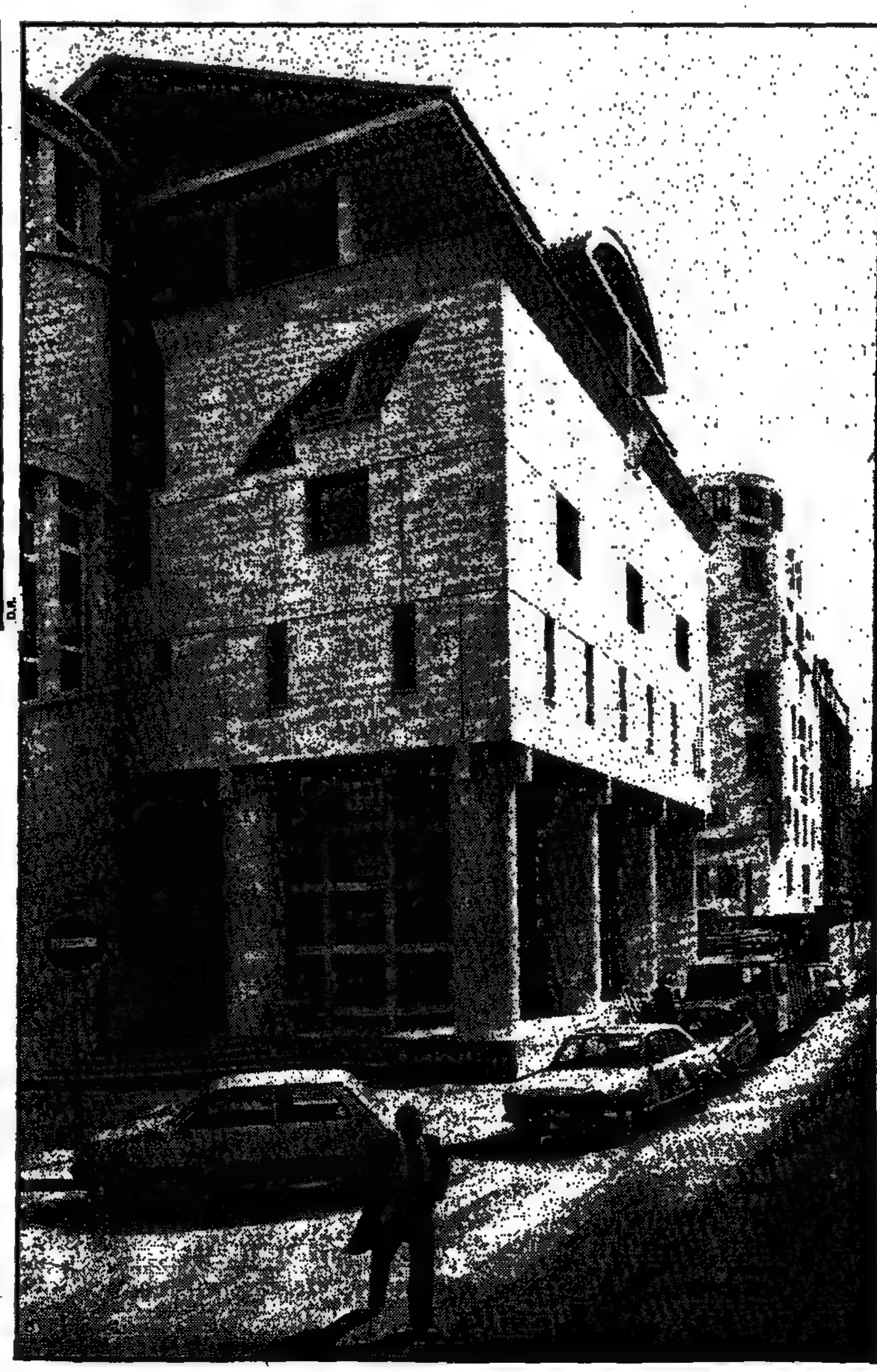
PORTZAMPARC

Au cœur du 7e arrondissement de Paris, à la place du marché Jean-Nicot, la ville voulait construire un conservatoire de musique et un foyer de personnes âgées. Traitant séparément chacun des deux édifices (alors que la commande prévoyait de les superposer !) Christian de Portzamparc a installé au coin de la rue ce pavillon de musique qui chante juste, et dit clairement ce qu'il est : un petit édifice public de quartier accueillant et raffiné.

La tourelle, c'est l'escalier lumineux, aéré. Bien assise sur un péristyle sobre, la façade fait des gammes : rez-de-chaussée en retrait, translucide ; meurtrières minimales dans les salles de répétition, à l'étage ; attique néo-classique pour la salle de danse, sous le toit

Le raccordement des lignes de force du nouveau bâtiment avec ses voisins est très étudié. Séparé par une ruelle neuve, l'immeuble destiné aux personnes âgées a une tout autre allure, discrète et réservée, conforme à l'usage et au style du quartier.

Né en 1944, Christian de Portzamparc a construit dans les villes nouvelles avant de se faire remarquer pour un ensemble de logements dans le 13e arrondissement, les Hautes Formes.



Illustres sauvages : *les peuples qui ont nourri l'imaginaire de l'Occident.*

Conrad, découvreur de la Mélanésie

« Iles immergées dans un silence d'argent et de bleu. »

Après les aborigènes d'Australie, présentés dans le Monde Aujourd'hui *daté 8-9 juillet, les Esquimaux (15-16 juillet), les Hurons (22-23 juillet), les Polynésiens (29-30 juillet), les Tarahumaras (5-6 août), les Zoulous (12-13 août, les Tziganes (19-20 août), les Urus (26-27 août), les Moïs (2-3 septembre), les Aïnous (9-10 septembre).*

LES mers du Sud ont toujours eu la cote en Occident. Aujourd'hui que la conquête de l'Ouest a enfin atteint les antipodes, la fascination qu'elles exercent a intégré les thèmes d'une ère postindustrielle radieuse, et ce n'est pas le Vieux Continent, mais les traditionnels grands riverains, Asie et Amérique, qui bénéficient de leur redécouverte, même si le Japon n'est pas toute l'Asie, ni la Californie toute l'Amérique.

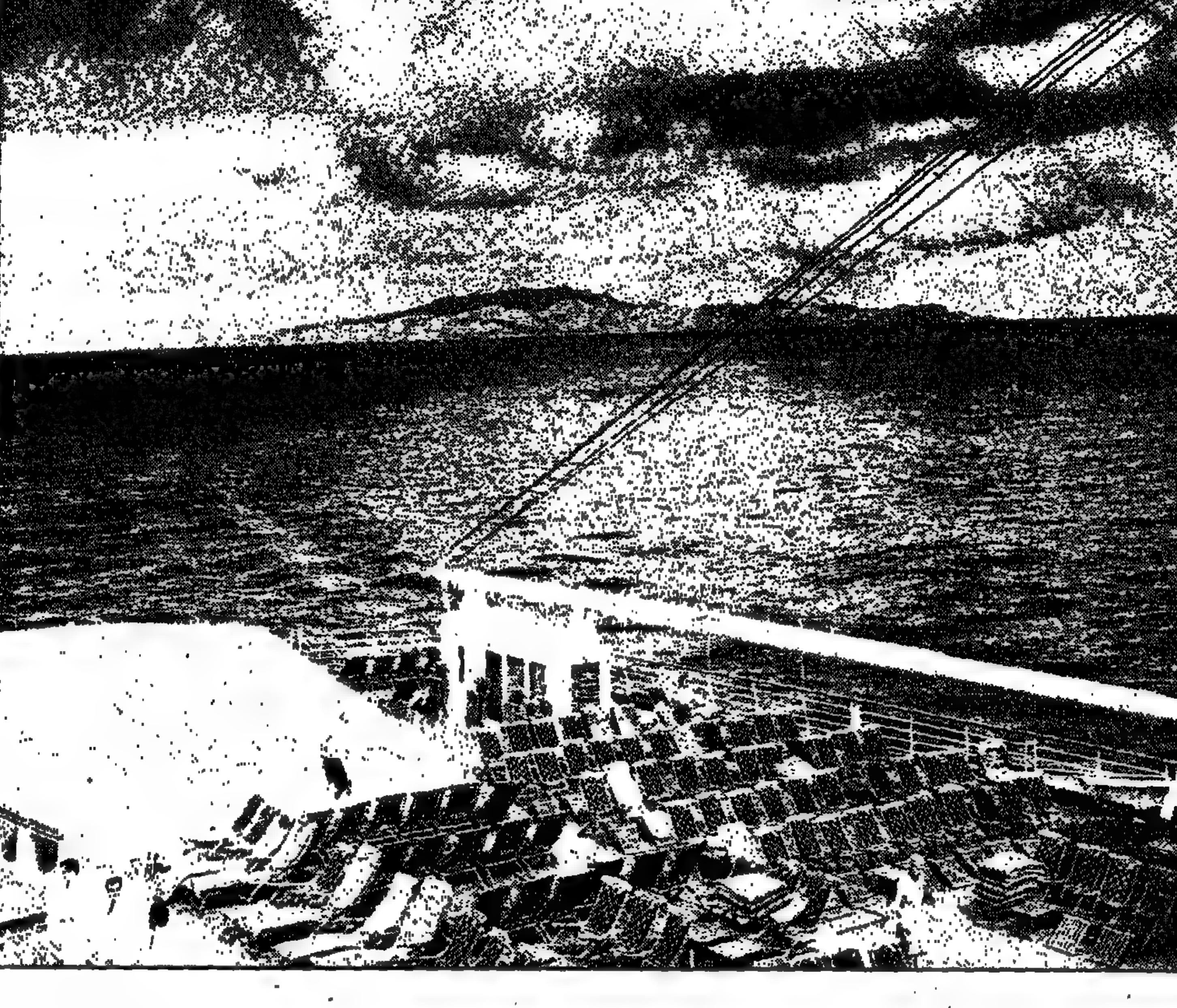
Déjà Beyle, dans l'*Encyclopédie*, s'attarde longuement à commenter les récits merveilleux et affabulatoires que le Breton Jacques Sadeur, moine défroqué du dix-septième siècle, éternel naufragé, rapportait de son long séjour forcé en *Terra Australis* : à l'époque ce n'était encore qu'un lieu hypothétique, quoique déjà nommé, et dont Sadeur prétend que les habitants se reproduisent par parthénogenèse, ayant une sainte horreur de pratiques sexuelles aussi barbares que le coït. A la fin de l'article, on trouve entre crochets le renvoi : « *voir : Adam* ». Rapprochee.

Il y ajoute le thème de l'amour libre, qui sera presque aussitôt interprété comme le nom donné aux ébats faciles et à l'absence de passion amoureuse —et joueuses : peaux ambrées, tailles cambrées, colliers de fleurs, beautés qui s'ébattent, riantes et accueillantes, dans les eaux tièdes et transparentes des fleuves et des lagunes de Tahiti.

Les récits du capitaine de *la Boudeuse*, bien plus que ceux de James Cook, dans lesquels le sentiment du merveilleux coïncide britanniquement avec l'exploit nautique et les relevés barométriques, inaugurent un nouveau, et peut-être le dernier, télescopage de mythes, d'obsessions et de références qui forment le soubassement des multiples couches de la modernité, la nôtre comprise, même si elle diffère radicalement de celles qui l'ont précédée depuis le dix-huitième siècle. Car nous avons renoncé à tout pacte romantique avec le passé et l'inconnu : la frénésie prévisionnelle, et l'avenir qui semble contenu, à la lettre, dans les grains de poussière de Silicon Valley, représentent éloquemment cette mutation eidétique.

A l'époque de la rencontre avec le Pacifique, Ancien et Sauvage, découpés, forment des collages où l'arrangement des fragments rehausse à la fois l'effet d'hétérogénéité et de familiarité. Celle-ci vient de l'inévitable renvoi à ce qui est dit constituer l'état d'avant la civilisation, autrement dit l'état de l'homme d'avant le christianisme, du païen.

Voici donc apparaître, avec ces traînées d'îles et la mer triomphante, à nouveau mythique, des renvois – que le Nouveau Monde, deux siècles auparavant, n'avait jamais inspirés aux navigateurs – à la mer Egée, notre doux berceau païen : Nouvelles Cyclades, Nouvelle Cythère. Epreuves, compagnonnage, et reprise du périple odysséen où les jours se partagent entre curiosité et nostalgie. Des corps accueillent – toute méfiance, crainte ou violence provisoirement abandonnées – les inconnus venus de la mer. Dessinés et peints, ils suscitent cet émerveillement que ni Poussin, drapé et romain, ni les cohortes de peintres pré-pompiers qui couvrent leurs cartons et leurs tapisseries d'improbables colosses arcadiques, n'avaient jamais véritablement réussi à provoquer. Jusqu'à la découverte de l'Océanie, l'exotisme à la mode au dix-huitième siècle louvoie vers l'Orient proche, à partir de Venise, qui en est l'avant-poste : qu'on pense aux intérieurs mauresques et aux fontaines de Guardi, fixés par des éclairs de plomb et d'argent, ou à l'ironique santé d'esprits sceptiques à la Zadig. Mais la véritable Egée : Candie, Rhodes, Chypre, la Crète et même le Péloponnèse, est enfouie sous les maquillages islamiques. Sainte-Sophie, cathédrale-mosquée, évoque l'épaisseur des sédimentations qui ont, depuis l'avènement de Byzance comme deuxième pôle de l'Occident, placé la Grèce à la même distance que les premières dynasties de la vallée du Nil : la distance qui nous sépare des restes laissés à l'abandon.


ROGER VIOLLET

L'Océanie découverte, visitée, allégorisée dans la deuxième moitié du dix-huitième siècle, évoque – mais cet effet sera fugitif – l'été plein de néo-paganisme qui avait nourri, à partir du foyer italien, une bonne partie du dix-septième siècle. Fards et perruques, gants, passementeries et blouses de satin craquent sous les effets du plein air – du moins pendant les haltes aux embouchures d'eau douce derrière les récifs. Très souvent, au retour, chacun s'enrubanne en courtisan, captifs consentants compris – tel le sage interlocuteur du *Supplément* de Diderot.

L'avènement du dix-neuvième siècle est parfaitement illustré par la réussite anglaise du blocus naval antinapoléonien. La délirante expédition d'Egypte, véritable pot-pourri de poncifs de l'Ancien Régime, de brutalité jacobine, de miraculeuse démence conquérante et dépensière, de panache à la française, marque l'apogée et la fin d'une époque. Cette fin est déjà annoncée par le réalisme nautique et colonial de Cook et de ceux qui le suivront. Les récits convergent vers des descriptions « *à usage militaire et commercial* ». Comme dit le Don Quichotte conradien de *Victory* : « *Je ne m'intéresse qu'aux faits. (...) Rien qui mérite davantage que les faits. Les faits nus ! Seulement les faits, monsieur Tesman.* » C'est l'ère des comptoirs, des trafics, de l'esclavage rationalisé, de l'exploitation intensive des terres et du sous-sol.

La Machine et la Mission, autre machine ; les *new settlements*, anamorphoses tropicales des *slums* londoniens de Doré, où les banyans dépouillés et les toits en pandanus remplacent la brique enfumée et les dédales de murs – mais la promiscuité de bagne est la même ; les palaces consulaires, reproduction en miniature dysneylandiennes des chancelleries de « chez nous » ou pavillons de banlieue gonflés comme des pâtisseries ; les gendarmes, d'importation ou autochtones, bottés ou nu-pieds ; et, surtout, les parvenus comptables, en lice pour réaliser coûte que coûte le plein de marchandises et cramponnés, quand l'angoisse les saisit, aux circulaires de la Compagnie, à l'Evangile, à la photo de la famille restée en Europe, « *le temps de faire fortune* ». « *A terre, la chaleur humide et étouffante des Tropiques. Une petite ville, sans intérêt. Des habitants pleins de suffisance qu'on rencontre souvent aux Tropiques.* » (*Journal* (posthume) de B. Malinowski).

L'émergence des colonies. Non plus comme prétextes à des rêves d'altérité, à l'oubli ou aux divagations des fabulateurs. Ni non plus, comme au temps de Colomb, comme terres vierges ouvertes aux errances messianiques, et qui ont l'éclat des miroirs de la Renaissance. Mais comme réservoirs et comme mines, comme entonnoirs où déverser les surplus démographiques de lumpen subversifs faisant tache d'huile dans l'Europe metternichienne.

Terminus pour le nomadisme d'affamés sans terre hantés depuis la Restauration, comme l'a si bien vu le Balzac des *Paysans*, par la possession du lopin, le grignotage de la terre d'autrui. L'Océanie, à cette époque de rentabilisation forcenée de l'exotique, est le pendant austral et maritime des nouvelles territorialisations d'Afrique et d'Amérique. La conquête est surprofit, surtout pour cette nouvelle couche de paresseux; les fonctionnaires coloniaux, intrus totalement impunis dans leurs exactions quotidiennes sur les indigènes dépossédés, sur les *outcasts* en retard d'un siècle, comme Gauguin, ou sur les « écumeurs des mers », totalement vagabonds. Des témoignages de missionnaires, dont certains constituent ce qu'il y a de plus précieux dans la littérature ethnologique naissante, nous donnent en fragments le récit éloquent du vingtième siècle dans le Pacifique, comme le font London, Stevenson, Gauguin l'humilié, et surtout Conrad – pour l'Indonésie et la Malaisie certes, mais aussi pour les littoraux mélanésiens effleurés par les caboteurs ou visités en hâte lors des haltes imposées par le besoin d'eau.

L'Océanie arcadique ne passe pas le cap de la Mélanésie. Non seulement parce que ici le décor, terres et hommes, s'obscurcit, mais encore parce que l'Europe qui la découvre s'uniformise dans des rêves de puissance qui lui échapperont bientôt. Réservoir de fantasmes, aperçus parmi les marécages, baies et estuaires, au-delà des murs verts fermant les côtes blanches et noires, des cônes volcaniques surgissant comme des mastabas bleutés à l'horizon, et des passes qui s'enfoncent au cœur des forêts.

La Mélanésie est *entre* l'Indonésie, extension de l'Asie où s'exacerbe le métissage entre hindouisme et islam, et la Polynésie amnésique et assoupie dans sa ferveur de néophyte chrétienne : une sorte de tampon, par endroits impénétrable. Comme telle, elle se prête mal aux allégories languides à la tahitienne.

Expressionnistes allemands et surréalistes décèlent, dans les formes plastiques qu'elle produit et qu'ils collectionnent, la rigueur dans l'excès, l'ambition du dépassement, l'abolition des frontières entre la paix et le cauchemar. C'est un univers privé des mirages qui éblouissaient les fugitifs de *Taipee*, où la mort n'est plus tapie au fond d'exubérantes vallées, mais s'affiche comme vérité. Le voyageur y suit un tracé initiatique vers un commencement qui n'a plus rien à voir avec une rassurante et nostalgique Antiquité : remontée à la source, mais vers Kurz et sa démence. L'alibi du voyage, c'est le comptoir, et les brouillons génocidaires d'un rapport « humanitaire » destiné à la Société des Nations. Conrad, qui est le seul à les avoir *vues*, parle de « *ces îles, habillées de leur tunique foncée de feuilles, immergées dans un silence d'argent et de bleu où la mer, sans murmures, rencontre le ciel dans un cercle de paix magique* ». Ce silence est traversé par des héros qui savent « *que le péché originel est devenu une vérité non seulement théologique, mais biographique* » (E. Cecchi).

Après la boucherie de la première guerre mondiale, l'Européen n'a peut-être même plus les moyens de regretter l'Antiquité. Sa liberté est devenue aussi vaste et dérisoire que le crissement de la coque du bateau que Lord Jim abandonne. Toute la modernité de Conrad fut de voir l'homme du sous-sol aux Tropiques, en un temps où l'exotique déjà ne promettait plus de fugues romantiques, mais essentialisait les vacillements de la conscience. Une obscure et puissante nécessité préside sans doute, par-delà les contingences et les hasards de l'histoire politique, à cette remontée de la Polynésie vers la Mélanésie dans le cours de presque trois siècles. Comme s'il s'agissait d'une quête toujours plus intense dont l'aboutissement consisterait, selon les mots de Breton, à « *déchirer le tambour de la raison ratiocinante pour en contempler le trou* ». Pénétrer en Océanie, c'est vivre la vanification des repères, l'est devenant l'ouest, et inversement, avec à la limite – ou au centre – la Mélanésie.

Ce sont deux Polonais anglicisés, Joseph Conrad et Bronislaw Malinowski, qui ont marqué ces lieux et les ont introduits dans l'imaginaire occidental du vingtième siècle. Singulières figures et singulière coïncidence. Presque contemporains (une génération les sépare), leur renommée leur vient d'une osmose quasi miraculeuse avec les lettres et avec l'université anglaises, et leur respectabilité, rarement consentie dans ces domaines à des continentaux, leur est acquise par l'entremise des mers du Sud. Ils sont marqués par le même sceau exotique, les mêmes eaux, les mêmes paysages; ils pratiquent de la même manière l'égarement comme méthode. Aussi bien dans les récits de l'un que dans les restitutions (plutôt que descriptions) de l'autre, avec la brutalité affichée de l'ethnologue ou la pitié stoïque du romancier, c'est toujours de l'énigme humaine qu'il s'agit, et de la chronique, directe et indirecte, d'une « *jeunesse finie comme le rêve d'un adolescent* » (Pavese).

Le *Journal* postume de l'ethnologue rapproche encore davantage les deux compatriotes exilés dans la même île. Le triomphe de la mer, et l'énigme à percer. « *Une débauche de couleurs éclatantes, avec quelque chose d'étrange et d'indéfinissable, une solennité, une pureté et un raffinement infinis. – des couleurs de pierres précieuses chatoyant au soleil.* » Ce n'est pas Conrad, c'est Malinowski, dans une page de son *Journal*, quelques mois seulement après son arrivée en Mélanésie.

REMO GUIDIERI.

● **Anthropologue, auteur de *la Route des morts* et de *l'Abondance des pauvres*, publiés aux Editions du Seuil.**

هكذا من الاصل

هكذا من الاصل

A l'ombre des machines dévorantes...

Pour Jacques Attali, la survie de notre société dépend de sa capacité à dominer l'« ordre marchand ».

A QUARANTE ans, ce brillant polytechnicien-énarque en est déjà à son dixième essai. Comment fait-il – tout en étant conseiller spécial auprès du président de la République – pour rester un intellectuel passionné par tous les nouveaux paradigmes qui marquent notre époque ?

On le savait professeur d'économie à l'Ecole polytechnique, et voilà que Jacques Attali trace de nouvelles perspectives pour la musique (1), la médecine (2), les instruments de mesure du temps (3) et, évidemment, pour l'économie (4), avec pour seul point de départ possible, le concept de la « crise ». Pour analyser celle-ci, il distingue trois mondes de pensée correspondant à trois réalités : celle de l'échange et de la régulation, où la crise n'est qu'écart hors de l'équilibre ; celle de la production, où la crise dévoile les contradictions qui sont le moteur de l'histoire ; et la nôtre, celle de l'organisation, où l'ordre apparaît comme une structure ayant du sens et la crise comme une restructuration permanente, une réécriture perpétuelle du manuscrit de l'histoire (5).

Selon Jacques Attali, le pouvoir est aussi caractérisé par sa capacité de gérer la violence, dont les deux dimensions essentielles sont le lieu où on la localise, et la date à laquelle on la canalise ; il en découle que tout processus qui mesure le temps enserre la violence et reflète nos libérations et asservissements respectifs.

***

« Votre démarche frappe par son effort de synthèse interdisciplinaire, vous appliquez les théories de la thermodynamique, de l'information, ou de la cybernétique à l'économique, au politique et au social. Pourtant Popper disait déjà *« la science est un mythe clarifié par la critique »*...

– La démarche de Popper concernant le concept du vrai me paraît parfaitement adaptée aux sciences humaines. Lors de toutes les grandes crises de la pensée, les théoriciens de la société recherchent des métaphores utiles et les trouvent dans les sciences exactes ; aujourd'hui, la métaphore utile est sans doute fondée sur les théories de l'information et tourne autour du paradigme encore très flou de « l'ordre par le bruit ». Il me paraît devoir être au centre des sciences physiques et humaines de demain, comme la mécanique était au cœur des métaphores fondatrices des théories sociales aux dix-septième et dix-huitième siècles et la thermodynamique était la toile de fond des théories physiques et sociales au dix-neuvième siècle.

– Si la thermodynamique, liée à la révolution industrielle, prônait l'idéologie du progrès, quelle serait la conception socio-culturelle reflétée par ce nouveau paradigme ?

– Selon la théorie de « l'ordre par le bruit », un ordre n'existe, une forme ne se maintient que si elle est capable de faire circuler des informations ayant un sens pour chacune de ses parties. De ce fait, lorsqu'un bruit agresse une forme, il commence par y être un « parasite », en interceptant la communication, et donc en réduisant le sens. Mais il peut aussi y créer du sens – à un autre niveau d'organisation – c'est-à-dire recréer une complexité, une forme : le désordre devient créateur d'ordre ; il n'y a alors plus de progrès en soi, mais des formes provisoires, en perpétuel danger d'être agressées par des bruits, eux-mêmes réorganisateurs de formes neuves.

» Ce paradigme permet d'esquisser une théorie sociale : un ordre social n'existe que lorsque les modes de communication entre ses membres confèrent une signification cohérente aux informations qu'ils échangent ; la survie du groupe dépend alors de sa capacité à gérer les parasites, autrement dit à canaliser ce qui dérange, à éliminer ce qui agresse, à prévenir la violence, à donner un sens au bien et au mal. L'apparent paradoxe de ce paradigme est que le mécanisme qui détruit le sens est justement celui-là même qui fait naître le sens nouveau. D'une certaine façon, on peut dire que le sens de la forme y remplace le sens du progrès.

– Justement, si les trois ordres, les trois types de formes, qui ont marqué l'histoire – le rituel, l'impérial et le marchand, fondant le maintien de l'ordre sur le mythe, la force et la marchandise – atteignent leur fin, quel nouvel ordre permettrait de conjurer la violence actuelle ?

– Un bref survol panoramique est nécessaire pour esquisser une réponse à cette question. Je fais l'hypothèse que, aux origines, chaque homme désire s'approprier la force de l'autre, et pour cela, le consommer, le manger même. Cela est, selon moi, à la source de toute violence primitive. Dans les premières sociétés, le rituel organise la canalisation de cette violence dans le sacrifice du bouc émissaire et l'échange des objets ; le système impérial cherche, lui, à donner un sens à la violence et à conjurer par la force et non plus par la peur. A partir du douzième siècle, l'ordre marchand introduit une nouvelle gestion de la violence, par la monnaie.

» Chacune de ces sociétés a son éthique, son bourreau, son maître, son élite, ses guides, que je nomme vigiles, guetteurs et chasseurs, son cœur, ville-phare de la forme, et sa périphérie, où règnent la misère et le désordre, comme conséquence de la complexification et de l'ordre du cœur.

» Or ce que je montre, de livre en livre (et que je ne peux qu'esquisser ici), est que l'ordre marchand se dissout aujourd'hui et que l'ordre en devenir dans la crise actuelle est celui « des codes », où tout risque de devenir objet biologique industriel, y compris les comportements de l'homme, jusque l'homme lui-même, produit et consommé comme un objet marchand. Dans ce scénario du futur, que je ne souhaite pas mais qui s'esquisse là où on n'y résiste pas, la conjuration du mal est intériorisée à la norme de chaque chose, et chaque homme y devient le gestionnaire de la violence qu'il subit et s'inflige. Il n'y a plus, à la limite, dans cet ordre, de bourreau ou de vigile identifiable : chacun y sera son propre bourreau. L'enjeu d'aujourd'hui est donc d'éviter cet avenir pour faire en sorte que l'homme des sociétés hyperindustrielles fasse surgir une forme où la liberté de création se substitue à la violence elle-même, sans pour autant qu'une périphérie ne paie par sa misère le prix de la liberté du cœur.

– Dans ce cas, de quelle façon la métaphore paradoxale de *la Figure de Fraser* ou plutôt votre *Théorie générale des formes* seraient-elles aptes à expliciter la crise – ce lieu d'émergence d'un nouvel ordre social ?

– Cette métaphore éclaire la dualité de l'histoire, à la fois sens et mouvement, immobilité et répétitivité. Au fond, la seule chose immobile dans l'histoire, c'est la façon dont les formes, naturelles et sociales, naissent et disparaissent. Ce qu'on appelle la crise est donc l'état permanent de toute réalité : une forme est toujours en tension vers un idéal en réalisation ou en destruction : et la « non-crise » est un moment extraordinairement fugace, une utopie volatile entre deux périodes de crise, de réécriture de texte de l'histoire du monde.

– Le rythme des crises ne s'est-il pas accéléré avec l'avènement de la modernité ?

– Oui, on a, en effet, l'impression que s'accélère le rythme selon lequel se modifient les formes. Et puisque de plus en plus de temps est accaparé par la « marchandise », les crises marchandes apparaissent comme de plus en plus nombreuses ; comme si les sociétés se réécrivaient de plus en plus vite. Mais il faut se garder d'un jugement hâtif : notre point de vue est subjectif, parce que nous regardons les choses de l'intérieur, parce que nous analysons la crise lors d'une crise.

P. NIETO/VIVA

Or si l'on examine les trois ordres précédents, chacun d'eux a, en fait, dominé le monde pendant un laps de temps de plus en plus court. Et, à l'intérieur de chaque ordre, les formes se sont succédé à des rythmes de plus en plus rapides au fur et à mesure qu'on approchait la fin de l'ordre lui-même. Nous arrivons donc, peut-être, non seulement au moment du délitement d'une forme, que je décris dans mon dernier livre comme la neuvième version de l'ordre marchand, mais à l'orée de la destruction de cet ordre lui-même. Et c'est ce qui donne ce sentiment d'accélération de l'histoire.

– Comment la « logique des formes » pourrait-elle conduire non pas à moins d'État mais à un autre État ?

– L'histoire des sociétés est celle d'un changement des rôles de l'État. Dans l'ordre marchand, non seulement il reste chargé du maintien de l'ordre, réel et symbolique, mais il est aussi une sorte de guide du développement de l'autonomie marchande de l'individu, en organisant, par ses institutions, ce que j'appelle la production de la demande des biens marchands. Autrement dit, l'État produit l'environnement social et idéologique et distribue les revenus nécessaires à la solvabilisation de ces besoins : successivement le vêtement, la montre, la machine à coudre, l'automobile, la machine à laver, le tourne-disque, la télévision. L'État aide à l'extension de l'autonomie marchande.

– On a pourtant l'impression du contraire, c'est-à-dire que l'État prend davantage le relais...

– Ce n'est pas l'État qui prend le relais, mais la « marchandise » qui s'étend et canalise les rivalités, en faisant passer du désir de manger l'autre au besoin de consommer les marchandises qui se substituent à l'autre.

» Une des causes majeures de toute crise est l'alourdissement du processus social et idéologique de cette production de demande et la nécessité de son extension. Lorsqu'une forme atteint son apogée, le coût de son organisation l'oblige à transformer des institutions de production de demande en industries de production d'offre, des services non marchands en des objets marchands. L'Etat aidant à soutenir la demande de ces biens nouveaux par des institutions nouvelles. C'est le cas aujourd'hui avec ceux des services publics et privés qui forment le cœur des institutions modernes, l'éducation et la santé.

» De crise en crise, l'Etat et les systèmes non marchands de production sociale laissent ainsi un champ accru à l'objet marchand, copies de la force de l'autre. Le champ occupé par l'Etat des sociétés industrielles développées se trouve ainsi déporté vers le cœur de la vie privée, s'insinuant jusque dans la sphère la plus intime des activités. Alors qu'auparavant l'Etat se préoccupait, hors de sa dimension d'autorité réelle et symbolique, plutôt de choses prosaïques, et produisait une demande de biens matériels très simples, aujourd'hui, il doit produire une demande de biens d'un genre nouveau, qui touchent au corps et au savoir. Des technologies, de l'informatique à la biogénétique, commencent à émerger permettant de produire plus vite les objets existants et de créer des objets nouveaux capables de rendre ces services ; surgissent ainsi des machines de soin et d'éducation, formant un gigantesque continuum que j'ai appelé la « chrono-vidéo-industrie ». Produire la demande et l'offre de ces biens et inciter leur usage créatif et libérateur devient alors un des axes les moins classiques, mais les moins contournables, de toute politique de sortie de crise.

– Mais toutes ces nouvelles machines de la « chrono-vidéo-industrie » ne sont pas particulièrement culturelles...

– Vous avez raison. Elles concernent toute la société, et la sortie de crise aura lieu en priorité dans les pays qui réuniront les moyens financiers, technologiques et culturels nécessaires à l'expansion de cette « hrono-vidéo-industrie ».

– Ne croyez-vous pas qu'une éducation est nécessaire pour faire accepter ces technologies avant-gardistes ?

– Oui, elle se fait et se fera par toutes les institutions sociales, de la musique ou du jeu en passant par l'école et la famille. Le débat politique restera cependant intact entre la droite et la gauche : dans la nouvelle forme, on pourra en effet soit permettre, soit interdire le développement de la liberté pour tous, sur ses terrains radicalement neufs, ceux du corps et du savoir, terrains qu'on ne peut déceler qu'à partir d'une analyse de l'histoire longue, d'une philosophie de l'histoire.

– N'est-il pas paradoxal que, conseiller du prince, vous citiez le taoïsme, *« le sage gouverne par le non-faire »*, et prôniez la révolte et la subversion, afin que *« les libertés ne soient pas détournées en objets marchands »* ?

– Il y a toujours eu une dialectique entre le pouvoir et sa négation : s'il va au bout de lui-même, le pouvoir a vocation d'asservir l'homme. Il peut aussi, à l'inverse, aider l'homme à augmenter sa capacité à lui résister.

– Ne semblez-vous pas prôner ainsi une certaine marginalisation ?

– Non, sinon que c'est toujours des marges que viennent ceux qui dérangent et régénèrent les formes. L'ordre marchand lui-même est d'ailleurs né aux marges des derniers grands empires, et la marginalité est, encore aujourd'hui, à la source de marchés économiques porteurs et de l'ordre des codes. Les idées des marginaux de l'avant-crise participent toujours à la naissance des valeurs de l'après-crise. Ainsi, lorsque les marginaux des années 60 prônaient le droit de chacun à s'éduquer et à se soigner soi-même, ils se faisaient, sans le savoir, les meilleurs agents de publicité de ces futures machines dont ils ne soupçonnaient ni l'existence ni le rôle dans le dépassement de la crise économique, au sens le plus économique du mot.

– Ces idées dégagent, néanmoins, une connotation élitiste, car il faut « déjà » être informé pour avoir recours au « self-help »...

– Non, c'est inexact ; et c'est bien tout le problème : puisqu'il s'agira d'une consommation de masse, l'homme risque en fait de n'avoir qu'à surveiller sa conformité à une norme assez simple et grossière pour que tous puissent s'y soumettre.

– Nous voilà en plein scénario orwellien : une société composée d'individus atomisés, entourés de machines miracles, mais ne sachant plus communiquer entre eux...

– C'est là où réside l'ambiguïté politique de l'ordre de demain, car ces machines pourront aussi bien être libératrices (si elles sont associées aux maîtres et aux médecins dont le rôle devra être promu) qu'auxiliaires de police (si rien n'est fait pour les inscrire dans un projet culturel d'ensemble) ; à la différence d'Orwell, je ne crois pas à la probabilité d'un ordinateur central dans le futur ; tout le pouvoir social sera en fait dans les codes qui structureront ces machines, c'est-à-dire qu'il appartiendra chez ceux que je nomme les « matriceurs », qui fabriqueront les codes. Tout se passera comme dans l'homme lui-même où il n'y a pas de « centre de pouvoir », sinon le code génétique ou même le code commun à tous les codes biologiques.

– Malgré ces spéculations futuristes, vous avez soutenu que *« l'avenir est présent dans son passé »*, alors qu'Abraham Moles pense le présent à partir du futur...

– Pour penser le quotidien, tout économiste, tout philosophe de l'histoire doit comprendre comment fonctionnait le rituel de l'échange dans les sociétés primitives et en dégager les invariants. L'idée d'Abraham Moles renvoie à quelque chose de très différent, mais pas contradictoire, au futur pensé à travers la théorie du hasard.

– Ainsi le temps peut-il être mécanique et réversible pour Newton, thermodynamique et irréversible pour Bolzmann, alors qu'Ilya Prigogine évoque la multiplicité des « temps internes » coexistant dans l'unité du « temps universel »...

– Prigogine a très bien expliqué la simultanéité de deux temps dans des paradigmes différents. Il nous faut appliquer à l'histoire l'idée que le temps est à la fois universel et propre à chaque individu. Ce qui renvoie à l'idée que j'ai évoquée tout à l'heure, à savoir que chaque individu va, plongé dans le temps universel des ordres, trouver son temps propre et surveiller pour lui-même le respect de leurs rythmes. Le pouvoir aura alors à rendre cohérents ces temps multiples, et à harmoniser les rituels qui les scandent, et qui donnent un sens au bien et au mal.

– Le sens de l'histoire ne serait-il pas justement lié à une éthique, à la maîtrise du « désordre » et du « bruit » afin que l'homme puisse survivre ?

– L'histoire est avant tout quête inassouvie de la liberté contre la barbarie. Elle utilise toujours le désordre, le mal, comme signe annonciateur de l'urgence d'un dépassement de soi. Là encore, comme dans toute chose, le mal peut être source du bien.

– Serait-ce dans le sens de Nietzsche : *« Tout ce qui ne me tue pas me fortifie »* ?

– Dans un tout autre contexte, c'est à peu près la même chose : une collectivité qui ne sait pas percevoir ce qui la menace n'a aucune chance de survivre. La conscience du danger et l'existence d'un idéal de justice et de liberté à défendre sont deux conditions de la survie d'une société ; mais elles n'en sont pas la garantie. »

GUITTA PESSIS-PASTERNAK.

---

(1) *Bruits*, PUF, 1977.
(2) *L'Ordre cannibale*, Grasset, 1979.
(3) *Histoires du temps*, Fayard, 1982.
(4) *Les Trois Mondes*, Fayard, 1981.
(5) *La Figure de Fraser*, Fayard 1984.

L'autre presse

Les publications des associations veulent sortir de leur ghetto

LA presse des associations est le secteur de l'écrit le plus méconnu, bien que le plus important en nombre de publications. Alors que les Nouvelles messageries de la presse parisienne (NMPP) diffusent environ 2 400 titres, la presse associative en regroupe plus de 10 000 déclarés. La première étude sérieuse vient d'être publiée (1). On la doit à Hervé Collet, le rédacteur en chef de la revue de l'Union française des centres de vacances et de loisirs (UFCV), qui milite depuis de nombreuses années pour que ce type de journaux ait une sorte de statut spécifique, à tout le moins une reconnaissance.

Si l'on estime que trois associations « loi de 1901 » sur quatre possèdent un bulletin, il y a environ 300 000 publications... Par divers recoupements, Hervé Collet estime que le nombre des publications déclarées – paradoxalement, on ne peut en connaître les effectifs avec précision – est compris entre 11 700 et 14 300. Du 1er juin 1982 au 31 décembre 1983, la Commission paritaire des publications et agences de presse (CPPAP) a traité 1 043 demandes nouvelles émanant d'associations (707), de mutuelles ou de syndicats (336), soit 42 % des 2 461 demandes d'agrément déposées au total.

Ces publications sont en majorité à faible périodicité. Le Service juridique et technique de l'information (SJTI) a pu donner des pourcentages pour la « presse de groupements » en 1981. Périodicité annuelle : 4,07 %, semestrielle : 4,89 %, trimestrielle : 40,01 %, bimestrielle : 14,19 %, mensuelle : 22,77 %, bimensuelle : 6,06 %, supérieure à mensuelle : 3,26 % (2,59 % hebdomadaire).

Les tirages sont très variables, puisque certaines publications émanent d'organisations très importantes comme *Messages du secours catholique* (985 000 exemplaires) ou les revues des fédérations de parents d'élèves (800 000 exemplaires pour *la Nouvelle Famille éducatrice*, éditée par l'Union nationale des parents d'élèves de l'enseignement libre) ; d'autres, au contraire, sont quasiment confidentielles (voir ci-dessous le tableau par catégorie établi par le SJTI). Comme celles-ci sont les plus nombreuses, la consommation de papier est relativement faible : sur les 1 235 000 tonnes annuelles évaluées par le SJTI, la presse associative stricte (hors publications politiques, religieuses et diverses) représente « *environ 50 000 tonnes, soit approximativement 4 % de l'ensemble de la presse française déclarée* ». D'autre part, les PTT estiment que la presse associative représentait, en 1982, 215 millions d'exemplaires, soit 10 % environ du trafic postal de presse (2 153 millions d'objets transportés).

« *Si l'on excepte une fiche technique publiée vers 1973 par le CNAJEP* (2), écrit Hervé Collet, *il faut attendre 1979 pour trouver la première initiative notable du secteur associatif pour faire avancer le problème de sa presse.* » En 1979 et 1980, diverses associations se regroupent à l'initiative du GEREA (3) pour examiner les questions spécifiques à ces publications : accès à la commission paritaire, problèmes fiscaux, postaux, rédactionnels... Des contacts sont pris par la suite avec les milieux professionnels d'éditeurs de presse. De son côté, la FONDA (4) s'intéresse à la question. Le 18 octobre 1983, huit grands regroupements interassociatifs adoptent un texte commun, qui est repris à son compte, le 6 octobre 1983, par le nouveau Conseil national de la vie associative (CNVA) ; ce dernier crée une commission « presse associative » ; il adopte, le 20 mars 1984, un avis officiel transmis au gouvernement.

Dans cet avis, le CNVA réclame un statut spécifique pour la presse d'associations, et que des « *mesures significatives* » soient prises lors de la réforme des aides économiques à la presse. Il demande, dans l'immédiat, d'assouplir les règles d'accès de la CPPAP (distinction entre abonnement et cotisation, articles assimilés à de la publicité...) (5).

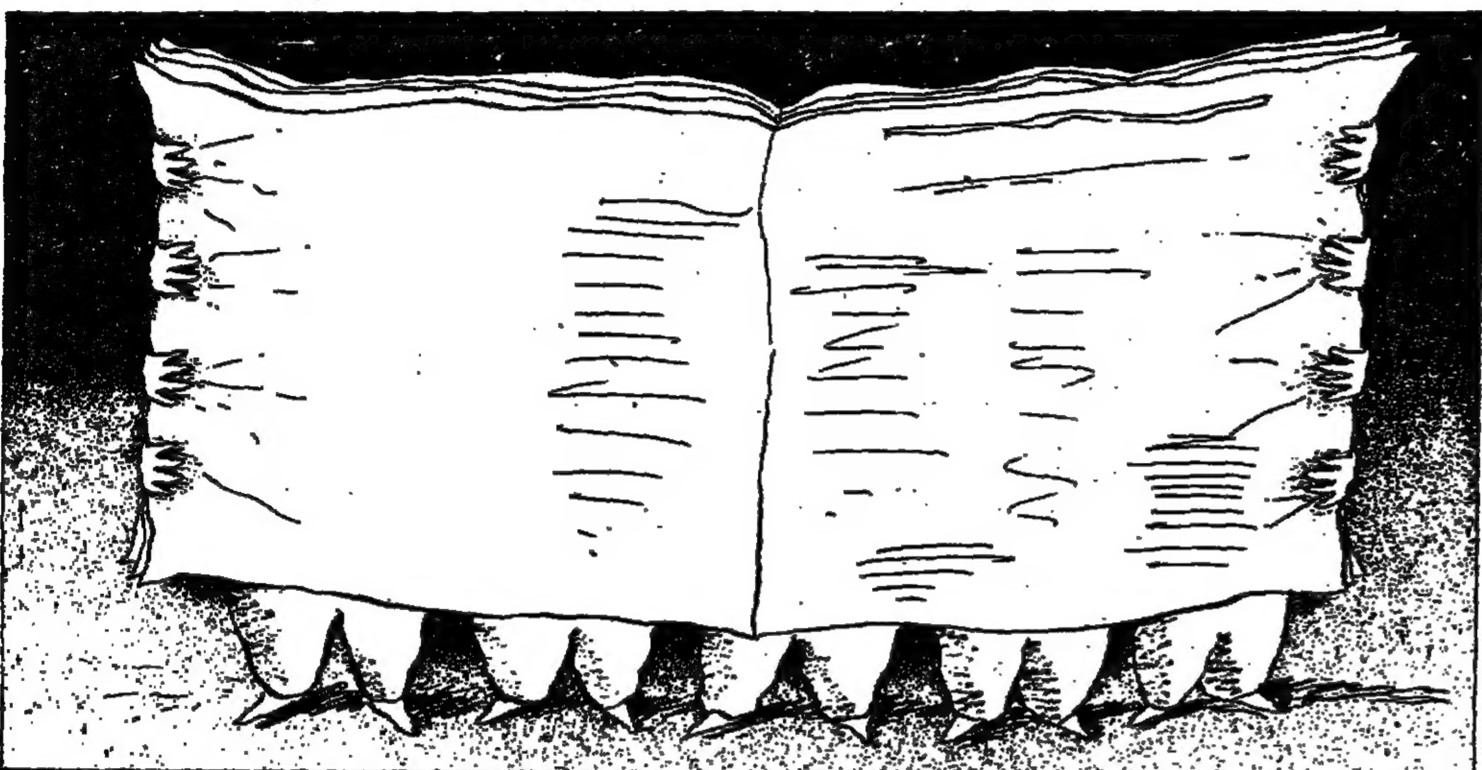
L'auteur de l'ouvrage estime, lui aussi, que la presse associative ne peut être assimilée à la grande presse – et donc régie par les mêmes règles, – dans la mesure où elle émane de groupements sans but lucratif et où les fonctions qu'elle remplit sont différentes. Pour Hervé Collet, les publications des associations ont une « *double vocation de constituer un support de communication sociale et un instrument de liaison entre des personnes réunies autour d'intérêts communs* ». Il précise ces fonctions dans son livre avec ce qu'il appelle la « *règle du PLOND* » : promotion, liaison, opinion, notoriété, diffusion de connaissances.

Pourtant, certaines tendances actuelles de ce type de presse la font se rapprocher des autres. Le bénévolat ne résout pas tout et les avantages de l'expression libre ne peuvent suppléer à la maîtrise des techniques rédactionnelles : beaucoup de ces publications évoluent vers le professionnalisme (avec parfois des tensions entre des rédacteurs et les responsables élus des associations). Les grandes revues associatives, d'autre part, sont de plus en plus tournées vers un public extérieur aux adhérents, en vue d'accroître leur audience. « *Cette évolution*, écrit Hervé Collet, *est particulièrement frappante dans les mouvements militants, qui se sont dans l'ensemble efforcés de mieux présenter leur message, pour être plus crédibles auprès de leurs interlocuteurs. Leurs revues deviennent plus pédagogiques et moins doctrinales. Elles veulent montrer plus que démontrer.* »

Enfin, le mode de diffusion principal – l'abonnement – est commun avec bien des publications périodiques de la grande presse. Les associations connaissent alors les mêmes problèmes avec la détérioration du service postal.

Hervé Collet pense que le moment est venu pour la presse associative de « *sortir du ghetto* ». Cela ne se fera pas sans une « *amélioration de l'image de marque* », donc une meilleure qualité et un effort pour être « *plus attractif sur le plan de la forme et du fond* ». Mais cette évolution ne peut se produire que si le mouvement associatif lui-même prend conscience de l'importance de la communication.

YVES AGNES.



(1) *Et la presse associative ?*, par Hervé Collet, édité par le Centre de création industrielle du Centre Georges-Pompidou, collection Culture au quotidien, 80 pages, 48 F. L'ouvrage décrit aussi treize expériences et constitue, avec ses annexes, un guide pour les démarches juridiques et administratives.

(2) Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire ; il regroupe cent dix organisations.

(3) Groupement d'étude et de recherche pour l'éducation des adultes ; il rassemble une vingtaine d'association.

(4) Fondation pour la vie associative.

(5) L'agrément de la commission paritaire ouvre, seul, les droits aux aides publiques.

● *Précision.* – Une virgule manquante dans notre article « *Kaléidosclip* » (*le Monde Aujourd'hui* du 9-10 septembre) a pu faire croire que les maisons de disques finançaient l'agence officielle Octet, créée par le ministère de la culture. Il n'en est rien.

La classification du SJTI

Le Service juridique et technique de l'information a établi pour 1981 le classement des différents titres de la presse « de groupements », dont 52 % sont des publications d'associations.

Associations diverses	17,74 %
Religion	14,31 %
Artisanat, commerce, professions libérales	10,17 %
Syndicats	10,08 %
Doctrine et opinion	8,51 %
Culture, pédagogie et science	7,72 %
Administration	5,46 %
Municipalités	4,54 %
Vie scolaire et universitaire	4,41 %
Entreprise	3,42 %
Anciens combattants, prisonniers et victimes de guerre	2,87 %
Histoire et culture locale ou régionale	2,79 %
Sports	1,97 %
Mutuelles	1,58 %
Jeunesse	1,52 %
Armée et protection civile	1,12 %
Divers	1,79 %

Le SJTI a, d'autre part, répertorié les tirages des titres déclarés de la presse de groupements. La « moyenne rectifiée » s'entend hors tirages exceptionnels.

Catégorie	Tirage moyen au numéro	Moyenne rectifiée
Doctrine et opinion	12 540	5 590
Divers	9 400	5 340
Sport	8 520	4 130
Anciens combattants	7 650	4 190
Associations diverses	7 150	2 890
Jeunesse	4 280	2 880
Vie scolaire	3 960	1 780
Culture, pédagogie, science	2 470	2 470
Histoire et culture locale	1 450	1 450

Médias du Monde

Grande-Bretagne : la guerre du bingo

Les quotidiens britanniques à grand tirage sont engagés depuis plusieurs semaines dans une lutte sans merci pour accroître ou fidéliser leur audience. C'est M. Robert Maxwell, le nouveau propriétaire du *Daily Mirror*, qui a entamé les hostilités en fixant à son quotidien (3,2 millions d'exemplaires) l'objectif de dépasser le *Sun* (4 millions d'exemplaires) de M. Rupert Murdoch.

Les deux journaux s'affrontent au travers du bingo, le jeu le plus populaire outre-Manche, pour lequel le premier prix a été fixé à 1 million de livres par mois. Le premier gagnant du gros lot a été un lecteur du *Sun*. Pour contre-attaquer, le propriétaire du *Mirror* a décidé de baisser son prix de vente de 2 pence (23 centimes), décision sur laquelle le *Sun* et le *Star* (2 millions d'exemplaires) se sont immédiatement alignés.

M. Rupert Murdoch a ouvert un second front en faisant entrer le bingo dans les colonnes du très sérieux *Times*. Mais, pour l'occasion, le jeu populaire a été transformé en compétition boursière. L'opération a semble-t-il porté ses fruits puisque, pour la première fois depuis six ans, le *Times* a dépassé le *Guardian* en vendant une moyenne de 461 000 exemplaires par jour contre 453 000 exemplaires pour son rival.

Etats-Unis : un nouveau président pour UPI

M. Luis Nogales a été nommé président de l'agence de presse américaine United Press International (UPI) en remplacement de M William Small. M. Nogales était auparavant directeur général de l'agence. Le porte-parole d'UPI s'est refusé à donner les raisons du départ de M. Small. « *UPI est en plein changement, et le départ de M. Small doit être vu dans le contexte des modifications pour redresser la situation financière de l'agence* ».

L'agence, qui connaît des difficultés financières depuis une dizaine d'années, a annoncé le jeudi 23 août un plan de redressement prévoyant une réduction de salaires de 25 % jusqu'à la fin de l'année et la suppression de deux cents emplois (*le Monde du 25 août*). M. Nogales dirigeait l'équipe chargée de la conception de ce plan de sauvetage, qui a été accepté par le syndicat du personnel.

Agé de quarante ans, M. Nogales est entré à l'agence UPI, en août 1983, comme vice-président. A ce titre, il a eu la responsabilité des affaires financières et sociales de l'entreprise. Licencié ès lettres de l'université de San-Diego en 1966 et diplômé en droit de l'université Stanford, en Californie, en 1969, M. Nogales a acquis une solide expérience des entreprises de presse et de communication à la suite de son passage chez Golden West Broadcasters de 1973 à 1981, puis dans la firme de relations publiques Fleishman-Hillard de 1981 à 1983.

Etats-Unis : regroupement sur un satellite

Après les abandons en série de Rupert Murdoch, CBS, Western Union et RCA, dans la course à l'exploitation de satellites lourds de télévision directe, deux des derniers rescapés ont décidé d'unir leurs efforts. Comsat, maison mère de STC, et Prudential Insurance, actionnaire principal d'USCI, viennent de former une société commune. Un nouveau venu dans la course au satellite, l'agence de presse UPI, a rejoint les deux premiers actionnaires.

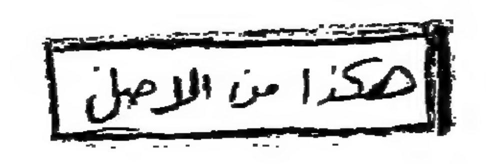
La nouvelle société continuera d'exploiter les cinq chaînes de télévision qu'USCI diffuse sur les Etats-Unis depuis neuf mois par l'intermédiaire du satellite canadien Anick C. Ce service de télévision par satellite, le seul opérationnel pour le moment aux Etats-Unis, ne compte que 12 000 abonnés, qui payent 39,95 dollars par mois pour recevoir des programmes de sports et de divertissement. A partir de 1986, ce service devrait être transféré sur un ou deux satellites lourds construits par RCA.

Italie : les bonnes affaires de Rusconi-Hachette

Le groupe de presse et d'éditions italien Rusconi, qui vient de s'associer à Hachette, a racheté le quotidien milanais du soir *La Notte* (95 000 exemplaires) à la Société Italmobiliare appartenant au financier Carlo Pesenti. *La Notte* avait perdu l'an dernier 6,3 milliards de lires (plus de 31 millions de francs), mais M. Rusconi – qui a racheté le titre pour 6 milliards de lires – pense « *avoir de bonnes chances de rétablir l'équilibre des comptes* ».

Ce rachat lui permet ainsi de disposer de son premier quotidien : le groupe possède déjà vingt-trois magazines, dont les heddomadaires *Gente* (un million d'exemplaires) et *Gioia* (600 000 exemplaires), ainsi que trois mensuels français en collaboration avec Hachette : *Décoration internationale*, *Mariage et Femmes* (sur le point de fusionner avec l'hebdomadaire français *F magazine*). M. Rusconi souhaite faire de *La Notte* un quotidien populaire dans le style *Evening Standard* ou *Daily Mirror*.

M. Rusconi s'est d'autre part déclaré « *très satisfait* » de la collaboration avec Hachette. Les trois mensuels sont diffusés par Hachette Rusconi SARL (51 % Hachette, 49 % Rusconi), tandis qu'en Italie Rusconi Hachette SPA (51/49 %) fera paraître dans deux mois une édition italienne de *Vital*, le mensuel de gymnastique et de santé déjà diffusé en France.



Une capitale sauvée

Je crois utile de vous soumettre mes réflexions au sujet des événements ayant trait à la libération de Paris (*le Monde Aujourd'hui* du 26-27 août). La lecture du récit fait par M. Michel Robert-Garouel m'a profondément intéressé.

Il y relatait non seulement son entrée à Paris le 25 août 1944 avec la 2e DB, mais aussi les difficultés rencontrées par Leclerc pour faire admettre à Eisenhower la nécessité de libérer rapidement la capitale. Sans l'appui de Leclerc, la libération de Paris aurait été incertaine. La garnison allemande forte de vingt mille hommes bien armés, et attendant le renfort d'une division déjà en route, s'affrontait à une insurrection populaire à l'armement disparate et au ravitaillement aléatoire.

Je fais le rapprochement de la situation de Paris avec celle de Varsovie au début du mois d'août 1944. A ce moment Varsovie aussi s'insurge à l'approche des armées soviétiques. Le commandement insurrectionnel polonais spéculait sur l'aide des Russes. Staline ne modifia pas cependant son plan de bataille ne passant pas par Varsovie. Les troupes soviétiques installées dans les faubourgs de Praha ne secoururent pas la ville, et celle-ci capitula le 2 octobre 1944.

Au regard des événements de Varsovie, la question de Hitler : *« Paris brûle-t-il ? »*, prend ici tout son sens. L'action de la 2e DB se portant directement vers Paris, en forçant la volonté initiale des Américains, a certainement évité une catastrophe, aussi bien humaine, matérielle, que culturelle.

F. LULIN,
(Paris).

● PRÉCISION. — Dans l'article *Qui a peur d'Alfred ?* (*le Monde aujourd'hui* daté 9-10 septembre 1984), le chiffre de 4 milliards cité ne correspond pas au montant des recettes réalisées à Paris, mais au montant des recettes mondiales des quatre premières reprises d'Alfred Hitchcock.

A pleines dents...

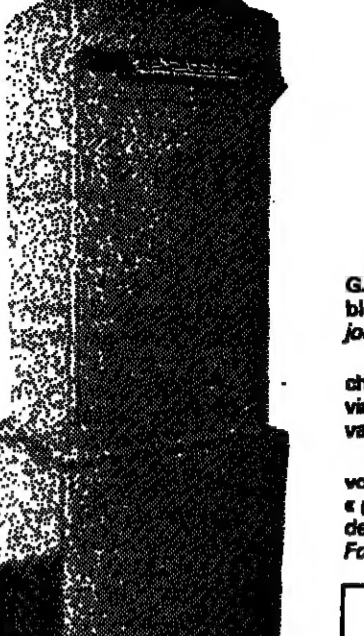
C'est en riant à pleines dents (les miennes) que j'ai lu votre article paru dans *le Monde* de samedi. Ces prothésistes en mal de contact humain rêvent d'appareiller eux-mêmes des bouches, de palper de la gencive et de la muqueuse, en ont assez de travailler sur du plâtre. Le déplacement de la frustration vers l'économique pose le vrai problème qui est celui de l'argent dans la relation de restauration. Le technicien ne supporte pas l'intermédiaire du dentiste et lui conteste à la fois son savoir et son pouvoir. Ce qu'il oublie, c'est que le patient ne se trouve pas gratifié dans son corps s'il porte un « dentier » fabriqué au rabais, et que la prothèse doit être vécue comme partie intégrante de la bouche. La bouche, tout un programme...

Et puis, les dentiers sont en voie de disparition. Les traitements précoces, les soins d'hygiène et de prévention, pratiqués par les dentistes, justement, tendent à maintenir les dents sur l'arcade le plus longtemps possible et finiront par envoyer au musée ces claquoirs inconfortables.

Et aussi, quel économiste raisonnable pourrait calculer le nombre de dentiers à 2 500 F que devrait exécuter un prothésiste à des patients garantis « sains », recrutés à l'enseigne de l'ignorance ?

Que ces prothésistes ambitieux s'inscrivent à une faculté dentaire, cela apportera sans doute une solution à leurs conflits socio-professionnels.

KLARA GUENKINE
(Paris).


ISABELLE WATERNAUX/MUSÉE DE LA POSTE PARIS

Boîte aux lettres israélienne.



La « MG 205 »

Crise de l'automobile ? Baisse des ventes de voitures françaises sur le marché français ? Percée confirmée des étrangères...

Je voudrais pousser « ma roue », quelques instants, sur ce terrain où semble s'embourber l'automobile française, je voudrais le faire d'une manière « non poujadiste », si c'est encore possible, et objective, si cela se peut.

J'ai décidé, vers la mi-avril dernière, de changer ma vieille Austin 1000 (40 000 kilomètres et cinq ans d'âge). Mon choix s'est porté sur une 205 GT. C'était un retour de manivelle amoureux, car, avant de flirter avec le British Leyland, j'avais longtemps caressé le lion de Sochaux !

Je suis donc allé au garage Peugeot le plus proche de mon domicile un mercredi puis un jeudi après-midi, en prenant sur mon temps de travail, puisque les concessionnaires sont fermés les samedis.

Mon état d'esprit était simple et paisible. Mon idée était arrêtée. Ma conviction forte comme un amour naissant. Je venais commander *ma* voiture. Prêt à signer le contrat. Aucun vendeur n'était présent. Pour tout l'après-midi. Je revins le lendemain. Toujours pas de vendeur. J'en demandai la raison à la seule employée visible. *« En formation permanente »...* Tranquillisé, mais éberlué, pressé par le temps, je décidai illico d'en rester là et d'arrêter mes futurs frais.

Disposant d'encore une heure, je courus, toujours dans mon quartier, chez Autobianchi : accueil aimable, par un des deux vendeurs présents. La voiture était moins chère, de performances différentes, mais la reprise de mon véhicule un peu basse et le délai de livraison très long. Avec courtoisie, je ne donnai pas suite.

Puis, par pur esprit de perversion et peut-être de sournoiserie, j'allai chez les Japonais. La voiture qui m'aurait intéressé, pleine de gadgets, l'air conditionné, à quatre roues motrices, d'un prix abordable, étant contingentée : le délai de livraison aurait été trop long. Je renonçai.

Je souriais jaune en rentrant à mon bureau. J'appelai mon garage Austin. En cinq minutes, l'affaire était conclue. J'avais une reprise convenable pour mon vieux véhicule. Le lendemain à 19 heures une voiture neuve. MG Metro. Pas si chère !...

Voilà comment, après quelques efforts et des espoirs déçus, je ne mets toujours pas un tigre mais du « thé » dans mon moteur. Et pourtant, je ne suis pas si mauvais citoyen. Ni plus intelligent ni plus bête qu'un autre. Et pourtant, j'ai encore de la difficulté à comprendre comment, dans mon pays, je n'ai pas pu, sauf à insister beaucoup, acheter une voiture française. Comme disait Victor Hugo, à propos d'un autre sujet : *« Ces choses-là sont rudes, il faut pour les comprendre avoir fait ses études. »* L'X ou l'ENA, sans doute !

ALAIN QUINTRIE
(Paris).

Moi et les Jörai

J'ai fort apprécié la page de G. Condominas « Le Moï est haïssable » parue dans *le Monde aujourd'hui* daté 2-3 septembre.

Familier de ces populations indochinoises, parmi lesquelles j'ai vécu vingt-cinq ans, je puis juger de la valeur de ce que l'on écrit sur elles.

Il est toutefois un point que je voudrais ajouter. Il s'agissait des « peuples qui ont nourri l'imaginaire de l'Occident » ; nous y voilà. Dans *Forêt Femme Folie, une traversée de l'imaginaire jörai* (Aubier, 1978), je décris un itinéraire où se lit en filigrane la rencontre de mon imaginaire et de celui des Jörai ; on pourrait croire que je leur prête mon propre univers de représentations. En fait, peu doué d'imagination, je ne sais que ce que j'ai appris d'eux, je leur dois le meilleur de moi-même et cet « imaginaire » ne peut être que le leur... que j'ai fait mien.

JACQUES DOURNES
(Paris).

Poésie

Rose-déclic par Dominique Fourcade

Elles savent quand la dose est fatale (ou si peu de rumeur les informe) cheek to cheek dans la roseraie elles dansent un slow mortel.
Sous une pierre ce qui fait qu'une rose est une rose n'est pas écrasé et elle demeure sidérale comme ses sœurs
Et ce qui fait qu'une pierre est une pierre n'est pas écrasant
La matière de l'être est ainsi enthousiasmante d'air d'énergie matière de pétale condition de pétale
Visages-les-roses
Enduites and I'll call you back
Peuvent-ils être plus visages qu'appliqués de démaquillant et le réel
Est-il plus apparent plus chargé jamais
Elles se font faire aussi les mains sono Ilaria puis-je passer te fouetter à 5 heures ô please do not leave a message les répondeurs sont saturés
Revenez
Les roses
De n'avoir pas la peau sèche
Et la trivialité enregistrée de vos amants qui fait partie de l'immense poème
C'est la même que la mienne de grande machine à extase ne l'écoute qu'en mon absence
Allô
Puis-je vous absorber comme je l'entends s'il devait s'avérer que je fusse au monde
Vous qui en êtes le tangible brûlé
Pas moins belles que les grues sur les chantiers tout aussi claires et dotées d'une tension très comparablement portante
O roses frein à main jusqu'au dernier cran
Je vous en prie n'ôtez pas vos casques allongé contre vous n'ôtez pas vos casques je vous aime plus ardemment plus proprement plus intimement plus renouvelablement pendant que m'écrit le long poème sous l'œil de quelques bienveillants sques ne les ôtez pas et laissez.

***

Dominique Fourcade est né à Paris en 1938. Il a notamment publié Epreuves du pouvoir *(José Corti)* Lessive du loup, Une vie d'homme, *(GLM)*, Nous du service des Cygnes *(Claude Aubry)*, le Ciel pas d'angle *(POL)*. Rose-déclic *doit paraître bientôt. Cette écriture aime faire des clins d'œil à Gertrude Stein, celle qui savait* qu'« une rose est une rose est une rose ». *Ici, les ruptures marquent des vibrations fébriles. Dans l'échange des langues se murmurent les changements de vitesse du dire.*

CHRISTIAN DESCAMPS.

Histoire

Cette furieuse passion du terroir

A travers toute la Bretagne, des chercheurs passionnés se donnent pour mission de faire connaître aux Bretons leur propre histoire. Aux Bretons d'abord s'entend, car ces érudits écrivent, dessinent, éditent, à l'intention de l'ensemble de la communauté nationale, en vérité.

Pierre de La Condamine, Jean Bruneau et le Père Emile Letertre sont trois de ces hommes de passion qui consacrent plus que leurs loisirs à faire connaître, à faire aimer, leur terre, son histoire et son peuple. En dépit de la rigueur des temps...

Président de la Société des Amis de Guérande (1), l'historien Pierre de La Condamine explore avec beaucoup de minutie et de rigueur le passé de Guérande et de sa presqu'île. Auteur de multiples livres et articles sur la région, entre autres *Prestiges du pays de Guérande* (France-Empire, 1967) et *le Combat des Cardinaux* (Le Bateau qui vire, 1982), il vient d'éditer un très agréable petit ouvrage très documenté sur *les Voyageurs pour Guérande à l'heure du romantisme* (2), où l'érudition la plus solide est associée à d'indéniables qualités d'écrivain. Gustave Flaubert, Maxime Du Camp, Emile Souvestre, Balzac... — en route vers la mer, vers cet océan qui fut une des grandes découvertes du romantisme — parcoururent le pays guérandais, et le décrivirent. A travers leurs récits, leurs impressions, Pierre de La Condamine nous permet de les mieux connaître, eux. Et de ne pas oublier que *Beatrix*, que certains surnommèrent « le roman de Guérande », fut écrit par Balzac alors qu'il séjournait dans la ville que Jean de Montfort fit fortifier au XIVe siècle.

Fondée en 1928 par des Guérandais qui, à Rennes, se considéraient en exil, la Société des Amis de Guérande, affiliée à plusieurs sociétés savantes de Bretagne, compte à ce jour environ quatre cents adhérents. Outre la publication des *Cahiers du pays de Guérande*, à laquelle Pierre de La Condamine est très attaché, l'association organise régulièrement des cycles de conférences : par exemple sur les officiers de la Royale, sur la chasse à courre en basse Bretagne. Ou encore sur les recherches effectuées par des équipes de plongeurs sur le lieu du combat des Cardinaux. (Ne cherchez pas là un quelconque conflit entre Richelieu et Mazarin ! Les Cardinaux sont des îlots rocheux situés au large du Croisic, et près desquels, en 1759, la Royal Navy écrasa la flotte française.)

Chaque année, les Amis de Guérande décernent des médailles à des personnes ayant bien mérité de la Bretagne. Ainsi, en juin dernier, furent honorés le grand historien Fernand Guériff, pour l'ensemble de son œuvre, mais aussi pour son tout récent ouvrage sur la chanson populaire du pays de Guérande ; un jeune couple qui, se privant de vacances pendant cinq ans, a pu construire dans le style ancien une maison en granit, près de Lauvergnac ; l'ancien conservateur du splendide Musée de Guérande (3) ; et aussi l'association La Madeleine d'hier et d'aujourd'hui (4) pour l'ensemble de ses activités, particulièrement pour la remise en état d'un four à pain de 1870 au village de Ker-Gourdain.

La Madeleine — bourg situé à 5 kilomètres de Guérande, et rattaché à cette commune — a la chance de voir trois cent cinquante de ses mille deux cents habitants participer aux activités de douze associations. La Madeleine d'hier et d'aujourd'hui, qui regroupe une centaine de membres, multiplie les manifestations : exposition sur les vieux métiers, sur « Les abeilles et les hommes », restauration de croix, d'oratoires, de fours à pain, édition de brochures historiques et folkloriques — à noter une très intéressante monographie *La Madeleine — Son histoire* (5)... L'association contribue sans mesurer sa peine à l'organisation de la fameuse fête annuelle des Métais (le jour de la Sainte-Madeleine, le 22 juillet), qui attire à La Madeleine plusieurs milliers de spectateurs ; ceux-ci peuvent assister au championnat de Bretagne de jeux... bretons, aux exhibitions de groupes folkloriques, à la reconstitution d'un mariage breton ancien, etc.

Le Père Emile Letertre est l'« historien » de Piriac. Diable d'homme que ce prêtre-là : sa puissance de travail semble inépuisable ! Auteur-éditeur d'ouvrages érudits (6), mais non dénués d'humour, qui font référence — *Piriac d'hier et d'aujourd'hui, les Mystères de l'île Dumet, Piriac au dix-neuvième siècle...*, — il accumule sans répit, avec une curiosité d'esprit inlassable, les matériaux qui lui permettront de rédiger de nouveaux ouvrages consacrés à ce joli petit port qui comprend un bel ensemble de maisons du dix-septième siècle. Si le Breton admire le site de la pointe de Castelli, l'historien se refuse à cautionner le récit légendaire du tombeau d'Almanzor, ou d'autres fariboles se rattachant aux nombreuses grottes de cette côte sauvage.

Piriac n'occupe pas exclusivement les pensées du Père Letertre. Le combat des Cardinaux — en un de ses aspects particulièrement — l'intrigue : comment se fait-il qu'aucun corps de marin tué n'ait été rejeté sur les côtes ? En effet, il semble bien qu'aucun écrit de ce temps-là ne mentionne de telles macabres découvertes, qui pourtant, étant données les circonstances, eussent été toutes naturelles. Le géographe nantais Jean-Baptiste Corabœuf, qui participa à la campagne d'Egypte de Bonaparte, est l'auteur d'un Journal qui intéresse fort notre boulimique chercheur, mais, las, ledit Journal demeure introuvable, de même que certains renseignements d'importance, tels le lieu et la date de la mort du dit Corabœuf...

Un peu d'amertume, aussi, devant l'intérêt modéré porté par les Piriacais au sort précaire de la revue d'histoire *Pen Kiriak* (7), de Jacques Bachelier. Alors que Yann Brekilien, dans *Armor Magazine* (no 173, juin 1984), écrit : *« Comme il serait souhaitable que, dans chaque localité du pays breton, des érudits se donnent (...) pour tâche d'en écrire l'histoire pour leur compatriotes »*, faudra-t-il déplorer bientôt, faute d'un peu d'aide et de moyens en cette conjoncture morose, la disparition de la revue d'histoire piriacaise ?

Cette inquiétude, à Nantes, un autre homme, combien généreux et sympathique, la ressent. Jean Bruneau, président de l'association des Amis du musée des Salorges (8), se demande s'il ne devra pas cesser de faire paraître les *Cahiers des Salorges*. Les mécènes se font rares, et les membres de l'association, eux, ne roulent pas sur l'or.

Peintre, graveur, décorateur, miniaturiste, Jean Bruneau ne fut jamais marin. Pourtant, depuis vingt-cinq ans, le voici président d'une association dont l'ambition est d'enrichir les collection du musée de la Marine nantais et de faire connaître la vie des corsaires, des tristes négriers spécialistes du « marché triangulaire » (Nantes-Sénégal-Antilles), de rappeler l'intense activité de cette ville qui fut le premier port de France.

Les Amis des Salorges se font une règle d'investir tout l'argent des cotisations dans l'achat d'objets et de maquettes, qui viennent s'ajouter aux modèles réduits réalisés par les membres de l'association. Le musée — déjà très pourvu en documents et objets — enrichit ainsi régulièrement ses collections.

Afin de recueillir les fonds qui leur permettraient de sauver les *Cahiers des Salorges* et de poursuivre ou développer des activités telles que des expositions du type « Pique la baleine ! » ou « Prestige de la marine danoise », les Amis des Salorges envisagent la vente de plans rigoureusement établis, de bateaux caractéristiques de l'Ouest ou propres à telle ou telle rivière de France.

Historien, Jean Bruneau l'est, assurément, par la recherche méticuleuse du détail. Aucun anachronisme dans les superbes planches réalisées pour la Ville et traitant des grandes heures nantaises : « Nantes bouquet d'outre-mer », « Les transports à Nantes », « Les chevaliers Bretevin », « Imagerie de la marine nantaise »... Ces magnifiques dossiers sont diffusés par l'Office du tourisme de Nantes (9).

Ce souci de rigueur historique se retrouve dans les planches du véritable livre d'heures que Jean Bruneau a consacré à Nantes. Malheureusement, cette merveille est au purgatoire : l'édition de semblables beautés exige d'assez gros moyens, et, en dépit de l'intérêt et du soutien des diverses autorités locales et assemblées régionales, le financement total de cet histoire en images n'est pas assuré.

Ainsi, avec ténacité et dévouement, en consentant souvent de grands sacrifices personnels, des hommes ayant en commun l'érudition et la modestie ont la volonté de faire revivre le passé de leur pays et de transmettre à leurs compatriotes le trésor culturel recueilli. Il ne serait pas inutile que chacun — pouvoirs publics, éditeurs, particuliers — prenne conscience qu'il s'agit là d'un véritable « service civique ».

JEAN-PIERRE COLIGNON.

(1) Société des Amis de Guérande, BP 24, 44350 Guérande.

(2) Edition du Bateau qui vire, Cabélais Saint-Molf, 44350 Guérande. Auteur, chroniqueur à *Presse-Océan*, directeur de collection (« Histoire et terroir ») aux éditions France-Empire, Pierre de La Condamine est aussi son propre éditeur.

(3) Installé dans la porte-tour Saint-Michel, ou « château », qui fut la résidence des gouverneurs, ce musée présente les fameux meubles de paludiers, peints au sang de bœuf (pour résister à l'air salin), et de nombreux objets et costumes régionaux. Ouvert d'avril à fin septembre, de 9 à 12 heures et de 14 à 19 heures.

(4) La Madeleine d'hier et d'aujourd'hui, mairie annexe de La Madeleine-de-Guérande, 44350 Guérande.

(5) En vente au siège social de l'association (voir ci-dessus) : 15 francs plus frais d'envoi.

(6) 59, rue de l'Ouchette, 44000 Nantes.

(7) *Pen Kiriak*, 14, route de Kervin, 44420 Piriac-sur-Mer.

(8) Les Amis du musée des Salorges, château des Ducs, 44000 Nantes. CCP Les Amis du musée des Salorges Nantes 154 576. Toute correspondance ou demande d'adhésion à Jean Bruneau, 1, rue Jean-de-Crabosse, 44000 Nantes.

(9) Syndicat d'initiative, Office de tourisme de Nantes, place du Change, BP 160, 44005 Nantes cedex.

Etats-Unis : regroupement sur un satellite

Italie : les bonnes affaires de Rusconi-Hachette

...atre coins ... France

Kiosque

Nous allons faire un beau voyage

IL y a tant de mots pour le dire aujourd'hui que ce doit être une maladie du siècle. Partir, tout plaquer, larguer les amarres, se tirer, fuir, se barrer, disparaître, se tailler, voyager, galérer, router, vaguer. On en passe.

C'est la tentation de l'automne. Récupérés, happés, tourneboulés par ces immenses accélérateurs de particules que sont les villes, les usines, les bureaux, rompus par ces moulins à existence, nous rêvons tous derrière la vitre mouillée de l'autobus. Et si la porte de l'ascenseur, pour une fois, ouvrait sur l'espace ?

Gare au voyage, fascinant et terrible. Il y a le voyage de légende, le voyage absolu. Ce veinard de Patrick Poivre d'Arvor l'a fait. Un beau jour, il a décidé d'ouvrir la porte du placard où la direction d'Antenne 2 l'avait entreposé comme un vulgaire balai. Et il a pris le train. Oh ! pas le train de Villeneuve-Saint-Georges ou la patache pour Saint-André-le-Gaz. Non, le Train majuscule, idéal, le train des mythes : le Transsibérien. Et pas seulement celui-là. En deux mois, cet été, pour *Paris-Match*, il a, explique-t-il, *« flirté avec l'Oural, les montagnes Rocheuses, la cordillère des Andes et le Kilimandjaro, franchi l'Amazone, le Mississippi, l'Ob et le fleuve Jaune, humé la steppe, la savane, la prairie, le Pacifique, l'océan Indien, la mer de Chine et l'Atlantique »*. En train.

Rêve de journaliste et rêve d'enfant, rêve de journaliste-enfant. La vie du rail annule la vie. Après l'Union soviétique, vient la Chine : *« Passé la première semaine de voyage,* raconte PPDA, *on apprivoise l'insouciance, le vide, l'infini. Infiniment lente, la course du train n'appelle plus une fin. Nous sommes à jamais calés sur des oreillers bien rembourrés derrière nos rideaux de cretonne ajourée. La paupière se soulève paresseusement à chaque entrée en gare et se laisse gagner par l'assoupissement dès que notre locomotive, noire comme jais, achève son pique-nique de charbon et d'eau et s'apprête à repartir. »* Au fond, partir c'est mourir un peu et dormir beaucoup.

Encore qu'il faille, pour s'assoupir, choisir sa classe, même dans les pays socialistes. *« Les wagons de seconde,* raconte Poivre d'Arvor, *ont carrément l'air d'hôpitaux militaires de campagne. Un couloir, pas de porte, six couchettes par compartiment, abritées du passage par un léger voilage, et une participation assurée à tous les petits bruits du wagon. Médaille d'or, cette nuit-là, entre Da-Tong et Pékin, raclements de gorge et crachats. On crache beaucoup en Chine, on vise bien aussi. Le pot installé au centre du compartiment remplit généreusement son office. »* Ce ne sont là que petits tracas, et PPDA peut confesser : *« Je suis drogué de train. »*

Les Chinois aussi voyagent, mais le plus souvent à bicyclette. *L'Humanité-Dimanche* raconte que, désormais, à Shangaï, *« le problème n'est plus d'avoir de l'argent mais de savoir comment le dépenser »*. Il y a là-bas un boom sur la bicyclette. Vous pensiez que les Chinois étaient déjà tous équipés ? Erreur : ils se les arrachent. *« Les ventes de bicyclettes,* raconte *l'Humanité-Dimanche, — qui restent un indicateur économique au même titre que celles des automobiles chez nous, — ont augmenté de 36 % depuis 1978. L'usine de bicylettes « l'Eternelle », la plus populaire de Chine, fabrique aujourd'hui 2,6 millions de vélos par an, 800 000 de plus qu'en 1980. »*

Cette fameuse « Eternelle », on ne la conseillerait pas à Bernard Hinault ni à Francesco Moser mais bien plutôt à Calberson : elle est conçue pour *« supporter des charges de 500 kilos et durer plus de vingt ans »*. C'est pourquoi les paysans chinois l'ont surnommée *« l'âne qui ne mange pas d'herbe »*.

Le vélo c'est bien mais, penseront les exigeants, ça reste à ras de terre et on en a vite fait le tour. Qui aspire à l'espace, aux sensations fortes, au corps à corps avec l'infini, au commerce du ciel, choisira plutôt le parachutisme. Cela devient, chez nous, un sport national. Attention, il est fini, nous dit *l'Equipe-Magazine*, le temps du para qui voulait « frimer », faire militaire, bref du para-para ! Voici le temps du para tout court. *« La France est un pays de sauteurs. Depuis deux ans, c'est un véritable boom que connaît le parachutisme. Huit mille licenciés en 1973, pas beaucoup plus en 1982 (10 500), mais plus de dix-huit mille en 1983, et les vingt mille seront dépassés à la fin de l'année. »* Parmi les adorateurs de la corolle, les dévôts du saut, beaucoup de femmes : 20 %. L'une d'elles témoigne : elle saute *« pour connaître un sentiment de liberté totale »*.

Le saut dans l'inconnu, le voyage à hauts risques, la fuite hors des contraintes de la croûte terrestre, cela peut passer par d'autres chemins : ceux de la drogue. Ces voyageurs-là, à force d'en parler, on finirait par les oublier. Ils sont dans le champ social comme ces verrues qu'on ne voit plus sur les visages familiers.

Outre l'intéressé, ces voyages font des victimes : les parents. *La Vie* a rencontré ceux de Patrice, qui a commencé à fumer du haschisch à dix-sept ans avant de passer à l'héroïne, *« initié par un médecin du SAMU où il travaillait » ! « Un toxico,* dit Patrice, *ce n'est pas un zombie, c'est quelqu'un qui a besoin de tendresse. C'est rare d'entendre des parents dire à leurs enfant : je t'aime. Chez moi, on a été incapable de me le dire. »* Alors, il est parti dans la drogue, et ses parents lui ont couru après, affolés : *« C'est affreux,* dit la mère, *à se taper la tête contre les murs. J'ai pris 20 kilos. Mon mari, lui, a maigri. Je fais de l'asthme, ma fille aussi. »* Elle avait écrit à *la Vie* : *« Venez chez nous, vous verrez une famille détruite. »*

Pourquoi une famille qu'on voit soudée, unie, normale, part-elle ainsi par tous les bouts ? Le professeur Jean Bergeret, directeur du Centre national de documentation sur la toxicomanie, professeur à l'université de Lyon-II, donne une explication dans le *Journal des psychologues*. Les parents des toxicomanes, il les appelle des *« parents chewing-gum »*. *« Cette expression imagée, un peu caricaturale, me semble bien les définir. Il serait faux de croire que les toxicomanes naissent chez des familles très pauvres, socialement très meurtries, ou dont les parents sont forcément séparés ou divorcés. (...) Ce sont des familles qui ne s'occupent pas de leurs enfants. Ils leur assurent (parfois même très bien) un bien-être matériel, mais ne s'occupent absolument pas de leur progression ni de leur éventuelle régression ou même de leur stagnation sur le registre de l'évolution affective. »* Conclusion : *« Il faut absolument sortir les jeunes générations, avant même qu'elles soient parents, de leur morosité dépressive. »*

Encore faut-il mettre la main sur eux ! On observe actuellement en France une augmentation inquiétante du nombre des jeunes qui « galèrent ». Ces galéreux, qu'un auteur a appelé les « vagueux », sont partis un jour de chez eux, ne sont jamais revenus et ne sont pas non plus arrivés. Ils ne sont nulle part. Ils logent sur un banc public, un trottoir, tantôt chez un copain, parfois dans un foyer d'accueil. *Message*, le journal du Secours catholique, publie une étude sur ces errants — qu'il faut distinguer tout à la fois des routards... et des clochards — dans la région parisienne. Ceux qui ont pris contact avec le Secours catholique sont passés de 4 708 en 1976 à environ 8 000 en 1981. Une statistique sur 2 202 « passagers » de centres d'accueil montre que les moins de trente-cinq ans représentent plus de 52 % du total.

Un jour, trois d'entre eux pique-niquent dans une ville de province, sur un trottoir. Un voisin surgit, s'insurge, appelle la police, veut les chasser : *« Partez d'ici, on est chez nous ! » « Vous supportez bien les détritus et les ordures »*, lui fait remarquer un « vagueux » avant de continuer son repas sur le trottoir crasseux de ce voyage sans destination.

BRUNO FRAPPAT.

Nostalgie

Sur les bancs de ma première A

UN lycée sans charme, une petite ville de l'Est : Sarrebourg. De longues semaines d'ennui mou, des mois adolescents, certainement marqués par la mélancolie avant que la France, au printemps 1968, ne bascule dans une autre époque. Des anxiétés restées inexpliquées, des souvenirs éparpillés...

Quoi d'autre, bon sang ? Vraiment rien de plus ? Tous ceux qui, à l'aube de l'automne, ont un jour ressenti le besoin de se retourner vers une de leurs rentrées scolaires oubliées ont sans doute ressenti ainsi le poids terrible de l'amnésie, cette difficulté d'aller poser au décor, aux témoins, d'impossibles questions : *« Qui étions-nous ? Qu'est-ce qui, par exemple, en septembre 1967, pouvait bien préoccuper la classe de première A ? Etions-nous heureux ou malheureux ? »*

Le passé, bien évidemment, nous regarde avec des yeux ronds. Il se laisse approcher avec un amusement compréhensif, il nous laisse entrer, comme on fait visiter à un ancien locataire un appartement vidé de ses signes. En vous prévenant que toute trace des passages antérieurs a été effacée.

En 1967, le lycée de Sarrebourg n'était encore qu'un jeu de cubes, nouvelle norme, c'est-à-dire d'un urbanisme froid à pleurer, posé sur un terrain en pente à la sortie de la ville. Le gris dominait, du béton au ciel. La cour de récréation ressemblait à un parking de supermarché, clos par un dépôt militaire lui-même surmonté de miradors.

Ce paysage, évocateur des plus hautes surveillances, n'a apparemment jamais choqué personne, puisque les miradors sont toujours là. Le lycée version 1984 s'est pourtant égayé de quelques discrètes touches de vie. Des arbres ont poussé autour de la piste de cendrée, alors régulièrement détrempée par la pluie. Des fresques de couleurs vives, bienfaits du *« 1% culturel »*, éclairent les couloirs. L'ensemble reste peu engageant, mais il doit y avoir pire ailleurs. La comparaison avec une cité de HLM, si souvent faite, n'est plus possible.

« Votre génération n'a pas eu de chance, explique le proviseur, M. Schnitter, en fonction depuis le début des années 70. *Elle a inauguré l'établissement et a achevé sa scolarité dans les travaux d'aménagement. »* Nos études dans les gravats. Les plâtres essuyés pour le lancement d'un établissement qui a aujourd'hui trouvé sa patine, à raison, entre autres, d'une classe de première A par an.

Nos successeurs manifestent peu d'intérêt pour notre recherche d'une sorte de confrérie illusoire. A chacun ses problèmes et son histoire, laisse entendre un élève boutonneux de première. A lui la jeunesse, à nous le vertige des années. Ce qu'ils ont dans la tête, ces poursuivants, en cette rentrée 1984, doit bien avoir un vague air de ressemblance avec le *blues* des vieilles cuvées, mais chaque âge, le nôtre, le leur, veille jalousement sur son patrimoine émotionnel. Restons-en, semblent-ils suggérer, aux comparaisons raisonnables, vestimentaires, ou du degré d'innocence du comportement. D'accord, ils enlacent leurs petites amies dans les couloirs et nous volions, la peur au ventre, des baisers dans les toilettes. Et alors ? Dix-sept ans ont passé, rien de plus, rien de moins, qui marquent strictement l'évolution des mœurs scolaires.

Le lycée, désormais, respire au rythme de la pédagogie nationale. Les profs viennent des quatre coins du pays et s'embarrassent peu du vieux particularisme alsacien-lorrain qui pesait, en 1967, comme un ciel bas, sur la vie scolaire. Le lycée a même fini par devenir une avant-garde et à se prémunir contre une ville encore très marquée par la seconde guerre mondiale et son isolement culturel. Dix-sept ans plus tôt, les lycéens retrouvaient dans l'établissement la toute-puissance hautaine d'une cité commerçante, conservatrice, d'une ville de garnison, frileuse comme on l'est aux frontières. Ni germanique ni tout à fait française, Sarrebourg, pour échapper à la crise d'identité, a trop longtemps préféré le passé au présent, le repli sur soi à l'aventure, la rumeur à la thérapeutique ouverte.

D'étranges histoires circulaient en ville et donc au lycée sur les *« profs collabos »*, sur le terrible destin de quelques familles de notables dont les rejetons occupaient d'office, en classe, les premiers rangs. *« En septembre 1967, voilà de quoi, sans le savoir, votre génération a dû souffrir »*, dit un enseignant d'origine sarrebourgeoise.

D'un air du temps encombré de vieux fantômes, d'un ordre des choses imposé en classe par la ville et qui façonnait les groupes : les fils de la bourgeoisie locale, omniprésents ; les enfants de la campagne environnante, à leur place, c'est-à-dire derrière ; les gosses de militaires, solitaires, en transit, le cœur chagrin des souvenirs d'Afrique ou de la fuite d'Algérie. *« La ville a toujours eu cinq ans de retard sur l'histoire nationale,* note encore l'enseignant. *D'où vos impressions d'ennui. »* Certains élèves de la première A de 1967 se souviennent très bien du rythme des semaines, des rondes du bistrot au bistrot, de l'accompagnement à la bière dès l'âge de seize ans, pour compenser ce que nul n'aurait jamais osé imaginer : qu'il devait bien y avoir, plus à l'est ou plus à l'ouest, une vie plus contemporaine, des plaisirs, des attirances moins décalées. *« Rappelle-toi,* dit Martine, aujourd'hui enseignante d'anglais, *il a fallu attendre nos études à Strasbourg ou à Nancy pour nous éclater. »*

En 1984, ils « s'éclatent » un peu plus au lycée même. Les classe sociales se sont compliquées. L'établissement, qui compte plus de deux mille élèves contre sept cents en 1967, s'est gonflé d'une population plus hétérogène. Reste, bien sûr, un soupçon de monotonie autour de la vie scolaire, mais c'est celui de toutes les provinces françaises qui manquent de cinémas ou d'aspirations culturelles et qui consomment de la télévision à haute dose. *« Ils vont encore au bistrot, comme partout, mais ils se rattrapent en partant en vacances, en s'échappant plus régulièrement que leurs aînés. »*

Après tout, la somnolence ressentie par les générations des années 60 devait avoir du bon ,car sur une classe de trente élèves, la majorité est revenue s'installer à Sarrebourg après un simple détour par l'université. Les enfants du *« centre-ville »* ont sagement chaussé les pantoufles familiales, ceux de la proche région, plus modestement, sont devenus instituteurs ou employés de banque, les plus ambitieux ont fait médecine.

Manquent à l'appel immédiat les fils de militaires, partis sans regret et dont la ville n'a pas cherché à suivre la trace. Quelques destins bizarres, comme celui de Bruno l'ex-comédien, de Sophie, papillon de nuit qui allait de garçon en garçon et qui a continué plus loin sa ronde amoureuse. Un ou deux morts, quelques exils nancéens ou strasbourgeois qui prennent fin à chaque week-end. Rien qu'une poignée d'absents. *« Après vos années,* explique encore un témoin, *les jeunes ont mieux supporté le choc. Ils se sont faits à la vie d'ici. On n'y est pas plus mal qu'ailleurs. »*

PHILIPPE BOGGIO.